LE COURANT «BORDIGUISTE»

(1919-1999)

Italie, France, Belgique

Onorato DAMEN

Amadeo BORDIGA

Ottorino PERRONE

Philippe Bourrinet

Sommaire

Introduction 5

1. La gauche italienne (1912-1926) 14

1. La naissance du Parti socialiste italien
2. La Gauche dans le parti (1912-1918)
3. A la conquête du parti (1918-1921)
4. Bordiga et le PCd'Italia
5. La bolchevisation et la réaction de la Gauche
6. Les rapports avec Korsch
7. L'itinéraire de Bordiga après 1926

2. Vers le communisme de gauche allemand ? 45

1. Bordiga et le KAPD avant 1926
2. Pappalardi et les "bordiguistes" italiens
3. Le "Réveil communiste" (1927-1929)
4. L'influence du KAPD : "l'Ouvrier communiste" (1929-1931)

3. La naissance de la fraction de gauche du PCI (1927-1933) 57

1. Les militants: une immigration ouvrière; Ottorino Perrone (Vercesi)
2. L'organisation de la Fraction: France, USA, Belgique
3. La conférence de fondation de Pantin; premiers contacts avec l'Opposition française
4. "Prometeo" et Trotsky
5. Dans l'Opposition internationale: rapports avec la N.O.I., l'Opposition allemande et française
6. L'expulsion de la Fraction de l'Opposition trotskyste: raisons et conséquences

Bilan 95

4. Le poids de la contre-revolution 102

1. "Quand il est minuit dans le siècle"
2. "Bilan" face à I'antifascisme et au Front populaire
3. Le congrès de la Fraction (1935)
4. L'isolement de la Fraction
5. Discussions avec l'Union communiste; la Comunist league of struggle; la RWL de Oehler

6. Rupture définitive avec le trotskysme et début d'une communauté de travail avec la LCI belge

5. La fraction italienne devant les evenements d'Espagne 132

1. La majorité de la fraction face au drame espagnol
2. Vers la scission: arguments et activité de la minorité en Espagne
3. De rupture en rupture. Naissance de la Fraction belge (février 1937)
4. Contacts avec Ie Mexique: Paul Kirchhoff et le "Grupo de trabajadores marxistas"
5. La naissance du "Bureau international des fractions"; faiblesse de la Gauche communiste

6. Vers la guerre ou vers la revolution mondiale? 157

1. Guerre ou révolution?
2. Les racines de la querre impérialiste : décadence du capitalisme; nécessité de I'internationalisme
3. La discussion sur l`économie de guerre
4. Guerres localisées ou guerre mondiale? La "théorie" de Vercesi

7. Bilan de la Révolution russe? 175

1. La méthode de "Bilan"
2. Le point de départ : le parti
3. Les conditions de la révolution mondiale
4. Syndicats et lutte de classe
5. La défaite de la Révsolution russe
6. La nature de I'Etat "prolétarien" russe
7. L'Etat dans la période de transition

8. De la fraction au parti 205

1. Le choc de la guerre
2. Le "noyau de la gauche communiste" (1942)
3. Les RKD-CR et Ie "Spartacusbond" de Hollande
4. L'impact des événements italiens de mars 43 sur la Fraction italienne
5. Les divergences politiques avec Vercesi
6. 'L'Italia di domani' : l'activité de Perrone dans la 'Coalizione antifascista" de Bruxelles
7. Création de la Fraction française et rupture avec la Fraction italienne

9. Le partito comunista internazionalista (1943-1982) 231

1. Naissance du PCInt: Damen et "Prometeo"
2. La 'Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti" de Bordiga et Pistone
3. La Fédération des Pouilles: Ie POC entre trotskysme et bordiguisme
4. Le congrès de Torino (décembre 1945) du PCInt
5. Evolution du parti après 1946 : les scissions
6. La Gauche communiste de France ('Internationalisme')

Conclusion 254

Bibliographie 258

Notices Biographiques 280

INTRODUCTION

La Gauche communiste italienne *(Sinistra italiana)* est aujourd'hui encore inconnue, sinon méconnue, dans le pays où elle a surgi, et dans ceux où elle s'est développée, dans l'immigration, en France et en Belgique..

Surgie, dès avant la Première Guerre mondiale en Italie, autour de Bordiga qui en fut le principal artisan, elle se trouva de 1921 à 1925 à la tête du Parti communiste d'Italie. A cette époque le courant de Gramsci ne jouait encore qu'un second rôle dans ce parti; comme courant de droite, il eut bien du mal, malgré les pressions de l'IC, à évincer la direction de gauche qui était soutenue par la majorité du PCd'I. En 1926, l'ancienne majorité " bordiguiste ", à la suite du congrès de Lyon, était exclue peu à peu du parti. Bientôt, son militant le plus en vue, Amadeo Bordiga, était emprisonné. À sa libération, il se retirait de toute activité militante, pour se consacrer à sa profession d'ingénieur architecte. Il ne sortira de son silence qu'en 1944 .

C'est sans Bordiga, et en dehors de l'Italie - où les lois " fascistissimes " empêchaient toute activité politique organisée - que la Gauche communiste italienne va se perpétuer. Devenue Fraction de gauche du PCI en 1927, puis fraction de la gauche communiste en 1935, elle va de sa fondation à Pantin jusqu'en 1945 - date de sa dissolution - reprendre l'héritage du Parti de Livourne dirigé par Bordiga.

Exilée après 1926, la Gauche communiste italienne va perdre de plus en plus ce qu'il pouvait y avoir d "italien " dans ses origines et son développement. C'est un groupe d'ouvriers italiens immigrés en France et en Belgique qui reprend la tradition du PCd'I à ses débuts. Sans patrie ni frontières, comme les travailleurs immigrés obligés de s'expatrier, fortement attachée à la tradition de l'Internationale communiste, la Fraction " italienne " est vraiment internationaliste. Elle sera présente non seulement en France et Belgique, mais aux U.S.A.; elle aura pendant quelques années des militants exilés en Russie et des contacts jusqu'avec le lointain Mexique. Echappant au phénomène de repliement sur soi, si fort dans les groupes politiques d'immigrés, elle chercha toujours la confrontation avec tous les groupes sortis ou expulsés du Komintern :

depuis les trotskystes jusqu'aux " communistes de gauche " ayant rompu avec Trotsky. Cette persévérance dans les discussions internationales, en dépit des ruptures successives avec ces groupes, fut fructueuse. La création d'une Fraction belge (issue de la Ligue des communistes internationalistes de Hennaut) en 1937; puis d'une Fraction française en 1944, aux côtés de la Fraction italienne montraient un élargissement indéniable de son influence, d'ailleurs plus idéologique que numérique. Désormais, la Gauche communiste italienne cesse d'être spécifiquement " italienne ", pour devenir la Gauche communiste internationale en 1938, avec la fondation d'un Bureau international des fractions.

Internationaliste, la " Gauche italienne " l'a été jusqu'au bout dans ses positions politiques et son activité. Internationalisme signifiait pour cette petite organisation d'ouvriers, ne pas trahir la cause du prolétariat mondial. Dans une période historique qui fut particulièrement terrible pour les petits groupes révolutionnaires, de plus en plus isolés du prolétariat, elle fut l'une des très rares organisations qui choisirent d'aller à contre-courant. Elle refusa de soutenir la " démocratie " contre le " fascisme "; elle rejeta la " défense de l'URSS ", et les " luttes de libération nationale ". Dans une période qui était toute tournée vers la guerre, elle préconisa inlassablement, comme Lénine en 1914, le " défaitisme révolutionnaire " contre tous les camps militaires; elle défendit inlassablement la nécessité d'une révolution prolétarienne mondiale, comme unique solution à un monde qui agonisait dans les crises, les guerres, la terreur massive.

En dépit de l'hostilité qu'elle pouvait rencontrer en milieu ouvrier, où l'immense majorité suivait les consignes du Front populaire et de " l'antifascisme ", elle opposa sa propre consigne qui était de ne pas trahir. Pour cela, isolée déjà, elle fit le choix difficile de s'isoler encore plus pour pouvoir défendre sans faiblesse les positions internationalistes contre la guerre. Lors de la guerre en Espagne, elle fut en France l'un des rares groupes qui refusèrent de soutenir - même de façon critique - le gouvernement républicain, et appelèrent à la " transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ". Soutenue en cela que par une minorité de la LCI de Belgique, et un petit groupe mexicain, elle vit son isolement devenir total : que ce soit avec l'Union communiste en France; la LCI en Belgique; la RWL (Revolutionary Workers League) des USA. Elle-même, comme prix de la défense intransigeante de ses positions, connut une scission en son sein, entraînant le départ d'une importante minorité. Affaiblie numériquement, la Fraction de gauche sortit pourtant renforcée idéologiquement. Lorsque la guerre éclata, guerre qu'elle croyait repoussée

à une échéance plus lointaine, elle fut avec les Internationalistes hollandais, les RKD allemands et les Communistes révolutionnaires français, l'un des rares groupes à dénoncer la guerre impérialiste, les fronts de résistance, pour leur opposer la nécessité d'une révolution prolétarienne balayant tous les blocs et fronts militaires, quels qu'ils soient. Au massacre d'ouvriers dans la guerre, elle opposa leur fraternisation, par-delà les frontières.

Pour caractériser ses positions, certains historiens et/ou adversaires politiques lui ont accolé la double étiquette d "ultra-gauche " et de " bordiguisme ". En fait, la Gauche communiste " italienne " ne fut ni " ultra-gauche " ni " bordiguiste ". Elle s'en est d'abord toujours défendue. Elle ne cherchait pas .la " singularité " dans ses positions bien qu'attaquée par Lénine - avec le KAPD - dans " L'extrémisme, maladie infantile du communisme ", elle fut avant tout une expression de gauche du Komintern, dont elle voulut continuer la tradition révolutionnaire de ses deux premiers congrès. C'est pourquoi, elle fut l'un des premiers courants de gauche de l'Internationale communiste à surgir en son sein, elle fut l'un des derniers à en sortir, et moins d'elle même qu'à la suite de son expulsion. Attaquée sans appel par Trotsky comme " ultra-gauche ", elle travailla et discuta pendant plusieurs années avec le courant trotskyste, qui finit par l'expulser. surgie comme courant marxiste intransigeant avant la première guerre, elle resta toujours fidèle à l'intransigeance originelle du Komintern, qui avait évolué par la suite dans l'autre sens avec la " tactique " du Front unique et des " gouvernements ouvriers ".

Comme courant, la Gauche communiste " italienne " s'est maintenue non parce qu'elle rechercha. " l'extrémisme ", mais parce que son expérience politique la poussa à évoluer et à remettre en cause les schémas du passé qui lui semblaient dépassés. Pour elle, l'expérience russe ne devait pas être sanctifiée mais passée au fil de la critique la plus vigoureuse. Le marxisme n'était ni une bible ni une somme de recettes; il devait être enrichi à la lumière de l'expérience prolétarienne. Elle refusait de réduire Lénine et Bordiga à des dogmes religieux éternels. Considérant que la Révolution russe et toute la période qui la suivit devaient aboutir à un " bilan " précis, ans préjugés ni ostracisme, elle fut amenée à critiquer certaines positions de Lénine et de Bordiga, dont elle se réclamait pourtant. Que ce soit dans la question, syndicale, celle des " luttes de libération nationale ", ou encore celle de l'Etat transitoire, elle n'hésitait pas à innover, quand cela lui semblait nécessaire. Elle ne peut donc être cataloguée ni comme " léniniste " ni comme " bordiguiste " dans la période qui s'étend. de 1926 à 1945. C'est certainement ce " bilan " critique du passé qui lui permit de

survivre à la Seconde Guerre mondiale et de se perpétuer comme courant jusqu'à aujourd'hui.

Cette longévité de la Gauche italienne, dite à tort " bordiguiste " dans l'émigration ne peut s'expliquer par des personnalités comme Ottorino Perrone (Vercesi), qui fut l'un des principaux créateurs et animateurs de la Fraction de gauche. Si brillant qu'il fût, Perrone a été avant tout la cristallisation d'une activité théorique et politique qui jaillissait de chacun des militants. Ses hésitations politiques, voire sa surprenante participation une " Coalition antifasciste " en 1944-4.5 à Bruxelles, montrent que la continuité idéologique de la sinistra italiana " dépendait plus de l'organisation dans sa totalité que des simples individus. Selon une formule chère à la Fraction de gauche italienne, chaque militant se retrouvait dans son organisation, comme celle-ci se retrouvait dans chacun de ses militants. S'il lui arriva d'exalter les " chefs prolétariens ", tel Lénine, ce fut pour montrer que ces " chefs " synthétisaient toute la vie organique de leur parti. Dans ce sens, elle chercha autant que possibles donner une forme anonyme aux militants les plus en vue. En cela, elle répondait à une préoccupation de Bordiga, dans les années 20, qui avait toujours essayé de faire prédominer une vie de parti basée non sur un " suivisme " par rapport à ses chefs, mais sur son programme politique.

On sera certainement étonné que les groupes actuels se réclamant de la " tradition de la Gauche italienne " passent souvent sous silence leur propre histoire bien que certains de leurs militants proviennent de la Fraction italienne. Lorsqu'ils sont amenés à parler de *Bilan*, ils présentent cette revue comme une petite revue " d'émigrés italiens " et font silence sur les positions qui y étaient défendues. Tel est le cas par exemple du " Parti communiste international représenté en France par " Programme communiste " en France et " Programma communiste " en Italie. Se réclamant d'une " continuité totale avec la Gauche italienne depuis 1921, d'une invariance de ses positions, d'une fidélité absolue à toutes les positions de Bordiga et de Lénine dans les années 20, ils semblent prendre soin de garder une politique du silence sur la Fraction italienne entre 1926 et 1945.

La Gauche communiste " italienne " a connu de fait une importante rupture dans son histoire entre 1943 et 1945, avec la création du " Partito comunista internazionalista " d'Italie. Celle-ci entraîna la dissolution de la Fraction italienne en France et en Belgique, dont la plupart des militants s'intégrèrent individuellement au nouveau parti, sans même en connaître le

programme. Dans l'enthousiasme de leur adhésion au PCInt d'Italie, fort de ses milliers de militants, auréolé de la présence de " chefs " aussi prestigieux que Bordiga, Damen, Bruno Maffi, et bientôt Perrone, bien des divergences du passé furent momentanément oubliées; bien des " vocations " militantes furent déterminées par l'espoir de revoir surgir intact le Parti de Livourne et de Bordiga. Ce sentiment de force numérique du PCInt l'amena à défendre une politique sectaire qui n'avait pas été celle de la Fraction de la gauche communiste en France et en Belgique. Il refusa toute discussion et confrontation avec des groupes comme les RKD-CR qui pourtant avaient refusé d'adhérer à la guerre et maintenu leurs positions internationalistes. Il exclut de fait la Fraction française qui voulait maintenir la tradition de *Bilan* et avait fait renaître de son assoupissement les fractions belge et italienne pendant la guerre.

Quelques années plus tard, le nouveau parti en Italie entrait en crise profonde, avec des scissions et démissions en cascade. le parti voyait ses effectifs fondre et devenait une petite organisation de militants qui continuait toujours à se proclamer parti, bien qu'elle n'en n'eut ni la forme ni les moyens, dans une période où - comme dans les années 30 - elle restait profondément isolée. En 1952, la tendance Damen, qui avait constitué le PCInt après plusieurs années de divergences avec Bordiga, qui n'était même pas inscrit au Parti, se de la tendance purement " bordiguiste ". Celle-ci allait se revendiquer des thèses de Bordiga et de Lénine des années 20, et rejetait en conséquence tous les développements théoriques de " Bilan ", " Octobre " et " Communisme " au cours des années 30.

Aujourd'hui, seul le PCInt *" Battaglia comunista "* qui se réclame du PC internationalisme fondé- par Damen en 1943, de tous les groupes de la Gauche italienne existant aujourd'hui, se revendique de " Bilan ". Lors de la scission de 1952, la plupart des membres de l'ex-Fraction de gauche italienne rejoignirent la tendance Damen.

Sans provenir directement de la Gauche communiste italienne entre les deux guerres, le Courant communiste international (ou CCI) se revendiquait explicitement de *Bilan* et de la Fraction française qui après 1945, autour de la revue *Internationalisme*, voulut en développer les positions. Mais dans une optique très marquée par le trotskysme et l'activisme gauchiste.

Entreprendre aujourd'hui une histoire (ou plutôt une ébauche d'histoire) de la Gauche communiste italienne entre les deux guerres est peut-être encore une gageure. Mais l'importance de ce courant, moins numériquement

qu'idéologiquement, les contacts qu'il eut avec les autres groupes sortis après 1927 du Komintern sur sa gauche imposent une telle étude. l'existence aujourd'hui encore de nombreux groupes se réclamant d'une Gauche italienne plus ou moins mythique, dont bien souvent ils ont reconstruit artificiellement l'histoire, quand ils ne l'ont pas déformé purement cachée, impose un travail de recherche sur la période la moins connue de son existence : dans l'émigration de 1926 à 19450 en France et en Belgique (mais aussi aux USA), et en Italie du Congrès de Lyon à 1945, qui voit la disparition de la Fraction italienne dans le nouveau Parti.

Nous ne dissimulerons pas les énormes difficultés rencontrées pour mener un tant soit peu à bien un tel travail.

Pratiquement, aucun ouvrage n'a été écrit sur cette période clef tant en Italie qu'en France. En Italie, le courant bordiguiste est évidemment mieux connu qu'en France; mais son étude se limite bien souvent à la période qui précède 1926. Les textes de Bordiga, quand il était à la tête du PCd'Italia, ont été peu à peu republiés. Des études nombreuses ont été consacrées à ce parti, à ses débuts, qui de plus en plus insistent sur l'importance de Bordiga, et replacent à sa, juste place le rôle de Gramsci et de Togliatti. Mais bien souvent, de telles études se limitent à la personnalité de Bordiga plus qu'au courant qu'il contribua à former Pour quelques travaux honnêtes (en particulier celui de De Clementi, il y a beaucoup de livres écrits par des membres du PCI ou de groupe;. gauchistes dont le but avoué est de montrer le " sectarisme ", voire 1'" infantilisme " du " bordiguisme ", pour lui opposer le " gramscisme ". Un révolutionnaire comme Bordiga ne pouvait et ne peut que susciter encore aujourd'hui les passions les plus vives, car les positions qu'il défendit se trouvent incarnées dans tout un courant politique qui demeure vivant.

En France, il serait bien difficile de trouver une étude sur le courant " bordiguiste " et Bordiga avant 1926.

Pour la période de 1926 à 1945, celle de la Fraction italienne, il n'existe à notre connaissance aucune étude générale, en dehors d'une courte mise au point publiée il y a quelques années dans la " Revue internationale " du CCI (cf. bibliographie). Arturo Peregalli a fait un travail pionnier sur la gauche communiste italienne pendant la guerre *(L'altra Resistenza).* Des recueils de textes de *Bilan* que la Fraction italienne publiait en français, consacrés à la guerre d'Espagne (publiés à Paris par 10/18; à Barcelone aux Editions Excetera) montrent un intérêt toujours croissant pour le courant

“ bordiguiste ” dans l’émigration en France et en Belgique.

Pour mener à bien notre entreprise, nous nous sommes appuyés essentiellement sur les textes, journaux publiées par la Gauche communiste italienne et belge de 1928 à 1939, par les fractions française et italienne à partir de 1942, par le PCInt de 1943 à 1945. Publiés en italien et en français ils traduisent l’évolution continuelle de ce courant au fil des événements. Nous n’avons pas négligé les “ Bulletins internes ” qui furent publiés après 1931, dans les discussions avec Trotsky, en 1937-38 (“ Il Seme comunista ”, en 1943 (“ Bulletins internationaux de la fraction italienne), quand il nous était possible de les posséder ou de les consulter.

Si heureusement, des journaux comme “ Prometeo ”, “ Bilan ”, “ Octobre et “ Communisme ” se trouvent dans différentes bibliothèques d’Europe (Milan, Paris-10-Nanterrre Amsterdam, Bruxelles), ce n’est pas le cas des, archives des militants de la Fraction de gauche. Ce vide est peu à peu comblé par le dépôt des Archives dites Perrone (en fait les archives d’Ersilio Ambrogi) à la BDIC de Nanterre, celles de Piero Corradi à la bibliothèque de Folonica et enfin celles d’Ottorino et Amadeo Perrone, d’Adhemar Hennaut et Le Witte à l’Université libre de Bruxelles. On ne peut qu’espérer qu’un tel exemple sera suivi et contribuera à mieux faire connaître la Gauche communiste italienne.

Nous n’avons pas négligé les rapports de police italienne qui pouvaient se trouver dans les Archives Perrone. En effet, après 1944-1945, pendant une courte période les militants poursuivis après 1922 par le fascisme purent avoir communication des rapports et fiches les concernant. Il est inutile de dire que les archives des polices française et belge ne s’ouvriront certainement pas de sitôt.

Très fructueux a été pour nous le témoignage de Piero Corradi concernant le “ Réveil communiste ” et la minorité de *Bilan* lors de la guerre d’Espagne, ainsi que celui de militants maintenant disparus de la Fraction italienne (Bruno Proserpio, Marc Chirik), dont - pour des raisons évidentes - nous ne pouvions communiquer le nom, et que nous désignions, par leur pseudonyme de plume ou d’organisation, à moins que leur nom ne fut tombé depuis longtemps dans le domaine public, par exemple en Italie.

Lorsqu’il nous arrive parfois, au cours de cette étude, de donner les noms et les pseudonymes des militants disparus, ce n’est pas seulement par souci d’oeuvrer en historien aussi scrupuleux et exact que possible. Nous avons

que la Gauche communiste italienne a essayé d'agir comme une organisation, et non comme une somme de personnalités et individualités. Elle s'est manifestée plus par ses organes, de façon anonyme, qu'en mettant en avant des noms illustres. Mais toute organisation, et la Gauche italienne n'y échappe pas, trouvée à un moment ou à un autre confrontée à des divergences qui se sont cristallisée autour de tendances, et donc de personnes qui en sont fait les porte-parole les plus en vue et les plus décidés. La Fraction italienne d'ailleurs, plus qu'aucune autre organisation révolutionnaire, a toujours refusé de dissimuler ses divergences derrière un monolithisme de façade ne connaissant qu'une seule position. Elle s'est toujours efforcée de favoriser les expressions des désaccords politiques fussent-ils ceux de quelques militants.

Nous espérons surtout, en tirant la Gauche communiste italienne d'un total anonymat, inciter témoins et militants encore en vie, ou leur famille, à rectifier certaines erreurs historiques à enrichir l'histoire d'un courant qui doit être connu et sortir du silence où on voudrait l'enfermer.

Nous tenons enfin à remercier Mme Annie Morelli, petite-fille d'un sympathisant de la Gauche italienne de bien avoir eu la gentillesse de nous communiquer les notes qu'elle consacre aux " bordiguistes ", dans, sa thèse à paraître sur l'immigration italienne en Belgique. En particulier celles consacrées à *Italia di Domani* et au rôle de Perrone dans la " Coalizione antifascista " nous ont été fort profitables.

Nous avons estimé nécessaire de découper cette histoire, très succincte, de la Fraction de gauche en tranches chronologiques. Nous n'avons pas négligé de faire un rappel sur ses origines et son développement dans le PCd'I avant 1926.

Nous avons fait le choix délibéré d'insister particulièrement sur les positions politiques du courant " bordiguiste ", en montrant leur évolution progressive, déterminée par tout le contexte historique. Sans négliger l'histoire sociale, voire " sociologique " de la Fraction italienne, l'histoire organisationnelle, il nous a semblé qu'il était particulièrement important et nécessaire de mettre en valeur ces positions. Elles reflètent toute une période historique, riche en débats et affrontements d'idées dans le sillage de la Révolution russe; débats qui sont loin d'être conclus, vu l'importance des questions soulevées.

Néanmoins, aujourd'hui, une appréciation objective de la Gauche italienne

ne peut se faire aujourd'hui sans en dépasser les insuffisances politiques - en particulier son léninisme inconditionnel et son attachement sentimental à la Révolution russe qu'elle qualifia toujours de révolutionnaire, même quand elle fut dévoyée et détruite par les bolcheviks. Pour cela il est nécessaire d'en apprécier les apports et les limites à la lumière des positions communistes des conseils des gauches communistes allemande et hollandaise (KAPD et GIC).

P. Bourrinet, septembre 1998.

CHAPITRE PREMIER

LA GAUCHE ITALIENNE (1912-1926)

Toutes les gauches des partis social-démocrates se sont dégagées au sein de la II° Internationale. Face au courant réformiste représenté par Bernstein, Jaurès, Turati, Karl Renner, le courant marxiste révolutionnaire s'est dégagé très tard. Il était plus une tendance d'opposition de gauche qu'une véritable fraction organisée internationalement dans l'Internationale. C'est nationalement, au début du siècle que s'est organisé le courant révolutionnaire. D'abord en Russie et en Bulgarie en 1903, avec le parti bolchevik et les *"Tesniki"* (Etroits), puis en 1909 avec le nouveau parti (SDP) de Gorter et Pannekoek. Dans le SPD allemand, guide respecté et admiré de toute l'Internationale, le courant de Rosa Luxemburg - qui avait pourtant créé son parti en Pologne sur ses bases dans le SDKPiL - n'était pas organisé comme une fraction. Le courant de gauche, bien qu'il ait très tôt dénoncé le "péril opportuniste" ne commença à s'organiser internationalement que pendant la première guerre mondiale.

La II^{e} Internationale présentait la particularité, liée au développement national des États capitalistes, de s'être constituée comme une fédération de sections nationales, sans véritable organisation centralisée au niveau mondial. Le Bureau International, qui se créa à Bruxelles sous l'autorité de Camille Huysmans avait plus pour tâche de coordonner que de diriger politiquement les sections. C'est seulement avec la III^{e} Internationale que pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier apparut une organisation internationale se formant avant même que ne surgissent les sections nationales adhérentes, et en grande partie déjà liée au sort du nouvel État russe.

Le développement du courant réformiste et la faiblesse concomitante des tendances marxistes intransigeantes n'étaient pas fortuits. Le développement prodigieux du capitalisme depuis 1870 laissait penser au mouvement ouvrier que la lutte pour des réformes, et l'amélioration réelle des conditions de vie des différentes classes ouvrières des pays avancés ne posaient pas la nécessité d'une révolution prolétarienne dans ces États, et encore moins la possibilité d'une révolution mondiale. Tant que les

prolétariats des différents pays ne se trouvèrent pas confrontés à la réalité de la guerre et de la crise mondiales, la nécessité et la possibilité d'une révolution prolétarienne mondiale apparurent comme utopiques et le fruit de quelques cerveaux exaltés.

Le mouvement ouvrier italien n'échappa pas à ces caractéristiques générales.

Jusqu'en 1870 le mouvement socialiste italien demeura très faible. A cette date, le nombre d'entreprises industrielles ne dépassait pas le chiffre de 9.000 et celui des salariés 400.000. En 1871, Engels, nommé secrétaire de l'AIT pour les affaires italiennes ne dénombrait dans la section de l'Internationale *(Federazione degli operai)* que 750 membres. L'année suivante, une scission entre mazzinistes et socialistes devait encore affaiblir le minuscule parti ouvrier. Le développement des anarchistes, la dissolution par le gouvernement de la section italienne de l'AIT en 1874 réduisirent à peu de chose les débris épars du mouvement prolétarien socialiste. Les bakouninistes tinrent désormais le haut du pavé dans les insurrections locales qu'ils fomentèrent en Romagne en 1874 et au Bénévent en 1877.

C'est seulement en 1881, que resurgit le courant socialiste organisé, avec la fondation à Rimini du Parti socialiste révolutionnaire de Romagne à l'initiative d'Andrea Costa. Son programme se voulait marxiste-révolutionnaire :

"Le PSR de Romagne est et ne peut-être que révolutionnaire. La révolution est avant tout une insurrection matérielle violente des multitudes contre les obstacles que les institutions en vigueur opposent à l'affirmation et la réalisation de la volonté populaire.

"C'est pourquoi la révolution est avant tout dictature temporaire des classes travailleuses, c'est-à-dire accumulation de tout le pouvoir social (économique, politique, militaire) dans les mains des travailleurs insurgés dans le but de détruire les obstacles que le vieil ordre des choses oppose à l'instauration du nouveau, de défendre, de provoquer, de propager la révolution, de réaliser l'expropriation des personnes privées et d'établir la propriété collective et l'organisation sociale du travail."[1]

Un an après, ce parti s'unifiait avec le *Partito operaio* né à Milan autour de Turati. Parti "ouvriériste" ce dernier n'acceptait que des travailleurs

salariés; hostile à tout programme et à toute idéologie, il s'abstenait de prendre part aux élections. Parmi ses membres les plus influents, on trouvait Lazzari, ouvrier typographe, et le théoricien Benedetto Croce. Aucune distinction n'était faite entre le parti et les syndicats adhérents, comme les *Figli del lavoro*. Ce parti sera internationaliste intransigeant : lors de la guerre d'Ethiopie - dont l'aboutissement fut la cuisante défaite d'Adoua en 1896 - Andrea Costa proclamera "pas un homme pas un sou pour les aventures d'Afrique". En 1886, Cafiero traduisit *Das Kapital* de Marx, et malgré la dissolution du parti, fut publiée la *Rivista italiana del socialismo*. En 1889 sortait la première traduction du *Manifeste communiste*, puis en 1891 la revue *Critica sociale*.

La croissance numérique du prolétariat, le développement de la lutte de classe chez les ouvriers agricoles vont pousser à la formation des premières Bourses du travail *(Camere del lavoro)* et à la fondation, en 1892, à Gênes, du Parti socialiste italien.

Cette fondation se révéla de grande importance, puisqu'elle entraîna la séparation entre socialistes et anarchistes. Le nouveau Parti se créait pourtant sur des bases réformistes en préconisant "la lutte de métier", "la lutte la plus ample visant à la conquête des pouvoirs publics", et "la gestion de la production", sans parler de prise du pouvoir d'État par le prolétariat et d'élimination du système capitaliste. Le parti va dorénavant participer aux élections, mais envisagea au congrès de Bologne la possibilité d'alliances électorales. Le parti évolua cependant lentement vers les positions de base du socialisme; il rejettera en 1896, à Florence, l'adhésion d'associations économiques et électorales dans l'organisation, et ne reconnaîtra que les adhésions individuelles.

Le PSI connaît rapidement l'épreuve du feu. Dissous en 1894 par le gouvernement Crispi qui met en place des "lois antisocialistes", le parti n'en connaît pas moins un indéniable développement. Les révoltes de la faim, causées par la guerre, s'étaient propagées dans tout le Mezzogiorno en 1898. La même année, une féroce répression à Milan coûta la vie de 100 ouvriers. Malgré ce climat de terreur, *l'Avanti* était devenu quotidien socialiste. Les élections de 1900 furent marquées par la défaite de la droite et une percée du PSI qui obtient 13 % des suffrages.

Cette victoire allait pourtant favoriser la victoire du courant réformiste organisé autour de Turati. Lors de l'attentat anarchiste qui coûta la vie au roi Umberto, Turati déclara solennellement aux parlementaires : " Nous

nous associons à votre douleur. ” Le congrès de Rome (1900) voit le triomphe de ce courant. Il se prononce d’abord pour la défense de la Constitution (monarchique!); ensuite pour la pleine autonomie des sections locales en matière électorale et du groupe socialiste au Parlement lors des votes. L’attitude plus souple du gouvernement qui reconnaît le “droit de coalition”, après de grandes grèves ouvrières, va encourager les tendances réformistes, qui rejettent l’idée d’une révolution. Le pendant de ce réformisme est l’apparition au congrès de Bologne, en 1904, de la tendance “ syndicaliste-révolutionnaire ” d’Antonio Labriola qui proclame la nécessité de la grève générale et exige la prédominance des syndicats sur le Parti. Le courant de Labriola quittera d’ailleurs le parti socialiste en 1907.

Jusqu’à cette date, il n’y a pas vraiment de tendance de gauche au sein du PSI. C’est seulement à partir de 1910 que se manifesta au grand jour la première réaction marxiste intransigeante. Le groupe parlementaire ayant donné son appui à la droite, Lazzari, au congrès de Milan, fit une critique très dure de l’action parlementaire des amis de Turati. Il déclara que “si le prolétariat italien n’était plus représenté au Parlement, le mal ne serait pas grand”. Benito Mussolini, au nom des gauches de Romagne dénonça la trêve politique entre socialistes et républicains. Mais la minorité de gauche autour de Lazzari est réduite au silence, faute d’appuis suffisants.

C’est la guerre italo-turque, guerre coloniale pour la possession de la Libye qui va fournir une rampe de lancement pour les marxistes intransigeants. L’extrême droite du parti autour de Bissolati, Bonomi, Felice se déclara (ainsi d’ailleurs que Labriola) solidaire du gouvernement dans ses aventures africaines. Mais en 1912, tout le groupe socialiste vota contre l’annexion de la Libye au Royaume. Cette position intransigeante fut confirmée à Reggio-Emilia, lorsque le congrès expulsa de ses rangs Bonomi, Bissolati, Cabrini et Podrecca, tous députés, qui s’étaient rendus au Quirinal pour manifester leur réprobation publique suite à un attentat contre le roi. Ce fut un succès de la gauche qui publiait *Lotta di classe* à Forli, et *la Soffitta* (“le Grenier”, titre de défi lancé à ceux qui prétendaient que le marxisme était juste bon à “mettre au grenier”. Sous l’impulsion de Mussolini, l’autonomie du groupe parlementaire fut refusée; l’activité électorale cessa officiellement d’être le principal mode d’existence du parti. Le suffrage universel devait “seulement démontrer au prolétariat qu’il n’est pas l’arme qui lui permettra de conquérir son émancipation totale”. Enfin, “ le parti (n’était) pas une vitrine pour hommes illustres ”. Lénine soutint la gauche du parti socialiste et commenta en ces termes la scission : “ Une scission est une chose grave et douloureuse. Mais elle est parfois nécessaire, et dans ce cas toute faiblesse,

toute sentimentalité est un crime... Le parti socialiste italien a pris la voie juste en écartant de lui les syndicalistes et les réformistes de droite. " Ce soutien de la gauche ne fut pas oublié par Bordiga bien après 1917. Fort aussi du soutien de l'Internationale, Mussolini s'érigea directeur de l'*Avanti*.

Les jeunes étaient à l'avant-poste de la lutte contre le réformisme et le "centrisme" (tendances du Centre, balançant entre droite et gauche). La Fédération des jeunes socialistes fut la plus ardente. Née en 1903, elle se réunit en 1907 au congrès de Bologne. Elle mit à l'ordre du jour la nécessité de conduire sans faiblesse la propagande antimilitariste. Soucieuse de conserver la "pureté" du parti, elle proclama l'impossibilité pour les catholiques militants et les démocrates-chrétiens d'être ou de devenir membres de l'organisation. Elle proposa aussi, à travers son organe *L'Avanguardia* que les francs-maçons soient expulsés du parti. Mais c'est au congrès de Bologne en 1912 que la gauche de la Fédération des jeunes triomphe. C'est là aussi que pour la première fois émerge publiquement un petit groupe de jeunes socialistes intransigeants, tous Napolitains, appelés à faire beaucoup parler d'eux. Leur chef incontesté se nomme Amadeo Bordiga.

Bordiga était né en 1889 d'un père professeur d'économie agraire et d'une mère de noble extraction, près de Naples. Il entra dans le mouvement socialiste en 1910. A Naples, après le départ des syndicalistes-révolutionnaires, le groupe socialiste était resté très lié à la franc-maçonnerie, avec un penchant pour l'autonomie en matière électorale et les alliances avec les partis de gauche républicaine. C'est pourquoi les "marxistes intransigeants " autour de Bordiga furent contraints en 1912 de sortir en masse de la section socialiste napolitaine, ne la considérant plus comme socialiste. De cette scission on vit éclore le *Circolo socialista rivoluzionario Carlo Marx*, dont Bordiga et Grieco étaient les animateurs. Cette sortie fut saluée positivement par *La Soffitta*. Quant aux réformistes, organisés sous l'étiquette d'Union socialiste napolitaine, ils quittèrent le parti socialiste en 1914. Bordiga, Bombacci, Grieco reconstituaient alors la section napolitaine du PSI, forte seulement de ses 16 membres.

Présent au congrès des jeunes en 1912, Bordiga fait avec éclat ses premières armes contre le courant " culturaliste " de Tasca qui souhaitait transformer *L'Avanguardia* " en un organe essentiellement culturel ", et même tous les cercles de jeunes socialistes en cercles d'études, par un système de lectures et de bibliothèques. La motion du courant de gauche, présentée par Bordiga,

obtint la majorité. Elle affirmait " qu'en régime capitaliste l'école constitue une puissante arme de conservation dans les mains de la classe dominante et tend à donner aux jeunes une éducation leur inculquant la loyauté ou la résignation à regard du régime actuel "; en conséquence, " l'éducation des jeunes se fait davantage dans l'action que dans une étude réglée selon un système et des normes bureaucratiques "; bien plus, l'éducation " ne peut être donnée que par une ambiance prolétarienne animée par une lutte de classe comprise comme préparation aux plus hautes conquêtes du prolétariat. "[2]

Cette vision du parti comme organe d'action révolutionnaire dans et pour la lutte de classe devait être toute sa vie celle de Bordiga.

La réflexion politique de Bordiga dans le parti, la défense d'un marxisme intransigeant, va s'orienter autour de 4 axes, en vue de conserver au parti son caractère politique et prolétarien :

I. - **L'antiparlementarisme.** Bordiga préconisera toujours la soumission de l'action électorale aux buts révolutionnaires. Il ne sera pas pourtant abstentionniste avant 1918. Il écrivit même en 1913 un article dirigé contre les anarchistes : "Contro l'astensionismo";

II. - **Le syndicalisme révolutionnaire**. Bordiga était le plus farouche partisan d'une soumission de l'action économique (syndicale) à celle du Parti. Il s'opposait aux syndicalistes-révolutionnaires qui voulaient subordonner le parti aux syndicats. C'est pourquoi, plus tard, en 1920, il s'opposa à Gramsci, Tasca, Togliatti du courant "ordinoviste", qui pensaient que le parti devait se fondre dans les conseils d'usine, en particulier, et dans l'action économique, en général;

III. - **Le réformisme**. Le fougueux Napolitain est le partisan le plus décidé, ainsi que Mussolini jusqu'à la guerre, de l'expulsion des francs-maçons, qui fut décidée en 1914, et de la droite attentiste et opportuniste. Épurer le parti, pour lui garder son intégrité révolutionnaire, telle sera toujours la devise du courant "bordiguiste"

.

IV. - **La guerre et l'antimilitarisme**. Face à la guerre menaçante, la tendance marxiste intransigeante dans la Fédération des jeunes fut à la pointe du combat contre le militarisme. Elle salua en 1912 le "manifeste de Bâle" contre la guerre qui appelait à transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Dans *La Voce* de Castellamare di Stabia (faubourg de Naples),

Bordiga écrivait : “ Au moment où sera annoncé l’ordre de mobilisation, nous proclamerons la grève générale illimitée; à la déclaration de guerre, nous répondrons par l’insurrection armée. Ce sera la révolution sociale. ” Pour donner écho à cette position de principe, Bordiga fit éditer une brochure antimilitariste, *Le sou du soldat*, qui recueillit l’enthousiasme de la Fédération des jeunes.

L’espoir de voir se transformer la guerre en révolution ne se réalisa point. Si, à Ancône, en 1914, la “ Semaine rouge ” culmina en une vague d’agitation ouvrière dans tout le pays contre la répression et contre la guerre, la décision de reprise du travail décidée par la Centrale syndicale devait briser ce mouvement.

Comment va réagir le PSI face à la guerre, avec à sa tête une tendance de gauche ? La plupart des partis socialistes participèrent, avec plus ou moins d’atermoiement, à l’effort de guerre, au nom de la “ Nation en danger ”. Dans *L’Avanti*, Mussolini écrivit d’abord qu’il se refusait à envisager une “trêve” *(tregua*) avec la bourgeoisie italienne. Bordiga s’était prononcé contre toute distinction entre “ guerre offensive ” et “ guerre défensive ”. En 1914, il critiqua toute idée de neutralité dans les rangs ouvriers : “Neutralité signifie pour nous une fervente intensification socialiste de la lutte contre l’État bourgeois, l’accentuation de tout antagonisme de classe qui est la vraie source de toute tendance révolutionnaire. ” La Gauche se déclarait “ à son poste pour le socialisme ”, dans un autre article de Bordiga : “Nous devons donc et nous pouvons rester à notre poste, contre toutes les guerres, et pour la défense du prolétariat qui a tout à y perdre, rien y gagner, rien à conserver ”. Mais l’article soulignait, néanmoins, la faiblesse de réaction du prolétariat : “ ...Dans tous les pays, la classe dominante réussit à faire croire au prolétariat qu’elle est animée de sentiments pacifiques, qu’elle a été entraînée dans la guerre pour défendre la patrie et ses intérêts suprêmes; en réalité, la bourgeoisie de tous les pays est également responsable de l’éclatement du conflit, ou mieux, c’est le régime capitaliste qui en est responsable, du fait de son besoin d’expansion qui a engendré la course aux armements... ”

L’intransigeance du PSI se dégonfla vite dès les premiers coups de canon du conflit mondial. Mussolini reniait son passé de révolutionnaire en adhérant à la “ guerre patriotique ”; il devenait soudainement interventionniste, lorsqu’il publia dans *L’Avanti* en octobre 1914 un article intitulé “ De la neutralité absolue à la neutralité active et opérante ”. Expulsé du parti socialiste, il publia immédiatement *Il Popolo d’Italia* grâce aux subsides de

l'Entente, qu'il reçut par 1'intermédiaire du député socialiste Marcel Cachin, le futur chef du PCF.

L'attitude du Centre du PSI, dirigé par Lazzari, ne fut pas des plus claires sur la question de la guerre. Il proclama que le parti ne devait " ni adhérer ni saboter ", ce qui entretenait une équivoque sur la transformation de la guerre en révolution et se traduisait par un neutralisme de fait vis-à-vis de la bourgeoisie italienne. Lorsque la guerre éclata, *Il Socialista* de Naples titrait pourtant : " La guerre est décidée. A bas la guerre! ". Et *1'Avanti* lançait un appel incendiaire "contre guerre, pour le socialisme antimilitariste et international ".

Cette oscillation périodique du PSI entre la droite et la gauche ne devait pas être propice à l'éclosion d'une fraction de gauche au cours de la guerre mondiale. A Zimmerwald, ce n'était pas la gauche qui était présente à la conférence, mais la droite en la personne du député Modigliani. Bordiga, mobilisé deux fois, en 1915 et 1916, ne put guère prendre la tête de l'opposition de gauche avant 1917.

C'est seulement en cette année 1917, qu'au congrès de Rome se cristallisèrent nettement les tendances de droite et de gauche. La. première obtint 17.000 voix contre 14.000 pour la seconde. La victoire du courant de Turati, Treves, Modigliani, au moment où se développait la révolution russe, accéléra la formation d'une Fraction intransigeante révolutionnaire à Florence, Milan, Turin et Naples. A la formule " pour la paix et pour l'après-guerre " avancée par la majorité du parti, la plate-forme de la fraction opposait " le droit du prolétariat de tous les pays d'instaurer sa propre dictature " et de " poursuivre la lutte contre toutes les institutions bourgeoises, non seulement sur le terrain politique, mais aussi par le biais des formes socialistes d'expropriation du capital ".

La cristallisation soudaine d'une fraction révolutionnaire s'était finalement accomplie dans le feu de l'ébranlement mondial de l'année 1917. Cela reflétait une maturation révolutionnaire du prolétariat italien. Fin août 1917, les ouvriers de Turin, affamés et encouragés par l'exemple russe (ils avaient accueilli quelques mois plus tôt triomphalement les représentants des Soviets), dressèrent des barricades et s'armèrent avec les fusils que leur laissèrent les soldats. Ils devaient laisser sur le pavé plus de 50 morts. Pourtant, malgré la montée d'un mouvement révolutionnaire, le congrès de Rome en septembre 1918 n'élimina pas la fraction de droite du parti; il oublia que Turati avait proclamé lors de Caporetto que pour " les socialistes

aussi, la patrie est sur le Grappa ", faisant allusion à la ligne de repli de l'armée italienne. Le congrès se donna un satisfecit, qu'il crut mériter : " *L'Avanti* a écrit pendant cette période de la guerre une page de classe glorieuse ". Ainsi naissait la tendance "maximaliste" qui radicale en paroles n'osait pas ou ne voulait point opérer une démarcation entre la droite et la gauche, y compris par la scission.[3]

Convaincue qu'il fallait marcher résolument vers l'organisation d'une fraction de gauche pour éliminer la droite et le centre, la fraction intransigeante se dota à Naples d'un organe, en décembre 1918. Ce fut *Il Soviet*. C'était l'acte de naissance de la Fraction communiste abstentionniste. Dans une situation de fièvre prolétarienne marquée par les grèves économiques, la fraction se constitua formellement après le congrès de Bologne en octobre 1919. Dans une lettre envoyée de Naples à Moscou en novembre elle se proposait comme " but d'éliminer les réformistes du parti afin de lui assurer une attitude plus révolutionnaire ", assurant enfin qu'un véritable parti, qui devait adhérer à l'Internationale communiste, ne pouvait se créer que sur des bases antiparlementaristes. Non seulement " tout contact devait être rompu avec le système démocratique ", mais un véritable parti communiste ne serait possible que " si l'on renonce à l'action électorale et parlementaire ".

Bordiga ne voulait pourtant pas la scission. Bien qu'organisée en fraction autonome à l'intérieur du PSI avec son organe propre, la fraction abstentionniste cherchait avant tout à gagner la majorité du parti à son programme. Elle pensait que cela était encore possible, malgré l'écrasante victoire de la tendance parlementariste représentée par l'alliance de Lazzari et Serrati. La fraction ne pouvait devenir le parti que si elle œuvrait de toutes ses forces à la conquête d'au moins une minorité significative. Elle ne voulait pas abandonner " la vieille maison " à ses fantômes réformistes, avant d'avoir mené le combat jusqu'au bout. Ce sera toujours la préoccupation du mouvement " bordiguiste "; en cela il ne fut jamais une secte.

C'est l'appui implicite du Komintern, à son II^{e} Congrès mondial (juillet 1920), à la tendance de Bordiga qui allait soudainement sortir la Fraction communiste abstentionniste de son statut minoritaire dans le parti. Tout en étant opposé à l'antiparlementarisme de principe de Bordiga, Lénine trouva en ce dernier le partisan le plus résolu et le plus ardent de la fondation de l'Internationale sur des bases plus étroites, donc plus sélectives. Le représentant de *Il Soviet* fit adopter par le congrès la 21^{e} condition

d'adhésion qui décidait l'expulsion des partis qui n'accepteraient pas toutes les conditions et thèses du Komintern. Rassuré et convaincu que la lutte contre les réformistes serait menée résolument, Bordiga se plia à la discipline de l'Internationale qui exigeait que tout parti présente des candidats aux élections. Pour se distinguer des anarchistes, il affirma que son abstentionnisme était " tactique ", alors qu'il était de principe. Pour Bordiga, le choix se posait dans la pratique entre " préparation électorale ", mobilisant des forces démesurées du parti communiste, et " préparation révolutionnaire ", par l'agitation et la propagande nécessaires au développement de ce parti.[4]

La constitution d'un Parti communiste était dans l'air. En mars 1920, s'était déclenchée une grève générale à Turin qui dura dix jours. La dispersion des luttes et l'immobilisme du PSI s'appuyant sur un syndicat légaliste, poussèrent les différentes oppositions à se concerter et bientôt à s'unir. Le premier mai 1919 était sorti le premier numéro de *l'Ordine nuovo*, dirigé par Gramsci, Togliatti et Tasca. Les contacts avec la tendance bordiguiste étaient nécessairement étroits; le groupe de Turin du PSI était abstentionniste et dirigé par un partisan de Bordiga : l'ouvrier Giovanni Boero. La tendance de Gramsci était cependant partisane de la participation aux élections. Elle s'opposait aussi à *Il Soviet*, en opérant un subtil dosage de Lénine et de syndicalisme révolutionnaire à la manière de l'Américain De Leon. Elle pensait que le " syndicalisme ne s'est révélé rien d'autre qu'une forme de la société capitaliste ", qu'il fallait remplacer par les " conseils d'usine " et les soviets. Préconisant plus tard la gestion des usines, elle semblait minimiser le rôle du parti communiste et lui assigner des tâches purement économiques. Pour *Il Soviet*, la question clef était celle du parti, sans lequel la lutte de classe ne pouvait trouver sa voie propre. Partisan des conseils, Bordiga affirmait que ceux-ci ne trouvaient leur contenu révolutionnaire qu'à condition de se former " dans les sections locales du parti communiste ". En effet, la dictature du prolétariat ne pouvait se réaliser que par la dictature du parti, car le soviet " n'est pas un organe par essence révolutionnaire ". En cela Bordiga était un pur léniniste, partisan de la subordination des conseils à un parti unique, le parti communiste.[5]

En dehors de ces questions théoriques, sur lesquelles Bordiga mena une polémique continue, le point fondamental de divergence était la non-rupture opérée par *Ordine Nuovo* avec le maximalisme et son hésitation à se constituer en fraction en vue d'une rupture rapide avec le Centre de Serrati.[6]

Dès la fin de 1920, le groupe de *l'Ordine nuovo* se rapprocha de la fraction bordiguiste, désormais majoritaire non seulement à Naples, mais à Turin, Milan, Florence. L'échec de l'occupation des usines en septembre va porter un coup très rude aux thèses sur la "gestion économique" et le " contrôle ouvrier " de Gramsci. Le gouvernement Giolitti, par une manœuvre d'une habileté consommée, avait laisser s'éteindre la grève de Turin et avait même décrété le contrôle ouvrier dans les usines. Les événements révolutionnaires avaient montré l'absence d'un parti communiste prêt à soutenir le mouvement et à le guider. Le recul qui s'ensuit montre à la Fraction abstentionniste et à *l'Ordine nuovo* qu'il n'est plus possible d'attendre et d'agir séparément. En octobre 1920, à Milan, se formait la Fraction communiste unifiée qui rédigeait un Manifeste appelant à la formation du parti communiste par l'expulsion de l'aile droite de Turati; elle renonçait au boycottage des élections, en application des décisions du II^{e} congrès du Komintern.

Le processus de la scission, qui n'était pas encore ouvert, se décida la conférence d'Imola en décembre 1920. Celle-ci rejetait d'emblée la création d'un parti calqué sur l'USPD allemand, par la fusion de la gauche socialiste et communiste. Elle constatait : " notre œuvre de fraction est et doit être terminée maintenant ". Il n'était plus question de rester davantage " dans le vieux parti afin d'y mener encore l'œuvre harassante, et désormais achevée, de persuasion, car le prolétariat serait condamné à l'immobilité jusqu'à un autre congrès ". La conclusion tombait, tranchante : " immédiate sortie du parti et du congrès (du PSI) dès lors que le vote nous aura donné la majorité ou la minorité. Il s'ensuivra... la scission d'avec le Centre ".

Le congrès du parti socialiste s'ouvre le 21 janvier 1921, à Livourne, vieux port au sud de Gênes. La motion d'Imola obtient le tiers des votes des adhérents socialistes : 58.783 sur 172.487. La minorité quitte le congrès et décide de siéger comme Parti communiste d'Italie *(Partito comunista d'Italia)*, section de l'Internationale communiste. Bordiga, dans le congrès du PSI, avait auparavant affirmé que " le parti socialiste reste aujourd'hui ce qu'il était à la veille de la guerre : le meilleur parti de la II^{e} Internationale, mais pas encore un parti de la III^{e} Internationale ", acceptant formellement dans le cas de Serrati les 21 conditions, d'adhésion, il n'avait pas été capable de " les traduire en actes ". Avec fougue, Bordiga concluait, juste avant de sortir du congrès : " *Nous emporterons avec nous l'honneur de votre passé* ". Quelques centaines de mètres plus loin, à Livourne, siège la fraction abstentionniste; elle se dissout dans le nouveau parti communiste. Le nouveau parti, par sa constitution, met fin aux fractions autonomes : il

devra agir dans la " plus stricte homogénéité et discipline ".

Quelles vont être les bases du nouveau parti, sous la direction de Bordiga ? Celles-ci avaient déjà été posées dans les " Thèses de la fraction communiste abstentionniste " en 1920. Les thèses affirmaient que le parti communiste devait agir " *comme un état-major du prolétariat dans la guerre révolutionnaire* ", car c'est " seulement l'organisation en parti politique qui réalise la constitution du prolétariat en classe luttant pour son émancipation ". Rejetant le Front unique avec d'autres partis divergeant sur le programme communiste, elles soulignaient que le but suprême de tout parti communiste était la prise du pouvoir violente instaurant la dictature du parti. Les conseils qui surgiraient de la révolution ne deviendraient révolutionnaires que " si leur majorité (était) conquise par le parti communiste "; sinon ils présenteront " un danger sérieux pour la lutte révolutionnaire " Cela traduisait une forte méfiance, voire un total mépris pour les conseils ouvriers. Dans l'action immédiate, primait le travail de propagande : par " un intense travail d'étude et de critique ", " les communistes... doivent sans cesse tout ramener sur le terrain d'une efficace préparation à l'immanquable lutte armée contre tous ceux qui défendent les principes et le pouvoir de la bourgeoisie ".

Les *Thèses de Rome*, rédigées par Bordiga et Terracini pour le II^{e} Congrès du PC d'Italia en 1922, confirmeront cette vision. Elles devinrent le credo du courant bordiguiste. Elles montraient que la guerre avait ouvert une nouvelle période historique où " la société capitaliste va se désagrégeant et où la lutte de classe ne peut aboutir qu'à un conflit armé entre les masses travailleuses et le pouvoir des différents États bourgeois ". Le parti devait être la synthèse du programme et de la volonté, instrument de son action. Son existence, il la tirait d'une continuité organique avec la fraction qui l'avait fait naître. Il y avait là une incontestable affirmation des origines du parti à travers le courant de " *Il Soviet* " et non celui de l'" *Ordine nuovo* ". Sous peine de voir s'altérer "la fermeté de sa position politique et la solidité de sa structure", il ne pouvait s'agréger d'autres partis ou fractions. Parti unitaire, il devait devenir la direction unitaire des syndicats et de toutes associations économiques ouvrières. Le Parti enfin n'était pas une somme d'individualités mais une collectivité disciplinée. Face aux autres partis, il devrait exercer une critique incessante et dénoncer leur action pratique quand elle reflète une tactique dangereuse et erronée. [7]

Mais ce Parti communiste, qui se présentait sous le jour de la pureté intransigeante, venait trop tard. Le développement du mouvement fasciste

allait limiter son action et la porter sur la défensive. Le parti de Bordiga organisera certes des groupes armés pour protéger ses sièges et repousser l'offensive fasciste, souvent non sans efficacité. Mais le PCd'I pour stopper l'offensive des chemises noires ne pouvait compter que sur un développement de luttes économiques d'envergure. Or, depuis septembre 1920, elles étaient retombées. Il ne pouvait guère compter sur une alliance avec le PSI, puisque ce dernier avait mené une politique de " neutralisme " en signant un " pacte de pacification " avec Mussolini. Ses demandes de "retour à la légalité" montraient son impuissance, derrière un langage radical (" maximaliste "). Le PCd'I mena donc sa politique propre en se refusant de conclure un front unique avec "les éléments qui ne se donnent pas pour but la lutte révolutionnaire armée du prolétariat contre l'État en place". Vis-à-vis des coalitions antifascistes, la politique du parti fut identique. Pour maintenir une vision révolutionnaire au sein du prolétariat, préserver l'indépendance de classe, il ne pouvait être question de s'allier aux *Arditi del popolo*. Or, ceux-ci, comme le PSI, se proposaient un retour à l'"ordre démocratique" antérieur. Venus souvent du fascisme, ils se proposaient de " réaliser la paix intérieure "; se déclaraient " patriotes ", et n'admettaient en leur sein que les anciens combattants et les anciens membres des bataillons d'assaut. Ce n'était donc pas, dans ce cas, par sectarisme ou " purisme " que le PCd'I refusa de nouer des alliances avec les *Arditi*. Parti révolutionnaire, il se refusait d'entretenir la moindre équivoque sur la nature de la démocratie de Giolitti, et de détourner le prolétariat du véritable but, qui était non la défense de l'État démocratique mais sa destruction, en tant qu'organe de défense armée du capitalisme.

En fait, comme l'écrivit souvent Bordiga, c'était la " démocratie " qui avait suscité, encouragé et développé militairement les bandes fascistes. Le gouvernement que le PSI ne trouvait pas assez " fort ", par un décret du 20 octobre 1920, ordonna l'envoi de 60.000 officiers démobilisés dans des centres d'entraînement, avec obligation de s'inscrire dans les escouades *(squadre)* noires, dont ils devaient prendre le commandement. [8] Lors des incendies des Bourses du travail et des sièges des partis socialiste et communiste, l'armée et la gendarmerie étaient toujours présentes pour seconder les hordes de chemises noires. Ces forces armées étaient bien celles de l'Etat libéral et démocratique.

De cette expérience historique traumatisante, puisque rien ne semblait pouvoir arrêter le triomphe du fascisme, le PC d'Italie, en la personne de Bordiga, au IV^{e} congrès du Komintern dégagea les leçons qui lui semblaient les plus essentielles.

1. **Le fascisme n'est pas le produit des couches moyennes et de la bourgeoisie agraire**. Il est la conséquence de la défaite qu'a subie le prolétariat, laquelle a jeté les couches petites-bourgeoises indécises derrière la réaction fasciste : " Quand la classe moyenne constata que le Parti socialiste n'était pas capable de prendre l'avantage, elle perdit peu à peu confiance dans les chances du prolétariat et se tourna vers la classe opposée. C'est à ce moment que l'offensive capitaliste et bourgeoise commença. Elle exploita essentiellement le nouvel état d'esprit dans lequel la classe moyenne se trouvait. "

2. **Le fascisme n'est pas une réaction féodale**. Il est né d'abord dans les grandes concentrations industrielles comme Milan, où Mussolini fonda son parti (le Parti National Fasciste) en 1919. Les industriels ont alors appuyé le mouvement fasciste, et celui-ci se présenta comme " un grand mouvement unitaire de la classe dominante capable de mettre à son service, d'utiliser et d'exploiter tous les moyens, tous les intérêts partiels et locaux des groupes patronaux aussi bien agricoles qu'industriels ".

3. **Le fascisme ne s'oppose pas à la démocratie**. Les bandes armées sont un complément indispensable quand "l'État ne suffit plus à défendre le pouvoir de la bourgeoisie ". Le parti fasciste lui fournit "un parti unitaire, une organisation contre-révolutionnaire centralisées", capables d'encadrer de larges masses. [9] C'est la peur des classes dirigeantes, pourtant porteuses du système démocratique, qui les pousse à passer sans transition d'une forme normale à une forme dictatoriale. Il y a donc continuité et non rupture entre les deux modes de domination bourgeoise, sauf sur le plan institutionnel, qui représente la superstructure de l'État.

Mais, engagé dans la lutte politique et armée contre l'État et le fascisme, le parti communiste "bordiguiste" pouvait-il souscrire à l'antifascisme et à l'appel au front commun avec la gauche en général contre le péril immédiat? La réponse était et fut toujours, lorsque la direction fut celle de Bordiga, un non très net, pour des raisons, qui furent développées devant l'auditoire des délégués du Komintern :

• C'est la gauche, et en premier lieu, la social-démocratie, qui ouvre la voie au fascisme, en endormant les masses ouvrières avec des mots d'ordre comme la " défense des libertés démocratiques" et de "l'État démocratique" qui serait " au service du peuple tout entier ". Les syndicats, note Bordiga, comme la Confédération générale du travail italienne (CGIL), jouent aussi

un rôle capital dans la défaite ouvrière : en 1921, lors des grèves des métallurgistes de Lombardie, de Vénétie, et de Ligurie, la CGIL joua un rôle défaitiste, en cantonnant volontairement ces grèves dans le cadre de la région; la démobilisation syndicale favorisa la poursuite des attaques fascistes. Pour résumer sa position, Bordiga utilisait l'exemple allemand de 1919, où la social-démocratie et les syndicats avaient emprunté " les voies qui conduisent au noskisme " (du nom de Gustav Noske, chef de la social-démocratie, qui avec l'armée et les corps francs avait ordonné l'écrasement du mouvement spartakiste en janvier 1919).

• L'antifascisme est le " pire produit du fascisme ", puisqu'il nourrit le vain espoir qu'une alliance avec des partis libéraux ou de gauche préservera le prolétariat des coups de la violente réaction unitaire de la bourgeoisie. L'antifascisme entretiendrait ainsi les pires illusions sur les gauches qui ont cédé pacifiquement le pouvoir à Mussolini en octobre 1922. Et pour Bordiga, là était le plus grand crime de l'antifascisme, comme idéologie.

Y avait-il une voie victorieuse pour battre le fascisme. La solution, la Gauche communiste crut la voir, non tant dans la lutte armée, à laquelle elle participait d'ailleurs activement, que dans les luttes économiques du prolétariat italien. A une offensive unitaire, le prolétariat italien ne pouvait opposer qu'une réponse unitaire, sur son terrain spécifique : la grève. C'est pourquoi, si la direction bordiguiste refusa toujours le Front unique politique (avec des partis), elle préconisera toujours le Front unique syndical avec les syndicats socialiste et anarchiste. Le PCd'I se ralliera à l'Alliance du travail *(Allianza del Lavoro)* qui avait été formée sur l'initiative du syndicat des cheminots et à laquelle adhérèrent tous les syndicats en février 1922. Le Parti communiste, devant la politique de grèves locales de l'Alliance, devait constater qu'elle restait " inerte et passive, et non seulement elle n'avait pas entrepris la lutte, mais elle n'avait même pas clairement dit être prête à le faire, ni démontré vouloir la préparer". En effet, lors de la grande grève d'août 1922, qui s'étendit sur tout le pays, l'Alliance ordonna la reprise du travail. [9]

Malgré cette expérience amère, le PCd'I, et plus tard la poignée des militants de la Gauche communiste ne remirent jamais en cause leur mot d'ordre de Front unique syndical. Il. y avait dans cette position un certain manque de logique : si les syndicats devaient être " dirigés " par les partis politiques, ils auraient nécessairement la politique de ces partis. Et en conséquence, on voit mal sur quelle base pourrait se faire la distinction entre Front unique syndical et Front unique politique. A la différence de la

Gauche communiste allemande (KAPD), la Gauche communiste italienne ne remit jamais en cause sa participation aux activités des syndicats, qu'elle définira simplement comme des organismes ouvriers " opportunistes ".

C'est précisément la question du Front unique qui allait entraîner une confrontation de plus en plus vive entre la direction bordiguiste et l'Internationale communiste. Celle-ci à son III[e] Congrès avait exigé l'application de cette " tactique " dans tous les pays. Le Komintern avait même participé à une réunion commune à Berlin des trois internationales (Deuxième, "Deux et Demie", et Troisième) pour organiser ce front. Au IV[e] congrès, la délégation du PCd'I s'opposa à ce mot d'ordre et déclara qu'il ne pouvait être question pour le parti d'" accepter de faire partie d'organismes communs à différentes organisations politiques... Il évitera aussi de participer à des déclarations communes avec des partis politiques, lorsque ces déclarations contredisent son programme et sont présentées au prolétariat comme le résultat de négociations visant à trouver une ligne d'action commune ".

Le PCd'I refusait aussi de souscrire au mot d'ordre de "gouvernement ouvrier" (donc de gouvernement avec les partis socialistes), qui était la concrétisation du Front unique politique. En effet " parler de gouvernement ouvrier en déclarant qu'on n'exclut pas qu'il puisse surgir d'une coalition parlementaire à laquelle participerait le parti communiste revient à nier en pratique le programme politique du communisme, c'est-à-dire la nécessité de préparer les masses à la lutte pour la dictature du prolétariat ".[11]

Mais la divergence principale entre la direction de l'IC et celle du parti italien se fixa sur un point mineur par rapport aux deux autres : la fusion du PCd'I avec l'aile gauche du PSI, une fois que ce dernier eut expulsé l'aile droite de Turati. En fait, à l'exemple du VKPD, l'IC voulait créer un parti de masse en Italie. Elle pensait que Serrati et Lazzari étaient des révolutionnaires que la tendance de Bordiga voulait écarter par "sectarisme". Tout en proclamant que " réformistes et centristes étaient comme un boulet aux pieds du parti ", qu'ils " n'étaient pas autre chose que des agents de la bourgeoisie dans le camp de la classe ouvrière ", l'Exécutif ordonna la fusion dans les plus brefs délais de manière à former un parti communiste unifié. Dans ce but fut constitué un comité d'organisation composé pour le PC de Bordiga et Tasca; pour le PS de Serrati, et, enfin, pour l'Exécutif de Zinoviev. Surtout, l'IC donnait à la droite du parti, très minoritaire - elle n'avait obtenu que 4.000 voix au congrès de Rome contre 31.000 à la Gauche - son complet aval pour mettre au pas la direction

"bordiguiste". La tendance de droite était composée de tous les anciens "ordinovistes", sauf Gramsci et Togliatti qui suivaient encore la majorité. La droite était décidée à appliquer les directives de Zinoviev. [12]

L'arrestation de Bordiga de février à octobre 1923 donna à la droite autour de Graziadei et Tasca la direction du comité central et l'opportunité souhaitée. Entre-temps Gramsci et Togliatti avaient fait acte d'allégeance à la politique de l'IC; ils prirent la direction effective des organes dirigeants, prêts à mener la lutte jusqu'au bout pour éliminer les "bordiguistes". En prison, Bordiga rédigea un Manifeste de rupture avec le Komintern, mais il le retira, ne voulant pas d'une rupture prématurée, sans s'être le plus largement possible exprimé au sein de l'Internationale et du parti italien.

La fusion, qui avait motivé (ou servi de prétexte à) l'élimination du courant de gauche à la direction du parti par l'IC, ne put même pas se réaliser. Le PSI refusa d'accepter les conditions d'adhésion et expulsa de ses rangs le groupe de Serrati et Maffi, regroupé autour de la revue *Pagine rosse*. Les *terzionalisti*, ou *terzini*, partisans du Komintern, fusionnèrent comme groupe en août 1924. 2.000 militants adhéraient à un parti qui, sous l'effet de la répression et surtout de la démoralisation, n'en comptait plus guère que 20.000.

La "bolchevisation" zinoviéviste n'avait pas réussi à éliminer la tendance intransigeante de Bordiga qui demeurait de façon écrasante majoritaire dans le parti. L'Exécutif de l'IC essaya alors de neutraliser son chef incontesté en lui demandant de rentrer au comité exécutif italien. Bordiga refusa, étant donné ses désaccords. Il refusa aussi le poste de député qu'on lui offrait, ce qui pour l'abstentionniste qu'il était constituait un véritable camouflet. Sa réponse fut brève et sèche : "Je ne serai jamais député, et plus vous ferez vos projets sans moi, moins vous perdrez de temps."

A Como, en mai 1924, se réunissait clandestinement la conférence du PCd'I. Ce fut une éclatante victoire pour la gauche du parti. 35 secrétaires de fédération sur 45, 4 secrétaires interrégionaux sur 5 approuvèrent les thèses présentées par Bordiga, Grieco, Fortichiari et Repossi. Celles-ci constataient que le parti s'était formé dans un cours défavorable; cependant, le fascisme " en battant le prolétariat a liquidé les méthodes politiques et les illusions du vieux socialisme pacifiste ", posant l'alternative " dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie ". Elles critiquaient surtout le Komintern qui avait imposé la fusion, en entretenant l'équivoque sur la nature du maximalisme. Sur le plan politique, tout en menant une lutte

résolue contre le fascisme, le parti devait entreprendre " une critique résolue des partis bourgeois antifascistes et se disant tels, aussi bien que des partis social-démocrates, en évitant toute attitude de blocs, d'alliance... "

Très vite, la Gauche communiste mena une attaque en règle contre la bolchevisation qui avait imposé un mode de fonctionnement disciplinaire. Dans son organe de Naples, *Prometeo*, elle montra que dans toute l'histoire du mouvement ouvrier " l'orientation révolutionnaire est contresignée par la rupture avec la discipline et le centralisme hiérarchique de l'organisation antérieure ". Le parti étant fondé sur les adhésions volontaires, la discipline ne pouvait être que la résultante et non la prémisse d'un fonctionnement sain, qui ne pouvait se réduire "à une banale règle d'obéissance mécanique".

Mais paradoxalement, Bordiga se singularisera au V^{e} Congrès en se définissant comme l'élément le plus décidé à appliquer cette discipline, tout en maintenant d'ailleurs ses critiques antérieures. " *Nous voulons une véritable centralisation, une véritable discipline.* ", martela-t-il, pour montrer sa volonté de ne pas constituer une fraction de gauche, comme on lui en prêtait l'intention. Contradictoire semblait donc son refus d'assumer la vice-présidence du Komintern que lui proposait Zinoviev. Cette proposition n'était pas innocente, puisqu'elle revenait purement et simplement à " acheter " bureaucratiquement le fondateur du parti italien, moyennant sa docilité. Bordiga n'était pas Togliatti, et ne mangeait pas de ce pain-là.

Désormais, la guerre était ouverte entre la tendance "bordiguiste" et la direction russe de l'Internationale. L'année 1925 se révéla décisive. 1925 est l'année de la "bolchevisation" menée d'une main de fer dans l'ensemble des partis. C'est l'année aussi où commence la lutte acharnée du PC bolchevik, à la tête de l'État russe, et de son instrument le Komintern contre l'Opposition de gauche de Trotsky. En janvier, ce dernier est contraint à la démission de son poste de commissaire du peuple. C'est l'année où est écartée du sommet du KPD l'ancienne direction dite "de gauche" de Ruth Fischer et Arkadi Maslow. Karl Korsch commençait à organiser sa fraction. Partout, et par tous les moyens, le Komintern s'évertuait de dissoudre ses tendances de gauche, au profit d'une direction qualifiée souvent de "centriste", entièrement soumise à l'appareil.

C'est en réaction à cette politique d'obéissance, "*perinde ac cadaver*", et non par son initiative propre que la Gauche italienne va se trouver

contrainte de s'organiser comme tendance et de mener la lutte contre Gramsci, et surtout Togliatti, et la politique russe.

En mars-avril 1925, l'Exécutif élargi de l'I.C. mit à l'ordre du jour l'élimination de la tendance "bordiguiste" à l'occasion du III[e] congrès du PCd'I. Il interdit la publication de l'article de Bordiga favorable à Trotsky (" La question Trotsky "). La bolchevisation de la section italienne commença par la destitution de Fortichiari de son poste de secrétaire fédéral de Milan. Alors, soudainement, en avril, la Gauche du parti, avec Damen, Repossi, Perrone et Fortichiari fonda un "Comité d'entente"[10] *(Comitato d'Intesa)*, afin de coordonner une contre-offensive. La direction de Gramsci attaqua violemment le "Comité d'entente" en le dénonçant comme "fraction organisée". En fait, la Gauche ne voulait pas se constituer encore en fraction; elle ne tenait pas à fournir un prétexte à son expulsion, alors qu'elle demeurait encore majoritaire dans le parti. Au début, Bordiga se refusa d'adhérer au Comité, ne voulant pas briser le cadre de la discipline imposée. C'est en juin seulement qu'il se rallia aux vues de Damen, Fortichiari et Repossi. Il fut chargé de rédiger une " Plate-forme de la gauche " qui est la première démolition systématique de la bolchevisation. Elle condamnait la politique "de manœuvres et d'expédients" visant à créer un parti de masses sur des bases artificielles, "étant donné que les rapports entre le parti et les masses dépendent essentiellement des conditions objectives de la situation". Elle rejetait vigoureusement le système des cellules d'entreprise, "négation de la centralisation des partis communistes". Bordiga souligna dans un article, publié le même jour que la Plate-forme, que celles-ci visaient à rien moins qu'étouffer toute vie interne et à enfermer les ouvriers dans la vie étroite de l'usine. Au nom de "la lutte contre les intellectuels", on renforcera le pouvoir des fonctionnaires.

Il vaut la peine de s'attarder sur les arguments de la *Sinistra comunista* en 1925, car ils sont la critique la plus systématique de la bolchevisation :

1. **Le carcan des "cellules d'entreprise".** Le remplacement des sections territoriales par les cellules signifie l'abolition de la vie organique de tout parti révolutionnaire, qui se présente "dans son action comme une collectivité agissante, ayant une direction unitaire". Il est la négation de la centralisation et permet le triomphe bureaucratique du "fédéralisme", où le corps du parti est cloisonné en cellules étanches.

2. **L'atomisation corporatiste**. La bolchevisation favorise le particularisme et l'individualisme. Le parti devient une somme d'individus ouvriers,

rattachés aux branches professionnelles. Le corporatisme et l'ouvriérisme en sont la conséquence, et brisent l'unité organique de la collectivité du parti qui dépasse les catégories professionnelles dans une même unité.

3. **Triomphe de l'économisme et destruction de "l'ouvrier politique".** Au lieu de restreindre le rôle des "intellectuels" dans le parti, le système des cellules aura l'effet inverse : "L'ouvrier, dans la cellule, aura tendance à ne discuter que des questions particulières de caractère économique intéressant les travailleurs de son entreprise. L'intellectuel continuera à y intervenir, non grâce à la force de son éloquence, mais bien plutôt grâce au monopole de l'autorité que lui confère la Centrale du parti, pour 'trancher' chaque question de quelque ordre soit-elle. " D'ailleurs, la "prolétarisation" de la direction du parti, but proclamé par les "bolchevisateurs", est si peu une réalité, que la nouvelle direction ne compte aucun ouvrier à l'Exécutif, à la différence de l'ancienne direction.

4. **Les mains calleuses ne sont pas une garantie contre l'opportunisme**. Les chefs d'origine ouvrière ne donnent pas automatiquement un caractère prolétarien au parti, car "les chefs d'extraction ouvrière se sont révélés au moins aussi capables que les intellectuels d'opportunisme et de trahison et, en général, plus susceptibles d'être absorbés par les influences bourgeoises".

Sous la menace d'exclusion, le "Comité d'entente" dut se dissoudre, en respectant ainsi le principe de la discipline. C'était le commencement de la fin de la Gauche italienne comme majorité. Depuis les campagnes de recrutement, décidées par la direction gramscienne, le parti était passé de 12.000 à 30.000 militants. Les nouveaux venus étaient de tous jeunes ouvriers et paysans qui entraient pour la première fois dans la vie politique. Selon Togliatti, "le niveau de capacité et de maturité politiques (était) assez bas".[11] C'est avec un parti profondément transformé que le Congrès de Lyon, en janvier 1926, put éliminer définitivement les responsables partisans de Bordiga. Celui-ci n'obtint que 9,2 % des voix. Pour ne pas pousser sa tendance à créer une fraction, voire un parti, Gramsci imposa dans le Comité central la présence de trois membres de la Gauche.

C'est à l'occasion de ce congrès que furent présentées les fameuses "Thèses de Lyon", qui allaient orienter la politique de la Gauche communiste italienne dans l'émigration.

Les "Thèses" étaient d'abord une condamnation de la politique menée par

Gramsci, dont elle dénonçait le pseudo-marxisme, mélange de Croce et de Bergson. Elles critiquaient l'alliance proposée aux partis antifascistes, lors de l'assassinat de Matteoti, et le mot d'ordre de "République ouvrière fédérative" comme un pur et simple abandon du marxisme.

En second lieu, elles synthétisaient la conception "bordiguiste" du parti communiste. Celui-ci pour conduire la lutte de classe à la victoire finale devait agir sur trois plans :

- *théorique*, le marxisme s'enrichissant des situations complexes, sans se réduire à un "catéchisme immuable et fixe", étant lui-même "un instrument vivant pour connaître et suivre les lois du processus historique";
- *organisationnel*, le parti jaillissant non de la pure volonté d'un petit groupe d'hommes, mais en réponse à une situation objectivement favorable *: "La révolution n'est pas une question d'organisation"*; le parti est "à la fois facteur et produit du développement historique". Les "thèses" rejetaient donc volontarisme et fatalisme "révolutionnaires"
- "*interventionniste"*, le parti participant à la lutte de classe comme corps indépendant de tous les autres.

En troisième lieu, la plate-forme "bordiguiste" rejetait la discipline imposée qui substituait à l'adhésion volontaire la règle militaire de la soumission à l'autorité. Elle soulignait le danger de dégénérescence des partis de l'Internationale soumis à la bolchevisation. Devant ce danger les "thèses" n'envisageaient guère la constitution d'une fraction. Répondant aux arguments des "bolchevisateurs", Bordiga notait qu'une fraction ne représentait pas le véritable danger qui se développait "sous la forme d'une pénétration habile aux allures démagogiques et unitaires", et qui "opérait d'en haut pour comprimer les initiatives de l'avant-garde révolutionnaire".

Bordiga traçait de sombres perspectives historiques, suite à cette dégénérescence. Et cela pour deux raisons :

a) **La stabilisation du capitalisme**. Tout en reconnaissant que la "crise du capitalisme est toujours ouverte", la "stabilisation partielle" avait entraîné "un affaiblissement du mouvement révolutionnaire ouvrier dans presque tous les pays économiquement développés".

b) **Le danger de contre-révolution russe**. Une politique révolutionnaire de la Russie et de l'IC déterminerait subjectivement les conditions futures de la révolution. Or la Russie était guettée par la menace du capitalisme à

l'intérieur de ses frontières, dans une économie où coexistaient éléments bourgeois (capitalisme d'État) et socialistes. Face à une évolution qui lui ferait "perdre ses caractères prolétariens", la révolution russe ne pourrait être sauvée que "par la contribution de tous les partis de l'Internationale".

C'est pour contribuer à cette défense que Bordiga, pour la dernière fois, participa à Moscou à une réunion des instances du Komintern, en février-mars 1926, au VI[e] Exécutif élargi.[12] Ce fut pour lui l'occasion de longuement discuter avec Trotsky et de l'assurer de la solidarité de la Gauche italienne, dans sa lutte contre "le socialisme dans un seul pays". Dans des interventions extrêmement fermes, Bordiga s'attaqua à Staline. Il défendit avec un grand courage la nécessité "qu'une résistance de gauche se manifeste contre (le) danger droitier", et cela "à l'échelle internationale". Il n'envisageait pas la formation de fractions, sans en rejeter pourtant l'hypothèse. Il rappelait en effet que "l'histoire des fractions est l'histoire de Lénine"; elles n'étaient pas une maladie, mais le symptôme de cette maladie. Elles étaient une réaction de "défense contre les influences opportunistes".

Ce fut le dernier combat de Bordiga et de la Gauche italienne dans l'I.C. Désormais, celle-ci se constituait progressivement en fraction du PCd'I. Après son élimination du parti, et en raison de sa dispersion dans plusieurs pays sous l'effet de la répression fasciste, elle devait se retrouver seule et isolée, dans sa tentative de redressement de l'I.C. Sans contact avec Trotsky, qui suivait sa voie propre, sans le soutien de fractions de gauche au sein de l'Internationale, sans possibilité de développer sa propagande en Italie dans le parti, et dans l'IC, elle se trouvait réduite à un état très minoritaire.

En dehors de la tendance "bordiguiste", il existait d'autres courants de gauche radicale. La première tâche pour la Gauche italienne était logiquement d'établir des liens avec l'Opposition de gauche allemande, qui à la même époque travaillait dans le sens d'un regroupement international des gauches communistes. Ces liens, elle les avait déjà noués dès 1923, lorsque des membres de la tendance de Bordiga, présents en Allemagne, entrèrent directement en contact avec la gauche du KPD. Certains, comme Pappalardi avaient même démissionné du PC italien et formé la première opposition organisée de l'émigration italienne. C'est surtout avec Karl Korsch que Bordiga connaissait depuis le V[e] Congrès du Komintern que les liens furent les plus étroits. Exclu du KPD le premier mai 1926, en raison de son opposition à la politique extérieure de l'État russe, qu'il qualifiait

d'impérialisme rouge, Korsch avait fondé une organisation de plusieurs milliers de membres : *Die entschiedene Linke*, ou Gauche résolue, qui publiait la revue *Kommunistische Politik*. Dans les thèses de son groupe, il définissait la révolution russe comme bourgeoise, nature qui était apparue toujours plus clairement "avec le reflux de la révolution mondiale". Son groupe, contrairement à la Gauche italienne, avait "abandonné toute espérance d'une reconquête révolutionnaire du Komintern".[13]

Les buts organisationnels n'apparaissaient pas très clairement. *Kommunistische Politik* ne se définissait pas comme un parti ou une fraction; ses membres pouvaient être sans parti *(parteilos)* ou adhérents du KAPD. Il affirmait néanmoins que "dans la situation présente, la tâche historique de tous les marxistes consist(ait) dans la nouvelle fondation d'un parti de classe réellement révolutionnaire sur le plan national et international, d'une nouvelle Internationale communiste". Mais il soulignait que "la réalisation de cette tâche n'(était) pas possible dans le moment présent". En l'absence de vrais partis communistes, le groupe ne voyait d'autre solution que la formation d'un nouveau mouvement de Zimmerwald :

"La formule que nous avons trouvée pour notre ligne politique et tactique dans le moment présent est Zimmerwald et la gauche de Zimmerwald. Par là nous voulons dire que dans la période de liquidation de la III^{e} Internationale on doit reprendre la tactique de Lénine au moment de la liquidation de la II^{e} internationale. " ("Lettre de Korsch au groupe italien d'opposition à l'extérieur, 27 août 1926", in MONTALDI, *Korsch e i comunisti italiani*, Savelli, Milan, 1975.)

La proposition en fut faite à la Gauche italienne et une lettre d'invitation à une conférence internationale des gauches en Allemagne fut envoyée à Bordiga, résidant à Naples. *Kommunistische Politik*, en prenant connaissance du compte rendu du VI^{e} Exécutif élargi publié à Hambourg crut qu'une communauté d'idées et d'action entre les deux Gauches pourrait rapidement s'instaurer.

La réponse de Bordiga, et donc celle de la Gauche italienne - puisqu'il était en liaison épistolaire permanente avec elle à cette époque - fut un net refus. Ce refus était la conséquence de divergences politiques.

Ces divergences portaient sur la nature de la Révolution russe et les perspectives de travail des gauches communistes :

• **La nature de la Russie**.

Celle-ci était définie comme prolétarienne, même si le danger de contre-révolution était réel :

"Votre façon de vous exprimer ne me semble pas bonne. On ne peut pas dire que la révolution russe est une révolution bourgeoise. La révolution de 1917 a été une révolution prolétarienne bien que ce soit une erreur d'en généraliser les leçons "tactiques". Maintenant se pose le problème de ce qu'il advient de la dictature du prolétariat dans un pays, si la révolution ne se poursuit pas dans d'autres pays. Il peut y avoir une contre-révolution; il peut y avoir un cours dégénérescent dont il s'agit de découvrir et définir les symptômes et les reflets au sein du parti communiste. On ne peut pas simplement dire que la Russie est un pays où le capitalisme est en expansion."

• **Le refus de la scission.**

" Il ne faut pas vouloir la scission des partis et de l'Internationale. Il faut laisser s'accomplir l'expérience de la discipline artificielle et mécanique en respectant cette discipline jusque dans ses absurdités de procédure tant que cela sera possible, sans jamais renoncer aux positions de critique idéologique et politique et sans jamais se solidariser avec l'orientation dominante. "

• **Le refus des blocs d'opposition**.

" Je crois que l'un des défauts de l'Internationale actuelle a été d'être un 'bloc d'oppositions' locales et nationales. "

• **La critique et le bilan du passé**.

" D'une façon générale, je pense que ce qui doit être mis aujourd'hui au premier plan, c'est, plus que l'organisation et la manœuvre, un travail préalable l'élaboration d'une idéologie politique de gauche internationale, basée sur les expériences éloquentes qu'a connues le Komintern. Comme ce point est loin d'être réalisé, toute initiative internationale apparaît difficile. "

Pour toutes ces raisons, Bordiga concluait par un refus d'une déclaration commune, ne pensant pas d'ailleurs que cela serait possible en pratique. [14]

Tout “l’esprit” de la Gauche italienne de cette époque était condensé dans cette lettre de Bordiga. Il y avait d’abord une fidélité de sentiments à la révolution russe et à l’Internationale qu’elle avait contribué à construire. Il y avait surtout une différence de démarche et de méthode. Du moins, les “bordiguistes” en étaient convaincus. La Gauche italienne n’abandonnait jamais le champ de bataille avant d’avoir livré le combat jusqu’à la fin. Ce combat était théorique, en ce qu’il cherchait à dégager toutes les leçons qu’il était possible de tirer d’une défaite. En cela elle suivait une démarche analogue à celle de Rosa Luxemburg, pour qui les défaites étaient riches d’enseignements pour les victoires futures. Il était surtout politique dans la conception de l’organisation révolutionnaire qui se définissait par la clarté de ses buts, de ses principes et de sa tactique, reliés à leur cadre théorique.

A la différence des groupes qui proclameront précipitamment la fondation de nouveaux partis et d’une nouvelle internationale, ce qui traduisait un processus de sectarisation, la gauche italienne procédera toujours avec méthode. Tant que l’Internationale n’était pas morte, et qu’il y subsistait encore un souffle de vie, elle s’y rattachait, comme un membre se rattache au corps. Sa conception de l’organisation était unitaire, la scission étant un mal qu’il fallait éviter, pour ne pas disperser les forces qui tendaient vers une organisation centralisée internationale. C’est seulement lorsque la mort de l’Internationale était assurée, qu’elle envisageait de se constituer en organisme autonome. La constitution du parti passait d’abord par la fondation d’une fraction issue de l’ancien parti qui maintiendrait son ancien programme révolutionnaire, et c’est seulement lors de bouleversements révolutionnaires qu’elle se proclamerait parti. La construction de l’Internationale obéirait aux mêmes lois : seule l’existence réelle dans plusieurs pays de partis révolutionnaires pouvaient poser les bases d’une nouvelle Internationale.

Cette vision dite “organique” du parti sera toujours celle de la Gauche italienne bien après la Deuxième guerre mondiale. Le parti et l’internationale étaient des organes, presque au sens biologique du terme; il s’agissait d’en assurer le développement sans opérer des “greffes” hasardeuses. Le parti devait naître et rester “pur”. Cela n’allait pas sans une bonne dose de sectarisme.

En 1926, la Gauche communiste italienne avait donné une forme presque achevée à ses principes les plus fondamentaux. Elle rejetait les politiques dites de Front unique et de “gouvernement ouvrier et paysan”;

l'antifascisme comme politique ne se plaçant pas sur un terrain de lutte de classe; le socialisme dans un seul pays, la défense de la démocratie qu'elle combattait au même titre que la dictature fasciste. D'autres points théoriques, comme la question de la révolution russe et de la nature de l'état qui en était issu, et celle de la formation des fractions, étaient à peine abordés. Ce sera le rôle de la Gauche italienne dans l'immigration.

On peut se demander pourquoi la tendance de Bordiga avait été défaite dans le PCd'I. Si l'on perd de vue que le PC italien était une section du Komintern, cela reste inexplicable. La politique de résistance à l'offensive fasciste, qu'elle avait menée aussi bien sur le plan politique que sur celui de la lutte armée, avait été jugée correcte par l'ensemble des membres du parti. Ce n'était pas la base du parti qui avait éliminé Bordiga, mais le Komintern en s'appuyant sur Gramsci et Togliatti, qui jouissaient de l'autorité hiérarchique et du poids du parti russe dans le Komintern. Ce dernier, quasiment dès son origine, était devenu l'instrument de l'État russe, et avait balayé toutes les oppositions de gauche. La résistance dans ces conditions était vaine. Non seulement la vague révolutionnaire des années 1917-1919 était retombée, mais le prestige de l'I.C., malgré son rôle de courroie de transmission de la politique russe, restait énorme et paralysait toute volonté oppositionnelle.

Toutes ces raisons expliquent une défaite inévitable, malgré toute la sympathie dont pouvait disposer la direction "bordiguiste" dans le parti. Peut-être ses hésitations à résister, son acceptation quasi mécanique de la discipline et son refus de fonder une fraction avaient-elles accéléré cette défaite.

D'autre part le refus sectaire du courant "bordiguiste" de discuter et collaborer avec les autres courants communistes de gauche nés en 1920 et exclus du Komintern (KAPD, Korsch) ne contribuèrent pas peu à son isolement. Celui-ci fut d'ailleurs plus le fait de Bordiga lui-même en 1926, comme cela apparaît dans la réponse à Karl Korsch, que de la Fraction italienne de "*Bilan*" en exil dans les années 30.

A la fin de l'année 1926, après avoir vu sa maison saccagée par les fascistes, Amadeo Bordiga était arrêté et condamné à trois ans de relégation dans les Îles, à Ustica d'abord, puis à Ponza. Il organisa avec Gramsci, malgré leurs divergences qui n'entravaient point leurs liens d'amitié, une école du parti dont il dirigea la section scientifique. Les dissensions ne s'atténuèrent pas parmi les détenus. Lorsque 38 détenus (dont Bordiga)

contre 102 se prononcèrent contre la campagne antitrotskyste, la direction du PC italien installée à Paris décida d'exclure l'ancien fondateur du parti. Ce qui fut fait en mars 1930, à la suite d'un rapport de Giuseppe Berti.

Alors que la *Sinistra comunista* dans les prisons italiennes et à l'étranger continuait son combat, Bordiga allait peu à peu s'éloigner de toute vie politique, pour se consacrer à son métier d'ingénieur architecte.

Beaucoup s'étonnèrent de son silence et le mirent sur le compte de la surveillance permanente exercée par la police fasciste (OVRA) dont les rapports étaient adressés à Mussolini.

Dans les années 30, Trotsky demanda à Alfonso Leonetti, devenu trotskyste, et qui connaissait bien Bordiga pour avoir participé au comité de rédaction de *Prometeo* en 1924, "pourquoi Bordiga ne vient pas donner un coup de main? Et Leonetti de répondre : "Bordiga pense que tout est pourri; il faut attendre la création de nouvelles situations pour recommencer." (Lettre de Leonetti à Franco Livorsi, 1.5.1975.)

Ce témoignage est encore confirmé par un rapport de police du 26 mai 1936 (ACS, CPC 747) qui enregistra à leur insu une conversation entre Bordiga et son beau-frère. Celui-là déclara : ".. il faut s'éloigner et attendre... attendre non pour cette génération mais pour les futures générations". Bordiga semblait épuisé et dégoûté par le militantisme, comme l'exprimait cette conversation du 3 juillet 1936 (ACS 19496, Divisione degli affari generali e riservati) : " Je suis heureux de vivre en dehors des événements mesquins et insignifiants de la politique militante, des faits divers, des événements de tous les jours. Rien de cela ne m'intéresse, je garde ma foi. Je suis heureux de mon isolement. "

Malgré tous les efforts que firent les membres de la Gauche italienne pour le joindre, Bordiga semble avoir refusé tout contact. Il semble qu'il attendait de la guerre mondiale inévitable la reprise révolutionnaire, guerre qu'il appelait de ses vœux : " Si Hitler peut faire céder les odieuses puissances d'Angleterre et d'Amérique, en précarisant ainsi l'équilibre capitaliste mondial, vive le boucher Hitler qui travaille malgré lui à créer les conditions de la révolution prolétarienne mondiale." Et il ajoutait : "Toutes les guerres, dorénavant c'est une constatation, trouvent leur épilogue final dans le fait révolutionnaire. A la défaite succède la révolution. " (26 mai 1936, ibidem).[15]

Convaincu donc que la révolution naîtrait encore de la guerre, Bordiga ne refit surface qu'en 1944, au sein d'une "Azione dei comunisti e socialiste italiani". Auparavant, il avait refusé toute offre de collaboration que lui proposèrent d'abord Bombacci - qui avait crée une revue philofasciste "de gauche" - puis les Américains en 1944.[16]

De 1926 à 1945, la Gauche italienne allait suivre sa propre voie, en quelque sorte "orpheline" de celui qui l'avait le mieux incarnée.

Elle n'était ni " italienne " par son action internationale dans plusieurs pays, ni " bordiguiste ". Née en Italie, elle s'était développée dans le Komintern. Cristallisée par l'apport théorique et politique de Bordiga, elle était devenue anonyme. En cela elle allait suivre l'enseignement fondamental des "Thèses de Rome", qui définissaient l'organisation comme une collectivité unitaire.

Ce terme de "bordiguisme" qui lui fut bien souvent accolé, la *Sinistra comunista italiana* dans l'immigration le rejettera toujours, car il tendait à l'enfermer dans un culte des "grands hommes", qu'elle n'eut point, du moins avant la réapparition politique de Bordiga... Le développement théorique et politique de cette gauche devait dépasser et enrichir l'apport de 1'homme Bordiga. En cela la réaction agacée de la Fraction communiste italienne en 1933 était tout à fait caractéristique de son autonomie :

" A plusieurs reprises, au sein du parti italien, en présence du camarade Bordiga, aussi bien qu'au sein de l'Internationale et de l'opposition de gauche, nous avons affirmé l'inexistence du 'bordiguisme' aussi bien que celle de tous les autres 'ismes', qui ont atteint des véritables performances. depuis que, au sein du mouvement communiste, on a institué la Bourse de la confusion et de la tromperie politiques. La seule fois qu'a paru le terme 'bordiguiste', c'est sur la couverture française de notre plate-forme, et maintes fois nous nous sommes expliqués à ce sujet; nous avons dit que ce terme était une erreur, bien que dans l'intention des camarades il avait été employé seulement pour spécifier, au sein des nombreux groupes oppositionnels du parti français, les traditions du courant politique qui éditait la plate-forme.

"Le bordiguisme, aussi bien que la réduction de notre courant politique à la personne de Bordiga, est la plus sotte déformation des opinions du camarade Bordiga lui-même qui, sur les traces de Marx, a détruit toute efficience de l'individualité en tant que telle et prouvé théoriquement que seuls la collectivité et ses organismes sociaux doivent et peuvent donner une

signification à l'individu lui-même. " (*Bilan*, n° 2, 1933, "Pas de 'bordiguisme'")

S'il nous arrive, au fil des chapitres, d'employer ici ou là le terme de "bordiguisme" ou de courant "bordiguiste", on se gardera d'y voir une personnalisation de ce courant. Il s'agit plus d'affaire de commodité d'expression que de croyance en une fétichisation de l'homme Bordiga par la Fraction italienne. Par contre, l'après-guerre qui vit les anciens membres de la Fraction, par enthousiasme et souvent sans esprit critique, adhérer au "Parti de Bordiga", scissionner " pour Bordiga ", justifierait certainement l'emploi de " bordiguisme ".

---

[1] Pour l'histoire du mouvement socialiste avant 1918, on peut se reporter au livre (anonyme) de Bordiga : *Storia della sinistra italiana*, témoignage irremplaçable de l'acteur clef de l'opposition de gauche socialiste. On ajoutera : G. ARFE : *Storia del socialismo italiano (1892-1926)*, 1966, Einaudi.

[2] Pour Bordiga, se reporter à la bibliographie générale. *Invariance*, *Le Fil du temps*, *Programme communiste* donnent toutes les références des textes, dans leurs nombreuses rééditions. Voir en particulier, *Le fil du temps*, n° 13, novembre 1976, et *Programme communiste* n^{os} 48 à 56.

[3] Pour le PSI Pendant la guerre, cf. 1'ouvrage collectif : *Il PSI e la grande guerra*, Florence, 1969.

[4] Les rapports entre Lénine et Bordiga ont été étudiés par H. KUNIG : *Lenin und der Italienische Sozialismus (1915-1921)*, Tübingen, 1967.

[5]Alfonso LEONETTI a publié un recueil de textes sur la question des conseils d'usine en confrontant Bordiga et Gramsci : *Dibattito sui consigli di fabbrica*, 1973. La revue "bordiguiste" officielle *Programme communiste*, dans ses n^{os} 71, 72 et 74, a publié de nombreux textes en français du débat d'un point de vue critique sur Gramsci et le gramscisme.

[6] Pour la naissance du PC d'Italia, voir l'ouvrage de Giorgio GALLI : *Storia del partito comunista italiano*, 1958. Les textes programmatiques du parti communiste d'Italie se trouvent dans *Le Fil du temps* n° 80, octobre 1971.

[7] La conception du fascisme chez la gauche italienne se trouve exposée dans le recueil de textes de Bordiga *Communisme et fascisme*, Ed. *Programme communiste*, 1970. Voir aussi *Programme communiste*, n[os] 45 à 50, "Le PCd'I face à l'offensive fasciste".

[8] *Relazione del PC d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, novembre 1922*, Ed. Iskra, Milano, 1976.

[9] La résolution sur l'Italie se trouve dans *Les 4 premiers congrès de l'IC*, Maspéro, reprint, Paris, 1971.

[10] Il semble que Damen et surtout Repossi se soient prononcés, contrairement à Bordiga, pour la formation immédiate d'une fraction de gauche : "...les éléments de gauche ne doivent pas assumer de charges, mais se constituer en fraction et travailler au milieu des masses, pour ramener le parti à une action saine. " ("Lettre de Repossi à des camarades", citée par Danilo MONTALDI, *Korsch e i comunisti italiani*, 1975.

[11] Voir Palmiro TOGLIATTI, *La formazione del gruppo dirigente del PCI*, Rome, 1962. On peut comparer utilement avec Stefano MERLI, "Le origine della direzione centrista del PCd'I", in *Rivista storica del socialismo*, 1964, ainsi que son étude " I1 PCI 1921-1926 ", *Annali Feltrinelli*, 1960.

[12] Les interventions de Bordiga ont été traduites en français par *Programme communiste*, n° 69-70, mai 1976.

[13] Danilo MONTALDI op. cit. L'Entschiedene Linke, qui regroupait l'extrême gauche la plus résolue au stalinisme s'était véritablement créée à Berlin le 2 avril 1926 lors d'une conférence, qui adopta une "plate-forme des gauches". Celle-ci se prononçait contre toute scission dans le KPD et le Komintern. Son hétérogénéité était très grande et devait conduire à un rapide éclatement en trois morceaux :
- le groupe d'Iwan Katz, fort en Basse-Saxe, se sépara du groupe de Korsch le 16 mai 1926. Avec l'AAU-E de Pfemfert, il fonda le 28 juin le *Spartakusbund der linkskommunistischen Organisationen*, publiant le journal *Spartakus*. Le "Spartakusbund n° 2" disparut au printemps 1927.
- le groupe de Schwarz, député du KPD au Reichstag, qui avait fondé avec Korsch l'Entschiedene Linke, s'en sépara le 28 septembre 1926. Il publia alors un journal intitulé *Die Entschiedene Linke*, qui reprenait à son compte le nom primitif de l'organisation. L'Entschiedene Linke fusionnera avec le KAPD en juin 1927, ce qui entraîna, une grave crise dans ce parti. Schwarz

refusait d'abandonner son siège de député, tout en étant membre d'un parti antiparlementariste.
- le groupe de Korsch, qui après la scission de septembre 1926, se nommait *Kommunistische Politik*, du nom de la revue publiée depuis mars 1926. Hostile au KAPD, il voulait une "politique syndicale communiste". Il se prononçait pour la création de "PC indépendants" dans une "IC indépendante" du Komintern. Groupe de propagande, dont les militants pouvaient appartenir à des partis ouvriers fondés sur le principe de la lutte de classe (comme le KAPD), ou aux Unions (AAU et AAU-E), syndicats d'industrie révolutionnaires, le groupe disparut pratiquement en décembre 1927.

[14] *Programme communiste*, n° 68, décembre 1975.

[15] Pour l'itinéraire de Bordiga de 1926 à 1945, voir : Arturo PEREGALLI et Sandro SAGGIORO, *Amadeo Bordiga. Gli anni oscuri (1926-1945)*, " Quaderni Pietro Tresso " n° 3, janvier 1997, Florence.

[16] Pendant la guerre, le speaker pro-nazi Philippe Henriot prétendit, à Radio Paris, reprenant les informations de certains journaux comme *La Tribune de Lausanne*, en mai-juin 1944, que Bordiga soutenait l'avancée de l'Armée rouge en Europe comme une victoire de la "révolution prolétarienne". Cette assertion qui sur le moment laissa la fraction italienne en France et Belgique perplexe, était difficilement vérifiable; il faut tenir compte de l'atmosphère de l'époque qui était celle du "bourrage de crânes" et des fausses nouvelles les plus invraisemblables. Sur ce point, pourtant, le PCInt ne voulut jamais apporter un démenti officiel. (Sur la position politique de Bordiga, voir le chapitre 9.)
Le "Communiqué" que publia la Fraction italienne à Marseille se trouve dans son *Bulletin de discussion* n° 7 (juillet 1944). Il affirmait : "Nous ne pensons pas qu'un camarade ayant une capacité idéologique telle que Bordiga puisse exprimer une telle position qui, en dehors de la phraséologie à apparence radicale, n'exprime que la position du capitalisme international et de son allié : 'le socialisme dans un seul pays', qui a permis de jeter le prolétariat dans la guerre impérialiste. Les conditions actuelles ne nous permettent pas de pouvoir vérifier avec rapidité et précision la véracité des faits."

CHAPITRE 2

VERS LE COMMUNISME DE GAUCHE ALLEMAND ?

Du *Réveil communiste* à *l'Ouvrier communiste*

La Gauche communiste italienne n'était pas restée indifférente à l'existence des autres gauches dans l'Internationale communiste, au cours des années 20. Se considérant comme une partie intégrante de l'Internationale, elle prit connaissance des thèses défendues par le KAPD et ses théoriciens Gorter et Pannekoek. Dans *Il Soviet*, elle publia les textes fondamentaux du courant du *Linkskommunismus* allemand. Il était naturel qu'une certaine convergence se manifestât entre les deux courants face aux attaques du Komintern contre " l'extrémisme de gauche ", défini par Lénine comme une " maladie infantile ". Les deux courants étaient abstentionnistes. Par leur commun rejet du Front unique avec la social-démocratie (tactique adoptée au III^{e} Congrès de l'I.C.), leur refus de la fusion avec les Indépendants allemands (USPD) et les "maximalistes" italiens, il y avait une indéniable identité de vues.

Cependant, cette " identité " resta toute relative, et fut de courte durée. Après le III^{e} congrès de l'I.C., en 1920, Bordiga assuré de l'appui de l'Internationale pour fonder un Parti communiste, en se séparant des réformistes et des maximalistes, leva l'hypothèque de son opposition à la "tactique" parlementaire. Pour lui, la participation aux élections n'était plus une divergence de principe, mais de tactique, lorsque furent appliquées les thèses sur le parlementarisme rédigées par Boukharine et Lénine. Pour Bordiga, qui restait malgré tout abstentionniste, la question la plus urgente était la constitution d'un véritable Parti communiste rattaché à l'Internationale. Lors des élections italiennes de 1921, le nouveau parti appliqua la politique du Komintern et en présentant ses candidats se soumit à la discipline commune :

" Pour des raisons bien claires de discipline tactique Internationale, le P.C. doit participer et participera aux élections...

" Abstentionnistes, nous devons également donner l'exemple de la discipline, sans chicaner, sans tergiverser. Le Parti communiste n'a donc

aucune raison de discuter pour savoir si il doit participer aux élections. Il doit y participer. ”

En fait, la *Sinistra comunista* liquidait l'abstentionnisme qui lui avait donné naissance en 1918 : “ En tant que marxiste, je suis d'abord centraliste et ensuite seulement abstentionniste ”, écrivit alors Amadeo Bordiga (*Il Comunista*, 14 avril 1921).

Quelques années plus tard, Bordiga sera même l'un des plus chauds partisans de la “tactique” électorale, critiquant la tendance qui se manifestait de plus en plus chez les ouvriers italiens à déserter le terrain du parlementarisme :

“ Tout bon communiste n'a qu'un devoir : c'est de combattre la tendance à l'abstention de nombreux prolétaires, conclusion erronée de leur hostilité au fascisme. En agissant ainsi, nous ferons une excellente propagande et nous contribuerons à former une conscience résolument révolutionnaire qui nous servira quand viendra le moment, imposé par les faits et non par notre seule volonté, de boycotter pour l'abattre la baraque du parlement bourgeois. ” (*Stato Operaio*, 28 février 1924).

Par cette volte-face, la Gauche italienne semblait toujours plus s'éloigner de l'opposition internationale contre le parlementarisme qui s'était manifestée à la même époque dans le KAPD, le KAP de Hollande, en Bulgarie, en Angleterre autour de Sylvia Pankhurst, en Belgique dans le PCB de Van Overstraeten, et jusqu'en Autriche, Yougoslavie et Pologne. Pour elle il ne pouvait être question de former une Opposition, et encore moins une Fraction dans l'Internationale sur cette question. C'est pourquoi, elle se tint à l'écart du “Bureau d'Amsterdam” fondé en 1920, succursale du Komintern pour l'Europe de l'Ouest, et notablement influencé par les thèses du KAPD et de Sylvia Pankhurst. Pas plus elle ne participa au “Bureau de Vienne” groupé autour de la revue *Kommunismus* et influencé par Lukacs. [1]

Vis-à-vis de la Gauche allemande, la Fraction de Bordiga resta très réservée et méfiante dès 1920. Elle vit dans l'abstentionnisme du KAPD une déviation syndicaliste et anarchiste, identique à celle de la CNT espagnole et des IWW d'Amérique du Nord :

“ Nous partageons l'opinion des meilleurs camarades marxistes de la majorité du KPD qui jugent qu'il s'agissait d'une tendance petite-bourgeoise hybride, comme toutes les tendances syndicalistes, dont l'apparition a résulté de la chute de l'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand après la semaine rouge de Berlin et les journées de Munich.

“ I1 en résulte un abstentionnisme électoral de type syndicaliste, c'est-à-dire

niant l'utilité de l'action politique du prolétariat et de la lutte du parti, que par partialité et habitude, on confond avec les activités électorales. " (*Il soviet*, n° 11, 11 avril 1920, " Le parti communiste allemand ".)

En lutte avec *l'Ordine nuovo* de Turin, qui préconisait la formation de conseils d'usine et donnait une place secondaire au parti, Bordiga se hâta d'assimiler le KAPD au groupe de Gramsci. La Gauche allemande en effet préconisait la formation de conseils d'usine *(Betriebsräte)* et d'Unions (AAUD), semblant concentrer son travail sur le terrain économique. Mais, à la différence de Gramsci (et de Bordiga), elle combattait vigoureusement les syndicats dont elle dénonçait le caractère contre-révolutionnaire; elle préconisait leur destruction pour les remplacer par les Conseils ouvriers. Selon Bordiga, elle semblait sous-estimer et même nier la nécessité d'un parti politique au profit de "l'idée de conseil". Ce n'était d'ailleurs nullement le cas, le KAPD se définissant et agissant comme un parti centralisé et discipliné :

" Le prolétariat a besoin d'un parti-noyau ultraformé... Chaque communiste doit être individuellement un communiste irrécusable - que cela soit notre but - et il doit pouvoir être un dirigeant sur place... Ce qui le contraint à agir ce sont les décisions que les communistes ont prises, et là règne la plus stricte discipline. Là on ne peut rien changer, ou bien on sera exclu ou sanctionné." (Intervention de Jan Appel (Hempel) au III[e] Congrès du Komintern, *Protokolle des dritten Kongresses der KI*, p. 496).[2]

Ce qui différenciait en fait les deux Gauches, c'est que l'une préconisait la dictature du parti et l'autre la dictature des conseils. L'une voulait diriger les masses prolétariennes vers la victoire, par le développement du parti, l'autre oeuvrait pour que ces masses se dirigent elles-mêmes en se libérant de "toute domination de chefs". Au parti de type bolchevik que voulait créer en Italie Bordiga, le KAPD opposait un parti qui " n'est pas un parti dans le sens traditionnel du terme. Il n'est pas un parti de chefs. Son travail principal consistera à soutenir dans la mesure de ses forces le prolétariat allemand sur le chemin qui le mène à se libérer de toute domination de chefs. " ("Appel du congrès de fondation du KAPD " 4-5 avril 1920, Berlin, traduit par Didier Authier, in *La gauche allemande*, 1973).[3]

C'est pourquoi, Bordiga qui suivait de très près la situation allemande et l'évolution du KPD, après la scission de Heidelberg en 1919, ne pouvait que se montrer méfiant à l'égard d'un parti qui semblait travailler à sa propre disparition dans le feu de la révolution :

"Le parti politique, dit l'opposition, n'a pas d'importance prépondérante dans la lutte révolutionnaire. Celle-ci doit se développer sur le terrain

économique sans direction centralisée... (Cette tendance) dénie toute importance à l'action politique et de parti en général, c'est-à-dire (nie le) parti politique comme instrument central de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat. " (Bordiga, "Les tendances au sein de la III[e] Internationale", *Il soviet*, n° 15, 23 mai 1920.)

Ainsi, la Gauche italienne ne voyait pas la différence existant entre les anarchistes et les syndicalistes du type IWW, et le KAPD. Elle croyait déceler dans la théorie de ce dernier "une critique libertaire, qui débouche sur l'habituelle horreur des 'chefs'". Mal informée, elle crut que le "national-bolchevisme" de Wolffheim et Laufenberg était contenu en germe dans les conceptions kaapédistes et "le résultat d'une dégénérescence petite-bourgeoise du marxisme". (*Il soviet*, n° 15, ibid.) Elle confondait le KAPD avec l'AAUD-Einheit de Otto Rühle, pour qui "la révolution n'(était) pas une question de parti", tout parti étant intrinséquement "bourgeois" et ennemi de la révolution.

Néanmoins, Bordiga prit contact à Berlin avec le KAPD et rectifia son jugement, qui s'appuyait surtout sur les arguments du KPD qui avait exclu bureaucratiquement la gauche kaapédiste :

" La centrale du parti (KPD) était à la fois pour l'entrée dans les syndicats et pour la participation aux élections. La conférence convoquée en juillet à Heidelberg approuva le programme de la centrale. L'opposition contesta à nouveau la régularité de la conférence et demanda qu'on en convoque une autre, après une ample discussion préalable des deux questions dans les organisations du parti.

" La centrale, au contraire, fixa la date du second congrès en octobre 1919 selon un critère étrange : les représentants qui n'auraient pas, sur les deux questions du parlementarisme et des syndicats, un mandat conforme à ses directives, en seraient exclus.

" Ne vinrent donc au Congrès que ceux qui étaient du même avis que la centrale, en particulier de nombreux fonctionnaires du Parti, et l'opposition fut déclarée exclue de l'organisation.

" Les camarades du KAPD m'ont affirmé, avec juste raison, qu'ils n'avaient pas l'intention de constituer un nouveau parti, mais qu'ils furent exclus par un procédé incroyable, alors que si le congrès avait été régulièrement convoqué, ils y auraient eu la majorité.

" En avril 1920, voyant que toute tentative d'obtenir satisfaction était inutile, ils tinrent le congrès constitutif du KAPD. "

Bordiga ne manquait pas d'ailleurs de souligner le caractère prolétarien de la nouvelle organisation, sa combativité qu'il opposait à la passivité du KPD lors du putsch de Kapp :

" La nouvelle organisation est en grande partie plus combative et révolutionnaire et elle développe une plus large activité dans les masses; ses partisans sont les ouvriers qui ne tolèrent ni le manque d'intransigeance dont le vieux parti fait périodiquement preuve, ni sa conversion au parlementarisme, laquelle le rapproche des Indépendants qui profitent de sa tactique pour mieux se faire valoir aux yeux du prolétariat et de l'Internationale. " (Bordiga, " La situation en Allemagne et le mouvement communiste ", *Il soviet*, n° 18, 11 juillet 1920)

Tout en conservant ses réserves sur les positions du KAPD, Bordiga espérait que la crise pourrait être résolue en réintégrant ses militants dans le KPD. Pour lui, le principal danger, comme en Italie avec les "maximalistes" de Serrati, venait des Indépendants. Il observait avec inquiétude la continuité de politique de l'Internationale qui, tant en Allemagne qu'en Italie, poussait à l'intégration de ces courants, menaçant ainsi la direction de gauche en cas de dissolution par la formation d'un parti de masses fusionnant artificiellement communistes et "centristes".

Les espoirs nourris par Bordiga ne furent réalisés ni dans un sens ni dans l'autre. Le KPD fusionna avec l'USPD ("les Indépendants"); le PC d'Italie dut accepter les "terzini" de Serrati. La III^{e} Internationale, suite à son troisième congrès, excluait en septembre 1921 le KAPD, qu'elle avait d'abord accepté dans ses rangs comme "parti sympathisant".

Les contacts cessèrent entre le PC d'Italie et le KAPD. Bordiga jusqu'à la fin de sa vie conserva des préjugés hostiles à l'égard de ce parti, qu'il ne cessa de considérer comme "anarchiste", au même titre que les communistes de conseils hollandais. Même dans l'opposition au sein de l'I.C., il ne pouvait y avoir, selon lui, de convergence de vues avec les "kaapédistes".

Le PC en Italie devait être le meilleur rejeton de l'Internationale, le plus "léniniste" dans la question du parti face à l'opportunisme "tactique" de Zinoviev. Pour ne pas prêter le flanc à l'accusion de "gauchisme", mais surtout en raison de ses conceptions profondément "léninistes", la direction "bordiguiste" se démarqua soigneusement - jusqu'à son élimination totale en 1926 - du courant de la gauche allemande *(Linkskommunismus).* Rejetant le Front unique, la bolchevisation, la politique de l'Etat russe, elle acceptait néanmoins toutes les thèses du II^{e} congrès de l'I.C.

Après le III[e] congrès mondial de 1921, Bordiga poursuivit ses attaques contre le courant "kaapédiste" sur la question syndicale. Bien que celui-ci fût viscéralement anti-"syndicaliste", puisqu'il préconisait la destruction des vieux syndicats et la constitution d'Unions sur une base politique de reconnaissance de la dictature prolétarienne, Bordiga en dénonçait le caractère "syndicaliste" :

"Le syndicat, même quand il est corrompu, est toujours un centre ouvrier. Sortir du syndicat social-démocrate correspond à la conception de certains syndicalistes qui voudraient constituer des organes de lutte révolutionnaire de type non politique, mais syndical." (Bordiga, "Sulla questione del parlamentarismo", *Rassegna comunista*, 15 août 1921.)

Enfin, la fondation d'une Internationale communiste ouvrière (KAI) par les partisans de Gorter en 1922 coupait la possibilité de contacts même informels entre les deux gauches. Définir la Russie comme le principal ennemi du prolétariat mondial, caractériser la Révolution russe de bourgeoise ou de paysanne, autant de points creusant un fossé idéologique entre les deux gauches communistes. (*Proletarier*, Sondernummer, 1922, "Die Thesen des I. Kongresses der Kommunistischen Arbeiter-Internationale".) [5]

Malgré cela, des éléments de la gauche du PC d'Italie prirent individuellement contact avec la Gauche allemande. L'initiateur en était Michelangelo PAPPALARDI (dont le nom est orthographié dans les rapports de police Pappalardo). Né en 1896, il adhéra dès le début à la Fraction abstentionniste. En 1922, il s'expatria en Autriche; en 1923, il milita en Allemagne où il représentait le PC d'Italie auprès du KPD. Ce fut pour lui l'occasion de discuter longuement avec le KAPD. Le 10 novembre 1923, il démissionna du PCd'I, démission acceptée par Tasca (Valle) le 30 novembre. Entré en France, il s'installa à Lyon, où il sera en correspondance avec Bordiga, l'invitant à constituer une fraction de gauche dans le PC italien et l'Internationale. Avec quelques ouvriers immigrés italiens, il diffusera en traduction française les " Thèses de Lyon " au V[e] congrès du PCF à Lille (20-26 juin 1926), sous le titre Plate-forme de la gauche, projet de thèses présenté par un groupe de 'gauchistes' (bordiguistes) à l'occasion du V[e] congrès du Parti communiste français. Bordiga en supervisa la traduction. [6]

Les membres de la gauche italienne se trouvaient en effet en étroit contact avec le mouvement communiste français, dès l'origine. Bordiga représenta l'Internationale au congrès de Marseille en 1921. Damen, menacé d'emprisonnement, à la suite d'un affrontement armé avec les squadristes

fascistes, fut envoyé par la direction du PCd'I en France auprès du "Bureau politique", comme représentant officiel, pour présider à l'organisation des groupes de communistes italiens émigrés, et en coordonner l'activité politique. Il fut nommé directeur de l'édition hebdomadaire en italien de *l'Humanité* jusqu'à son retour clandestin en Italie en 1924. Les idées "bordiguistes" n'étaient donc pas inconnues au sein du PCF. La plupart des émigrés italiens, même en 1926, étaient sur les positions de l'ancienne direction de gauche, et dans certaines sections (Paris, Lyon, Marseille) largement majoritaires. Cela ne manqua pas d'inquiéter la nouvelle direction italienne autour de Tasca, Togliatti, exilée en France après la suppression totale du parti par le gouvernement Mussolini en 1926. Elle prit contact avec le Parti français pour en expulser les "bordiguistes" ou les contraindre à démissionner.

Un certain nombre d'entre eux resta dans le PCF et chercha à y défendre le plus longtemps possible les positions de Bordiga, en étroit contact avec le groupe communiste autonome italien, formé d'expulsés installés dans plusieurs villes françaises, ainsi qu'en Suisse, en Belgique et au Luxembourg. Par l'intermédiaire de leur plate-forme, ils tentèrent jusqu'en 1929 environ de rester en contact avec les communistes français et de les influencer idéologiquement au sein des "cellules". Au prix de difficultés énormes, comme le montrait l'avant-propos aux thèses de Bordiga :

"Ne pouvant nous exprimer librement dans la presse officielle du Parti, nous prenons la décision de faire connaître, par nos propres moyens, notre pensée aux communistes français." (signé : un groupe de membres du PCF)

Chassée de l'Internationale, la gauche italienne ne voulait point s'isoler. Frustrée de l'espoir avorté de fonder une fraction internationale, elle souhaitait s'ouvrir à l'activité politique, au sein du mouvement communiste, dans tous les pays où l'exil l'avait contrainte de résider. Elle ne se considérait pas comme "italienne", sinon par le fait d'être née en Italie, mais comme internationale. Sa vocation naturelle c'était le travail international, partout où elle existait, sa seule "patrie", c'était l'Internationale reliant les ouvriers de tous les pays dans un même idéal, une même action pour leur émancipation par le communisme mondial.

Les questions qui se posaient dans le Parti communiste français ne pouvaient donc être un "domaine réservé" aux seuls ouvriers de nationalité française, pas plus que ceux-ci ne pouvaient rester ignorants de la riche expérience politique du prolétariat italien de l'après-guerre, particulièrement dans les questions du fascisme et du parti. La plate-forme de la gauche ajoutera aux " Thèses de Lyon " tout un chapitre sur les " questions

françaises ".

Ce chapitre définissait la situation économique en France comme " une situation de crise, qui se manifest(ait) par l'inflation et par les difficultés du budget de l'Etat ". Il précisait que "cette crise n'(était) pas encore une crise de la production et de l'industrie en général, mais ne manquera pas de le devenir dans quelque temps". Il soulignait en conséquence l'acuité des tensions sociales avec " l'ouverture de la période de chômage qui aggravera d'avantage la situation de la classe ouvrière ". Envisageant la politique de la bourgeoisie dans cette conjoncture, il prévoyait un changement d'orientation, sur la base de l'expérience italienne : " Il est très possible que la crise économique s'élargissant, et une offensive patronale se dessinant, on constate un changement complet de programme dans le domaine politique. Cette phase de politique de droite pourra présenter des analogies avec le fascisme italien, et certainement l'appréciation de l'expérience italienne est très utile pour l'analyse de la politique française actuelle. "

Cependant les " bordiguistes" italiens n'envisageaient pas dans l'immédiat la venue du fascisme, car " il manqu(ait) une condition fondamentale, c'est-à-dire le fait d'une grande menace révolutionnaire qui aurait donné à la classe bourgeoise l'impression de se trouver au bord de l'abîme ". Forts de l'expérience italienne, où le fascisme engendra l'antifascisme sur la base du Front unique, la gauche italienne rejetait d'avance toute possibilité d'alliance antifasciste :

" Ce qui est essentiel, c'est de comprendre que le plan fasciste est en première ligne un plan contre le prolétariat et la révolution socialiste, que c'est donc aux ouvriers de devancer ou de repousser son attaque. C'est une conception erronée que de considérer le fascisme comme une croisade contre la démocratie bourgeoise, l'Etat parlementaire, les couches petites-bourgeoises et leurs hommes et partis politiques tenant la barre du pouvoir... Selon cette idée, le prolétariat ne devrait que donner l'alarme, prendre 'l'initiative'... de cette lutte antifasciste, se battre avec les autres pour défendre les avantages d'un gouvernement 'de gauche', considérer comme but victorieux la faillite du fascisme en France.. ."

Dans cette période, que les "bordiguistes" prévoyaient instable et incertaine, " la classe ouvrière française par son importance numérique et par ses traditions historiques (était) l'élément central de la situation actuelle et de la lutte sociale ". Cela passait donc par le développement des tendances révolutionnaires au sein du PCF. A ce sujet, le rédacteur des " Questions françaises " était fort pessimiste : " La constitution du parti se fit à Tours sur des bases trop larges. " " Tel qu'il est aujourd'hui, le parti communiste

français laisse beaucoup à désirer dans sa préparation idéologique marxiste, dans son organisation intérieure, dans sa politique, dans la formation d'un centre dirigeant capable d'interpréter les situations et leurs exigences... " C'est surtout le régime intérieur que critiquait la gauche italienne, dont le résultat désastreux avait été de nourrir " la méfiance traditionnelle des ouvriers français à l'égard de l'action politique et des partis ".

Pour remédier à cette situation, la gauche préconisait une politique résolue d'opposition aux thèses de l'I.C. sur le "gouvernement ouvrier et paysan", le "front unique", la "lutte antifasciste". Elle proposait de développer "un solide réseau de fractions communistes" dans les syndicats, en oeuvrant à l'unité syndicale, et une intervention décidée dans les luttes économiques, base de la lutte politique contre tous les partis bourgeois de droite et de gauche contre l'Etat et non "pour la dissolution des ligues fascistes par l'Etat".

Où allait le PCF? Là-dessus, le texte ne se prononçait pas. Il remarquait simplement que la "bolchevisation" avait entraîné une véritable stagnation. Bordiga ne voyait pas dans cette situation la conséquence d'un danger de droite, avec l'aile de Souvarine exclue qui avait servi de "fantôme pour atténuer la pression des coups portés sur la gauche internationale". Face à "l'opportunisme et au liquidationnisme dans le parti français", Bordiga ne voyait pas d'aile gauche. Il rejetait les thèses syndicalistes de la *Révolution Prolétarienne* comme "foncièrement erronées et dangereuses".

Bordiga ne se cachait pas "les difficultés d'une telle situation". Il pensait que c'était surtout aux militants communistes d'apporter une amélioration du régime intérieur du parti.

Comme on peut voir, la gauche italienne ne modifie pas ses positions en 1926, malgré sa défaite au congrès de Lyon. Elle pense que les PC sont encore un lieu privilégié de son intervention. Ceux-ci ne sont pas considérés comme irrécupérables au mouvement communiste. Les bordiguistes excluent donc toute possibilité de fonder un nouveau parti et restent dans la mouvance de l'Internationale. Leur attitude là encore s'oppose à la Gauche allemande qui avait proclamé la faillite de l'Internationale communiste et la nécessité de fonder de nouveaux partis communistes.

Très vite, avec la défaite de la Révolution en Chine, conséquence de la politique de Staline et Boukharine vis-à-vis du Kuomintang, une partie de la Gauche italienne en exil, principalement en France, allait modifier sa position et proclamer l'impossibilité d'oeuvrer au redressement de l'IC, et se rapprocher rapidement des positions du KAPD, par le biais de ses

contacts avec Korsch.

Sous l'influence de Pappalardi, une importante minorité se détacha du groupe "bordiguiste" italien, dirigé par Ottorino Perrone (Vercesi). Celui-ci, s'enfuyant de Milan, s'était installé à Paris, où il ne tarda pas à s'opposer aux partisans de Pappalardi. La scission fut consommée en juillet 1927. En novembre de cette année, sortait le premier numéro de *Réveil communiste, bulletin intérieur des groupes d'avant-garde communiste*, dont le centre se trouvait à Lyon. Il se définissait comme un "groupe de communistes intransigeants".

Les buts du *Réveil communiste* n'étaient pas clairs. Il ne se prononçait pas pour la fondation de nouveaux partis et d'une Internationale. Il visait à "l'unité des gauches sur le terrain international". Cette position proche de celle de Korsch était tempérée par une grande prudence : " Pas de nouvelle organisation internationale sans que le processus de développement d'une ligne de gauche sur le terrain international ne soit accompli ". En fait, ce groupe ne voyait aucune possibilité d'opposition interne ou externe à une Internationale communiste qu'ils proclamait mort-née dès 1919 :

"Le processus de germination d'une nouvelle internationale que l'on essaya de pousser à une solution même avant la grande révolution russe à Zimmerwald trouva une conclusion prématurée lorsqu'à la suite de ce grand mouvement historique initialement prolétarien, en 1919 on voulut forcer l'histoire du mouvement révolutionnaire."

Le *Réveil communiste* appuyait la position de Rosa Luxemburg qui était contre une fondation immature du Komintern et regrettait l'attitude du délégué Eberlein, qui ne vota pas contre la proclamation. Ainsi, selon lui, fut réalisée une "unité formelle et non réelle". Elle "devait être fatale dans la suite au développement d'un véritable parti communiste mondial, ainsi qu'elle devait supprimer dans le Komintern toute possibilité de régénération".

La cause en était, selon le "Réveil", dans le rôle trop grand dévolu à la Russie au sein de l'Internationale. Tout en qualifiant la Révolution russe de "grandiose, particulièrement pendant le communisme de guerre", il voyait dans la NEP en 1921 le début de son recul. Sur ce point, il reprochait l'idéalisation de celle-ci par "perronistes", qui soutenaient toujours la position de Lénine à cette époque. Au contraire, la NEP était "une première manifestation idéologique d'une classe ou de plusieurs couches sociales qui ne sont pas la classe ouvrière". Quelles étaient ces classes? le groupe de Pappalardi ne donnait là dessus aucune réponse. Il constatait qu'en 1927 la dégénérescence de l'Etat russe était un fait accompli et qu'il n'existait plus

de dictature du prolétariat russe avec la “bureaucratisation de l’appareil étatique” :

“La bureaucratisation de l’appareil étatique, l’éloignement total de cet appareil de la classe ouvrière, les manifestations idéologiques non prolétariennes dans l’appareil lui-même dénotent que la dictature du prolétariat en Russie n’est plus une réalité dans le pays de la plus grande révolution de la classe ouvrière.”

Derrière la question de la “dégénérescence” se cachait en fait le problème de l’Etat qui “n’(avait) pas trouvé dans la Révolution russe une solution définitive et complète”. C’est cette question qui ne tarda pas tarder à devenir l’un des principaux sujets de discussion théorique de la Gauche italienne, dans les années 30.

Tout en proclamant “pas de retour au passé, en revenant sur des positions tout à fait liquidées”, les “groupes d’avant-garde communiste” se rattachaient encore dans leur numéro 2 de janvier 1928 à la tradition de Bordiga. Ils se proclamaient même les plus fidèles continuateurs du “grand chef du communisme italien”, face aux “soi-disant bordiguistes ou perronnistes qui se sont détachés de notre groupe en juillet 1927”.

Cette “pureté” bordiguiste ils la voyaient dans le rejet du “terrain théorique du léninisme, c’est-à-dire du néo-léninisme”. Illusion de la part du “Réveil”, puisque Bordiga ne cessa de se proclamer le plus fidèle disciple de Lénine, même dans l’opposition au sein de l’I.C.

C’est pourquoi le “Réveil” commença à critiquer Bordiga lui-même auquel il reprochait d’avoir voulu rester coûte que coûte dans le Komintern “pour ne pas quitter le terrain de la masse”,. en restant ainsi sur le terrain de la “ligne tactique du compromis” préconisée par Lénine. Il lui reprochait sa méfiance dans les groupements fractionnels et de n’avoir pas fondé de fraction :

“Nous avons... il y a deux ans soutenu vis-à-vis du camarade Bordiga la nécessité de la fraction ouverte, car nous disions que la bolchevisation avait déjà accompli son rôle de socialdémocratisation du Komintern, et nous ne voyions pas de possibilité d’organiser, sur le terrain de la discipline, une résistance sérieuse à la base du Komintern.”

Face à l’opposition de gauche groupée autour de Trotsky, l’attitude du “Réveil” fut encore plus nette, voyant en lui le continuateur du “léninisme” et le défenseur inconditionnel de l’Etat “ouvrier” russe :

“Il ne faut pas subir cette imposition idéologique de Trotsky. Nous ne contestons pas ici la valeur du passé révolutionnaire de ce camarade... Même contre lui et ses suiveurs... il faut soutenir qu’il est une tactique opportuniste de faire passer comme démocratie ouvrière cette tragique caricature de la dictature prolétarienne qu’est le gouvernement des stalinistes.”

Rejetant “l’héritage trotskyste” et critiquant “le camarade Bordiga”, les “groupes d’avant-garde communiste convergaient vers Korsch qui depuis le printemps 1926 (mars) publiait Kommunistische Politik. Deux textes seront publiés dans “ Réveil communiste ”, signés de la main de Korsch : “Dix ans de lutte de classe dans la Russie des soviets” (*R.C.* n° 1); “ La Gauche marxiste en Allemagne ” (*R.C.* n° 4). Cela n’entraîna pourtant pas une communauté de pensée entre les deux groupes : “Il va de soi que ce fait ne comporte pas ni notre fusion organique avec le groupe de Korsch, ni la soumission de notre ligne nettement gauchiste aux directives de l’idéologie et de l’action korschiste qui tend à un éclectisme dangereux.” Le “Réveil” adressait même une mise en garde au groupe allemand : “Cet éclectisme pourrait détourner nos camarades allemands de la véritable ligne révolutionnaire et les ramener au maximalisme suranné.”

Pappalardi écrivit un article critique sur le korschisme, reprochant surtout à *Kommunistische Politik* de remettre en cause le caractère prolétarien de la Révolution russe par l’affirmation que “la contre-révolution bourgeoise dans la nouvelle Russie commen(çait) en même temps que la révolution prolétarienne”. Il faisait remarquer que nier cette révolution prolétarienne, c’était nier aussi qu’il y ait eu contre-révolution en Russie, car “il est évident en effet que si l’on nie le caractère prolétarien de la Révolution d’Octobre, on nie en même temps sa dépendance vis-à-vis de la crise mondiale du capitalisme”.

Mais surtout, le “ Réveil ” reprochait à Korsch d’être un intellectuel et de s’être compromis en 1926 avec Maslow et Fischer, d’avoir entraîné rapidement les éléments prolétariens qui le suivaient dans le néant, avec la dissolution rapide de son groupe et l’entrée d’une partie de celui-ci dans le “Leninbund” et la social-démocratie. Le dernier numéro du “Réveil” (février 1929) invitait donc Korsch à revenir à ses chères études.

En fait, par son ouvriérisme viscéral et sa méfiance de la confrontation politique, le groupe du “Réveil” s’isolait de plus en plus, alors que les “perronistes” avaient fondé la Fraction de gauche du PCd’I et que se développaient en france des groupes d’opposition. “Nous n’avons pas

craint ni ne craignons aujourd'hui l'isolement provisoire de la masse prolétarienne.", était-il affirmé. Tout en se démarquant du sectarisme, l'organe des groupes d'avant-garde communiste se proclamait lui-même une "secte".

Idéologiquement, ces groupes étaient absolument isolés. Ils étaient les seuls en France à préconiser la sortie des ouvriers de l'I.C. et non à.oeuvrer en son sein ou au dehors au triomphe d'une fraction de gauche ("Hors de l'Internationale de Moscou!").

Ils étaient les seuls encore, à cette époque, à ne pas préconiser la "défense de l'URSS" qu'ils définissaient comme "la formule de l'Union sacrée en Russie". A la fin de l'année 1928, sur cette question, le "Réveil" défendait pratiquement les positions du KAPD :

" La dictature prolétarienne, au lieu d'agoniser dans le sens marxiste, s'est graduellement défaite dans un monstrueux appareil, où une caste s'est soudée avec l'idéologie de la nouvelle bourgeoisie. Et cela sans Thermidor, sans reproductions conformes d'un événement du passé historique. "

Prometeo, dans son numéro 12, reprochera fortement cette position au "Réveil". Il répliquera que le terme de "caste" n'est pas marxiste et soulignera les contradictions d'une théorie qui affirme tout à la fois que le gouvernement russe "n'est pas un gouvernement capitaliste pur" et agit comme un "gouvernement bourgeois". Bien que défendant la nature prolétarienne de l'Etat russe "sur la base de la socialisation", *Prometeo* laissait la voie ouverte à la discussion, à laquelle il invitait les militants du "Réveil".

Cette attitude ouverte de *Prometeo*, ainsi que sa fidélité à l'héritage bordiguiste sur la question russe, sa fidélité aux thèses de Lénine, allaient entraîner le départ du "Réveil" de quelques éléments comme Piero Corradi qui rejoignirent la Fraction de gauche italienne. Ceux-ci, bien que formés par Pappalardi, se considéraient avant tout comme "léninistes" et ne trouvaient plus de raison à militer dans un groupe qui se refusait à former une Fraction. Le congrès de Pantin de février 1928, où est proclamée la Fraction de gauche du PCd'I leva leurs hésitations, selon les termes de Corradi, 50 ans après. Désormais, idéologiquement et organisationellement, la Gauche italienne se trouva rassemblée autour de *Prometeo.*

La tendance de Pappalardi ne va pas pourtout disparaître après la scission. Elle va même voir affluer de nouveaux éléments comme André Prudhommeaux, qui dirige, avec sa femme Dori, une librairie au 67, boulevard de Belleville, et vont donner une coloration moins "italienne" du

groupe, mais aussi plus ambiguë vis-à-vis de l'anarchisme.

En août 1929, paraissait le numéro 1 de *L'Ouvrier communiste*, organe des "groupes ouvriers communistes", et dont le siège était la librairie des Prudhommeaux à Paris. (4)

Le terme de "communistes-ouvriers" faisait explicitement référence au KAPD. *L'Ouvrier communiste* ne se considérait plus comme une partie de la Gauche italienne, dont il rejetait la tradition comme inférieure à celle de la Gauche allemande :

"... nous avons participé à une expérience révolutionnaire moins complète que celle de nos camarades allemands... Ancrés à la tradition bordiguiste, il nous a fallu de longs efforts pour chasser de notre pensée le système de préjugés qui nous cachait encore cette réalité, puisée directement dans la lutte de nos camarades allemands." (*L'Ouvrier communiste*, n° 2-3, octobre 1929, "Faut-il conquérir les syndicats ou les détruire?")

Alors que le "Réveil" critiquait encore dans son numéro 2 (janvier 1928) "des éléments tels que Pannekoek en Hollande et Pankhurst en Angleterre" pour leur fondation d'une IV^{e} Internationale "mélange absurde des éléments les plus disparates", *L'Ouvrier communiste* faisait acte de contrition et se considérait dorénavant comme "une branche retardataire de la véritable gauche marxiste, celle dont en 1919 et 1920 les représentants étaient Pankhurst en Angleterre, et en Hollande les Tribunistes : Gorter et Pannekoek". (*L'Ouvrier communiste*, n° 1.)

Le groupe de Pappalardi publia en feuilleton dans son journal la brochure de Gorter "Réponse à Lénine", qui condensait les positions de la Gauche allemande. Cette publication soulignait l'orientation "antiléniniste" prise par les "groupes ouvriers communistes" :

"Gorter avait raison et Lénine tort. La ligne léniniste a mené aux pires défaites, la constitution des partis de masse a formé par dessus le marché un nouveau relmpart opportuniste et contre-révolutionnaire dans le camp du prolétariat." (*L'Ouvrier communiste*, n° 1.)

Des contacts seront pris avec les Hollandais et les Allemands du Gruppe internationale Kommunisten (GIK), ainsi qu'avec l'AAU et le KAPD de Berlin. Ces contacts n'iront pas jusqu'à une fusion dans une même organisation, ces groupes restant très prudents sur le principe même et apportant plutôt leurs contributions respectives dans la presse "ouvrière communiste". Cette tendance "kaapédiste" et "antiléniniste" ne restait pourtant pas isolée internationalement : des groupes défendant les mêmes positions programmatiques se constituèrent autour de 1930 en Autriche et

au Danemark *(Mod strömen)*. Mais les bases en restaient fragiles : faibles numériquement, isolés du milieu ouvrier soumis à l'idéologie social-démocrate et staliniste, ils n'étaient ni homogènes politiquement ni soudés dans une même communauté organisationnelle internationale, qui leur paraissait prématurée ou inutile, échaudés qu'ils étaient par la tentative de fonder en 1921 une KAI. mort-née.

Bien qu'isolée en France et faible numériquement (15 à 20 militants), l'organisation "communiste ouvrière" eut l'immense mérite de faire connaître dans ce pays les positions de la Gauche allemande, victime du cliché traditionnel de Lénine sur "l'infantilisme" et de "l'extrémisme".

La participation de Miasnikov, du Groupe ouvrier russe, à *L'Ouvrier communiste*, en 1929, va confirmer et étayer la ligne "antiléniniste" de ce dernier. Vieux militant bolchevik, Miasnikov s'était trouvé en opposition complète avec Lénine dès 1921, à propos de la NEP et de la "démocratie ouvrière" dans le PCR et les soviets. Il préconisait la liberté de critique et d'organisation la plus grande en leur sein. Il critiquait la "tactique du Front unique" : "tactique de collaboration avec les ennemis déclarés de la classe ouvrière qui oppriment les armes à la main le mouvement révolutionnaire du prolétariat", tactique qui "est en contradiction ouverte avec l'expérience de la révolution russe". Il rejetait aussi toute interdiction des grèves en Russie par le régime bolchevik, demandant que "le prolétariat participe réellement à la gestion de l'économie" par l'intermédiaire des syndicats et des comités d'usine. Considérant la Russie et le PCR comme néanmoins "ouvriers", le groupe de Miasnikov s'était constitué en "groupe ouvrier" du parti bolchevik "sur la base du programme et des statuts du PCR, afin d'exercer une pression décisive sur le groupe dirigeant du parti lui-même".

Expulsé du parti en 1922, Miasnikov réussit à faire paraître en allemand à Berlin le Manifeste de son groupe, grâce à l'aide du KAPD, qui y ajouta ses commentaires critiques sur les syndicats et la nature prolétarienne du PCR. Arrêté en 1923, torturé, il put s'enfuir d'Arménie en 1928, pour gagner la Perse et la Turquie. Korsch et *L'Ouvrier communiste*, après une campagne intensive, réussirent à faire entrer en France Miasnikov, au début de I930. A cette date, il se trouvait pratiquement sur les positions du KAPD, et rejeta la tentative de Trotsky de fonder une Opposition comme condamnée à la dislocation ou à la chute dans les mains de la bourgeoisie. (7)

L'expérience de cette Gauche russe non "léniniste" et opposée à Trotsky, critique sur l'expérience russe, va donc amener *L'Ouvrier communiste* à défendre vigoureusement les thèses de la Gauche allemande, qui la première avait critiqué la politique du PCR et de l'I.C. Sur cinq points :

La question parlementaire. A la différence de Bordiga qui faisait de l'antiparlementarisme une question de "tactique", *l'Ouvrier communiste* en faisait une question de principe, en préconisant le boycottage du parlement. Il se démarquait néanmoins, comme le KAPD, du syndicalisme antiparlementaire, et de l'anarchisme.

La question nationale. Sur ce point, et même plus nettement que la Gauche hollandaise qui restait indécise sur la question, le groupe de Pappalardi affirmait qu'il n'était pas possible de soutenir des mouvements nationaux qui "ne peuvent que servir de prétexte aux développements de conflits internationaux, être artificiellement provoqués pour déchaîner une guerre". Reprenant les thèses de Rosa Luxemburg, *L'Ouvrier communiste* rejetait la position de Lénine selon lequel "le prolétariat est même le paladin de la défense nationale, car il représente la seule classe qui luttera jusqu'au bout, notamment contre toute oppression nationale". En effet, soulignait l'article, "L'impérialisme et la question nationale" (*O.C.* n° 2-3) : "Le prolétariat développe son mouvement, fait sa révolution comme classe et non comme nation. Aussitôt après la victoire du prolétariat dans plusieurs nations, les frontières ne peuvent que disparaître."

Il ne peut pas y avoir de "bourgeoisie nationale" progressiste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, car celle-ci "est dans son essence et dans sa structure une création artificielle de l'impérialisme " (*O.C.* n° 9-10, mai 1930). C'est pourquoi, même tactiquement, il ne pouvait être question de défendre le "droit des peuples à l'autodétermination", comme en 1917, mot d'ordre derrière lequel se réfugie la "bourgeoisie nationale" : "Il ressort de cette expérience désastreuse que quand le prolétariat se met à défendre 'sa patrie', 'la nation opprimée', il atteint un seul résultat, c'est-à-dire de renforcer sa propre bourgeoisie." *L'Ouvrier communiste* rejetait aussi le mot d'ordre trotskyste des Etats-Unis d'Europe, comme s'inscrivant dans la même ligne nationaliste : "Les communistes marxistes n'ont pas à édifier les Etats-Unis d'Europe ou du monde, leur but est la République universelle des conseils ouvriers." (*L'Ouvrier communiste*, n° 2-3, ibid.)

La question syndicale. Ici, les " groupes ouvriers communistes" reprenaient la position du KAPD : c'est-à-dire refus de toute activité dans les syndicats pour les "reconquérir" et rejet de toute tentative de fonder de nouveaux organismes syndicaux, même "révolutionnaires ".

"On ne peut conquérir les syndicats à la révolution, on ne peut créer des syndicats révolutionnaires." (*L'Ouvrier communiste*, n° 1, " Faut-il conquérir les syndicats ou les détruire ? ".)

S'appuyant sur l'expérience allemande, où les syndicats se sont retrouvés aux côtés de Noske contre la Révolution, le groupe de Pappalardi préconisait leur destruction. .Mais cette destruction ne se voulait pas celle de syndicats particuliers, mais de la forme syndicale même, devenue caduque par les "modifications que le processus historique a apportées aux formes de la lutte de classe". (Ibid.). Celle-ci ne pouvait plus passer au travers des syndicats en raison de ce processus "qui faisait d'organes originairement classistes des armes dociles aux mains du capitalisme".

Est-ce à dire que le groupe "ouvriériste" rejetait toute intervention dans la lutte de classe ? Non, puisque *"la participation à toute lutte partielle du prolétariat est indéniablement nécessaire"*. (Souligné dans l'article.) En fait, l'existence d'organismes permanents de lutte et de défense du prolétariat était devenue impossible : "La constitution d'organismes permanents basés sur les formes inférieures de la conscience et de la lutte classistes n'a plus de raison d'être en un temps où la révolution doit pouvoir surgir d'un moment à l'autre". (*L'Ouvrier communiste*, n° 4-5, "Faut-il conquérir les syndicats ou les détruire?"). Cette vision était donc très "spontanéiste" puisqu'elle définissait la révolution prolétarienne comme une possibilité permanente. La lutte trouverait donc ses organismes spontanés dans les "comités d'usine". Ceux-ci ne pourraient être permanents. *L'Ouvrier communiste* s'élevait contre l'AAU d'Allemagne qui transformait ces comités d'usine "en formes qui remplacent le syndicat classique". Pour lui la lutte économique ne pouvait être rattachée qu'à la prise du pouvoir. La forme du pouvoir prolétarien, c'était les conseils ouvriers.

Parti et conseils. Venant du " bordiguisme ", les militants de la gauche "communiste ouvrière", par réaction au " léninisme ", allaient de plus en plus considérer la question du parti comme secondaire, préférant vivre dans l'isolement d'une "secte", plutôt que de succomber au "mythe" de la construction du parti :

" ... nous ne sommes pas pressés de fonder un nouveau parti, d'élargir notre base d'organisation... Nous avons pour but de former un parti vraiment révolutionnaire, et c'est dans ce but que nous préférons demeurer encore pour longtemps une secte. " (*L'Ouvrier communiste*, n° 1, août 1929, " Pour sortir du marais ".)

Contre Bordiga qui affirmait que la conscience de classe ne pouvait exister que dans le parti; que ce dernier devait diriger le prolétariat pour établir après la prise de pouvoir une dictature du seul parti communiste, était opposée une vision " luxembourgiste " :

“Le rôle du parti n’est pas un rôle de suprématie qui tend à s’éterniser, c’est un rôle d’éducation, qui complète la conscience politique de la classe ouvrière.” (*L’Ouvrier communiste*, n° 1, “ Récents progrès de la dialectique matérialiste chez Trotsky et ses épigones ”.)

Ce rôle “ éducationniste ” donné au parti rédusait singulièrement sa fonction à celle d’un petit cercle d’études, et non à une fonction d’“ aiguillon ” de la conscience politique ouvrière. *L’Ouvrier communiste* pensait que cette conscience était spontanée, tout comme le parti qui en était le fruit.

En fait, le groupe se rattachait d’une certaine façon au communisme des conseils germano-hollandais. Les conseils se développeraient en fonction inverse du développement du parti. De façon étrange, le “ groupe ouvriériste ” soulignait, néanmoins, l’importance d’“élites prolétariennes”; mais le rôle “sera de plus en plus absorbé par le rôle des masses au fur et à mesure qu’on s’approchera de la victoire”. (*L’Ouvrier communiste*, n° 7-8, “Sur le rôle des élites prolétariennes dans la révolution de classe”.)

La Russie et l’Etat. *L’Ouvrier communiste*, comme le *Réveil communiste*, voyait l’origine de la contre-révolution dans la NEP et l’écrasement des marins et ouvriers de Kronstadt en 1921 :

“ La détermination de la dégénérescence actuelle remonte à la NEP, au compromis entre les éléments prolétariens et bourgeois de la Révolution russe, qui a créé un abîme entre la révolution russe et la révolution en Occident, qui a offert une base économique pour l’embourgeoisement de l’appareil prolétarien, des fonctionnaires, des employés, etc. ”

La nature de l’Etat prolétarien s’était donc transformée en son contraire. Par le capitalisme d’Etat, la bureaucratie, appelée encore “caste”, s’était transformée en une nouvelle forme de classe bourgeoise :

“ Il y a une base objective pour que cette caste devienne une classe. Cette base objective est le capitalisme d’Etat... et ses rapports avec le marché libre créé par la NEP. ” (*L’Ouvrier communiste*, n° 1)

En fait, ce sont deux facteurs étroitement liés qui ont opéré ce processus : le facteur externe (l’absence de révolution en Occident, laissant la Russie isolée) et le facteur interne (capitalisme d’Etat), étroitement solidaires dans leur effet sur l’ouverture de la contre-révolution. Dans son analyse, *l’Ouvrier communiste* ne séparait pas les deux facteurs. Mais, le deuxième avait été le plus pernicieux, puisque le parti bolchevik était resté à la tête de l’Etat et ne s’était pas rangé du côté des mutins de Kronstadt

“ En 1921, il n’y avait que deux issues pour les communistes russes : ou

bien la lutte désespérée, héroïque contre les forces intérieures et extérieures de réaction et ‘très probablement’ l’écrasement et la mort dans la lutte, ou bien le compromis avec les forces bourgeoises, l’abandon sans résistance des positions révolutionnaires, l’absorption douce des forces communistes dans les nouveaux rapports bourgeois de production introduits par la NEP. ”

De l’expérience russe, *L’Ouvrier communiste* tirait deux leçons fondamentales :

- “La dictature prolétarienne... ne peut ni développer le socialisme ni se conserver elle-même, si elle ne développe pas la révolution prolétarienne sur le terrain international. Cela est particulièrement vrai pour un pays mal développé au point de vue industriel.”

- La dictature du prolétariat est “la dictature des conseils et non la dictature de parti”; elle est “l’organisation antiétatique du prolétariat conscient”. (*L’Ouvrier communiste*, n° 12, octobre 1930, en italien).

Toutes ces positions furent discutées dans la Fraction de gauche italienne, pour aboutir souvent aux mêmes conclusions. Mais il y avait une divergence fondamentale entre ces deux branches de la Gauche italienne : l’une envisageait un travail à long terme dans le cadre d’une organisation visant à l’intervention dans la lutte de classe. L’autre, n’oeuvrait pas au développement d’une organisation politique, qu’elle estimait secondaire, considérant que la conscience du prolétariat pouvait se développer à tout moment dans une révolution possible à tout instant. C’est plus par intuition, surtout grâce à la Gauche allemande, qu’elle développa ses positions théoriques. L’absence de révolution, qu’elle attendait de la crise de 1929, l’influence grandissante de positions anarchisantes développées par Prudhommeaux et sa femme allaient aboutir à la dislocation du groupe dès la fin de l’année 1931. Auparavant, les époux Prudhommeaux avaient démissionné (*L’Ouvrier communiste*, n° 13, janvier 1931, “Prudhommeaux et sa femme ont f... le camp, tant mieux”), ce que les ouvriéristes italiens saluèrent comme l’élimination de “la petite-bourgeoisie intellectuelle” en quête de privilèges et de renommée, car voulant se “faire un nom sur le dos de la classe ouvrière”.

Cette scission, qui n’en était pas une, eut de graves répercussions financières sur le journal. Les Prudhommeaux avaient des moyens financiers et tenaient une librairie, servant de siège à l’organisation. La publication dut bientôt cesser de paraître. *Spartacus*, sous la houlette des deux démissionnaires et de Dautry prit la succession la même année. Le groupe de Pappalardi se désagrégea; celui-ci malade dut abandonner toute

activité politique jusqu'à sa mort en 1940. *Spartacus*, puis la *Correspondance internationale ouvrière*, en 1932, n'eurent qu'une existence éphémère. Elles étaient plus la publication privée d'un couple, auquel s'était adjoint Dautry, intéressé par les positions conseillistes " puis (bientôt libertaires), qu'un organe politique d'une organisation militante. (8)

En fait, la mort de *L'Ouvrier communiste* n'a pas été le produit de facteurs contingents, mais bien de facteurs politiques. Allant très loin et avec beaucoup de hardiesse dans le chemin de la remise en cause des schémas du passé, le groupe ne put développer une cohérence politique et organisationnelle. Il était plus une fédération de groupes d'études qu'une organisation politique définie par un programme et une théorie du présent. Bien que soutenant la nécessité d'un parti, il se rapprocha des anarchistes italiens de *Lotta anarchica*, et préconisa un anarchisme "se rénovant de fond en comble, en se dépassant lui-rnëme et en dépassant ses antagonismes traditionnels". (*L'Ouvrier communiste*, n° 11, septembre 1930.)

Ouvriériste, il s'isola du petit milieu politique, alors qu'il était déjà isolé du milieu ouvrier. L'isolement de la Gauche allemande, sa crise à la fin des années 20, la faiblesse de celle-ci sur le plan organisationnel, les difficultés des liaisons internationales ne lui permirent pas de tenir longtemps.[10]

C'est ce que montra *a contrario* l'histoire de la Fraction de gauche italienne, qui connut pourtant bien des crises, mais réussit à émerger contre le courant, guidée jusque dans ses erreurs et balbutiements par la recherche d'une cohérence théorique, en restant rattachée à la tradition de la Gauche italienne des années 20, fût-elle imparfaite.

---

[1]Pour l'histoire du KAPD, on se reportera à Hans Manfred BOCK, Syndikalismus und Linkskommunismus (1918-1921), 1969, Meisenheim am Glan; Frits KOOL, *Die Linke gegen die Parteiherrschaft*, 1970, Freiburg; Didier AUTHIER et Jean BARROT (pseudonyme de Gilles DAUVE), *La Gauche communiste en Allemagne*, Payot, Paris, 1976. Voir aussi thèse (traduction) de Philippe BOURRINET, *Alle origini del comunismo dei consigli. Storia della sinistra marxista olandese*, Graphos, Gênes, 1995.

[2] C'est par manque d'informations que Jean RABAUT (dans son livre, *Tout est possible!*, Denoël, Paris, 1974, p. 77-80) prétend : 1) que Prudhommeaux et Dautry étaient les promoteurs du *Réveil communiste*; 2) que celui-ci était né en février 1929, alors qu'il s'agissait du dernier numéro (n° 5).

[3] “Risposta al RISVEGLIO”.

[4] Un rapport de la police italienne (13 déc.1931) note dans la “fraction ouvriériste” “ un petit noyau d’une quinzaine de personnes ”, dont le secrétaire est Lodovico ROSSI, et les éléments les plus en vue : Antonio BONITO (dit Dino); Alfredo BONSIGNORI. Ce rapport concerne uniquement Lyon (CPC n° 441/030600).

[5] Roberto SINIGAGLIA, *Mjasnikov e la rivoluzione russa*, Jaca Book, Milan, 1973.

[6] “Manifeste du groupe ouvrier du PCR (b)”, in *Invariance* n° 6, série II, 1976, avec les notes critiques du KAPD. Le “Réveil” avait déjà publié (janvier 1928) la brochure *A la veille de Thermidor* de Sapronov et Smirnov, groupe proche de celui de Miasnikov. Celui-ci avait fondé en 1923 un éphémère (et minuscule) “Parti communiste ouvrier de Russie” rattaché à la KAI de Gorter.

[7] “Il n’y a que deux possibilités, soit les trotskystes se regroupent sous le mot d’ordre ‘guerre aux palais, paix aux chaumières’, sous l’étendard de la révolution ouvrière - le premier pas que doit faire le prolétariat pour devenir classe dominante -, soit ils s’éteindront lentement et passeront individuellement ou collectivement dans le camp de la bourgeoisie. Ce sont les deux seuls éléments de l’alternative, il n’y a pas de troisième voie.” (*L’Ouvrier communiste*, n° 6, janvier 1930).

[8] Prudhommeaux était très pessimiste sur les possibilités révolutionnaires. Il considérait le prolétariat comme un nouveau Spartacus dont la lutte ne pouvait être qu’une lutte désespérée pour les luttes révolutionnaires suprêmes. Dautry, par la suite, adhérera au cercle de Souvarine (*Critique sociale*) puis à *Contre-Attaque* revue animée par l’écrivain Georges Bataille.

[9] Le même rapport de police cité note que les “ouvriéristes se sont rapprochés des anarchistes, au point de travailler en commun”. Il souligne “la participation à la propagande pour les victimes anarchistes à Saint-Priest” et “au cercle anarchiste Sacco-Vanzetti”. Il concluait : “Ils affirment ne rejeter aucun moyen de lutte, y compris l’attentat terroriste”. Un tel rapport de police doit être considéré sur ce point avec précaution.

[10] La scission entre l’AAU et le KAPD en 1929 va disloquer rapidement la Gauche communiste allemande. Le KAPD dit “maintenu” continuera à défendre les positions les plus strictes sur la nécessité du parti; rejetant tout syndicalisme révolutionnaire, fut-il “unioniste”. Mais il demeurait de plus en plus isolé. En décembre 1931, les débris de l’AAU et de l’AAU-Einheit

s'unirent en une Kommunistische Arbeiter-Union (KAU), caractérisée par une assez grande faiblesse théorique et une orientation plutôt activiste. Dans ces conditions, l'impact en France de la Gauche allemande alla en déclinant. Alors que *L'Ouvrier communiste* se désintégrait, le groupe Spartacus prit la relève en 1931. Composé d'immigrés allemands, pour la plupart (8 militants), il ne pouvait publier son journal *Spartacus* que grâce à l'argent de Prudhommeaux qui en profitait pour rédiger à sa guise, sans contrôle de ses articles. Pour cette raison, Prudhommeaux fut exclu du groupe en septembre 1931 pour indiscipline, "absence de conscience politique et organisationnelle" (lettre de A. Heinrich au KAP des Pays-Bas, 6/9/1931, in Archives Canne-Meyer, IISG Amsterdam). Faute d'un organe, le groupe Spartacus disparaissait bientôt. Le tandem Prudhommeaux-Dautry publiait alors à partir du 25 septembre 1932 jusqu'en juin 1933 la revue *Correspondance internationale ouvrière*, en liaison avec des communistes des conseils hollandais et des anarchistes anglais. Les Prudhommeaux et Dautry évoluaient vers l'antifascisme dès 1933 s'éloignant des positions de la Gauche communiste allemande. Dautry adhérera au Parti communiste français après 1945.

CHAPITRE 3

LA NAISSANCE DE LA FRACTION DE GAUCHE DU PCI (1927-1933)

C'est véritablement avec la scission de juillet 1927, qui voit le départ de la minorité orientée vers les positions de la Gauche allemande, que naît la Fraction de gauche du PCI. Celle-ci n'a pas encore d'organe pour développer ses positions. Elle n'a pas non plus d'existence officielle comme organisation. Chassée du PCI, elle s'est retrouvée dans l'exil, en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse, et jusqu'en Russie et aux USA. Dans l'impossibilité de militer en Italie, après les lois d'exception prises par Mussolini en 1926, elle s'est donc dispersée jusque dans les contrées les plus lointaines. Cette situation, difficile, ne pouvait briser sa volonté. Se sentant membre d'un même corps international, l'Internationale des ouvriers, elle ne pouvait subir la démoralisation de l'exil; au contraire, elle allait puiser de la vie politique de chaque pays où elle se trouvait exister un enrichissement nouveau. Bien que suivant avec attention la situation italienne, elle s'insérait naturellement dans les confrontations politiques qui commençaient à se développer avec l'expulsion de Trotsky de l'Internationale et la naissance de groupes d'opposition au Komintern. Cette condition d'émigrants des ouvriers italiens, la Gauche la fait sienne avec fierté; c'est ce que montre l'intervention de Bordiga en février 1926, au VI^{e} Exécutif élargi, qui comparait les Italiens au peuple juif élu :

"D'une certaine manière, nous jouons un rôle international parce que le peuple italien est un peuple d'émigrants, dans le sens économique et social du terme, et, après l'avènement du fascisme, aussi dans le sens politique... Il nous arrive un peu comme aux Hébreux : si nous avons été battus en Italie, nous pouvons nous consoler en pensant que les Hébreux aussi sont forts non en Palestine, mais ailleurs."

Pour survivre, les militants de la Gauche italienne à l'Extérieur, comme ils s'appelaient, devaient poursuivre, en s'organisant, leur travail militant, complètement décapité en Italie. Ils s'installèrent surtout en France et en Belgique. Ces deux pays, en effet, avaient vu fondre, avec la guerre, leur jeunesse sacrifiée à l'holocauste mondial ou revenue mutilée et diminuée. Les gouvernements belge et français firent appel à la main-d'oeuvre italienne, déjà présente dès la fin du XIX^{e} siècle sur leur sol, et connue pour

sa grande adaptabilité. Les ouvriers italiens fournissaient aux capitalistes belges et français une main-d'oeuvre sous-payée et habile dans les principaux secteurs de l'économie (métallurgie, mines, bâtiment).

L'écrasante majorité de la Fraction italienne était en effet constituée d'ouvriers. Et cela ne saurait surprendre. Le Parti communiste sous la direction de Bordiga avait attiré toute une génération de jeunes ouvriers galvanisés par la Révolution russe et les mouvements révolutionnaires en Italie après la guerre. Ils s'étaient formés dans cette lutte révolutionnaire et n'avaient pas connu la démoralisation d'une défaite sans gloire. Au contraire, ils avaient résisté ardemment à l'offensive de la bourgeoisie italienne regroupée derrière Mussolini, souvent les armes à la main. Idéologiquement, ils étaient restés fidèles au marxisme intransigeant défendu par Bordiga. Même lorsque celui-ci fut privé de ses partisans dans les instances dirigeantes, la "base" ouvrière du Parti lui était restée fidèle.

Peu d'entre eux avaient suivi la direction de Gramsci et de Togliatti, placés autoritairement par le Komintern à la tête du Parti italien. En France même, en 1926, plusieurs milliers de communistes italiens se situaient sur les positions de la Gauche italienne à l'intérieur des "cellules".

Formés par toute une tradition révolutionnaire, éduqués par la lutte, nourris par la rigueur théorique de Bordiga, ces ouvriers italiens en imposaient dans le milieu révolutionnaire par l'étendue de leur culture politique. Ils tranchaient par leur rigueur de jugement avec la confusion générale qui s'était développée dans les milieux de l'opposition française en particulier. En France, où les traditions politiques et théoriques du mouvement communiste étaient très faibles, leur voix resta isolée bien longtemps jusqu'à la guerre. En Belgique, au contraire, comme nous le verrons, la voix de ces ouvriers révolutionnaires italiens réussit mieux à se faire entendre dans l'opposition, une Opposition qui s'était développée sur la base de l'antiparlementarisme, et en contact avec la Gauche hollandaise.

Il serait vain de dresser une nomenclature des membres de la Fraction. Non qu'ils fussent très nombreux (ils ne furent jamais plus de 100 après 1926) : le millier de membres initial dans l'émigration s'était considérablement amenuisé au fil des mois. Surtout, la Gauche italienne s'était toujours refusée à personnaliser sa vie politique. De Bordiga, elle avait appris que les membres devaient être anonymes et ne trouvaient leur existence que dans la collectivité du parti, dépassant les individualités et les personnalités. Ce qui primait avant tout c'était l'organisation, et à chaque occasion, la Fraction

eut toujours le souci de s'exprimer, non au travers d'individualités, mais par le canal de ses organes (comité exécutif, fédérations, etc.).

Néanmoins, la création d'organes centraux, et surtout les luttes de tendance à l'intérieur de la Fraction, firent apparaître des militants de premier plan. Enrico Russo (dit CANDIANI), ouvrier mécanicien de Naples, s'était enfui d'Italie en 1926; Piero Corradi (dit PIERO), ouvrier métallurgiste puis chauffeur de taxi; Otello Ricceri (dit PICCINO), ouvrier bijoutier à Florence, émigré en 1925; Bruno Bibbi (dit Alfredo BIANCO), qui avait fait partie des "squadre d'azione" communistes contre les fascistes, arrivé en France en 1924; Ferdinando Borsacchi (dit PIERI, dit RINTINTIN), né à Florence et mécanicien automobile; Bruno Zecchini (dit IL ROSSO), né à Venise, qui faisait .partie des "squadre di defensa" du PCd'I à Milan, et s'enfuira des îles Lipari en 1931, pour gagner la France.

Tous ces militants ont en 1927 à peine 25 ans. Presque tous sont de jeunes ouvriers qui ont adhéré très jeunes au PC d'Italie, souvent dès le Congrès de Livourne. Ils ont déjà derrière eux une longue expérience militante, ayant été trempés physiquement par la répression fasciste et le combat politique contre la droite du parti. Ces noms de jeunes ouvriers choisis parmi d'autres reflètent.bien l'histoire commune des membres de la Fraction. La force de conviction chez eux était telle que le "militant moyen" bien souvent demeurera militant actif jusqu'à sa mort.

D'autres militants, qui ne sont pas ouvriers, mais des "intellectuels" par leur profession, apparaissent au premier plan dans l'existence de la Fraction italienne. Ils sont moins jeunes (plus de 30 ans, et parfois 40) et certains étaient même déjà membres du Parti socialiste italien avant la guerre. Ils avaient un très long passé de militant, ayant participé bien souvent aux instances dirigeantes du PC d'Italie. Ersilio Ambrogi (dit MASSIMO) représentait la Gauche dans le comité central de droite élu en 1926; avocat de profession, il dut s'exiler de longues années en Russie, en Allemagne, puis de nouveau en Russie, où il resta en contact avec la Fraction. Virgilio Verdaro (dit Gatto MAMMONE) avait 40 ans passés en 1927, lorsqu'il se retrouva avec Ambrogi en Russie, d'où il put partir en 1931 pour rejoindre la France; membre du PSI depuis 1901, professeur d'histoire au lycée de Florence, puis à San Marino, il avait toujours fait partie de la Gauche; en 1920, avec Bordiga et Giovanni Boero, il fit partie de la Commission exécutive de la Fraction abstentionniste, dont il fut le secrétaire. Tous deux avaient donc été en contact avec la réalité italienne et russe, en assumant des responsabilités.

Deux militants, qui ne sont pas salariés, sont aussi la cheville ouvrière de la Fraction. Giovanni Tornielli (dit NERO) est entrepreneur à Vincennes; ancien conseiller provincial à Turin, il est le caissier de l'organisation. Mario De Leone (MARIO), né à Naples, a été un proche de Bordiga dans les années 20; exilé en France, installé comme épicier à Annemasse, près de la frontière suisse, il sera en liaison avec l'Italie; dans les années 1936-1937, il sera le représentant d'une minorité née des événements d'Espagne, entraînant une grave crise dans la Fraction.

Certains de ces militants connaîtront une fin tragique. Tel est le cas de Fausto Atti membre du Parti depuis Livourne, membre de la Fraction à Bruxelles, l'un des fondateurs en 1943 du Parti communiste internationaliste d'Italie, et pour cela, assassiné par les hommes de main du parti de Togliatti à Bologne. D'autres, qui connurent l'intégralité de la vie de la Fraction à l'Extérieur jusqu'à sa disparition en 1945, avec le surgissement de ce parti, ne connurent pas cette fin tragique, et jouèrent aussi un rôle de premier plan : tels Aldo Lecci (dit Mario MARINI, dit TULLIO), et Giovanni Bottaioli (dit BUTTA).

La figure emblématique de la Fraction est sans conteste Ottorino Perrone (dit VERCESI), connu au point que ses ennemis politiques appelèrent les membres de *Prometeo* et *Bilan* "perronistes". Né en 1897 à L'Aquila, il fit son service militaire dans l'artillerie pendant la guerre. En 1920, il adhéra au PSI; et sera nommé secrétaire de la *Camera del Lavoro* de Venise. En 1922, chargé d'organiser la propagande à Padoue, il deviendra rédacteur du journal communiste *Il Lavoratore* de Trieste. En 1923, il est chargé de réorganiser les Fédérations de Venise et Aquila. Il soutient Bordiga, au Congrès de Rome. Connu pour ses talents d'organisateur, il prépara la Conférence clandestine du PC à Como en mai 1924. La police, prenant conscience de son rôle, le mit en résidence forcée à Aquila. Ce qui ne l'empêchera pas de se rendre en juin de cette année, avec Bordiga, au V^{e} congrès de l'I.C. à Moscou. Il sera arrëté à la frontière suisse à son retour de l'URSS, et de nouveau transféré à Aquila. En 1925, il sera membre du Comité d'entente constitué par Damen, Fortichiari, et Repossi. Installé à Milan, il se chargera de la liaison entre les membres de la gauche communiste vivant à l'étranger et la tendance de Bordiga. A cette date, il est aussi secrétaire de la centrale syndicale communiste. Au congrès de Lyon, en 1926, il se fera particulièrement remarquer dans sa défense des positions de Bordiga. Revenu à Milan, sa maison sera saccagée par les fascistes; il sera arrêté. De nouveau en liberté, il est le véritable organisateur

de la Gauche, depuis l'emprisonnement de Bordiga. Assigné à résidence en novembre 1926, pour deux ans, il s'enfuit en France à travers la Suisse. A Paris, il est le représentant officiel du Parti, et regroupe les militants de la Gauche. En opposition avec Pappalardi, il préconise la fondation d'une Fraction de gauche, en juillet 1927. Mais, en août, il est expulsé, de France. Il résidera dorénavant en Belgique, à Bruxelles, où il trouve du travail comme employé des syndicats socialistes, où qualification juridique (il est docteur en droit) et comptable, sa longue expérience syndicale seront mises à profit. Il sera en contact permanent avec le monde syndicaliste, étant membre du syndicat des employés. Doué d'une grande expérience politique, d'une étonnante capacité d'écriture et d'orateur, d'une passion sans limite dans les questions théoriques et politiques les plus ardues, d'une puissance incroyable de persuasion, Vercesi sera pendant longtemps le moteur d'une petite organisation, qui lui confiera les principales responsabilités politiques. Son ascendant sur les militants, la fascination même qu'il exerçait sur eux, expliquent sans doute bien des désaccords et accords politiques qui se manifesteront par la suite. C'est autour de lui que se cristallisèrent les minorités et les majorités qui surgirent d'importantes divergences.

Combien de membres comptait la Fraction ? A cette question, il est difficile de répondre au moment de la conférence de Pantin en 1928. Peut-être 200 en tout. Mais à cette époque, où la réorganisation des "prométéistes" se faisait lentement, la frontière restait perméable entre le statut de militant et celui de sympathisant. Les sections locales avaient toute liberté de définir qui était réellement membre de l'organisation. Aussi, une circulaire du Comité central de la Fraction, en date du 25 janvier 1931, demandait expressément aux fédérations d'établir une liste exacte des membres, pour le paiement des cotisations. A partir de cette date, il sera fait une différence entre sympathisants proches et militants. Toujours en 1931, une lettre intérieure de Bianco précisera qu'il y avait en France, Belgique, Luxembourg et USA une soixantaine de membres, mais "il (était) impossible de donner un chiffre pour l'Allemagne, la Suisse, la Russie et l'Italie". Le décompte des membres était pourtant absolument nécessaire, dans l'attribution des mandats aux groupes adhérents à l'Opposition internationale de gauche, dont la conférence devait se tenir - en principe - cette même année.

D'opposition organisée de façon informelle, la Gauche italienne va se transformer dès 1928 en une organisation centralisée, totalement séparée du Komintern. Ses organes centraux (comité central, puis commission

exécutive) sont calqués sur ceux des partis communistes. Il y aura des Fédérations “nationales” (belge, française) et “provinciales” (.Paris, Lyon, Bruxelles, New York) coiffant les sections locales, qui élisaient un comité fédéral. On remarquera que la Fraction rejetait le système des “cellules” d’entreprise qui avait été imposé par la bolchevisation, et que la Gauche avait toujours critiqué comme étouffoir de la vie interne des partis communistes. En adoptant la forme d’organisation territoriale, et non “usiniste”, la Gauche italienne cherchait à développer une véritable vie politique, détachée du cadre étroit et corporatiste de l’entreprise.

Lorsque formellement la Fraction de gauche fut formée à Pantin, en avril 1928, il y avait 4 Fédérations recensées : une en Belgique, à Bruxelles; une à New York; une à Paris, et la dernière à Lyon, qui centralisait le travail à Marseille et en Italie. Les isolés comme Mario De Leone à Annemasse (Haute-Savoie), à côté de Genève, et Ambrogi à Berlin ne se rattachaient à aucune fédération, et étaient en liaison étroite avec le comité central. Il existait un groupe au Luxembourg (animé par Bruno Proserpio), et un autre à Moscou, avant le départ de Verdaro et Ambrogi. Toujours à cette époque, la Fédération de Paris était divisée en trois groupes (ou sections) : un à Paris qui comptait une vingtaine de membres, et deux autres en banlieue, à Bezons (7 membres), et Fontenay (8 membres). La Fédération de Lyon, dirigée par Aldo Lecci (TULLIO), comptait une vingtaine de membres; celle de New York, qui ne publiait aucune revue en anglais et diffusait *Prometeo*, 9 militants et sympathisants. Le groupe de Philadelphie, qui était en contact avec la Fédération américaine, avait le statut de sympathisant. Enfin, la Fédération de Bruxelles, dans laquelle se trouvaient Vercesi et Gatto Mammone, comptait 9 membres, et supervisait le travail du groupe au Luxembourg (3 ou 4 membres).

A la fin de l’année 1928, le comité central provisoire fut remplacé par un comité central de 7 membres, à savoir : 3 Bruxellois (Candiani, Pieri et Vercesi); 3 Parisiens (Peri; Bianco et Nero); un Lyonnais (Tullio). Au sein du C.C. se forma un comité exécutif composé des trois Parisiens, avec Bianco comme secrétaire. En 1931, Verdaro revenu de Russie sera coopté au comité central. Le comité exécutif étant transféré à Bruxelles, Verdaro en sera le secrétaire. Sans travail, il sera le seul membre de la Fraction à être rétribué comme permanent. Il ne sera pas remplacé en 1939, lorsqu’il fuira la Belgique pour la Suisse, dont il avait conservé la nationalité. A la tête de la Fédération de Paris, comme secrétaire, Luigi Danielis (dit GIGI) remplacera en 1938 BIANCO (Bruno Bibbi), expulsé de la Fraction, et qui s’occupait aussi de l’Administration.

Sur quelles bases politiques s'était fondée à Pantin la Fraction ? L'expulsion de Trotsky du Parti communiste russe et le cours initié par le XV[e] congrès de ce parti, proclamant officiellement "l'édification du socialisme dans un seul pays"[1], ont provoqué la conférence de Pantin, chargée d'examiner la situation créée par ce "nouveau" cours "opportuniste". Cette conférence constatait que "l'Internationale communiste n'(avait) pas réussi dans son activité à éliminer de ses rangs l'opportunisme". Le but de la Fraction n'était pas de créer un nouveau parti, mais de réintégrer l'Internationale, par l'élimination du "centrisme", en convoquant un VI[e] congrès mondial sous la présidence de Trotsky. Cela n'apparaissait pas encore une naïve utopie. Dans ce but, et comme en 1919, pour chasser la droite du parti, la Gauche italienne se constituait en Fraction ayant ses organes et sa discipline propres. Ainsi était levée l'hésitation qu'elle avait eue en 1925 à se constituer en Fraction, lorsque elle estimait qu'elle devait encore se plier strictement à la discipline du Komintern. Si la Fraction était solidaire de Trotsky, elle n'en défendait pas moins ses bases propres, c'est-à-dire les thèses de Bordiga et celles du II[e] Congrès de l'I.C. Elle refusait d'admettre les positions des III[e] et IV[e] congrès, telles qu'elles étaient revendiquées par le courant de l'Opposition russe autour de Trotsky. On notera enfin que la Fraction se définissait non comme une "Fraction italienne" mais comme une "Fraction de gauche de l'Internationale communiste".

Toutes ces positions se trouvaient condensées dans la résolution finale adoptée à l'unanimité des participants :

RESOLUTION DE LA CONFERENCE

> "1° Se constituer en fraction de gauche de l'Internationale communiste.
> "2° Elir un comité central provisoire.
> "3° Publier un bimensuel qui s'appellera *Prometeo*.
> "4° Constituer des groupes de gauche qui auront pour tâche la lutte sans merci contre l'opportunisme et les opportunistes. Cette lutte nous la conduisons en nous revendiquant du *Manifeste communiste*, des Thèses du II[e] Congrès de la III[e] Internationale, des Thèses de Rome, des thèses de la conférence nationale du PCI, des thèses présentées par Bordiga au V[e] Congrès mondial, des thèses présentées par la

> Gauche au Congrès de Lille de la SFIC et de tous les écrits du camarade Bordiga.
> "5° S'assigner comme but immédiat :
> *a*. La réintégration de tous les expulsés de l'Internationale qui se réclament du *Manifeste communiste* et acceptent les thèses du II[e] Congrès mondial.
> *b*. La convocation du VI[e] Congrès mondial sous la présidence de Léon Trotsky.
> *c*. La mise à l'ordre du jour au VI[e] Congrès mondial de l'expulsion de l'Internationale de tous les éléments qui se déclarent solidaires avec les résolutions du XV[e] congrès russe. " (*Prometeo*, n° 1, mai 1928)

Cette fondation, qui était l'acte officiel de naissance de la Gauche italienne en exil, allait lui permettre dorénavant d'intervenir publiquement dans les débats de l'Opposition de gauche internationale. C'est en 1928 que commençaient à apparaître, suite à de massives expulsions, les premiers groupes, se réclamant d'une résistance à la politique stalinienne. L'Opposition russe ayant été décapitée, celle des pays européens et américains prit la relève. L'Allemagne était le pays le plus important politiquement, pour abriter le principal mouvement communiste, en dehors de l'URSS. En mars 1928, se formait le "Leninbund" d'Urbahns, auquel adhéreront (pour peu de temps) Ruth Fischer et Arkadi Maslow. Il regroupait plusieurs milliers de membres, la disparition du groupe de Korsch ayant laissé la place nette pour sa constitution. C'est beaucoup plus tôt, en 1924, à la suite de son exclusion que surgit l'Opposition grecque des "Archéiomarxistes" ("Vieux-Marxistes"), qui comptait plus de 2.000 membres. En Belgique, l'Opposition était née de la vigoureuse condamnation par le Comité central du PCB, en 1928, de la répression exercée en Russie sur Trotsky. Après leur exclusion, Van Overstraeten, fondateur du Parti, et Adhemar Hennaut, tous deux secrétaires de l'organisation belge, fondèrent une Opposition qui se prononça pour l'édification d'"un second parti". La même année, encore, naissait l'Opposition américaine autour de James Cannon, Max Shachtman, Martin Abern; sa fusion avec le groupe "trotskyste" de Boston porta sur les fonts baptismaux la "Communist League of America" forte de 500 membres, tant aux USA qu'au Canada. (Parmi eux, il y avait les fondateurs du P.C. canadien : Maurice Spector et Jack MacDonald.) La défaite de la Révolution ouvrière en Chine, en 1927, est à l'origine de la constitution de groupes d'Opposition autour de Chen Du-xiu et de Peng Shu-zi. Mais c'est surtout en France, que l'Opposition trouva ses principales forces.

L'élimination d'Albert Treint de la direction du PCF avait eu pour conséquence la création du groupe "l'Unité léniniste" (et plus tard le "Redressement communiste") qui influençait de petits groupes d'ouvriers à Bagnolet et Courbevoie (dont le principal animateur était Gaston Davoust, dit Henri Chazé). En mars 1928, Pierre Naville fit sortir des presses le journal *Lutte de classe*, qui défendait les positions de Trotsky. A la fin de cette année, se formait dans le XV[e] rayon (Puteaux, Suresnes, Nanterre, Courbevoie, La Garenne-Bezons), une opposition d'ouvriers exclus du Parti. [2]

Les groupes d'Opposition pullulaient donc au fur et à mesure que se multipliaient les exclusions. Venue d'horizons différents, de la base comme de la bureaucratie du PCF, cette Opposition n'était pas homogène. En son sein, deux ailes se délimitaient : une dite "de droite", dont les représentants les plus en vue en France étaient Boris Souvarine et le "Cercle démocratique", qui existait depuis 1925; et le KP-Opposition de Brandler et Thalheimer, constitué en l928. La "gauche" de l'Opposition, bien souvent, se démarquait à peine de cette "droite", toutes deux étant unies par leur commune aversion du stalinisme.

En France, où l'Opposition de gauche internationale était la plus nombreuse et servait en quelque sorte de drapeau à l'ensemble des groupes d'Opposition, une tentative avait été faite à la fin de l'année 1927 et en 1928 pour rassembler tous les courants de droite et de gauche. Le 20 novembre 1927, paraissait la revue *Contre le courant*, "organe de l'Opposition communiste", qui pendant deux ans (autour de Paz, Loriot, Jean Barrué, Lucie Colliard, Delfosse) essaya d'apparaître comme le véritable représentant de toute l'Opposition. Ce groupe, oscillait de la gauche à la droite, et préconisait l'unification des groupes, préalable à toute confrontation, voire à toute plate-forme-commune. Apparaissant plus comme un cercle informel que comme une fraction organisée, la revue voulait rassembler d'abord, discuter ensuite.

En juin 1928, *Contre le courant* proposa une Conférence nationale de l'Opposition, les 14 et 15 juillet à Paris. Une invitation avait été envoyée à tous les groupes d'Opposition : Oppositions de Lyon et de Limoges (Marcel Body); revue *Révolution prolétarienne* de Rosmer; Cercle Marx-Lénine de Boris Souvarine; groupe de Barré-Treint; et, enfin, les deux groupes de la Gauche communiste italienne : *Réveil communiste* et *Prometeo*. La plupart des réponses furent négatives.[3]

Le refus de *Prometeo* fut particulièrement net. Il était motivé non par des raisons "sectaires" (défense de "sa chapelle"), mais argumenté par des désaccords politiques, mais traduisait une grande prudence dans la méthode à suivre pour parvenir à une base minimale d'accord. Dans une lettre datée du 8 juillet, le Bureau politique de la Fraction, sous la plume de Vercesi, critiquait la méthode employée :

"Pas mal de groupes d'opposition croient devoir se borner au rôle d'un cénacle qui enregistre les progrès du cours dégénérateur et ne présente au prolétariat que l'étalage des vérités qu'on présume avoir dites."

Vercesi reprochait surtout à l'Opposition en général, et à *Contre le courant* en particulier, d'avoir pris comme dénominateur commun l'antistalinisme, et non l'expérience révolutionnaire de l'I.C. à ses débuts :

"Il est inconcevable que tous les événements que nous avons vécus puissent se renfermer dans l'anti-stalinisme, et il est tout à fait sûr que cette base - l'antistalinisme - ne fournit aucune garantie pour la régénération du mouvement révolutionnaire."

Pour la Gauche communiste italienne, le pullulement des oppositions n'était pas un signe de force, mais de faiblesse, dont le seul remède sérieux était la discussion sans complaisance ni laxisme :

"Il y a beaucoup d'oppositions. C'est un mal; mais, il n'y a pas d'autre remède que la confrontation de leurs idéologies respectives, la polémique pour aboutir après à ce que vous allez nous proposer... Notre mot d'ordre, c'est d'aller en profondeur dans notre effort, sans nous laisser guider par la suggestion d'un résultat qui serait en réalité un nouvel insuccès. Nous pensons qu'il est indispensable de se connaître réellement avant d'en arriver à affirmer si tel ou tel groupe fait une véritable critique de gauche."

Prometeo pensait enfin que les partis communistes et l'Internationale constituaient le lieu privilégié de toute activité révolutionnaire, même si les groupes en étaient exclus. Le rôle d'une Fraction était non de constater passivement le cours de dégénérescence, mais d'essayer d'intervenir activement pour renverser un cours qui n'était pas fatal. Pourtant, Vercesi n'excluait pas *a priori* la plus mauvaise hypothèse : celle d'une chute irrémédiable des P.C. dans la nasse de la contre-révolution :

"... les partis communistes... sont les organes où l'on doit travailler pour

combattre l'opportunisme et, ce n'est pas du tout exclu, pour en faire le guide de la révolution.

"Il se peut que les opportunistes nous excluront tous; nous sommes convaincus que les situations imposeront aux dirigeants de nous réintégrer, en tant que fraction organisée, à moins que les situations ne doivent voir l'éclipse totale des partis communistes. Dans ce cas aussi, que nous jugeons fort improbable, nous nous trouverons également dans la possibilité d'accomplir notre devoir communiste." ("Réponse de la Fraction de gauche à l'opposition communiste", Vercesi, le 8 juillet 1928, in *Contre le courant*, n° 13.)

Cette réponse est caractéristique de la Gauche italienne. Dans les contacts internationaux, elle sera toujours très prudente. Forte de son expérience italienne, où elle se retrouva affaiblie par la fusion avec des groupes hétérogènes comme "Ordine nuovo" et les "terzini", elle recherchait avant tout la plus grande clarté dans les confrontations, pour établir les bases des divergences et les dépasser par la clarification. Le cours de la contre-révolution stalinienne dispersait souvent dans la confusion les groupes d'opposition de gauche. Il n'était pas aisé de maintenir intactes de faibles forces, et mieux valait s'appuyer sur un socle de principes solides, plutôt que de naviguer sans boussole politique dans la confusion. Il s'agissait moins d'un repli "sectaire", comme le lui reprochèrent par la suite les trotskystes, que d'une volonté de résister à tout un courant défavorable. Sa collaboration pendant plus de trois années avec l'Opposition internationale de gauche fondée par Trotsky le montra amplement.

En février 1929, Trotsky, expulsé de Russie et exilé à l'île de Prinkipo (mer de Marmara, Turquie), prit immédiatement contact avec les différentes forces de l'Opposition qui se dévoilaient dans les sections du Komintern. Son prestige de chef de la révolution russe, au côté de Lénine, le combat sans compromis qu'il avait mené contre Staline et l'indécision de Zinoviev en faisaient naturellement le symbole incontesté de toute l'opposition internationale de gauche. Celle-ci était en contact épistolaire permanent avec Trotsky. Des disciples émerveillés faisaient le pèlerinage de Prinkipo et tentaient de parler au "Prophète désarmé" (Isaac Deutscher). Dans tous les pays, jusqu'en Amérique latine, en Argentine, à Cuba, au Chili, se développait une opposition qui cherchait un porte-parole et le trouvait dans Trotsky. Jusqu'en 1932, date à laquelle l'opposition trotskyste prend sa forme achevée, innombrables étaient les petits groupes qui, de la Pologne à l'Espagne, se proclamaient "bolchevik-léninistes". Mais une très grande

hétérogénéité régnait dans ces petits cercles. Si quelques-uns venaient des anciens partis où ils avaient été souvent déformés par leurs responsabilités bureaucratiques à l'époque de la bolchevisation menée par Zinoviev, beaucoup étaient de tout jeunes gens qui n'avaient connu ni la Révolution russe ni les grands débats qui s'étaient menés dans l'I.C. Mais, ils étaient encore vierges d'intrigues et de corruption bureaucratiques. L'impatience et l'activisme étaient bien souvent les traits dominants de ces organisations de jeunes. De profondes divergences apparurent d'ailleurs rapidement. Le point névralgique était celui du "redressement" des partis que certains comme Urbahns et Van Overstraeten jugeaient irréalisable : mieux valait fonder de nouveaux partis. La nature de l'Etat russe était la question cardinale. S'agissait-il de capitalisme d'Etat ? La politique étrangère de l'URSS était-elle banalement impérialiste, avec une Armée rouge tentant de s'emparer du chemin de fer de Mandchourie ? Et, il y avait encore la question du "Front unique" avec la social-démocratie en Allemagne, avec la tumultueuse croissance du mouvement nazi, qui frappait déjà à la porte du pouvoir, sans rencontrer de réelle résistance.

Dès le second semestre de 1929, l'Opposition internationale de gauche était constituée *de facto*. Le 15 août paraissait en France le numéro 1 du journal *La Vérité*. autour d'Alfred Rosmer, Pierre Naville, Raymond Molinier, Gourget, Lucie Colliard. Tous venaient d'horizons différents. La Ligue communiste (Opposition de gauche), qui éditait ce journal, voulait apparaître comme le véritable porte-parole de toute l'Opposition française.

La Fraction de gauche italienne souhaitait adhérer à l'Opposition de gauche, mais à visage découvert, et sans manoeuvres. Elle ne cachera jamais ses divergences avec Trotsky. La réunion du Comité central provisoire, tenue à la fin de l'année 1928 (mentionnée dans *Prometeo* n° 10) avait "proclamé sa solidarité avec ce groupe (de Trotsky) en octobre 1927 pour la défense des principes du victorieux octobre 1917, révolution prolétarienne et communiste", sans manquer de souligner, que "les différences de position politique entre la fraction de gauche et le groupe de l'opposition dirigé par le camarade Trotsky subsistent". Soucieuse de s'intégrer en 1929 dans cette Opposition, la Gauche italienne publia une Lettre ouverte à Trotsky dans le n° 20 de *Prometeo*. Trotsky, qui avait connu personnellement Bordiga à Moscou, et reconnaissait ses qualités, répondit par une lettre en date du 25 septembre 1929. Bien que voulant constituer une Opposition sur des bases purement "bolchevik-léninistes", l'ancien leader russe ne tenait pas à en écarter la Fraction italienne. Celle-ci en France avait en effet un poids considérable par son influence : son journal était plus vendu que n'importe

quel groupe de l'Opposition. Pour les staliniens italiens, et plus que le "trotskysme", elle était l'ennemi numéro un, au point que Togliatti dans une lettre à Iaroslavsky du 19 avril 1929 demanda à tous les partis communistes " qu'on use du maximum de rigueur " contre elle et, " dans cette lutte déjà très difficile ", qu'on engage la lutte "contre les débris de l'opposition bordiguiste qui tente d'organiser en fraction tous les mécontents ".[4]

Vu le prestige de la Gauche italienne dans l'émigration et son poids politique, la réponse de Trotsky fut extrêmement chaleureuse. Il semblait reconnaître en la Fraction le seul représentant de toute l'Opposition de gauche italienne. Le ton était enthousiaste : " La Plate-forme de gauche (1926) m'a produit une grande impression. Je crois qu'elle est l'un des meilleurs documents émanant de l'Opposition internationale. " A la confusion de la revue *La Révolution prolétarienne* et au "droitisme" du groupe de Souvarine, il opposait " la pensée révolutionnaire vivante, musclée, abondante d'Amédée Bordiga ". Et il ajoutait : " Je constate avec plaisir, en me basant sur votre lettre publiée dans *Prometeo*, que vous êtes complètement solidaires avec l'Opposition russe dans la question relative à la définition de la nature sociale de l'Etat soviétique. " L'ancien chef russe faisait une nette différence entre la Fraction italienne et l'" ultragauchisme " du *Réveil communiste*, rejeté dans le camp du " confusionnisme " :

" Ayant ainsi, sur un flanc, des centristes du type Ercoli et, sur l'autre flanc, les confusionnistes ultra-gauchistes, vous êtes appelés, camarades, à défendre, dans les dures conditions de la dictature fasciste les intérêts historiques du prolétarien italien et du prolétariat international. De tout coeur, je vous souhaite bonne chance et succès. " (" Lettre de Trotsky à la fraction ", 25 septembre 1929, *Bulletin d'information*, n° 2, septembre 1931.)

L'enthousiasme de Trotsky était, néanmoins, tempéré par la prudence : il fallait " laisser au temps et aux événements la possibilité de vérifier notre contiguïté idéologique et notre compréhension mutuelle. J'espère qu'elles s'avéreront complètes et durables ."

Dans la pratique, l'attitude des " trotskystes " à l'égard de la Gauche italienne demeura placée sous le signe de l'ambiguïté, l'intérêt politique se conjuguant avec des manoeuvres en coulisses. En avril 1930, se tint à Paris - à l'appel de la Ligue communiste - une conférence internationale préliminaire de l'Opposition. Sans qu'elle en fut informée, s'était formé un "Bureau international" composé de Kurt Landau pour l'Allemagne, Alfred

Rosmer pour la France, et de Markin (Léon Sedov, fils de Trotsky) pour la Russie. Deux autres éléments vinrent, quelques-mois plus tard, le compléter: Andres Nin pour l'Espagne et Shachtman pour les U.S.A. La Fraction avait été invitée, et elle avait publié dans *Prometeo* n° 31 un projet pour la conférence. Mais, pour des raisons mystérieuses, aucun de ses porte-parole n'était présent.

Informé que *Prometeo* n'avait pas participé à la conférence internationale de Paris, Trotsky envoya le 22 avril 1930 une lettre en forme d'ultimatum, demandant à la Fraction de se définir soit comme "national-communiste" soit comme tendance internationale :

" 1° Admettez-vous que le communisme puisse avoir un caractère national... *Vous considérez-vous donc comme une tendance nationale ou comme une partie d'une tendance internationale ?*

" 2°...Je ne doute pas que vous vous considériez comme des internationalistes. Dans ce cas, une seconde question se pose : *à quelle tendance internationale précise appartenez-vous ?*

" 3° Votre absence à la conférence internationale préliminaire peut être interprétée comme conséquence du désaccord qui vous sépare de l'Opposition de gauche sur des questions de principe. S'il en est ainsi, une troisième question se pose : pourquoi n'organisez-vous pas une fraction internationale de votre propre tendance ? "
("Lettre ouverte de Trotsky à la rédaction du journal communiste italien *Prometeo*", 22 avril 1930, *Bulletin d'information de la fraction de gauche italienne*, n° 2.)

La réponse de la Fraction ne se fit pas attendre. Par une lettre en date du 3 juin 1930, elle précisait que " c'est par suite d'une erreur dans la transmission de la lettre de convocation aux organismes dirigeants de la fraction " qu'elle n'avait pu participer à la conférence. Elle donnait d'ailleurs son " accord pour la constitution de ce secrétariat " qui avait été nommé à son issue, mais marquait aussi son "désaccord avec les méthodes de travail et le fait qu'il manqu(ait) de base idéologique". Elle répondait surtout aux trois questions de Trotsky, en insistant sur sa volonté de ne pas créer d'organisme international artificiel, même basé sur sa propre plate-forme :

" 1° Nous nous considérons comme une partie du mouvement international;

“ 2° Nous appartenons depuis la fondation de l’I.C., et les premiers, à la tendance de gauche;
“ 3° Nous ne voulons pas créer une fraction internationale de notre tendance, parce que nous croyons avoir appris du marxisme que l’organisation internationale du prolétariat n’est pas l’agglomération artificielle des groupes et des personnalités de tous les pays autour d’un groupe.”

Dans sa réponse, la Fraction était surtout extrêmement choquée par l’étiquette, infamante pour elle, de “communisme national qui lui était collée par Trotsky, alors qu’elle “ représentait le premier noyau de la résistance marxiste aux progrès de l’opportunisme ” dès le début. Elle ne cherchait pas à dissimuler ses divergences avec l’Opposition sur la question des mots d’ordre de l’Opposition, comme : “gouvernement ouvrier et paysan”, “Front unique”, “comités prolétariens antifascistes” qu’elle rejetait absolument, comme causes de défaites passées et à venir. Surtout, elle demandait des éclaircissements sur les contacts du “Secrétariat international” avec d’ex-dirigeants staliniens du PCI qui venaient d’être exclus. Ceux-ci (Pietro Tresso, Alfonso Leonetti, Ravazzoli) avaient été en 1926 les adversaires les plus déterminés de la tendance “bordiguiste” et avaient cautionné jusqu’à leur expulsion la politique stalinienne du “socialisme dans un seul pays”. Ils avaient participé aux campagnes de dénonciation de l’Opposition de gauche et du “trotskysme”. C’était ces mêmes éléments qui constituaient la “Nouvelle opposition italienne” (N.O.I.) et allaient être admis dans 1’Opposition internationale, jusque dans son secrétariat. Il était donc compréhensible que, dans cette lettre, la Fraction marquât son refus de “participer à la direction du secrétariat”, avec ses anciens ennemis, soudain repentants. D’ailleurs, sur la base du II^{e} congrès de l’I.C., il ne pouvait y avoir qu’une seule organisation représentant dans chaque pays le communisme. Enfin, plus que tout, il s’agissait de préserver “ le mouvement prolétarien des manoeuvres qui conduis(aient) au triomphe de l’opportunisme dans l’I.C. ”

Une troisième lettre de Trotsky - sans doute la dernière adressée à *Prometeo* - datée du 19 juin 1930, creusait plus encore le fossé entre la Gauche italienne et le mouvement trotskyste. Le ton était inamical, en suspectant la bonne foi de *Prometeo*. Sur un ton à la fois ironique et sévère, Trotsky rejetait les “excuses” des “bordiguistes” : “ (il ressort) clairement de votre lettre qu’il s’agit d’autre chose que d’une erreur dans la Poste ”; en fait, “ le courant qui pendant des années reste nationalement enfermé est voué inévitablement à la dégénérescence ”; les divergences de *Prometeo* sont des

prétextes ou relèvent d'une "façon purement formaliste, non politique et non révolutionnaire d'aborder la question ". Et Trotsky de conclure : *"Il faudrait que vous preniez une part active à tout le travail de l'Opposition internationale, c'est-à-dire que vous entriez dans ses rangs."*

Trotsky répliquait avec vivacité aux critiques de la Fraction, en affirmant que la conférence avait été parfaitement préparée idéologiquement. Prétendre le contraire était " monstrueux ". Quant à la N.O.I., affirmait-il, sa reconnaissance par le " Secrétariat international " ne devait pas être interprétée comme une manoeuvre. Il avait, d'ailleurs, lui-même répondu "en toute cordialité aux questions posées par ces camarades ".

Cependant, la méthode de Trotsky pour créer l'Opposition, de par son volontarisme, se heurtait de front à celle de la Gauche italienne. Le chef bolchevik affirmait en effet que la question d'une plate-forme politique était secondaire, que celle de 1926 " n'(était) qu'un document épisodique qui ne donn(ait) aujourd'hui aucune réponse aux questions actuelles " ; que "si la gauche communiste ne comptait que 5 membres, ils devraient malgré tout créer leur organisation internationale en même que nationale ".

Toutefois, une dernière lettre de réponse de *Prometeo* à Trotsky, quoique sans concession sur le terrain politique, laissait nettement ouvert son engagement actif dans les rangs de l'opposition. Elle précisait que la " fraction (avait) tout intérêt à dissiper les malentendus, à éviter le jeu de la polémique qui commence par fausser nos opinions ". Elle ne faisait pas de sa plate-forme un fétiche :

" Quand, nous avons parlé de la plate-forme, nous en avons parlé dans l'esprit de son application et non dans le sens de l'oracle auquel on jure une fidélité sacrée et dont la conservation nous acquitterait de nos devoirs envers la lutte prolétarienne. "

Son "isolement" n'était pas le fruit de sa volonté, mais de la faiblesse générale de tout le mouvement communiste de gauche :

" Pour ce qui concerne notre prétendu isolement international, il faut considérer aussi les proportions modestes de nos forces que nous ne sommes pas habitués à exagérer par le bluff. "

Prometeo expliquait que sa " prudence dans les rapports internationaux " lui avait permis "de résister aux inévitables contrecoups qui devaient résulter

de la politique de confusion qui avait prévalu". Sa méthode était diamétralement opposée à celle de la Gauche russe qui " (avait) travaillé dans le sens de la *non-élaboration des plates-formes*. C'est ici que réside notre divergence et pas du tout dans notre prétention (inexistante) d'un document préalable et tout fait." Le courant "bordiguiste" pensait que la condition préalable d'un regroupement international était " le réexamen critique des congrès de l'Internationale, sur la *base statutaire* des statuts et des principes sur lesquels l'Internationale communiste a été fondée ". En effet, le Komintern, point de référence de tout groupe de la gauche communiste, ne pouvait se muer en idole, en objet de culte et de soumission, comme le voulait la Gauche russe (trotskyste), qui s'accrochait religieusement aux Quatre Premiers Congrès, sans même les soumettre au feu salvateur de la critique :

" L'Internationale communiste représente la première tentative faite dans l'époque de l'impérialisme. Son travail, dès sa fondation, a consisté dans la généralisation mécanique à tous les pays du programme et de la tactique du parti russe. Les partis communistes sont devenus les parasites du parti et de la révolution russes, et successivement ils sont devenus les principaux soutiens de l'opportunisme qui sape les bases de la dictature prolétarienne. "

Pour la N.O.I., *Prometeo* ne démordait pas de son point de vue : le Secrétariat international s'était livré délibérément à des manoeuvres avec un groupe " ennemi " contre la Fraction italienne :

" 1. Un groupe de la fraction ennemie qui déclare se solidariser avec l'opposition internationale trouve immédiatement hospitalité dans la presse de l'opposition française.

" 2. Tout ceci se vérifie sans que notre fraction en soit en rien informée. Or, il est bien à supposer que, par exemple, votre groupe connaît beaucoup mieux les militants et les questions du mouvement russe. Si on n'avait pas voulu 'manoeuvrer', le premier devoir aurait été de consulter notre fraction.

" 3. Aux demandes réitérées de notre fraction aucune réponse n'a jamais été faite... *Non seulement on n'a pas consulté l'avis d'un groupe affilié au Secrétariat, mais encore on n'a pas répondu aux demandes de ce groupe concernant la Nouvelle Opposition*. "

La question de la N.O.I. aurait pu servir de caution à une rupture de la Fraction italienne. Cette dernière préféra ravaler son orgueil blessé.

Contrairement à toute attente, elle choisit délibérément de participer loyalement au travail de l'Opposition internationale. Son adhésion au Secrétariat international - et bien qu'elle se refusât à participer à sa direction, en raison de l'absence de document programmatique - montrait une indéniable volonté de participer à toutes les discussions, et même d'intervenir dans la vie de toutes les sections de l'Opposition.

Qui plus est, la Fraction se fit plus souple dans la question de la N.O.I. La Fraction mena une discussion permanente pendant presque deux ans, sans sectarisme ni compromis, avec la " *Nuova Opposizione Italiana* ". Bien plus, *Prometeo* publia les textes et résolutions de ce groupe. [6] A la fin de l'année 1930, des réunions communes étaient organisées. La Fraction proposa même d'éditer un " Bulletin commun de discussion ", dont elle aurait pris la responsabilité. Pour les " bordiguistes ", il ne s'agissait pas de constituer une " alliance " ou un "Front unique ", mais fondamentalement d'amener la NOI à la critique de son passé et à s'engager sur la voie de la renonciation à ses positions " antifascistes ", de soutien aux " mots d'ordre démocratiques ". Il s'agissait de constituer une véritable Fraction de gauche visant non à établir la " critique " du PCI, mais à expulser du mouvement communiste la fraction stalinienne. Les discussions n'eurent aucun résultat; chacun des protagonistes campa sur ses positions. Si *Prometeo* ne réussit à gagner aucun des membres de la NOI, cette dernière réussit à détacher de la Fraction Nicola di Bartolomeo (dit FOSCO), qui remettait en cause les bases programmatiques de la conférence de Pantin. FOSCO, un militant de tout premier plan, soutenait les positions de Trotsky, et préconisait la participation de la Fraction à la "Concentration antifasciste" qui regroupait à Paris les partis de gauche italiens. Il estimait que la Fraction ne devait pas avoir une vie autonome, mais se livrer à l'entrisme en " travaillant dans le parti " et en pénétrant dans " les organes du parti pour empêcher, en la combattant, son oeuvre néfaste de désagrégation ". (*Prometeo* n^{os} 42 et 43, " Il convegno della regione parigina ".)

En 1931-32, la Gauche italienne par le canal d'Ersilio Ambrogi entra en contact direct avec l'Opposition allemande. Celle-ci était une scission du *Leninbund*, en désaccord avec la position officielle d'Urbahns qui définissait l'URSS comme un Etat bourgeois. La nouvelle organisation, dirigée à Berlin par Kurt Landau regroupait "l'opposition de Wedding" (un quartier prolétarien) et un groupe en Saxe. Selon Ambrogi, les rapports furent bons : non seulement il participait aux réunions de Wedding, mais il fut invité à la conférence nationale de ce groupe, puis à la pré-conférence nationale. Ambrogi discuta aussi avec l'Opposition espagnole dont le

représentant Andres Nin vivait à Berlin. Les critiques faites par Ambrogi à l'Opposition allemande reflétaient parfaitement l'opinion de la Fraction italienne. Le groupe trotskyste allemand, qui éditait *Die permanente Revolution* avait fusionné avec plusieurs groupes locaux sans discussion préalable et sans établir de plate-forme commune. Un fait qu'Ambrogi, au nom de la Fraction, critiqua sévèrement :

" ...Votre unification est survenue suivant les méthodes en usage dans l'Opposition, sur la base d'accords plus ou moins personnels, sans que les questions fondamentales de principe fussent discutées... Vous n'avez pas en somme de plate-forme à laquelle se référer. Alors, il est du devoir du groupe de Berlin et du groupe de Leipzig de préparer dans les termes les plus brefs cette plate-forme... Il s'en suivra une conférence qui sera celle de la véritable unification et, si elle n'est pas possible, il y aura scission, laquelle sera alors utile. " ["Lettre d'Ambrogi (Massimo) à la C.E. de la fraction, premier février 1931, " Archives Perrone ", BDIC, Nanterre.]

Les relations restèrent bonnes malgré ces dures critiques. En effet lorsque le fils de Trostky (Markin), présent clandestinement à Berlin, au nom du Bureau international de l'Opposition demanda la rupture avec la Gauche italienne, le groupe de Landau (dans une résolution du 24 mars 1931) refusa tout net. Il éleva " la plus sévère protestation contre la conduite du camarade Markin " (in Archives Perrone), car la "Direction allemande... a reçu des documents dont il résulte que la Gauche italienne est membre de l'Opposition".[7]

Les relations avec l'Opposition belge devinrent elles aussi très étroites, particulièrement avec le groupe bruxellois d'Adhemar Hennaut. Celle opposition regroupait un nombre important d'ouvriers; elle était aussi le seul groupe issu d'un P.C. qui avait entraîné derrière lui la majorité du Comité central. Elle était principalement implantée dans la capitale et à Charleroi, dont la fédération était dirigée par Lesoil. Ce dernier se rallia finalement aux positions de Trotsky, en 1929, en préconisant une participation aux élections et en soutenant l'entrée de l'Armée rouge en Chine. A la différence de Hennaut qui voulait constituer un " second parti ", Lesoil voulait " redresser " le PCB en se maintenant dans l'opposition. Le groupe de Charleroi, poussé par Trotsky, scissionna et se constitua en section officielle de l'Opposition internationale. Malgré sa volonté de se rattacher à l'Opposition internationale, le groupe de Hennaut se heurta à un refus catégorique de Trotsky d'entamer la moindre discussion :

“Au tout premier mémoire envoyé par la direction de l’Opposition au camarade Trotsky pour lui expliquer nos désaccords, il répondit par un refus catégorique de discuter, déclarant qu’il ne considérait plus la direction comme appartenant à une même fraction que la sienne. Le Bureau international rompit tout lien avec l’Opposition belge sans en donner le moindre motif. ” [8] (“Comment l’Opposition s’est-elle scindée ? ” *Le Communiste*, n° 9, 1er novembre 1932.)

C’est avec le groupe de Hennaut que les relations de la Gauche italienne furent les plus cordiales et les plus profondes. Face à la politique de Trotsky, il y eut même convergence d’idées, et même une communauté de travail. Cependant la Fraction italienne s’opposa fortement à la proposition de fonder “ un deuxième parti ”, qui lui apparaissait non seulement prématurée mais contraire à sa vision, selon laquelle le parti naissait d’une conjoncture favorable au triomphe préalable de la Fraction.

A l’égard de la Ligue communiste de Naville, Frank, Molinier et Rosmer, la politique de la Fraction fut la même : intervenir en son sein pour clarifier les divergences. Ses documents purent paraître dans le *Bulletin international de l’opposition*. A la fin de l’année 1931; la Fraction édita en français un *Bulletin d’information de la Fraction de gauche italienne*. Six numéros parurent jusqu’en janvier 1933. Le but recherché était de faire connaître le plus largement ses propres positions, en les confrontant à celles de l’Opposition.

En 1931, la Ligue communiste connaissait une grave crise. Des dissensions personnelles s’étaient élevées entre le groupe de Pierre Frank et Raymond Molinier, d’un côté, et celui de Naville et Rosmer, de l’autre. Cette crise se dénoua par l’appui public de Trotsky à Molinier (“Paix de Prinkipo”). Rosmer, écoeuré, quitta l’Opposition. Des éléments autour du frère de Pierre Naville (Claude) et de Collinet, formèrent le groupe dit de la “ Gauche communiste ”. Celle-ci publia le bulletin *Le Communiste*. L’évolution de la Ligue se faisait dans le sens de son sabordage politique : en octobre et novembre 1931, la Ligue proposa au PCF sa réintégration, en acceptant d’avance la suppression de sa presse, la dispersion de ses groupes; elle ouvrit même une souscription pour *l’Humanité*. Malgré l’entrée de Treint et de son groupe en son sein (1931), la crise de la Ligue était totale, et ses effectifs fondaient rapidement.

C’est dans cette situation trouble, qu’en octobre 1931, une délégation de la Fraction composée de GATTO MAMMONE (Virgilio Verdaro), VERCESI

(Ottorino Perrone), BIANCO (Bruno Bibbi) et TOTO (Antonio Gabassi) participa à la conférence nationale de la Ligue. Face à Molinier qui demandait le retour de l'opposition dans le giron du PCF, la Fraction constatait que "pour 'redresser' les partis, on (avait) désagrégé l'Opposition". La Fraction, pourtant, n'excluait " pas du tout que l'on doive faire une demande de réintégration dans le parti ". Mais c'était " à la condition exactement contraire à celle que la Ligue a posée, c'est-à-dire à la condition de défendre le droit de vie de la fraction avec son organisation propre et sa presse ". En effet, "la disparition de la Fraction ne (pouvait) que coïncider avec la solution de la crise communiste; elle disparaît dans le parti redressé ou elle devient le parti. " A la différence de la Ligue, la délégation italienne ne pensait pas qu'on puisse redresser les partis, lorsque ceux-ci sont en proie à des forces ennemies qui " menacent les bases mêmes de l'organisation prolétarienne ". Dans ces conditions l'alternative n'était pas ou "redressement" ou "opposition" - hypothèse valable pour un organisme sain -, mais " chute inévitable du parti " ou " son salut *uniquement à travers la victoire de la fraction* ". (*Bulletin d'information*, n° 3, novembre 1931, et n° 4, janvier 1932).

En dépit de ces différends très profonds, il ne fut pas oublié que la Fraction italienne et la Ligue étaient toutes deux adhérentes au Secrétariat international. Il fut donc décidé d'officialiser un travail commun en France : chaque groupe de la Gauche italienne nommait un membre pour la représenter dans tout groupe de la Ligue géographiquement; le délégué ne prendrait pourtant pas part au vote et devrait se conformer à la discipline lors des décisions prises par l'organisation trotskyste. Cette collaboration fut de courte durée en raison de l'hostilité de plus en plus ouverte de Trotsky à l'égard de la Fraction. Elle fut écartée de fait du travail du Secrétariat international.

La conférence de l'Opposition internationale, qui devait se tenir à Paris en janvier 1931, avait été repoussée par Trotsky, qui demandait qu'elle soit mieux préparée. Face à la crise de la section française de l'Opposition, et vraisemblablement pour écarter la Gauche communiste italienne, Trotsky proposa de transférer le " Secrétariat administratif ", créé en février 1931, de Paris à Berlin, où il serait sous le contrôle de son fils Léon Sedov. Cette décision arbitraire s'était réalisée sans demander l'avis des sections adhérentes au " Secrétariat international ". En réponse, dans une lettre circulaire à toutes les sections, la Fraction fit 3 propositions précises : a. convoquer rapidement une préconférence; d'où sortirait : b. un bureau international, pour préparer : c. une véritable conférence internationale.

("Résolution de la C.E. de la Fraction de gauche, en réponse à la lettre de Trotsky du 22 décembre 1931".)

Au cours de l'année 1932, malgré le refus de Trotsky de continuer à nouer des relations avec la Fraction, celle-ci proposera, manifestant sa volonté de ne pas agir isolément, [9] d'éditer une revue commune de l'Opposition sous la responsabilité des Oppositions française et allemande et de *Prometeo.* ("Projet de constitution d'un Bureau international d'information", *Bilan* n° l, novembre 1933.)

Toutes ces propositions se heurtèrent à un refus catégorique. En novembre 1932, Trotsky s'était rendu à Copenhague à l'invitation des étudiants social-démocrates danois. Là, il s'était rallié à l'idée d'une "Préconférence" pour février 1933 à Paris. La Fraction italienne en était exclue. Désormais, celle-ci ne faisait plus partie officiellement de l'Opposition internationale. Dans un long texte publié à l'issue de cette "Préconférence", Trotsky affirmait que " les bordiguistes n'ont jamais réellement constitué une partie organique de l'Opposition de gauche ", et en concluait que " le groupe *Prometeo* n'appart(enait) pas à l'Opposition de gauche internationale. La seule section des bolcheviks-léninistes pour l'Italie est la Nouvelle Opposition Italienne ".[10]

En fait, les raisons de la rupture n'étaient pas une prétendue adhésion formelle de la Fraction italienne à l'opposition, son caractère de "secte purement nationale" (elle qui était présente dans plusieurs pays) mais bien les profondes divergences politiques qui existaient depuis le début entre "trotskysme" d'un côté et "bordiguisme" de l'autre. Trotsky devait l'avouer lui-même : "le refus de lutter pour des revendications démocratiques dans quelque condition que ce soit et pour toute politique de Front unique en direction de la social-démocratie aujourd'hui, en 1933", était un critère d'exclusion et une frontière politique avec "l'ultragauchisme".[11] Il y avait aussi les ambitions propres au mouvement trotskyste, prêt à utiliser tous les prétextes politiques pour fonder sa propre tendance, sans "corps étranger". Politiquement, dans le passé, Trotsky avait condamné de telles revendications et une telle politique, avant le III^{e} congrès du Komintern.

La scission était en effet inévitable, et en 1933 la Fraction se reprochera amèrement d'avoir investi ses forces dans un travail commun voué à 1'échec, d'avoir jusqu'au bout voulu rester dans le cadre de l'Opposition internationale. En fait de cette confrontation sortira un renforcement idéologique de la Gauche italienne. Face aux événements extrêmement

graves qui se déroulèrent de 1931 à 1933, elle maintint intacte sa continuité politique avec ses positions passées, telles qu'elles s'étaient exprimées au sein du PC d'Italie. La rupture d'avec le trotskysme s'est en fait déroulée dans la plus grande clarté, et marquer véritablement le début de son existence comme courant " bordiguiste ". Quels étaient les points fondamentaux de rupture, en dehors de ceux qui se situaient sur le terrain organisationnel de l'Opposition ?

• **la question espagnole et des "mots d'ordre démocratiques".** Dans " La révolution espagnole et les devoirs des communistes ", Trotsky écrivait que " le mot d'ordre de la république naturellement (était) aussi un mot d'ordre du prolétariat ".[12] En 1931, en effet, le roi avait été chassé au profit de la République, laquelle n'allait pas tarder à exercer sous l'autorité de Lerroux une répression féroce contre les ouvriers espagnols. Mais Trotsky n'abandonnait pas seulement la thèse de l'I.C. sur la dictature du prolétariat; il soutenait toujours au nom des " mots d'ordre démocratiques " les tendances des bourgeoisies catalane et basque à faire sécession en déclarant que " les tendances séparatistes posent à la révolution le devoir démocratique de l'autodétermination nationale ". Et il concluait que la "révolution espagnole" avait commencé. Mais de quelle révolution s'agissait-il, puisque le pouvoir avait été transféré uniquement des mains de la bourgeoisie monarchiste dans celles de la bourgeoisie républicaine ? C'est pourquoi *Prometeo* répondit :

" Il est clair que nous ne pouvons pas le suivre dans cette voie, et à lui (Trotsky) autant qu'aux dirigeants anarcho-syndicalistes de la CNT, nous répondons en niant de la façon la plus explicite que les communistes doivent prendre place aux premiers rangs de la défense de la République et encore moins de la République espagnole. "

Pour la Fraction, il ne pouvait y avoir qu'un seul mot d'ordre dans la période impérialiste de "guerres et de révolutions" définie par l'IC à ses débuts : la dictature du prolétariat et la destruction de l'Etat bourgeois et de ses partis de droite et de gauche. A cette importante question de la nature bourgeoise des partis de gauche social-démocrates, dont Lénine avait proclamé la faillite, se rattachait tout naturellement celle du Front unique en Allemagne contre le fascisme.

• **la question allemande et du Front unique**. Face au développement du nazisme qui marquait une offensive de la bourgeoisie allemande contre les ouvriers du pays clef de la situation internationale, Trotsky adopta la même

“tactique” qu’en 1923, en préconisant le Front unique entre le KPD et le SPD. Dans une lettre du 28 juillet 1931 il affirmait en effet que “dans certains cas la victoire est possible même avec une très mauvaise politique... la victoire du parti communiste allemand n’est pas exclue même avec la politique de la direction Thälmann”. Or pour la fraction, ce que la réalité devait confirmer, “la ‘révolution centriste’ est inconcevable et pour faire la révolution, il faut un parti qui ait su liquider la politique du centrisme ”. (“Résolution de la C.E. de la fraction de gauche du PCI sur les tâches de la fraction de gauche du KPD”.)[13] Vis-à-vis de la social-démocratie, la fraction reprit et développa sa position que le SPD, en écrasant le prolétariat allemand en 1919, en assassinant Rosa Luxemburg et Karl Kiebknecht, avait fait “ le lit du fascisme ” Elle ne reprenait pas, comme le lui reprochèrent les trotskystes, la théorie du social-fascisme. Pour elle la social-démocratie et le fascisme étaient deux méthodes distinctes, mais complémentaires, pour écraser le prolétariat. Toutes deux étaient des forces de la bourgeoisie, mais elles jouent un rôle différent en ce que la première écrasait un mouvement prolétarien révolutionnaire, et que l’autre, avec la crise mondiale du capitalisme, venait parachever par la méthode dictatoriale se substituant à la méthode démocratique, l’écrasement. C’est pourquoi, la Gauche italienne refusait par la “ tactique ” du Front unique de cautionner la politique de la social-démocratie. La seule solution, devait affirmer la fraction, se trouvait essentiellement dans le “développement d’une suite de mouvements de classe” sur le terrain économique. Le fascisme pouvait être renversé, non en s’appuyant sur des “ forces ennemies ” mais par le triomphe de la révolution prolétarienne.

• **la question de la fraction et du parti**. Dans la situation internationale de 1931-32 qui voyait la soumission grandissante et quasi achevée des PC à la politique de l’Etat russe, la fraction ne voyait aucun moyen de constituer une “ opposition ”, qui aboutissait seulement à réadhérer aux PC, pour les “redresser”. La gauche italienne définissait en effet “ l’opposition ” comme “le courant qui admet que les partis reconquerront la capacité de guider le prolétariat à la révolution à travers les formes spécifiques de la vie de l’organisation du parti (assemblées, conférences, congrès, etc.)”. Au contraire, “ *la fraction est l’organisme qui se base sur l’affirmation que* ***seulement par son canal*** *le parti reconquerra la capacité de guider le prolétariat à la victoire ”*. (Souligné dans le texte.)

Cette position était cependant un pur cas de figure théorique. La fraction n’était que formellement fraction des partis communistes : “ Pratiquement, nous ne constituons pas les fractions de gauche des partis communistes,

parce que nous sommes expulsés de ces partis. " Sa tâche était " d'assurer la continuité du mouvement communiste ". C'est donc plus une continuité idéologique avec les anciens partis révolutionnaires qui définissait la Fraction de gauche. Le souci de la Gauche italienne était de se rattacher aux bases programmatiques du Komintern, et non prétendre partir de zéro. Peut-être ne s'agissait-il pas seulement d'un attachement sentimental à un passé glorieux, idéalisé, mais bien de la méthode même de la Gauche italienne en exil qui pensait que tout parti révolutionnaire ne pouvait surgir que du bilan critique du passé de l'ancien mouvement communiste, et non de spéculations sur l'avenir. Toute la différence avec le trotskysme se trouvait là. Trotsky proclamera en 1933 la mort de l'I.C. et la nécessité immédiate de construire de nouveaux partis. Les " bordiguistes " affirmeront que la condition même du surgissement de nouveaux partis et de la nouvelle internationale dépendrait du travail de développement des fractions de gauche, mais aussi d'une situation révolutionnaire qui mettrait à l'ordre du jour la transformation de la fraction en parti. La Gauche italienne ne pouvait aussi annoncer la formation d'une fraction internationale, quand celle-ci dépendait fondamentalement du développement dans tous les pays des fractions de gauche, et non d'une proclamation artificielle d'une Internationale : l'Internationale naîtrait d'une situation révolutionnaire ou ne serait pas.

Des discussions eurent lieu tout au long des années 1931 et 1932 sur les perspectives ouvertes à la fraction. Massimo (Ambrogi) soutenait que la trahison des P.C. et leur transformation en parti contre-révolutionnaire entraînaient la proclamation du parti, par la fraction.[14] Vercesi, opposé à cette conception, obtint la majorité dans les conférences belge et française. De fait, depuis l'année 1930, suite à la conférence de la Fédération belge, la Fraction agissait comme une organisation autonome par rapport aux P.C. et développait ses forces " par le recrutement des militants du parti et de ceux qui s'en sont éloignés pour des raisons politiques ", ainsi que par l'adhésion d'éléments qui n'étaient pas passés par les Partis communistes.

Fraction ou parti ? Partis " centristes " ou partis " tombés dans la trahison"? Situation révolutionnaire ou contre-révolutionnaire ? Autant de questions implicites qui ne reçurent pas de réponse avant la parution de la revue *Bilan*.

D'autres questions théoriques, et d'une actualité brûlante, puisqu'elles déterminaient l'attitude politique de la Fraction ne reçurent pas d'ébauche de réponse avant "*l'année terrible*" : 1933.

Toutes les questions qui surgissaient du cours nouveau ouvert par la défaite du prolétariat allemand et l'insertion progressive de la Russie dans l'arène impérialiste mondiale, ne pouvaient être résolues théoriquement. C'est dans les "situations", pour reprendre une formule de Vercesi, que toutes ces questions pouvaient être posées, sur la base d'un bilan de toute l'expérience révolutionnaire du premier après-guerre, et principalement de l'expérience russe.

---

[1] "Nous avons seulement voulu donner vie à la fraction quand aucune autre solution à la crise ne fut possible et quand celle-ci imposait la renonciation à la possibilité d'intervenir efficacement dans la lutte révolutionnaire." (*Prometeo*, n° 1, mai 1928, Bruxelles).

[2] Pour l'histoire de l'Opposition de gauche se reporter au livre de RABAUT (op. cit.) et à la préface de Michel DREYFUS dans le tome 1 des *Oeuvres* de Trotsky (mars-juillet 1933), EDI, Paris, 1978.

[3] *Contre le courant*, fac-similé Maspéro, Paris,1971.

[4] La centrale du PCI pensait que la Gauche italienne comptait plus de membres que le parti stalinisé (cf. archives Perrone ; dossiers de l'Institut Gramsci, Rome).

[5] Ce projet soulignait l'importance de la conférence par ces mots : "L'importance de cet événement ne dépend pas de l'importance et de la force des groupes convoqués et représentés, mais du fait que la constitution d'un secrétariat pour unifier les groupes d'opposition marque une étape importante dans le processus de la crise communiste." Mais il fait des réserves : "Il existe des conditions pour un regroupement international de l'opposition, mais il n'existe pas de formations dans chaque pays capables d'assumer une action efficace pour un centre des oppositions internationales." Le document demandait : a) un centre; b) fondé sur une base programmatique; c) des adhésions individuelles aux fractions sous contrôle du Secrétariat international. Ces règles faisant défaut, "la fraction adhère, mais ne participera pas au travail direct du secrétariat".

[6] Cf. *All'Opposizione nel PCI con Trotsky e Gramsci, Bolletino dell'Opposizione comunista italiana (1931-1933),* recueil présenté par Alfonso Leonetti, Roma, 1977. Dans le n° 3 de ce Bulletin on peut lire : " Il

nous fut ouvert les colonnes de *Prometeo*, où purent être publiés différents documents que la presse officielle tient encore cachés aux camarades du Parti; il fut organisé diverses réunions où furent traités sans insolence ni personnalisme les questions divergentes. " (*Bolletino*, août 1931).

[7] La fraction protesta vigoureusement dans ses colonnes, en dénonçant le manoeuvriérisme de Trotsky : "Aujourd'hui, nous voyons Trotsky adopter la même méthode qui consiste à diviser l'opposition internationale de gauche en 'disciples' et 'réprouvés', en 'léninisme bolchevik' qui le définirait lui et ses partisans, et en 'bordiguisme' qui serait une fausse tactique dogmatique et sectaire, habituel infantilisme ultra-gauche..." (*Prometeo*, n° 56, 19 juillet 1931, "Le camarade Trotsky exagère", par Gatto Mammone.) Pour les rapports de la fraction, avec le groupe allemand de Kurt Landau, voir le livre de : Hans SCHAFRANEK, *Das kurze Leben des Kurt Landau. Ein Österreichischer Kommunist als Opfer der stalinistischen Geheimpolizei*, Verlag für Gesellschaftskritik, Wien, 1988.

[8] "Pendant le conflit sino-russe qui menaçait de déclencher la guerre, nous ne pouvions nous perdre en discussions... de même aujourd'hui, nous ne pouvons pas admettre une responsabilité indirecte pour les superstitions sectaires et semi-bakouniniennes de certains groupes." (*Bulletin de l'opposition*, n° 1, article de Trotsky).

[9] Dans une lettre du 30 mai 1932, adressée à Ambrogi, Perrone estimait même nécessaire d'envoyer ce dernier à Prinkipo, pour clarifier la situation.

[10] *Les congrès de la Quatrième Internationale*, éd. La Brèche, Paris, 1978, "L'opposition de gauche internationale, ses tâches, ses méthodes", p. 68 et 69.

[11] Dès 1931, Ambrogi penchait pour la rupture avec Trotsky. Son avis semble avoir été partagé par beaucoup de membres de la Fraction.

[12] Article du 24 janvier 1931, in *La Révolution espagnole*, textes de Trotsky présentés par Pierre BROUE, Editions de Minuit, Paris, 1975.

[13] *Bulletin d'information*, n° 5, mars 1932.

[14] " d) Le parti se transforme en un parti contre-révolutionnaire; la fraction engage la lutte la plus acharnée contre le parti et se déclare elle-même le parti du prolétariat. " (*Bulletin d'information*, n° 4, janvier 1932,

“Différences de tactique et unité de perspectives de l’opposition internationale”, par Maxime (Ersilio Ambrogi). Voir aussi les archives d’Ambrogi (BDIC Nanterre), de Hennaut (ULB, Bruxelles).

BILAN

" Jalons d'une défaite, prémisses de victoire "

Dans le dernier numéro du *Bulletin d'information de la fraction de gauche italienne* (février 1933), Vercesi (Ottorino Perrone) affirmait :

"La victoire du fascisme en Allemagne marque la rupture du cours révolutionnaire qui s'était déclaré en 1917, et qui pouvait se conclure dans la victoire du prolétariat mondial. Cette victoire marque aussi l'autre bifurcation vers l'issue capitaliste aux situations actuelles : vers la guerre."

En novembre l933, paraissait le premier numéro du *Bulletin théorique de la Fraction de gauche du PCI : Bilan*. Son directeur de publication était Gaston Davoust (Henri Chazé) de l'Union communiste, qui prêtait son nom pour assurer la sortie de la revue légalement, faute de Français dans la fraction italienne. Elle était imprimée en langue française en Belgique, à Bruxelles. La rédaction en était également à Bruxelles. Sur la couverture, on pouvait lire : "Lénine 1917 - Noske 1919 - Hitler 1933". Publié tous les mois, *Bilan* eut 46 numéros jusqu'en février 1938, date de sa disparition. *Bilan* prenait la succession du *Bulletin d'information* qui portait en exergue : "L'avenir est au communisme!"

C'est à contre-coeur, annonce *Bilan*, que la Fraction a dû prendre en charge seule ce *Bulletin international* qu'elle aurait voulu éditer conjointement avec l'opposition française et allemande, dans un but de clarification de tout le mouvement révolutionnaire : "Notre fraction aurait préféré qu'une telle oeuvre se fît par un organisme international, persuadée comme elle l'est de la nécessité de la confrontation politique entre ces groupes capables de représenter la classe prolétarienne de plusieurs pays. Aussi serions-nous très heureux de pouvoir céder ce *Bulletin* à une initiative internationale garantie par l'application de méthodes sérieuses de travail et par le souci de déterminer une saine polémique politique."

Mais déjà les voies divergeaient avec l'Opposition trotskyste. *Bilan* publiera dans ses colonnes des contributions de membres de la Ligue des communistes internationalistes, comme Mitchell et Hennaut; elle les ouvrira aussi à la Gauche communiste des conseils hollandaise. Elle ne publiera

plus de textes de Trotsky, comme elle l'avait fait dans *Prometeo*.

1917-1933, deux dates clefs : l'une qui ouvre un cours révolutionnaire; l'autre qui le clôt de façon dramatique. Le but recherché était donc de tirer les enseignements de cette période, de 16 années riches en événements mondiaux et sans doute décisifs dans l'histoire de l'humanité. Entreprise démesurément ambitieuse ? *Bilan* est conscient des énornes difficultés de son entreprise, et c'est très modestement qu'il définit ses tâches :

"Notre fraction, en abordant la publication du présent bulletin, ne croit pas pouvoir présenter des solutions définitives aux problèmes terribles qui se posent aux prolétariats de tous les pays.

"Certes, notre fraction se réclame d'un long passé politique, d'une tradition profonde dans le mouvement italien et international, d'un ensemble de positions politiques fondamentales. Mais elle n'entend pas se prévaloir de ses antécédents politiques pour demander des adhésions aux solutions qu'elle préconise pour la situation actuelle. Bien au contraire, elle convie tous les révolutionnaires à soumettre à la vérification des événements les positions qu'elle défend actuellement aussi bien que les positions politiques contenues dans ses documents de base."

Il y avait deux méthodes possibles pour rééxaminer l'expérience passée : soit s'accrocher aux textes de Lénine comme à une Bible, soit "passer au crible de la critique, et à la lumière des événements les congrès de l'IC et des différents partis". C'est la deuxième méthode que choisit la Fraction italienne. "Tout en se basant sur les fondements de l'I.C., elle cherchera la connaissance profonde des causes des défaites sans aucun interdit non plus qu'aucun ostracisme".

C'est par cet esprit d'ouverture, libre de préjugés dangereux, que *Bilan* se propose de "parachever l'oeuvre que nous a léguée la révolution russe". En effet "tirer le bilan des événements de l'après-guerre, c'est... établir les conditions pour la victoire du prolétariat dans tous les pays".

Quel, est le résultat de cette réflexion politique et théorique ? Les fruits en sont amers. Si le capitalisme est entré en crise, facteur objectif d'une nouvelle période révolutionnaire, le facteur subjectif fait totalement défaut. Une période de contre-révolution s'est ouverte, le prolétariat est irrémédiablement vaincu :

“Ce n’est pas un changement dans la situation historique qui a permis au capitalisme de traverser la tourmente des événements d’après-guerre; en 1933, d’une façon analogue et bien plus qu’en 1917, le capitalisme se trouve être définitivement condamné comme système d’organisation sociale. Ce qui a changé de 1917 à 1933, c’est le rapport de forces entre les deux classes fondamentales qui agissent dans l’époque actuelle : le capitalisme et le prolétariat.”

En dehors de la Russie, le prolétariat n’a pas été capable de forger les cadres de ses partis. Cette situation de retard “a déterminé la série de défaites essuyées par le prolétariat dans l’après-guerre”. Mais c’est surtout le poids de l’Etat russe absorbant l’IC, jusqu’à en faire son propre instrument, qui est la cause décisive de la défaite. Celle-ci s’est déroulée en trois étapes :

a) **1923**, en Allemagne, où “les intérêts de l’Etat prolétarien ne se relient plus avec la lutte du prolétariat mondial”.

b) **1927**, date clef qui marque la transformation des partis communistes en organismes contre-révolutionnaires, par l’abandon de l’internationalisme (“socialisme dans un seul pays”), l’exclusion de la Gauche communiste, facteur subjectif qui détermine l’écrasement de la vague révolutionnaire en Chine.

c) **1933**, point d’aboutissement, n’est que l’ultime conséquence de la trahison de l’IC “morte lors de la victoire du fascisme en Allemagne”.

C’est au prix d’une longue discussion dans la fraction italienne qu’il fut constaté, que l’I.C. était morte, et que ses partis avaient trahi en devenant des partis rattachés à leur capital national. Cette idée était condensée dans une formule lapidaire : “Le Parti ne meurt pas, il trahit.”

Cette position eut beaucoup de mal à s’imposer. Bien qu’une majorité poussât vers la proclamation de la mort de l’Internationale, la Commission exécutive, par la plume de Vercesi, avait envoyé une longue lettre à la direction du PCI, en exil, à la veille de son congrès (en 1935!).

Elle expliquait pourquoi elle s’était constituée en fraction et demandait de participer à ce congrès. Cette proposition attira une vive réplique de la Fédération de New York et de la majorité de la Fédération parisienne. Après discussion, la conclusion fut qu’il était impossible d’avoir la moindre action en direction des PC, comme partis, faute de pouvoir en opérer le

redressement.

Cependant, la définition des partis de type stalinien - jusqu'à la guerre - demeura assez hésitante. Ils seront toujours considérés comme "centristes". Dans la terminologie du Komintern, à ses débuts, le Centre était la fraction de gauche de la II° Internationale qui balançait, comme l'USPD allemand et le PS italien, entre celle-ci et l'IC. Plus tard, le "centrisme" caractérisa le centre de Staline qui combattait à la fois l'aile droite de Boukharine et l'aile gauche de Trotsky. Ce concept est donc plus l'héritage d'une période révolue qu'une nouvelle théorie. Il servit à la gauche italienne de définition des partis à la gauche de la social-démocratie, considérés tantôt comme "partis ouvriers centristes" tantôt comme "partis traîtres".

Ce sont donc "les fractions de gauche qui représentent la continuité avec l'ancien mouvement révolutionnaire; ce sont elles qui assurent aussi la continuité du prolétariat révolutionnaire comme classe. En effet "la fraction est le seul organisme où le prolétariat réalise son organisation en classe, étant l'organisme qui découle d'une phase historique révolue et en prépare une autre".

Compte tenu de la "faiblesse numérique" et de "l'incapacité théorique actuelle des fractions de gauche", qui traduisent "l'incapacité du prolétariat mondial à s'opposer à l'attaque du capitalisme dans les conditions de la crise économique, la fondation de partis n'est pas à l'ordre du jour. La Fraction italienne s'oppose très fermement aux tentatives de Trotsky de créer une IV^{e} Internationale en se liant en 1933 aux gauches socialistes (SAPD allemand, RSP hollandais de Sneevliet, parti norvégien). Autour elle le parti ne se crée pas, il se prépare par un solide travail de réflexion théorique : "Ce parti se posera les problèmes que les conditions historiques lui permettront de se poser. Ce parti réalisera sa tâche à la seule condition de prévoir les problèmes qui sont en voie de devenir." (*Bilan* n° 1, "Vers l'Internationale deux et trois quarts?"). Ce n'est pas un homme comme Trotsky - malgré "les services qu'il a rendus à la cause du prolétariat" qui peut forcer l'histoire. L'invividu, tout prestigieux soit-i1, n'offre aucune garantie :

"... la fidélité à l'oeuvre de Trotsky se manifeste uniquement par la lutte contre son erreur actuelle, car il est absolument faux qu'une continuité de personne fournisse la garantie pour la lutte ultérieure du prolétariat révolutionnaire. Cette continuité s'établit par contre sur la base de positions politiques. Il s'agit donc de voir si les nouvelles positions du camarade

Trotsky répondent ou non aux nécessités de la lutte du prolétariat." (*Bilan* n° 1, idem).

La perspective de la révolution s'est éloignée, et seule la victoire des fractions peut empêcher la marche vers la guerre, d'où seule pourrait alors sortir la révolution :

"Au cas où les fractions ne parviendraient pas à conduire - malgré le centrisme - le prolétariat à la victoire, aucune volonté individuelle ne pourrait éviter l'autre issue des situations : la guerre; et c'est seulement au cours de celle-ci, ou après elle, que la fraction se transformant en parti pourra conduire le prolétariat à la victoire."

L'issue historique de la crise de 1929 est même probablement la guerre. Sur ce point, en 1933, la position de la Fraction italienne est hésitante. Tantôt elle affirme que "l'alternative propre à la phase actuelle du capitaliste est celle de la révolution ou de la guerre", tantôt elle proclame que la guerre, avec la défaite du prolétariat allemand et la mort de l'IC, est inévitable : "...le prolétariat n'est peut-être plus en mesure d'opposer le triomphe de la révolution au déclenchement d'une nouvelle guerre impérialiste. S'il reste des chances de reprise révolutionnaire immédiate, elles consistent uniquement dans la compréhension des défaites passées." (*Bilan*, n° 1, "Introduction").

Quel sera le facteur décisif de la guerre? C'est idéologiquement, de la position de la Russie, dans l'arène internationale, que dépendra la capacité de mobiliser les ouvriers des pays européens pour la guerre. En février 1933, la Gauche italienne affirmait déjà que la Russie s'intégrerait dans l'un des blocs impérialistes, y compris le bloc allemand :

"... le centrisme a supprimé le rôle fondamental que pouvait jouer l'Etat russe en cas de guerre; que l'Etat soviétique, au lieu d'être le front d'appui du prolétariat mondial n'est devenu qu'un élément à la disposition de l'un ou l'autre groupe des impérialismes. Dès maintenant il faut envisager comme seule issue à la situation celle qui portera le centrisme à trahir les intérêts du prolétariat révolutionnaire et, en cas de guerre, à justifier la position que prendra la Russie." (*Bulletin d'information*, n° 6, 1933, "Le fascisme au pouvoir en Allemagne").

Et elle ajoutait qu'il "est fort probable qu'à la longue, ce sera le bloc des Etats fascistes qui pourra se prévaloir d'une alliance avec la Russie". Elle

n'excluait pas, cependant, que ce soit la mobilisation idéologique pour la défense de la "démocratie en danger" qui soit le facteur décisif; en effet "la bourgeoisie qui, par ses conditions économiques, peut encore laisser debout des vestiges de liberté démocratique, pourra appeler le prolétariat à la guerre au nom de la "démocratie" et pour la lutte contre les Etats fascistes". Ces deux hypothèses allaient peu à peu se vérifier.

La Gauche italienne constatait donc l'intégration de la Russie dans le jeu des grandes puissances antagonistes. Ce fait entraînait que "…l'Etat ouvrier se trouve incorporé dans le système du capitalisme mondial, en subit ses lois, son évolution".

Il y avait une contradiction dans cette analyse. D'un côté, l'Etat russe, qualifié de "prolétarien" était capitaliste sur le plan international, de l'autre côté il était affirmé que sur le plan intérieur cet Etat n'était pas capitaliste, mais socialiste, sur la base de la socialisation de la production". La force de la Gauche italienne ce fut de saisir tout phénomène politique et social toujours dans un cadre international; mais son attachement à l'URSS, jadis terre d'accueil (puis prison) de l'IC révolutionnaire, l'empêcha longtemps de se livrer à une étude plus rigoureuse de la nature de l'économie russe et de sa superstructure étatique. Il fallut la deuxième guerre mondiale pour qu'une partie de la Gauche italienne abandonne définitivement le concept d'"Etat prolétarien".

Pour combler ses incertitudes et ses manques théoriques, la Gauche italienne de 1934 jusqu'à la guerre, et même pendant celle-ci, mettra à l'ordre du jour la question de 1'Etat dans la période de transition, et celle de l'attitude du prolétariat et du parti communiste face à l'Etat.

De façon générale, toutes les questions théoriques fondamentales furent passées au fil de la critique. Au contact de la LCI de Belgique, et en particulier de Mitchell (Jéhan), la Fraction italienne redécouvrit les textes de Rosa Luxemburg consacrés à la décadence du capitalisme. Peu attirée par les questions économiques, la Fraction commença à s'y intéresser. De cet intérêt nacquit une analyse théorique plus poussée des phénomènes de la crise, et aussi des problèmes économiques dans une société de transition vers le socialisme.

De Rosa Luxembourg, la Gauche italienne reprit aussi le refus de soutenir les luttes de libération nationale, définies comme champs de manoeuvres des différents impérialismes, et sur le plan théorique l'affirmation de

l'impossibilité de toute révolution bourgeoise, en période de décadence capitaliste.

C'est guidée par ses principes, par un énorme travail de réflexion théorique, que *Bilan* allait affronter des événements aussi cruciaux que les Fronts Populaires, les guerres, et les événements de la guerre civile espagnole. Comme la Fraction Italienne travaillait à contre le courant, son isolement devait être directement proportionnel à la marche vers la guerre.

Deux périodes se distinguent clairement dans l'histoire de la fraction : l'une de consolidation de ses positions de 1933 à 1935; l'autre de 1936 à 1939 qui voit un isolement total de la Gauche italienne, par rupture des contacts avec le petit milieu révolutionnaire internationalliste et des scissions en son sein.

CHAPITRE 4

DE DEFAITE EN DEFAITE : DE L'AVENEMENT DU FASCISME AU FRONT POPULAIRE

LE POIDS DE LA CONTRE-REVOLUTION

La période qui s'étend de 1933 jusqu'au Front populaire est dramatique sur le plan mondial. La crise économique se poursuit entraînant fermetures d'usines et chômage massif qui touche selon les pays jusqu'à 20 et même 30 % de la classe ouvrière. C'est une période d'austérité et d'appauvrissement brutal. Les plans anticrise, où alternent inflation et déflation, où le maintien au travail se traduit par une baisse des salaires par le système des décrets-lois (décrets Laval diminuant le salaire des fonctionnaires), n'arrivent pas à stopper la crise mondiale. L'année 1933, année du New Deal aux USA et du réarmement allemand, est le début d'une longue série de mesures économiques, qui relancent peu à peu la production par l'instauration d'une économie de guerre dans tous les grands pays industriels, soit directement par la transformation de l'économie en économie d'armements, soit indirectement par une politique de grands travaux, qui développe toute une infrastructure de transports (autoroutes) et d'industrie lourde (énergie, métallurgie, chimie). La tendance ira en s'accélérant après 1936.

L'Etat, dernier recours de l'économie, apparaît comme l'ultime défenseur du système capitaliste. Le planisme en France comme en Belgique commence à se développer. Le plan De Man en Belgique traduit cette volonté de maîtriser des mécanismes économiques qui n'arrêtent pas de se dérégler, en préconisant une politique de nationalisations. Aux USA, F.D. Roosevelt met en place le National industrial Recovery Act (NIRA), qui devait se concrétiser par l'aménagement de la Tennessee Valley. L'Etat hitlérien et l'Etat fasciste ont établi un contrôle centralisé de toute l'économie. En Russie, les plans quinquennaux, puis bientôt le stakhanovisme visent à développer l'industrie lourde de l'acier, toutes les sources énergétiques, dans le but avoué de développer la puissance militaire russe. Partout, en URSS, poussent comme des champignons de véritables

camps de travaux forcés (Goulag), qui multiplient les chantiers, au prix de l'épuisement,de la famine, et bientôt de la mort de millions d'hommes. Le monde semble en proie à une véritable folie et à une chute dans la barbarie la plus primitive, dissimulée sous les images les plus sophistiquées de la technique moderne. Selon la très belle (et terrifiante) image de Victor Serge, il semble qu'il est " minuit dans le siècle ".

Cette restructuration économique du capitalisme se traduit politiquement par une transformation progressive ou très brutale des régimes les plus démocratiques en régimes autoritaires ou dictatoriaux. Le législatif, le parlement, perd de son importance au profit de l'exécutif. Un contrôle rigoureux de la vie sociale en est la conséquence, par des moyens légaux ou extralégaux. Des lois d'arbitrage sont mises en place pour contrôler et limiter les grèves, qui risqueraient de surgir massivement avec la congélation des salaires. Les syndicats, dans des pays comme la Belgique et la France, deviennent, à l'exemple des pays anglo-saxons, les partenaires privilégiés de 1'Etat, et en cas de conflits généralisés sa carte ultime, comme ne manqueront pas de le souligner tous les politiciens et syndicalistes de cette période, particulièrement après 1936.

Il semble pourtant en 1933 que le renforcement de l'Etat est appelé à se réaliser non par des méthodes " démocratiques ", mais par le développement du mouvement fasciste qui tendrait à devenir universel. Dans tous les pays européens se développent des partis se réclamant soit de Hitler soit de Mussolini, dont le programme est le renforcement et la concentration du pouvoir politique et économique aux mains d'un parti unique dans l'Etat. Leur développement se conjugue avec une vaste offensive anti-ouvrière de l'Etat, appuyé sur un appareil répressif militaire et policier, et sur les troupes des partis fascistes quand l'Etat semble paralysé.

Cette offensive avait commencé bien avant la venue de Hitler au pouvoir. L'Allemagne de 1928-1932 en avait été le théâtre, en particulier dès 1929 où la police du social-démocrate Zörgiebel avait fait tirer sur la foule ouvrière manifestant pour le premier mai. En 1932, lors de la grève générale des mineurs en Belgique, le gouvernement envoie des automitrailleuses et des chars d'assaut pour occuper les carreaux des mines. L'aviation de reconnaissance est utilisée pour localiser immédiatement les concentrations de grévistes et dépêcher les gendarmes. A la radio, il est interdit de parler des événements. La grève fut brisée essentiellement par les syndicats et le POB qui demandaient aux ouvriers " de ne pas se laisser entraîner par des agitateurs irresponsables, et, peut-être, à la solde des patrons " (*Le Peuple*, quotidien du POB, 22 juin 1932). Ces grèves furent suivies d'un contrôle syndical plus strict. Le rapport Bondas préconisait - et

il fut suivi par le nouveau gouvernement orienté à gauche - la syndicalisation obligatoire, par l'octroi de certains avantages aux seuls syndiqués, telle l'indemnité en cas de grève, et le développement de la sécurité sociale. (1)

Le maintien du cadre de la démocratie, dont le contenu se vidait progressivement avec le développement vertigineux des organismes étatiques, n'était possible que dans les pays industrialisés les moins touchés par la crise. Le développement du mécontentement social se traduisait déjà, avant le Front populaire, par la succession de gouvernements de gauche ou de coalitions nationales (Belgique, Suède). Dans tous les cas, le planisme, les nationalisations manifestaient une même tendance à un renforcement de l'Etat, s'appuyant sur une base économique singulièrement étroite.

Dans les pays les moins assis industriellement sur le marché mondial, comme l'Autriche, l'Espagne, l'Europe centrale, l'offensive du patronat et de 1'Etat prit une forme plus brutale. C'est l'armée appuyée sur le parti nazi local qui écrasa en février 1934 l'insurrection désespérée des ouvriers viennois. La même année le gouvernement républicain espagnol envoyait les troupes de Franco écraser dans le sang la farouche résistance des mineurs asturiens. De la Roumanie à la Grèce on voyait se développer des organisations de type fasciste, qui avec la complicité de 1'Etat national, se chargeaient d'empêcher toute réaction ouvrière. La dictature, quelle que soit sa forme constitutionnelle, devenait ouverte, et prenait le plus souvent la forme du " modèle " mussolinien ou hitlérien et devenait d'autant plus féroce que l'Etat, faible politiquement et économiquement, s'appuyait sur une large masse de petits-bourgeois mécontents, que l'absence de réaction ouvrière d'envergure, poussait dans les rangs de mouvements fascistes qui leur promettaient, à défaut de la liberté, pain et travail.

Tous ces mouvements, incontestablement, sont nés de la longue suite de défaites qu'avait subies le prolétariat européen depuis 1923. Chaque recul des luttes ouvrières était suivi d'une offensive toujours plus dure de 1'Etat capitaliste.

La Grande Crise, qui n'était plus une crise cyclique classique comme au XIXe siècle, menait inévitablement à la guerre mondiale. Si la période des années 20 avait été celle de la limitation des armements, celle des années trente fut placée sous le signe de l'économie de guerre. Celle-ci, surtout en Allemagne et en Russie, fut rapidement mise en place dès 1933-34. A partir de 1936, tous les autres pays suivaient la même voie, quelle que fût la forme de leur régime politique. Dans un monde qui semblait devenu trop étroit pour contenir l'expansion des appareils de production les plus modernes

après une période de reconstruction qui avait duré à peine six années (1923-1929), la guerre devenait pour chaque Etat l'ultime recours à la faillite de l'économie mondiale. Sans nouveaux marchés à conquérir, il n'y avait plus place que pour le repartage du marché mondial, où les Etats capitalistes les plus faibles étaient nécessairement les plus agressifs. (2).

La mise en place d'une économie de guerre fit beaucoup rêver les économistes de l'époque, qui y virent une possibilité de relancer la production, sans se lancer dans un conflit généralisé. Des groupes révolutionnaires, comme la Gauche italienne, n'échappèrent pas à cette illusion.

En fait, le conflit italo-abyssin en 1935, puis la remilitarisation de la Rhénanie en 1936 sont des étapes décisives dans les préparatifs du conflit mondial. Les armes produites et utilisées dans les conflits locaux avaient une valeur militaire à défaut d'avoir une valeur marchande dans l'accumulation de capital.

Dans une période dépressive pour la lutte de classe, définie par la Gauche italienne comme la " longue nuit de la contre-révolution ", où la guerre, le fascisme semblaient rôder partout, la Russie et les partis qui lui étaient liés, s'insérèrent de plus en plus dans le champ de manoeuvres internationales au sein de la SDN, par le soutien de la " défense nationale ".

Tout semblait se cristalliser dans la vie sociale et politique autour de la guerre, au nom des idéologies les plus variées : fascisme et antifascisme, démocratie et totalitarisme.

Les grèves de masses de 1936 en France et en Belgique parurent apporter un vent d'espoir dans la population ouvrière, soumise aux mesures drastiques d'austérité. Mais quel espoir pouvaient avoir les " bordiguistes " de l'époque quand ils constataient que chaque grève se déroulait avec comme emblème un drapeau tricolore et comme hymne *la Marseillaise*? Rapidement, les airs d'accordéon étaient remplacés par les sifflements des balles à Clichy en 1937. Les augmentations de salaires étaient suivies d'inflation, et d'une chute brutale des revenus dans le gouffre sans fin de l'économie de guerre.

La " démocratie ", le " fascisme " et le " stalinisme " semblaient tendre au même but avec des méthodes différentes. Pour la Gauche italienne, qui avait connu l'enthousiasme des événements révolutionnaires italiens, russes, allemands, cette période de 1933 à 1936 d'abord, puis de 1936 à la guerre - où elle crut pourtant la révolution imminente - fut la plus noire de son existence, mais aussi la plus riche en réflexion théorique.

Y avait-il une différence de nature entre “ fascisme ” et “ démocratie ”? Le “ fascisme ” était-il appelé à se généraliser dans tous les pays ? Dans ce cas, comment expliquer l’apparition de gouvernements de gauche, du type Front populaire ? Quelles étaient les capacités de réaction des différentes classes ouvrières, et leurs possibilités de résister à une offensive généralisée du capital ? Les grèves massives avec occupations d’usines étaient-elles révolutionnaires ? et éloignaient-elles les perspectives d’une guerre généralisée ? Autant de questions cruciales pour la Gauche communiste italienne, et auxquelles elle devait répondre, non plus théoriquement - comme dans sa plate-forme, sur la base de l’unique expérience italienne et allemande -, mais pratiquement au jour le jour, dans le cours accéléré d’événements, qui devaient soit confirmer, soit infirmer son analyse.

Pour *Bilan* comme pour Bordiga et la direction du premier parti communiste italien, il ne pouvait être question de voir dans le fascisme autre chose que du capitalisme. S’il y avait une différence entre les deux modes de gestion de la société capitaliste, elle découlait de la transformation historique de la guerre mondiale. Dans la période d’ascension du capitalisme au XIXe siècle (selon l’analyse de Rosa Luxemburg), la “ démocratie ”, essentiellement parlementaire, futt le mode de fonctionnement de la classe dirigeante, qui cherchait à régler politiquement les conflits entre ses différentes fractions. Mais “ entre démocratie et positions ouvrières il existait une opposition irréductible et inconciliable. La condition de vie du régime démocratique consistait justement dans l’interdiction du pouvoir des groupements particuliers. ” Par contre, “ la fondation d’une organisation de la classe ouvrière portait directement atteinte à la théorie de la démocratie ”, et “ au point de vue historique, l’opposition entre ‘démocratie’ et organismes ouvriers se manifestait d’une façon sanglante. S’il y avait eu une orientation du mouvement ouvrier de l’époque “ vers la conquête de droits permettant aux ouvriers d’accéder aux fonctions gouvernementales ou étatiques ”, “ 1914 représent(ait) la clôture de ce bilan de révision marxiste et de trahison ”. (3).

Pour la Gauche communiste, le fascisme est le produit typique du “ capitalisme agonisant ”. Il marque la disparition du parlementarisme comme gouvernement idéal de la bourgeoisie dont les contradictions internes éclatent dans une crise politique générale. La guerre et la révolution poussent à la désagrégation de la classe dominante. C’est ainsi que s’expliquent (selon *Bilan*) les attaques physiques du fascisme contre les représentants du libéralisme ou des partis socialistes – “ qui ne font plus partie du monde ouvrier, mais du monde capitaliste depuis 1914, ce que d’ailleurs ils ont prouvé par le massacre du prolétariat révolutionnaire dans

l'immédiat après-guerre ". Le jeu pacifique des " règles démocratiques " du pouvoir est irrémédiablement perturbé : " Si jadis, le roulement entre la droite et la gauche se faisait parlementairement, aujourd'hui cela requiert des manifestations violentes qui découlent du déclin du capitalisme. " (*Bilan*, n° 9, juillet 1934, " La situation en France ").

Le développement des groupes fascistes, leur prise du pouvoir en Italie, Allemagne, puis bientôt Autriche ne sont pas des manifestations d'un antagonisme entre " fascisme " d'un côté, et " démocratie " de l'autre. L'un et l'autre sont complémentaires dans l'ouverture d'un cours de contre-révolution : le fascisme est engendré par la démocratie, qui lui cède légalement le pouvoir :

" En Italie, c'est un gouvernement où se trouvent les représentants de l'antifascisme démocratique qui cède le pas à un ministère dirigé par les fascistes, lequel aura une majorité assurée dans ce parlement antifasciste et démocratique, où cependant les fascistes n'avaient qu'un groupe parlementaire d'une quarantaine de représentants sur 500 députés. En Allemagne, c'est l'antifasciste Von Schleicher qui cède le pas à Hitler appelé d'ailleurs par l'autre antifasciste Hindenburg, l'élu des forces démocratiques et social-démocratiques. " (*Bilan*, n° 13, décembre 1934, " Fascisme-démocratie-communisme ".)

En fait, le " fascisme " est enfanté par la " démocratie ", ou plus exactement par la gauche social-démocrate. La social-démocratie, selon *Bilan*, devait sortir du jeu gouvernemental, une fois épuisée son rôle contre-révolutionnaire. En écrasant physiquement (Allemagne) ou idéologiquement (Italie) le prolétariat, la social-démocratie avait rempli sa fonction, et pouvait laisser la place libre au " fascisme " pour parachever son oeuvre initiale :

" Entre la démocratie, son plus beau fleuron Weimar, et le fascisme aucune opposition ne se manifestera : l'une permettra l'écrasement de la menace révolutionnaire dispersera le prolétariat, brouillera sa conscience, l'autre au terme de cette évolution sera le talon de fer capitaliste consacrant ce travail, réalisant rigidement l'unité de la société capitaliste sur la base de l'étouffement de toute menace prolétarienne. " (*Bilan*, n° 16, " L'écrasement du prolétariat allemand et l'avènement du fascisme ".)

Mais pourquoi cet écrasement, alors que ne se présentait aucune menace révolutionnaire en Allemagne, et même en Autriche? *Bilan* fait valoir la préparation accélérée à la guerre, comme seule issue à la crise. Cette issue se manifeste avec d'autant plus de force que des pays comme l'Allemagne et l'Italie, floués par le traité de Versailles, et manquant de débouchés

coloniaux, se trouvent contraints de se lancer dans une nouvelle lutte impérialiste pour le repartage du monde. Le " fascisme " correspond donc au " besoin d'un appareil de domination qui ne réprime pas seulement les mouvements de résistance ou de révolte des opprimés, mais d'un appareil qui parvienne à mobiliser les ouvriers pour les entraîner à la guerre ". (*Bilan*, n° 10, août 1934, " Les événements du 30 juin en Allemagne ".)

C'est pourquoi, malgré les contrastes et dissensions existant au sein des appareils d'Etat allemand et italien, la dislocation et la disparition du fascisme n'étaient pas à l'ordre du jour. Ni l'affaire Matteoti (1924), ni la liquidation des SA de Röhm (1934) ne devaient mener à l'effondrement interne du nazi-fascisme : " Rien ne permet de supposer que nous allons vers un affaiblissement du fascisme en Allemagne... au contraire sa répression indique un renforcement considérable de sa dictature en liaison avec des difficultés réelles qu'il ne pourra surmonter sans le déclenchement de la guerre mondiale. " (*Bilan*, n° 26, janvier 1936, " L'exécution de R. Claus ".)

La gauche italienne ne pensait pas, néanmoins, que ce renforcement du fascisme signifiât une orientation définitive du capitalisme vers le système nazi ou mussolinien.

Le fascisme, en faisant naître " l'antifascisme ", a au contraire renforcé les puissances démocratiques. Cette polarisation fascisme/antifascisme s'est même révélée extrêmement utile dans la mobilisation idéologique en vue de la prochaine guerre mondiale. En agitant " l'épouvantail fasciste ", affirme *Bilan*, la bourgeoisie française, belge réussit à renforcer son Etat en vue de la guerre. Au dilemme " capitalisme/communisme " s'est substitué celui de " dictature/démocratie " :

" Nous constaterons, par exemple, à l'heure actuelle, après 14 années de fascisme en Italie, qu'au cours d'une situation de contrastes interimpérialistes très aigus, le mouvement fasciste ne s'universalise point et que par contre la course des événements qui nous conduiront à la guerre se fera sous l'enseigne de l'antifascisme en France, ou de l'absence totale de toute base pour le fascisme et pour l'antifascisme en Angleterre, un des pays les plus riches d'empires coloniaux. L'expérience prouve chaque jour que la diversité de régimes dictatoriaux ou fascistes et des régimes libéraux ou démocratiques permet de faire surgir sur le front des luttes inter-Etats le dilemme 'dictature-démocratie', qui deviendra le drapeau sous lequel les masses ouvrières seront mobilisées pour le nouveau carnage mondial. " (*Bilan*, n° 22, août-septembre 1935, " Rapport sur la situation en Italie ".)

La genèse du Front populaire en France ne fait que confirmer *Bilan* dans ses

positions. La fraction italienne constate que la réaction des ouvriers français a été dévoyée par la gauche et les syndicats sur le terrain du capitalisme " puisque son drapeau fut la défense de la République, de la démocratie ". (*Bilan*, n° 16, mars 1935, " La grève générale : expression de la lutte de classes ".) Le défilé des ouvriers français, sous le signe de l'unité syndicale, du Front unique, derrière le drapeau tricolore, marquait la défaite du prolétariat, inéluctablement conduit à la guerre :

" C'est sous le signe d'imposantes manifestations de masses que le prolétariat français se dissout au sein du régime capitaliste. Malgré les milliers et les milliers d'ouvriers défilant dans les rues de Paris, on peut affirmer que pas plus en France qu'en Allemagne ne subsiste une classe prolétarienne luttant pour ses objectifs historiques propres. A ce sujet le 14 juillet marque un moment décisif dans le processus de désagrégation du prolétariat et dans la reconstitution de l'unité sacro-sainte de la Nation capitaliste. Ce fut vraiment une fête nationale, une réconciliation officielle des classes antagonistes, des exploiteurs et des exploités; ce fut le triomphe du républicanisme intégral que la bourgeoisie loin d'entraver par des services d'ordre vexatoires laissa se dérouler en apothéose. Les ouvriers ont donc toléré le drapeau tricolore de leur impérialisme, chanté *la Marseillaise* et même applaudi les Daladier, Cot et autres ministres capitalistes qui avec Blum, Cachin ont solennellement juré 'de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde' ou, en d'autres termes, du plomb, des casernes et la guerre impérialiste pour tous. " *(Bilan*, n° 21, juillet-août 1935, " Sous le signe du 14 juillet ".)

Plus que le " fascisme ", l'ennemi véritable du prolétariat français et belge réside dans la " démocratie ". En effet, " ...la domination démocratique est de beaucoup celle qui s'adapte le mieux au maintien de ses (la bourgeoisie) privilèges, car mieux que le fascisme elle pénètre le cerveau de l'ouvrier, le pourrit intérieurement, alors que le fascisme écrase par la violence une maturation de classe que le capitalisme ne parvient pas à faire disparaître ". (*Bilan*, n° 22, août 1935, " Les problèmes de la situation en France ".)

" Sous le signe du Front populaire ", la " démocratie " est parvenue au même résultat que le " fascisme " : l'écrasement (idéologique) du prolétariat français et sa disparition de la scène historique : " Le prolétariat n'existe plus, momentanément, en tant que classe, en conséquence de profondes défaites mondiales. " (*Bilan*, n° 29, mars-avril 1936, " L'écrasement du prolétariat français et ses enseignements internationaux ", par Jacobs).

Cette analyse, quelque peu abrupte, suscita des divergences au sein de la Fraction italienne. Une minorité soutint que le Front populaire était né de la

pression de la lutte de classe, et traduisait un degré de radicalisation et de maturation ouvrières. Tel ne fut pas l'avis de la majorité, qui tout en ne niant pas le caractère de classe des " grèves sauvages " de Brest et Toulon en 1935, considérait que les grèves massives de juin 1936 avaient été dévoyées sur le terrain du capitalisme. *Bilan* nota dans son numéro 31 (mai-juin 1936) que " ...le Front populaire ne peut représenter qu'une forme de domination capitaliste, la forme qui peut le mieux correspondre aux intérêts de la bourgeoisie. Loin de faciliter l'éclosion des luttes de classe des ouvriers, elle est appelée à les embrigader dès le premier jour de son ascension au pouvoir, et même avant évidemment ".

Les rédacteurs de *Bilan* ne niaient pas la puissance des grèves. Ils remarquaient que les grèves françaises s'étaient déclenchées " un peu sur le type des grèves de mai 1936 en Belgique : en dehors et contre les syndicats, en somme comme des mouvements 'sauvages' " (*Bilan*, n° 31, " La victoire électorale du Front populaire en France "). Sans céder à l'enthousiasme des groupes trotskystes qui voyaient dans ces grèves le début de la " Révolution française ", la Fraction italienne observait que " l'élan enthousiaste des prolétaires s'est vu coller au dos le drapeau tricolore qui en a brisé la signification profonde "; que " l'occupation des usines s'est faite en respectant la discipline syndicale : 'pas un boulon ne doit manquer' ". En conclusion, la Fraction italienne affirmait que " ni conscience nouvelle, ni forme d'organisation nouvelle ne trouvèrent leur place, alors que l'influence des partis du capitalisme, l'emprise de la CGT en sortirent renforcées considérablement " (*Bilan*, n° 32, juin-juillet 1936, " Le prolétariat a répondu au Front populaire ".)

La bourgeoisie française avait ainsi réussi à canaliser à son profit le mouvement gréviste; le Front populaire, loin d'être une " manifestation de faiblesse de la bourgeoisie française " en était au contraire " une manifestation de force. ". (*Bilan*, n° 32, ibid.). L'embrigadement des ouvriers français, derrière le Front populaire, qui développait tout un programme de réarmement, était donc en marche. Lorsque le Front populaire eut été éliminé du gouvernement, et que des mesures de répression se mirent en place - telles la fusillade de Clichy et l'interdiction de la grève générale du 30 novembre 1938, *Bilan* en conclut que la gauche avait pleinement accompli sa tâche de démobilisation.

Le fascisme en Italie et en Allemagne en sortirait renforcé : " Le Front populaire, par sa lutte contre le prolétariat français, enlève ainsi aux prolétariats d'Italie et d'Allemagne la seule aide qui peut les soutenir dans la lutte féroce contre le fascisme; il est l'auxiliaire direct de Mussolini et de Hitler. " (*Bilan*, n° 40, avril-mai 1937, " Premier mai 1937 ").

Mais, plus que le Front populaire, c'était la Russie qui avait joué le rôle décisif dans le triomphe de la contre-révolution. Idéologiquement, affirmait la fraction italienne, " le rôle de la Russie aura plus fait pour tuer l'idée de révolution prolétarienne, de l'Etat prolétarien, qu'une répression féroce du capitalisme " (*Bilan*, n° 17, avril 1935, " De la Commune de Paris à la Commune russe ".)

Mais, néanmoins, " l'Etat russe serait doté d'une double nature : prolétarienne, par ses origines, dans le cadre russe; et capitaliste par son intégration " au système capitaliste mondial " et son acquisition " aux alliances pour la guerre " (*Bilan*, n° 2, déc. 1933). Sa reconnaissance par les USA en tant qu'Etat, son adhésion à la SDN (1933) marquaient une accélération de la préparation à la guerre. En effet, " l'entrée de la Russie dans la SDN pose immédiatement le problème de la participation de la Russie à l'un des blocs impérialistes pour la prochaine guerre ". En conséquence, la gauche communiste italienne rejetait toute défense de l'URSS : " Le devoir des prolétaires du monde entier sera alors de mener une lutte simultanée et égale contre lui, aussi bien que contre les autres Etats. " (*Bilan*, n° 2, déc. 1933, " Une victoire de la contre-révolution mondiale : les Etats-Unis reconnaissent l'Union soviétique ".)

Lorsque Staline reconnut en 1935 comme " positifs " les préparatifs de guerre du gouvernement Laval, soutenu immédiatement par le PCF, la fraction italienne n'eut plus aucune hésitation à rompre totalement ses attaches sentimentales, mais aussi physiques " à la base ", avec les partis communistes.

Jusqu'en 1935, la Gauche communiste italienne continua à s'appeler " Fraction de gauche du Parti communiste italien ". C' était plus par référence au passé révolutionnaire de ce parti, dirigé à l'époque par Bordiga, que par croyance en la nature révolutionnaire du PCI, que la Fraction continuait à conserver son appellation de 1928. L'ouverture d'une période de contre-révolution, la série de défaites accumulées depuis 1927, convainquirent la fraction qu'il n'y avait plus aucun espoir de reconquérir le parti talien par l'élimination de la " direction centriste ". Conserver une référence au PCI, alors que les partis communistes se ralliaient au principe d'une défense nationale, et appuyaient la Russie qui s'intégrait dans le jeu des alliances internationales, cela apparut de plus en plus suranné à la majorité des militants de la Fraction.

Le congrès de la Fraction Italienne, qui devait se tenir Bruxelles en automne 1935, avait donc pour tâche de trancher la question. Une minorité représentée surtout par les organes centraux (Commission exécutive), par

fidélité au passé, mais surtout pour marquer une filiation " organique " .avec l'Internationale communiste à ses débuts, restait hésitante. Elle avait peur que la suppression du terme " fraction du PCI " créât au sein de l'organisation l'espérance d'une possibilité de proclamer le parti, alors que la période n'était visiblement pas favorable.

En vue de la préparation du congrès de la Fraction italienne, Vercesi fut chargé de rédiger un projet de résolution sur les problèmes d'organisation. Ce projet, qui fut publié sous le nom de plume d'Alphonse, voulait marquer la clôture définitive de toute une période historique; il voulait aussi souligner l'insertion des P.C. " dans le concert de la contre-révolution ", et donc l'impossibilité de leur régénérescence. Ce texte était capital dans la vie de la fraction; il affirmait :

" A. Qu'en 1933 s'est clôturée définitivement, par la mort de la IIIe Internationale, la phase où se posait l'éventualité de la régénérescence de l'IC grâce à la victoire de la révolution prolétarienne dans un secteur du capitalisme, victoire qui aurait comporté comme condition préjudicielle la conquête de la part de la gauche de la direction de la lutte.

" B. Que les partis centristes, encore organiquement liés au cadavre de la IIIe Internationale, opèrent déjà dans le concert de la contre-révolution, présentant aujourd'hui leur candidature pour assumer une fonction d'organes directs de l'impérialisme afin de convoyer le prolétariat dans le gouffre de la guerre impérialiste.

" C. La fraction affirme clôturée la phase envisagée en 1928, quant à une possible régénérescence des partis et de l'IC et retient :

" I. Que la fraction de gauche assume la tâche de reconstruire indépendamment et autour d'elle, exclusivement, le parti communiste de demain au travers de son travail de formation de cadres.

" II. Pourront seuls adhérer à la fraction de gauche du PCI tous ceux qui acceptent les matériaux établis par la conférence de Pantin et qui reconnaissent comme tâche essentielle celle de passer au crible de la critique toute l'expérience de la IIIe Internationale, de l'Etat prolétarien dégénéré, afin d'élaborer, dans une direction historique plus élevée, le matériel pour le parti mondial de demain. " (*Bilan*, n° 18, avril-mai 1935, " Projet de résolution sur les problèmes d'organisation ", par Alphonse).

Une discussion s'ouvrit jusqu'au congrès sur la nécessité de supprimer la référence au PCI; et sur le moment de la fondation du parti, que la résolution remettait dans les seules mains de la fraction.

Un *Manifeste*, rédigé par Vercesi, au nom de la Fraction, le 21 juillet 1935, et distribué en français aux ouvriers de France et de Belgique, les appelait à sortir immédiatement des partis communistes. Il les appelait " à combattre contre toutes les patries : fasciste, démocratique, soviétique ". Et, surtout, il proclamait : " Pas un instant de plus au sein de ces instruments de la contre-révolution mondiale " que représentaient les PC " réconciliés avec les intérêts du capitalisme mondial ". (*Bilan*, n° 23, sept.-oct. 1935, " En dehors des partis communistes devenus des instruments du capitalisme mondial ".)

Cette invitation à sortir des PC était donc aussi, logiquement, une invitation à supprimer le sigle " PCI " accolé à la fraction depuis la conférence de Pantin. C'est la conclusion que tira Vercesi, soutenu par la " base " de 1'organisation : " ...sur le terrain même du processus de la formation du parti de demain, une profonde modification était intervenue qu'il s'agissait de consacrer au travers d'un changement de nom de notre organisation qui ne peut plus se référer à un parti passant au capitalisme, à un parti qui assume la fonction équivalente à celle du fascisme pour l'éclosion de la guerre... Pour cela, je propose que le congrès adopte la dénomination de fraction de la gauche communiste. " (*Bilan*, ibid..).

Tel n'était pas l'avis de responsables de l'organisation, comme Jacobs (Benjamin Feingold), Pieri (Ferdinando Borsacchi), Bianco (Bruno Bibbi), qui pensaient que " la référence au PCI ne comporte aucun obstacle à la fonction future de la fraction " ; et même qu'elle favoriserait " le développement des cadres de la fraction qui, demain en Italie, reconstitueront dans les tempêtes révolutionnaires le vrai parti communiste ". Plus important que le nom était pour eux l'affirmation de principe que le parti ne pouvait sortir du néant, que la Fraction qui le formerait se reliait nécessairement aux anciens partis du Komintern. Ils ajoutaient que cette référence était " encore reliée à un corps historique qui est ancré avec la fondation du parti à Livourne et avec la guerre civile ensuite, dans les chairs du prolétariat italien ".

En fait, cette minorité "conservatrice", composée de militants ayant une autorité morale, avait peur que la Fraction – à l'imitation de Trotsky - en vienne à proclamer le parti, dans une période historiquement défavorable : " Croire – soulignait Jacobs – que la Fraction puisse diriger des mouvements de désespoir prolétarien, c'est compromettre son intervention dans les événements de demain ". Par contre " maintenir (la référence) au PCI signifie proclamer notre volonté de maintenir la Fraction jusqu'à ce que les événements permettent sa transformation en parti… "

Cette crainte semblait se nourrir des interventions de militants qui, comme

Candiani (Enrico Russo), affirmaient que " le parti reste en fonction au travers d'une activité théorique et organique également dans une période dépressive "; que le *Manifeste* du congrès était " l'indication d'une période qui se clôture et d'une autre qui s'ouvre avec la possibilité d'un travail politique ".

Trois motions furent soumises au congrès :

- *La motion de Vercesi*. Elle déclarait en substance que ce congrès devait considérer que " le processus de la transformation de la Fraction en parti " (était) le processus même de la transformation de la situation réactionnaire actuelle en une nouvelle situation révolutionnaire ". Mais, la motion ajoutait, paradoxalement, que " chaque moment de la situation actuelle est un moment vers notre inévitable transformation en parti "
- *La motion de Jacobs, Pieri et Bianco*. Elle affirmait que " c'est seulement au cours de la guerre, dans une situation qui comporte des perspectives de mouvements révolutionnaires, que la Fraction pourra prendre des positions s'orientant directement vers sa transformation en parti ".
- *La motion de Candiani, Gatto Mammone, Piero (Corradi).* Selon elle, " Le congrès estime... ne plus pouvoir se dénommer Fraction d'un parti définitivement passé dans les rangs de l'ennemi, et décide d'adopter la dénomination de 'fraction italienne communiste de gauche'. "

Pour ne pas entraîner une division de l'organisation, Vercesi retira sa résolution, au profit de celle de Gatto, Piero et Candiani, en proposant néanmoins l'amendement suivant : " Le congrès de la fraction conçoit le processus de sa transformation en parti uniquement au travers du triomphe de ses positions, de ses cadres, et de l'expulsion de tous les courants socialistes, centristes et autres au sein de la classe ouvrière. C'est sur cette base uniquement qu'elle pourra intervenir dans les conflits de classe et au cours de la guerre. "

Cette résolution fut adoptée par le congrès à une très faible majorité des délégués (8 voix contre 7). Mais, de cette façon, était à la fois modifiée l'appellation de la fraction, répondant au désir de l'ensemble des militants, et réaffirmée la position de la gauche italienne que le parti ne pourrait naître que dans un cours révolutionnaire, qui selon elle jaillirait de la guerre. Cependant, les divergences étaient loin d'avoir été résorbées; elles devaient resurgir lors de la guerre d'Espagne et la deuxième guerre mondiale.

En effet, la minorité du congrès, mais qui représentait en 1935 la majorité

de l'organisation ne concevait pas la période historique ouverte par 1927-1933 comme celle d'un profond recul. Très dynamique, souvent impatiente et volontariste (certains de ses membres les plus en vue venaient du *Réveil communiste*), elle pensait que les perspectives étaient à l'ouverture de luttes de classe à contenu révolutionnaire. Elle ne pensait pas vraiment, bien qu'elle souscrivit à l'analyse de la fraction, que la guerre était inéluctable. C'est cette minorité qui à la fin de l'année 1936 devait faire sécession, après avoir adhéré aux milices du POUM, pour rejoindre finalement 1'Union communiste en 1937.

La majorité du congrès, au contraire était beaucoup plus prudente. Elle considérait que le cours de la contre-révolution ne pouvait être rompu que par la guerre. Moins " interventionniste ", plus repliée sur elle-même, elle estimait que la tâche primordiale était d'abord de faire un bilan théorique de la période révolutionnaire ouverte par la Révolution russe.

L'évolution de la Fraction italienne, surtout après 1937, montra que les deux tendances se recoupaient souvent. L'une voyait dans la guerre d'Espagne l'ouverture de la révolution mondiale; l'autre dans les guerres " localisées ", l'expression de l'exacerbation du conflit entre bourgeoisie et prolétariat, devant déboucher sur la révolution prolétarienne.

Pourtant, la perspective que traçait le congrès de la fraction, était nettement la guerre. Le conflit italo-éthiopien constituait une étape décisive vers l'embrasement du monde. Cette guerre était la seule issue que pouvait trouver un capitalisme faible, littéralement aux abois, et prêt à toutes les aventures. En cela l'entrée en guerre de l'Italie, selon *Bilan*, était le miroir de l'ensemble du capitalisme, mondial.

Si la Fraction ne voyait pas de signe de reprise révolutionnaire en Europe, malgré les grèves belges et françaises, anglaises et américaines, compte tenu du " désespoir prolétarien ", elle faisait exception pour l'Italie. Celle-ci, " homme malade de l'Europe ", avait écrasé physiquement, mais non idéologiquement, le prolétariat de la péninsule. Le rapport présenté au congrès par Jacobs voyait dans l'existence de la Fraction, seule à maintenir des positions " révolutionnaires intransigeantes ", le signe d'une indéniable conscience de classe du prolétariat italien : " Le fait que la fraction de gauche soit actuellement isolée, comme le furent les bolcheviks dans l'avant-guerre, peut prouver que les conditions d'une maturation révolutionnaire n'existent actuellement qu'en Italie en tout premier lieu. " La tâche de la Fraction était donc lourde de responsabilités pour l'avenir, car " cet élément de conscience dépend uniquement de la capacité ou de l'incapacité du noyau marxiste du prolétariat d'agir dans l'organisme et le

sillon historique où se situe la classe ouvrière. ” (*Bilan*, n° 17, avril 1935, “ Projet de résolution sur les problèmes de la fraction de gauche, soumis à la discussion ”.)

En fait, la fraction italienne de la gauche communiste put, jusqu'à la guerre, et particulièrement entre 1933 et 1936, constater son tragique isolement. La période dépressive, où chaque défaite était présentée comme une victoire de la part des différents partis qui influençaient les ouvriers, entraînait peu à peu la rupture, ou du moins l'affaiblissement des contacts avec le milieu ouvrier, et même le faible milieu révolutionnaire.

La Fraction italienne semblait avoir maintenu ses effectifs, qui probablement en 1936 ne devaient pas dépasser 60-70 militants. Si certains d'entre eux étaient partis, quelques très rares autres étaient rentrés dans la fraction refusant de soutenir toute position s'apparentant à “ l'antifascisme ”, ou à un “ soutien critique ” du Front populaire.

Les difficultés matérielles pesaient lourdement sur la plupart des militants, dont l'immense majorité était composée d'ouvriers. La chômage pesait de plus en plus lourdement sur leurs conditions d'existence, déjà plus que médiocres. Les expulsions de Belgique, et surtout de France étaient le lot commun de ces émigrés. En Belgique, la possession de *Prometeo* pouvait donner lieu à des perquisitions en série. Seuls les bons rapports de Vercesi avec des dirigeants socialistes purent, dans une certaine mesure, garantir les ouvriers “ bordiguistes ” les plus en vue de mesures policières drastiques en Belgique. (4).

Quand ce n'était pas la police locale, c'était l'OVRA italienne, présente à Paris et Bruxelles, qui espionnait les membres de la Fraction italienne. La police fasciste suivait avec attention la presse “bordiguiste”, qui était communiquée au consulat d'Italie à Bruxelles. Il est fort probable qu'à Bruxelles, pendant de longues années un “ agent infiltré ” de la police italienne se livra jusque dans les réunions de section à une observation permanente de ses activités. (5).

A cet espionnage de l'OVRA, s'ajoutait aussi celui du GPU russe. En effet, ce dernier trouva, probablement, dans Ersilio Ambrogi, vieux militant de la Gauche communiste italienne, une pièce maîtresse. Revenu de Berlin à Moscou, en 1932, il ne tarda pas à capituler. Son ancienne fonction de général de division du GPU facilita la tâche de cet organisme policier pour le tenir entre ses griffes. Un chantage efficace sur ses proches, sa seconde femme et son fils menacés de déportation, fit le reste. Exclu d'abord du PC russe, il demanda en mars 1934 sa réintégration. Dans une lettre adressée à la Commission de contrôle de ce parti, il affirmait qu'en Russie

“ l’expérience des indiscutables succès obtenus, les progrès gigantesques de l’industrialisation de l’agriculture, le contrôle ainsi assuré sur la campagne, les classes en voie de disparition ” l’avaient poussé à un réexamen de la situation. Lettre évidemment écrite sous la contrainte, comme le montrent les faits donnés ci-dessus. Les “ progrès ” de l’agriculture stalinienne prêteraient à sourire, si l’on ne savait que, comme tant d’autres militants exilés en Russie, Ambrogi était amené à capituler et à renier ses convictions profondes. Dans un dernier sursaut de révolte, il concluait - dans une expression à double sens – qu’il n’avait pas “ l’intention de (se) soustraire aux responsabilités de (son) activité fractionnelle du passé ”. La référence qu’il faisait encore au IIe congrès de l’IC et aux 21 points d’adhésion, auxquels le Komintern stalinien se rallierait par “ une campagne redoublée pour leur application ” étaient autant d’antiphrases habiles. (*Bilan*, n° 6 avril 1934, “ Maximo rejoint le front de la contre-révolution centriste ”.)

La revue “ bordiguiste ” prenait acte que “ Maximo dissip(ait) l’équivoque qui durait depuis deux ans par un renoncement total des positions de gauche ” (ibid.).

En 1936, Ambrogi, sans doute avec l’accord du GPU, prenait contact avec le consulat italien de Moscou. Il obtenait l’autorisation de gagner la Belgique, en faisant passer ses archives par la voie diplomatique. La fraction, bien entendu, refusa tout contact, avec celui qui était devenu un agent double. Soumis à la surveillance du GPU, il l’était aussi à celle de l’OVRA. En 1940, il écrivit dans un journal belge un article faisant l’éloge du fascisme; retourné en Italie en 1942, il fut acquitté, pour être bientôt déporté en Allemagne. En 1956 il était membre du PCI. de Togliatti. (6)

Cet itinéraire, sur lequel nous nous sommes attardé, n’est pas fortuit, il est symbolique. Ambrogi reflète toute une époque de suffocation de l’atmosphère révolutionnaire qui régnait dans les années 20, débilitant le petit milieu révolutionnaire. Les “ désertions ”, sinon les “ trahisons ” étaient la règle commune. En octobre 1934, *Bilan*, s’adressant à ses lecteurs, constatait amèrement : “ Notre isolement s’accentue donc en proportion de la débâcle sur tout le front ouvrier. Les uns veulent à tout prix sauver cet Etat dégénéré d’une chute définitive, et pour cela deviennent les alliés de la social-démocratie; d’autres quittent le terrain de la lutte et sombrent dans l’indifférence. ” (*Bilan*, n° 12, octobre 1934.)

Au fur et à mesure que l’URSS et les PC s’intégraient dans les préparatifs de guerre, la position de la Fraction italienne devenait plus difficile. Elle ne subissait pas seulement la répression de la police “ démocratique ” ou fasciste, mais celle des P.C. (7) En Russie, un militant de la gauche

italienne (Silva) malgré la campagne (8) que mena la fraction pour obtenir sa libération disparut dans un camp de concentration. Dans des pays comme la France et la Belgique, les militants italiens, dans les meetings - et dans les manifestations - étaient dénoncés par le PCI, le PCF ou le PCB, comme " bordiguo-fascistes ", et subissaient souvent les violences physiques des staliniens quand ce n'étaient pas des menaces de mort.

Quant à obtenir une influence dans des organisations de " masses ", cela. devenait impossible. Exclue pour la plupart du PCI de 1926 à 1929, ils étaient simultanément chassés des syndicats. Tel, par exemple, Bruno Proserpio (dit Il Milanese), militant de la Fraction à Marchienne-au-Pont (Belgique) exclu en 1929 du PCI et du syndicat. Réfugiés politiques, souvent illégaux, menacés d'expulsion à tout moment, les militants essayaient de trouver un appui auprès des sections du Secours rouge. Expulsé du Luxembourg en 1930, " Milanese " put passer en France grâce à cet organisme. Mais très rapidement, les militants en étaient exclus, bien que le Secours rouge se prétendît " ouvert à tous les ouvriers victimes de la répression. Aux ordres du Komintern, il ne voulut défendre et aider matériellement que ceux qui se soumettaient aux directives des P.C. (9)

Cet isolement de la classe ouvrière, politique, mais non physique se marquait surtout de façon frappante par l'absence de liens avec la jeunesse prolétarienne. Si celle-ci devait être, selon la formule de Liebknecht, " la flamme de la révolution ", elle faisait défaut généralement à la fraction. La plupart des militants avaient entre 30 et 50 ans; le sang nouveau n'affluait plus, comme dans la période révolutionnaire de 1917-1923. (10).

Cette indifférence de la jeunesse ouvrière pour l'activité révolutionnaire, voire son hostilité aux vieux révolutionnaires " de mépris des jeunes ouvriers et parfois la victime de leur aveuglement fanatique " (11), était aussi le fruit de la période de contre-révolution. La jeunesse se trouvait livrée à elle-même, accélérateur des idées et des illusions anti-prolétariennes :

" Sous l'impulsion d'octobre 1917, la jeunesse ouvrière faisait rayonner sur le monde les espoirs provoqués par cette grande victoire du prolétariat mondial. Lorsque celui-ci connut bientôt les premières défaites, les jeunes se replièrent sur eux-mêmes et, au fur et à mesure que les défaites se succédèrent, que les divisions politiques qui en résultent se multiplièrent et que la durée et l'intensité de la crise ravageait les rangs des classes travailleuses, la jeunesse d'abord saisie d'inquiétude, ensuite d'indifférence et enfin complètement désorientée, s'est enfoncée dans l'ambiance enivrante de l'action pour l'action que lui offraient les organismes

réactionnaires…

“ Se trouvant seule, livrée à elle-même devant une situation extrêmement complexe, inapte au travail théorique, cherchant fiévreusement une activité qui la dépasse, et l’exalte, lui permettant d’oublier la réalité, la jeunesse est devenue facilement un élément d’accélération, de maturation et de réussite des objectifs de la classe capitaliste. ” (*Bilan*, n° 12, octobre 1934, “ Problème de la jeunesse ”, par Hilden (Herbrand))

Dans une telle situation, il était compréhensible que des militants proches de la Fraction cèdent au désespoir ambiant, et se livrent à des actes irréfléchis. Tel fut le cas de Beiso, qui ancien militant du PCI - dont il était un responsable en France - avait été accusé par ce parti d’être un “ agent provocateur ”. Hostile à la politique de Staline, qui signait le pacte célèbre avec Laval, devenu sympathisant des positions “ bordiguistes ”, il avait été exclu. Indigné par les accusations portées contre lui, il abattit en août 1935 le dirigeant du PCI à Paris, Montanari. Condamné à 5 ans de bagne, il ne fut défendu que par la fraction, les trotskystes se désolidarisant. (12)

Un tel acte montrait à quelles pressions, et à quelle hostilité pouvaient se heurter des militants révolutionnaires qui refusaient de suivre le courant stalinien. A leur isolement répondait souvent, pour les plus faibles, les actes de désespoir.

De cette situation dramatique, étouffante, la fraction de gauche était parfaitement consciente, et ne cherchait pas à se la dissimuler. Son isolement était le prix qu’elle devait payer, pour ne pas abandonner ses positions; son activité ne pouvait être que de propagande dans un milieu de plus en plus restreint :

“ Il est certain qu’actuellement nous ne pouvons que propager des positions politiques sans que le prolétariat ait la possibilité de les appliquer. Cela ne signifie pas que nos positions soient erronées, mais bien qu’il est préalablement nécessaire de soustraire les masses aux influences capitalistes qui les dissolvent... s’il existe une seule chance d’éviter les massacres d’une nouvelle guerre et de déclencher la lutte insurrectionnelle, elle réside dans le maintien strict des positions principielles du communisme que l’avant-garde serait parvenue à relier à des mouvements de lutte d’envergure. ” (*Bilan*, n° 12, octobre 1934, “ Le problème de la Sarre. Non ! Non ! Non ! ”)

Les démissions, trahisons, l’atmosphère hostile qui pesait sur la fraction, au sein même de la classe ouvrière, ne pouvaient néanmoins avoir raison de militants aguerris par la révolution et la répression fasciste. Si la fraction était composée d’ouvriers, elle n’était pas “ ouvriériste ”. Elle était

solidifiée, autant par son passé que par le cadre théorique dont elle s'était dotée. Travaillant, non pour l'immédiat, mais pour l'avenir, elle pensait que seule la guerre - à l'exemple russe - pourrait la sortir de l'obscurité par la révolution. Loin d'encenser chacune des actions ouvrières, qui marquait un recul supplémentaire - comme les défilés derrière le drapeau tricolore, la sacralisation de Jeanne d'Arc par Thorez, et les expressions de chauvinisme anti-allemand -, elle gardait à chaque moment une analyse critique des événements. Seule la révolution, par la prise du pouvoir, permettrait " la reconstruction de la classe ouvrière, désarticulée par la bourgeoisie ".

Cette reprise de la lutte de classe révolutionnaire, la Fraction la voyait essentiellement sur le terrain économique par la grève générale défensive " contre les réductions des salaires et contre les atteintes aux conquêtes ouvrières ", à condition que celle-ci ne soit pas utilisée par les gouvernements de 'Front populaire', qui se retourneraient inévitablement contre le prolétariat. L'échec des grèves en Autriche en 1934, l'isolement et la dénaturation des grèves en Belgique et en France, en 1936, apparurent à la Fraction comme le feu d'artifice couronnant, dans un bouquet final, la victoire du capitalisme.

C'est donc la préparation politique des militants ouvriers à travers le développement de l'influence de la fraction dans le petit milieu révolutionnaire qui serait décisive. Loin de théoriser son isolement, " Bilan " chercha au contraire à le résorber dans la discussion et la confrontation de ses positions avec les autres groupes politiques se situant en dehors du stalinisme et de la social-démocratie. Il dépendait beaucoup de la clarté politique de ces groupes et de leur volonté de confrontation qu'une communauté de travail puisse s'établir avec la fraction italienne.

En 1933, pourtant, c'est moins la gauche italienne qui va polariser les militants révolutionnaires, que l'Opposition, qui réussit même à provoquer en son sein la scission de deux militants de la section de Paris : Mathieu (de son vrai nom Severino) et Gandi (Compegni) qui publièrent un Bulletin éphémère (trois numéros), *Pour la Renaissance communiste*. Cette scission s'était produite sur la base de la définition de la Russie comme capitalisme d'Etat. Le regroupement qui commençait à se réaliser autour de l'Union communiste semblait leur offrir un champ plus vaste d'intervention. Leur tentative de faire entendre leurs positions au sein de cette nouvelle organisation se solda par un échec, et ces deux militants se retirèrent de la vie politique.

L'année 1933, année de défaite en Allemagne, fut riche en occasions au sein du trotskysme. Devant les tentatives de Trotsky de proclamer (13) une IVe

Internationale et de travailler avec la social-démocratie de gauche, voire de droite en pratiquant 'l'entrisme', la moitié de la Ligue communiste française avait fait sécession : 35 militants rejoignaient la première Union communiste, formée par Chazé et le XVe rayon (Courbevoie, Nanterre), avec l'opposition de Bagnolet. Ce groupe, qui se maintint jusqu'à la guerre, devenait le plus important numériquement, dépassât en effectifs la Gauche Italienne et le petit groupe trotskyste réduit à l'état de groupuscule par la scission. (14)

Si la fraction intervint oralement dans la conférence de regroupement, les contacts entre les deux organisations restèrent très difficiles. L'Union communiste, dans ses premiers numéros, ne se distinguait guère du trotskysme, sinon en ce qu'elle critiquait leur hâte à fonder la IVe Internationale. Comme Trotsky, elle rapprochera au PS et au PC français de ne pas réaliser un Front unique contre le fascisme. Lors des événements de février 1934, elle demandera des milices ouvrières, reprochant à ces deux partis de ne pas vouloir en constituer pour battre le fascisme. En avril 1934, elle verra avec satisfaction la gauche socialiste " prendre une attitude révolutionnaire " Vis-à-vis de la démocratie, *l'Internationale*, organe de l'Union communiste, dans son numéro 3, affirmera qu'elle est pour la défense des libertés démocratiques menacées, et pour une défense partielle de la démocratie bourgeoise française. En 1935, lors du pacte Laval-Staline, elle prendra contact avec la Révolution prolétarienne, des pacifistes, les groupes trotskystes pour préconiser un rassemblement de toutes ces organisations sur la base d'un nouveau mouvement de Zimmerwald. En 1936, elle participera à titre consultatif à la création du nouveau parti trotskyste (Parti ouvrier internationaliste).

Une évolution se dessina dans Union communiste, lorsqu'elle commença à remettre en cause l' " antifascisme " et refusa tout soutien indirect au Front populaire défini comme instrument idéal de la bourgeoisie.

De même, à propos de l'épineuse question russe, une évolution rapide se dessina dans le groupe de Chazé-Lastérade, qui en étaient les animateurs. Le groupe rejeta toute défense de l'URSS, et dénonça dans la " bureaucratie russe " une nouvelle bourgeoisie.

C'est avec beaucoup de méfiance que la fraction italienne considéra l'évolution de l'Union communiste. Les scissions qui s'étaient produites dans l'UC vers la social-démocratie de gauche, son activisme dans les " comités contre l'union sacrée " au sein de fronts englobant anarchistes et trotskystes dans la Fédération des techniciens où militait Chazé, apparaissaient peu encourageants. *Bilan* écrivit que " ...l'Union a sans cesse

préconisé les 'rassemblements' symboles de confusion et de mystification ", et se demandait si l'UC voudrait " en finir avec ses zigzag, son indétermination ". Les " bordiguistes ", en 1936, concluaient que s'il était possible de discuter avec le groupe *L'Internationale*, il n'y avait aucune possibilité de travail en commun :

" Nous ne voyons pas, actuellement, de base possible pour l'établissement d'une sérieuse communauté de travail avec l'Union. Nous sommes et restons vivement disposés à discuter avec elle, pour autant qu'elle se délimite et ce afin que les camarades de l'Union ainsi que nos camarades puissent retirer de pareilles polémiques un peu plus de clarté. " (*Bilan*, n° 29, mars-avril 1936, " L'écrasement du prolétariat français et ses enseignements internationaux, Rapport pour la discussion ", par Jacobs.)

La méfiance de l'UC vis-à-vis de *Bilan* était tout aussi partagée. L'internationale voyait dans l'attitude de la Fraction un orgueil démesuré, un messianisme implacable d'immigrés italiens : " ...les bordiguistes se déclarent quasiment prédestinés à devenir le noyau de la future organisation internationale, parce qu'Italiens, et de ce fait armés d'une expérience et d'un bagage politique et doctrinal inégalables. " (*Bulletin d'informations et de liaisons*, n° 2, novembre 1935.)

Tout aussi difficiles furent les rapports avec les groupes américains qui étaient sortis du trotskysme officiel.

Le premier groupe, Communist League of struggle, avait surgi en 1931 d'une scission du groupe de Canon, qui représentait le trotskisme officiel. Ce groupe dirigé par Vera Bush et Weisbord, avait pris contact avec tous les groupes opposés à Trotsky, afin de créer une organisation internationale " communiste de gauche ". Il prit contact avec la Fédération " bordiguiste " de New York, et même envoya en Europe des délégués qui discutèrent aussi bien avec la Gauche italienne qu'avec l'Union communiste. En 1935, il proposa à *Bilan* une conférence internationale à laquelle la fraction refusa de s'associer. La Communist League of struggle reprocha aux " bordiguistes " de s'isoler : " En vous refusant de vous associer de quelque façon que ce soit avec tous les groupes, la Fraction italienne se condamne à vivre dans l'isolement, détachée non seulement des activités des autres groupes oppositionnels, même de ceux qui sont assez proches du vôtre à certains égards, mais en outre détachée des activités de la classe ouvrière, en tant que ces activités se manifestent au travers de ses organisations politiques. " (Vera Bush, *Bilan*, n° 26, déc. 1935.)

En fait les divergences étaient profondes. La Communist League défendit le régime du Négus, lors de la guerre italo-éthiopienne au nom du principe

de “ lutte de libération nationale ”. Soutenant l’URSS, elle reprenait les thèses de Trotsky sur la “ Révolution permanente ”, où était affirmée la possibilité de révolutions bourgeoises soutenues par la Russie, pays où l’économie était “ socialisée ” et “ prolétarienne ” par son contenu.

Si la gauche italienne ne refusait pas de discuter et polémiquer, par contre elle rejetait toute tentative volontariste de créer des oppositions internationales, des blocs d’alliance, qui viseraient à proclamer artificiellement de nouvelles internationales. L’expérience de son travail avec l’Opposition internationale de gauche l’avait convaincue qu’une telle voie ne pouvait que mener à la confusion, tant que les questions nouvelles surgies de la défaite russe et allemande n’auraient pas été clarifiées et approfondies jusqu’à leurs racines :

“ Nous nous refusons d’une façon catégorique à collaborer à toute initiative de formation d’une organisation internationale, si nous ne sommes pas garantis contre la répétition des nombreuses entreprises de confusion qui ont infecté le mouvement communiste ces dernières années. ”

“ Malgré notre refus de participer à une telle Conférence et tant que vous maintiendrez votre lutte principielle contre les deux Internationales existantes et tous les courants qui s’y rattachent (même ceux de l’extrême gauche trotskyste) nous considérerons toujours utile une polémique d’éclaircissement entre nos deux organisations sur les problèmes qui se posent devant le prolétariat. ” (“ Réponse de la F.I.G.C. ”, Jacobs, *Bilan*, n° 26, déc. 1935.)

Le deuxième groupe américain, scission du Workers party trotskyste en 1935, fondé par Hugo Oehler (d’où la dénomination de “ oehlerisme ” qui lui fut donnée par Trotsky) avait pris pour nom celui de Revolutionary Workers League. Il publiait le journal Fighting Workers et se déclarait partisan d’une IVe Internationale. Très activiste, il avait présenté un candidat à l’élection présidentielle de 1936. Il était pour la défense de l’URSS où “ la dictature du prolétariat demeure ”. Sa position sur la Russie était très contradictoire. Il définissait celle-ci comme bourgeoise : “ Dans les mains des staliniens, l’Etat est constitué par une bureaucratie industrielle, politique, qui opprime les masses dans son propre intérêt et dans celui de la bourgeoisie mondiale. ” Cette position avait quelque similitude avec celle de Bilan, mais la conclusion qu’en tirait logiquement la gauche communiste italienne était la non-défense de l’URSS. D’autres points, comme la nature “ progressive ” des “ luttes de libération nationale ”, les “ mots d’ordre démocratiques ”, “ l’antifascisme ” opposaient les deux organisations.

Un autre groupe, proche des deux premiers, la League for a Revolutionary

Workers Party, et dirigé par l'économiste Field, se voulait très ouvriériste et partisan d'une création immédiate d'un parti avant toute discussion préalable sur ses principes et ses buts.

Toutes les discussions qui se menèrent à New York entre la fraction italienne et ces trois groupes se soldèrent par un échec avant que la question espagnole ne vienne consommer une rupture totale de ces groupes avec le courant " bordiguiste ".

Ce que reprochait la fraction Italienne à ces trois groupes c'était moins leurs positions politiques que leur démarche incohérente. La " Sinistra comunista " n'était pas organisation prompte à modifier ses positions dans la confusion. C'est par un cheminement lent, prudent mais assuré qu'elle modifiait ses positions. Pour elle l'organisation communiste était chose trop sérieuse pour qu'on la " forçât " à de brusques tournants à 180 degrés; elle avait un sens des responsabilités, hérité de sa conduite du PCd'I, trop aigu pour se compromettre par des actes ou des positions jugés prématurés.

Mais, surtout, elle était pratiquement la seule, avec la majorité de la gauche germano-hollandaise, et le groupe de Paul Mattick aux USA, à définir le cours ouvert par la victoire du nazisme en Allemagne comme contre-révolutionnaire. Dans une telle période, il s'agissait plus de résister contre le courant qui menait vers la guerre que de tenter de s'ouvrir précipitamment vers un regroupement prématuré. Elle voyait dans la confusion des groupes politiques qui surgissaient pour bientôt disparaître dans la plus grande confusion, le poids de l'immaturité générale du mouvement révolutionnaire qui payait ainsi son tribut à l'atmosphère de profonde contre-révolution. Il s'agissait pour elle de s'en préserver de toutes ses forces. Non qu'elle refusa la discussion et la polémique. *Prometeo* et *Bilan* sont remplis de polémiques et de textes de discussion avec tous les groupes qui se situaient sur la base de la IIIe Internationale à gauche du trotskysme. Mais elle estimait nécessaire de se livrer en premier lieu à un travail de clarification théorique, afin d'affronter sans péril l'intervention dans le milieu politique et préparer ses futures tâches de parti si devait renaître le mouvement révolutionnaire, qui s'était momentanément éloigné.

Dès 1934, la rupture avec le trotskysme était totale. Trotsky, avait proclamé la nécessité d'une IVe Internationale, parce qu'il croyait imminent un nouveau cours révolutionnaire. Lors des événements de mai-juin 1936, il affirma que " la révolution française avait commencé ". Son cadre d'analyse fut identique lors de la guerre d'Espagne saluée comme une révolution, et lors de la guerre sino-japonaise en 1937, où la " libération nationale " de la Chine devait être les prémisses de la " Révolution chinoise ".

Au début, *Bilan* prit soin de distinguer Trotsky du mouvement trotskyste, dans lequel elle voyait les enfants dénaturés du Prophète de la Révolution permanente. En avril 1934, alors que Trotsky était chassé de France, la revue de la fraction voyait en lui encore " l'exemple lumineux de courage révolutionnaire " et exigeait que " l'on permette au vieux chef communiste de rentrer en Russie, afin qu'il puisse y continuer sa lutte pour la révolution mondiale " (*Bilan*, n° 69 " La bourgeoisie française expulse Léon Trotsky "). Quelque mois après, lorsque " le vieux chef communiste " eut décidé l'entrée des groupes bolchevik-léninistes dans la SFIO, en France, et dans le POB, en Belgique (comme dans bien d'autres pays), elle modifia son jugement pour ne plus distinguer le chef des disciples :

" Trotsky nous a déçus rapidement. Actuellement, il sombre et on se demande s'il s'agit d'une chute totale, définitive de sa part, ou bien s'il s'agit d'une éclipse que les événements de demain dissiperont. En tout cas, dans la situation présente, il faut mener une lutte impitoyable et sans merci contre lui et ses partisans qui ont passé le Rubicon et rejoint la social-démocratie. " (*Bilan*, n° 11, sept. 1934, " Les bolcheviks-léninistes entrent dans la SFIO ".)

La gauche communiste italienne qui avait appris du bolchevisme et de Rosa Luxemburg que la social-démocratie avait trahi en 1914 en défendant la " la patrie en danger ", que cette trahison était irréversible, proclama que l'entrée des trotskystes dans la SFIO marquait leur disparition comme courant révolutionnaire : " dans 1'Internationale des traîtres et des renégats ". La IVe Internationale était un " avorton mort-né " pour avoir voulu " braver la déroute des masses, la crise de la révolution pour fouetter l'histoire de désirs désespérés ". La conclusion était un appel à une lutte sans merci contre Trotsky, " aigle tombé dans la boue ", et les bolcheviks-léninistes qui " prennent place parmi les forces de l'ennemi qu'il faudra balayer pour asseoir les nouveaux organismes du prolétariat ". (*Bilan*, n° 10, août 1934, " De l'Internationale deux et trois quarts à la Deuxième Internationale ").

Jusqu'en 1937, seule la Ligue des communistes internationalistes de Belgique travailla en étroit contact avec la Fraction italienne. La LCI était née d'une scission avec le groupe de Charleroi dirigé par Lesoil. Elle s'était véritablement formée en 1932. Contrairement à *Prometeo*, elle voulait orienter son travail vers la création d'un second parti communiste, et rejetait " la proposition de se constituer en fraction interne du PC officiel comme dangereuse et devant aboutir à de nouvelles et cruelles déceptions pour le développement de l'influence communiste en Belgique ". (" Déclaration ", novembre 1930). Au contact du groupe de Perrone à Bruxelles, elle était

revenue en 1932 sur son idée originaire de fonder un parti; elle estimait que la tâche de tout révolutionnaire devait être " de se grouper dans des organisations luttant d'une manière complètement indépendante des partis communistes officiels pour le triomphe du communisme " (*Le Communiste*, n° 9, nov. 1932, " Comment l'opposition s'est-elle scindée? ", par Hennaut).

Elle suivit à peu près le même cheminement que l'Union communiste à propos de la nature de l'Etat russe. Dans sa Déclaration de principes de février 1932, elle se considérait comme " les meilleurs continuateurs et réalisateurs de la doctrine bolcheviste qui triompha dans la révolution russe d'octobre 1917 "; elle estimait de son devoir " de défendre le régime soviétique contre toute attaque de l'impérialisme ". Un ou deux ans après, elle définissait la Russie comme capitaliste d'Etat, et l'Etat soviétique comme un Etat bourgeois. Elle devait peu à peu, au contact de la Gauche hollandaise, défendre des positions à caractère " conseilliste " sur la nature et le rôle du parti. Le parti ne devait pas prendre le pouvoir et instaurer sa dictature. Elle pensait que le rôle révolutionnaire primordial était joué par les conseils ouvriers. Cette position donna lieu à un échange de textes entre la Fraction et la LCI; elle contribua beaucoup à clarifier la question russe au sein de la gauche italienne..

Les mêmes divergences qu'avec l'Union communiste se firent jour dans le débat permanent qui se déroulait à Bruxelles. La LCI, comme à un moment donné l'UC, pensait en 1933 que " l'effort des communistes de gauche devait se porter surtout sur la réserve social-démocrate "; elle envisageait la possibilité d'un surgissement de " noyaux révolutionnaires " " au sein des partis socialistes indépendants sous la poussée irrésistible des masses ".

Mais à la différence de l'UC, la LCI avait une attitude " participationniste " lors des élections. Elle s'était déjà présentée en 1928 et en 1929, en tant qu'Opposition, aux élections. Ne participant plus par la suite à celles-ci, elle se déclara favorable en 1932 à un vote en faveur du PCB, parce qu'il " représent(ait) malgré tout l'idée de la révolution prolétarienne ". Même chose en 1935, lors d'élections partielles. En 1936, la LCI se prononça officiellement (15) dans son *Bulletin* pour un vote en faveur du POB, pour ne pas " faciliter l'avènement du fascisme ". (Les " rexistes " belges présentaient de nombreux candidats avec les nationalistes flamands).

Malgré le fossé existant, plus profond à cet égard que pour l'Union communiste, la gauche italienne maintint le contact et établit une " communauté de travail " avec la LCI sous forme de réunions communes, et parfois d'interventions communes. Selon *Bilan* (n° 22, aout-septembre

1935, “ Projet de résolution sur les liaisons internationales ”, par Jacobs), le groupe de Hennaut était “ le seul groupement qui se soit dirigé vers sa délimitation programmatique en vue de donner au prolétariat belge son parti de classe ”.

Cette différence d’attitude avec la LCI s’expliquait par la formation d’une minorité (qui était la majorité à Bruxelles) s’opposant à Hennaut sur toutes les questions (élections, “ antifascisme ”, question russe, parti et conseils, etc.). Cette minorité, dont le principal représentant était Mitchell - qui signait Jéhan dans les Bulletins de la LCI -, était au diapason avec la Fraction italienne. Ni la Fraction italienne, ni la minorité de Mitchell ne voulaient de scission. Conscients de leur devoir de clarifier les positions politiques, aussi longtemps que cela serait possible, ils ne voulaient pas d’un succès immédiat, qui aurait renforcé numériquement la Fraction italienne, mais sans qu’une séparation claire s’opérât. D’autre part, la discussion avec la majorité de Hennaut n’était pas encore bloquée, et elle avait montré qu’il était possible de favoriser une évolution dans le sens des positions de la gauche communiste italienne. Surtout l’état d’esprit de la LCI sincèrement ouverte à la confrontation la plus profonde constituait un terrain beaucoup plus favorable que celui de l’UC, fortement marquée par ses origines trotskystes.

Tant qu’il n’y eut pas d’événements dramatiques ébranlant l’orientation de la Ligue, la communauté de travail se poursuivit. La guerre en Espagne allait provoquer une crise grave, d’où sortit la Fraction belge. La rupture avec la LCI en fut la conséquence.

Quant à la Gauche hollandaise avec laquelle la LCI était en contact, les rapports ne furent qu’indirects. Sans doute y avait-il des difficultés de langue, et une certaine méconnaissance de part et d’autre des positions respectives. Le GIK qui publiait *Räte-Korrespondenz*, avait des liens avec le groupe de Mattick à Chicago, et des éléments danois (Andersen-Harild). Isolée depuis les années 20 en Hollande, la Gauche de Gorter et Pannekoek, Canne-Meijer et Jan Appel, fit peu d’efforts pour entrer en contact avec la Gauche italienne. Son léninisme et son attachement au concept de “ parti ” lui semblaient suspects. C’est seulement au lendemain de la deuxième guerre mondiale qu’il y eut pendant quelques années des discussions et polémiques entre les deux principales gauches communistes (16).

Les divergences (cf. supra) étaient d’ailleurs très profondes, tant sur la question du parti que sur celle des conseils ouvriers. La définition de la Révolution russe comme bourgeoise par le GIK, qui publie en 1935 ses “ Thèses sur le bolchevisme ” n’était pas pour rapprocher les positions.

Cependant, à la différence du courant " bordiguiste " d'après 1945, la Fraction italienne considérait le KAPD, puis son successeur le GIK comme un courant révolutionnaire prolétarien; il n'y avait rien des anathèmes que Bordiga lançait dans les années 20, à la suite de Lénine, contre " l'infantilisme de gauche ", " le courant anarcho-syndicaliste ". Le courant de la gauche communiste allemande avait été la première réaction de gauche au sein du Komintern, par un rejet élaboré du Front unique, des syndicats, du parlementarisme, et de la politique intérieure et extérieure de l'Etat russe. La Gauche communiste italienne ne pouvait que le souligner, tout en notant l'impossibilité pratique de nouer des liens de travail en dehors de la LCI :

" ...nous estimons que le II^{e} Congrès... ne contient pas l'exclusion des communistes internationalistes de Hollande (tendance Gorter) et des éléments du KAPD. Il faut considérer que ces courants représentèrent le premier courant aux difficultés pour l'Etat russe, première expérience de gestion prolétarienne, de se lier au prolétariat mondial par un système de principes érigés par l'Internationale; que leur exclusion ne comporta pas la solution à ces problèmes. " (*Bilan*, n° 22, " Projet de résolution sur les liaisons internationales ", par Jacobs).

La fraction italienne ne s'était donc pas isolée volontairement; elle avait essayé de maintenir un contact permanent avec tous les groupes se situant à la gauche du trotskysme. Elle n'avait pas refusé le dialogue, C'était plutôt le dialogue qui s'était peu à peu dérobé. Dans une période d'extrême confusion des groupes politiques, qui ne provenaient pas directement de l'ancien mouvement ouvrier. dans une période de démoralisation et d'exaltation artificielle que suivait immanquablement la dépression devant le danger imminent qui emportait dans un courant de plus en plus accéléré l'ensemble de la société humaine vers la guerre mondiale, le repliement était la règle; c'est à ce prix que la gauche italienne défendit coûte que coûte ses positions propres. Pour elle les principes étaient l'arme de la révolution. Dans une situation historique peu favorable, elle avait le choix entre nager dans le courant ambiant qui conduisait l'humanité vers le gouffre, en ayant l'oreille des masses, Pour sortir de son isolement; ou bien défendre de toutes ses maigres forces les principes qui lui donnaient vie, quitte à connaître les insultes et même la haine des ouvriers et des courants politiques se disant révolutionnaires, la gauche italienne fit le choix le plus difficile.

---

(1) Cf. VEREEKEN, " Juillet 1932, journées révolutionnaires insurrectionnelles et grève générale des mineurs ", brochure de 1932

archives de l'auteur)..
(2) De nombreux éléments sur la crise se trouvent dans le livre de Fritz STERNBERG, " Le conflit du siècle ", 1950.
(3) " Fascisme, démocratie, communisme ", *Bilan* n° 13, déc. 1934.
(4) Ottorino Perrone (Vercesi), qui était membre du syndicat des employés, avait d'excellents rapports avec le syndicat socialiste des typographes de Bruxelles (archives personnelles).
(5) Les rapports de police de cette époque, qui furent communiqués aux militants, fichés pendant la dictature fasciste, en 1945 et après sur leur demande, ne permettent guère de repérer l'indicateur. Ce dernier semble avoir eu ses entrées dans toutes les réunions de la section de Bruxelles, et même au comité central qui siégeait dans cette dernière ville. (cf. SPRIANO, *Storia del partito comunista italiano*, t. II, dans le passage qu'il consacre à la Fraction italienne). Les soupçons se portèrent en 1938 sur Bianco, membre de la CE à Paris; il fut exclu. Après-guerre, tout récemment, Dante Corneli (in " Lo stalinismo in Italia e nell'emigrazione antifascista ", 1979, n'hésite pas à accuser Alfredo Morelli d'être cet informateur. En fait, ni l'un ni l'autre - jusqu'à preuve du contraire - ne semblent devoir tomber sous ces graves accusations. Il faut tenir compte de l'atmosphère extrêmement pénible des années 30. Chaque militant, face à un monde extérieur hostile, se sentait constamment menacé et surveillé. Les soupçons poussaient comme de mauvais champignons, les têtes s'échauffaient. Cette " énigme " de l'histoire restera longtemps sans réponse. (Bruno BIBBI, dit Bianco (1901-1979) adhéra après la guerre au PCInt. Après 1952, et jusqu'à sa mort, il fut membre du groupe Programma comunista)
(6) Pour suivre " l'odyssée " de E. Ambrogi, cf. Anne Mettewie-Morelli, " Lettres et documents d'Emilio Ambrogi, Annali Feltrinelli, 1977.
(7) Un militant de la Fraction à Lyon, Piccino (Otello Ricceri) qui diffusait *Prometeo* en 1931 fut attaqué par des staliniens italiens qui le menacèrent de mort. Pour se dégager, il dut tirer en l'air. Ses assaillants du PCI le dénoncèrent à la police française qui ne manqua pas de le " tabasser ", au point qu'il resta handicapé jusqu'à la fin de sa vie.
(8) Ce militant emprisonné en Russie, CALLIGARIS (Luigi), était le rédacteur du journal clandestin communiste de Trieste, *Il Lavoratore comunista*, après 1923. Il fut relégué de 1926 à 1932 à 1'île de Lipari, d'où il s'évada. Réfugié à Moscou, il fut arrêté en 1935, pour être déporté dans la région de la mer Blanche. Les lettres de la Fraction pour demander des éclaircissements sur son sort demeurèrent sans réponse. le PCI, par la bouche du " perruquier " Germanetto, laissa entendre que Calligaris s'était repenti " et " content " de travailler en Sibérie " pour le socialisme ". La

compagne de Virgilio Verdaro (Mariottini) eut plus de " chance ". Réduite à la misère la plus extrême à Moscou, au point que son enfant mourut de faim, elle put miraculeusement quitter la Russie pour la France en l936 et rejoindre en Suisse son compagnon, pendant la guerre.

(9) Ces renseignements sur l'activité de la Fraction à Marchienne-au-Pont, sont tirés de l'interview de Bruno Proserpio, par Mme A. MORELLI, dans sa thèse à paraître sur l'immigration italienne en Belgique dans l'entre-deux-guerres. Nous la remercions vivement de bien avoir voulu nous communiquer les pages qu'elle consacre au courant " bordiguiste " en Belgique.

(10) Bordiga, dans la notice nécrologique qu'il consacre à la mort de Perrone (*Programma comunista*, octobre 1957), écrit : " En 1921 au congrès de Livourne, Ottorino avait vingt ans; avec la totalité de la jeunesse socialiste d'alors, il vint avec nous. Serratistes et turatinistes nous mirent en minorité, mais nous les laissâmes sans jeunes. "

(11) Cf. *Communisme*, n° 4, 15 juillet 1937, " Le rôle de la jeunesse prolétarienne dans le mouvement ouvrier ".

(12) Cf. *Bilan*, n° 22, septembre 1935, " L'attentat de Beiso ". Trotsky, dans un article qu'il consacra à cette affaire (" Pour un jury des organisations ouvrières ", in *Oeuvres*, EDI, tome 6, p. 172-179), note que " (Beiso) a dû subir des épreuves personnelles extrêmement douloureuses qui lui ont semblé intolérables, et qui, à la fin, lui ont fait perdre son équilibre et l'ont poussé à commettre un acte aussi insensé que criminel. Il conclut que la nécessité s'impose de " faire sur cette affaire la plus grande lumière possible ", pour " empêcher la répétition de liquidations à coups de revolver dans les milieux révolutionnaires ". Le PCI avait accusé Beiso d'être à la fois " fasciste ", " trotskiste ", et " bordiguiste ".

(13) Pour les rapports entre le mouvement trotskyste et les organisations comme le SAP et le RSP, cf. Michel DREYFUS, *Bureau de Londres ou IV^e^ Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*, doctorat troisième cycle, Nanterre, Paris X, 1978.)

(14) La sortie du Groupe juif en 1933, qui rejoint l'Union communiste, réduit la Ligue communiste de Molinier à l'état de groupuscule. 30 militants, peut-être, restèrent dans la Ligue, après la scission.

(15) Une forte opposition à cette politique " électoraliste " de la LCI se cristallisa autour de Mitchell qui publia un texte critique " la Ligue devant le problème des élections ", 1936, Bruxelles.

(16) *Bilan* publia des textes d'un vieil ami de Gorter, Abraham Soep, syndicaliste du début du siècle, Hollandais fondateur du PCB avec Van Overstraeten. La revue de la Fraction publia aussi, dans ses n^os^ 19, 20 et 21 des contributions de Hennaut, qui résumaient les *Grundprinzipien*

kommunistischer Produktion und Verteilung, Berlin, 1930. Les principaux textes du GIK, germano-hollandais, dans les années 30, ont été réédités par Rowohlts Klassiker, *Gruppe Internationale Kommunisten Hollands*, Hamburg, 1971 ; avec une préface de Gottfried MERGNER.

CHAPITRE 5

“ LA CONSIGNE DE L’HEURE : NE PAS TRAHIR ”

LA FRACTION ITALIENNE DEVANT LES EVENEMENTS D’ESPAGNE

La période qui s’étend de 1936 à 1939 est marquée par la définitive consolidation des préparatifs militaires, par l’extension des conflits en Asie et en Europe. La guerre en Espagne va servir, plus que le conflit sino-japonais, de banc d’essai aux armements les plus modernes qui seront utilisés pendant deuxième guerre mondiale.

Contrairement à la période précédente, la Fraction italienne va sous-estimer le danger. Une partie de l’organisation croira même qu’avec les événements d’Espagne, la révolution mondiale surgirait. La majorité, adversaire de cette dernière position, pensera de son côté que chaque conflit local rapprochait l’inévitable échéance de l’affrontement entre bourgeoisie et prolétariat.

La guerre civile d’Espagne va donc jouer un rôle décisif dans la vie de la fraction “bordiguiste”, fortement menacée dans son existence comme courant politique.

C’est avec la plus grande attention que la Gauche italienne avait suivi l’évolution de la situation espagnole depuis 1931. Les bouleversements politiques qui avaient conduit à l’instauration de la République avaient entraîné une très vive polémique entre la fraction et Trotsky, qui défendait implicitement le nouveau régime doté de la riche vertu d’être “ anti-féodal ”. Prometeo avait été le seul journal dans le milieu révolutionnaire, en dehors des libertaires, à dénoncer la République comme anti-ouvrière et réactionnaire. Cette analyse fut l’une des raisons majeures de la rupture entre le courant trotskyste et le courant bordiguiste.

Jusqu’à l’année 1936, *Prometeo* et *Bilan* ne virent pas de raison de modifier leur analyse. Au contraire, ils constatèrent que la République, plus même

que la défunte monarchie, avait mené une offensive décidée contre les ouvriers espagnols, afin de détruire toute capacité de réaction : " ...octobre 1934 marque la bataille frontale pour anéantir toutes les forces et les organisations du prolétariat espagnol " (*Bilan*, n° 12, octobre 1934, " L'écrasement du prolétariat espagnol "). La fraction italienne refusait tout autre dilemme que celui de bourgeoisie versus prolétariat : " GAUCHE-DROITE, république/monarchie, appui à la gauche et à la République contre la droite en vue de la révolution prolétarienne, voilà le dilemme et les positions qu'ont défendus les différents courants agissant au sein de la classe ouvrière. Mais le dilemme était autre et consistait en l'opposition : capitalisme-prolétariat, dictature de la bourgeoisie pour l'écrasement du prolétariat, ou dictature du prolétariat pour l'érection d'un bastion de la révolution mondiale en vue de la suppression des Etats et des classes. " (*Bilan*, n° 12, op. cit.).

Face au " Frente popular ", Bilan dénonce " les forces démocratiques de la gauche bourgeoise qui ont démontré qu'elles n'étaient pas un échelon pouvant conduire à la victoire de la révolution prolétarienne, mais le dernier rempart de la contre-révolution. (*Bilan* n° 33, juillet-août 1936, " En Espagne, bourgeoisie contre prolétariat "). En fait, " l'accentuation du gouvernement vers la gauche était le signal d'une plus forte répression anti-ouvrière ". (op. cit.)

Pour *Bilan*, la situation espagnole ne pouvait en aucun cas être comparée à la situation russe. Dans un pays " où le capitalisme s'était formé depuis des siècles ", il n'y avait aucune possibilité de révolution bourgeoise. La lutte ne se déroulait pas entre " féodalisme " et " bourgeoisie progressive ", mais bien entre capitalisme même arriéré et socialisme.

Lorsque en juillet 1936, Franco fomenta son "Pronunciamiento" le putsch déclencha le soulèvement des ouvriers de Barcelone et Madrid. Des milices ouvrières étaient créées sans que le gouvernement républicain fût renversé. S'agissait-il vraiment d'une révolution ?

Aussitôt une discussion s'ouvrit dans la Gauche italienne, entre ceux qui parlaient de révolution, et ceux qui voyaient dans le soulèvement de juillet " un tumulte social sanglant, incapable d'atteindre à la hauteur d'un soulèvement insurrectionnel ". Au départ, le courant majoritaire qui défendait la seconde position fut largement minoritaire.[1] Dans la section de Bruxelles, seuls Vercesi et Gatto Mammone s'opposèrent aux militants qui voulaient partir s'engager en Espagne dans les milices du POUM et de la

CNT “ pour défendre la révolution espagnole ” . Le même cas se produisit dans la section de Paris, où la tendance ralliée à l’analyse de Vercesi et Mammone se retrouva d’abord très minoritaire. En effet en quelques mois, une majorité se dégagea dans la fraction contre l’envoi de militants en Espagne sur les front militaires ; l’engagement, pour la Fraction, ne pouvait être que politique et non militaire, pour la “ transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ”.

Quels étaient les arguments de la majorité ?

a) “ L’absence d’un parti de classe ”. Dans la conception de la Gauche italienne, c’était seulement le parti qui pouvait donner vie et conscience au prolétariat. Si elle n’excluait pas le surgissement de mouvements prolétariens en l’absence d’un parti dirigeant, l’existence de ce dernier reflétait la maturité d’une situation révolutionnaire. Si parfois elle soutint, surtout Vercesi, que sans un parti puissant, comme le parti bolcheviks la classe ouvrière n’existait plus cette position était loin d’être la sienne en 1936. La fraction distinguait entre le prolétariat, pris sociologiquement, et qui pouvait se détourner de sa voie révolutionnaire, et le prolétariat comme classe révolutionnaire marchant vers la prise du pouvoir. Si le parti n’existait pas ‘c’est que la situation n’en a pas permis la formation ”. Pour elle sans situation révolutionnaire, il n’y avait pas de parti révolutionnaire, et inversement, sans parti révolutionnaire la situation révolutionnaire faisait immanquablement défaut. Ni le POUM ni la CNT participant au Front populaire, à travers la Généralité de Catalogne, et détournant la lutte des ouvriers espagnols d’une attaque frontale contre l’Etat républicain, ne pouvaient, d’après elle, se targuer d’une nature “ révolutionnaire ”.

b) La transformation du front de classe en front militaire antifasciste. Si pendant une semaine, l’initiative est partie spontanément des ouvriers de Barcelone, le maintien en place du gouvernement républicain a permis à ce dernier de se renforcer et de détourner l’énergie révolutionnaire des ouvriers des centres industriels vers le front. Alors que sans armes, les ouvriers de Barcelone et Madrid venaient à bout des casernes, armés matériellement sur le front, dans les milices, mais désarmés politiquement, ils prenaient la voie de la défaite politique. Les “ frontières de classes ” étaient déplacées vers les “ frontières militaires ”. Avec l’intervention de l’Allemagne, de l’Italie, de l’URSS, et dans une moindre mesure du “ camp démocratique ”, la guerre civile se transformait en guerre impérialiste :

“A la première phase du faible armement matériel, mais de l’intense

armement politique succédait celle de l'accroissement des instruments techniques à la disposition d'ouvriers qui progressivement étaient transportés de leur base primitive de classe ver l'autre, opposée, qui est celle de la classe capitaliste.

"Aux frontières de classe, les seules qui auraient pu démantibuler les régiments de Franco, redonner confiance aux paysans terrorisés par la droite, d'autres frontières ont surgi, celles spécifiquement capitalistes, et l'Union sacrée a été réalisée pour le carnage impérialiste, région contre région, ville contre ville, en Espagne, et par extension Etats contre Etats - dans les deux blocs démocratique et fasciste. "

Ce n'étaient plus deux classes qui s'affrontaient, mais deux fractions de la bourgeoisie espagnole, s'appuyant sur les blocs impérialistes. " La lutte armée sur le plan impérialiste " devenait " la tombe du prolétariat ". En effet, " dans la phase actuelle du déclin capitaliste aucune guerre en dehors de la guerre civile pour la révolution communiste n'a de valeur progressive ".

c) La force de la bourgeoisie espagnole? Faible économiquement, la bourgeoisie espagnole ne s'est pas trouvée privée de son appareil répressif. Tandis que Franco attaquait militairement, la bourgeoisie républicaine a manoeuvré de manière consommée pour désarmer idéologiquement les ouvriers " par la légalisation juridique de l'armement ouvrier " et l'incorporation des milices dans l'Etat. Mais ce sont surtout le POUM et la CNT – selon *Bilan* - qui jouèrent le rôle décisif dans l'enrôlement des ouvriers pour le front. La cessation de la grève générale fut ordonnée par ces deux organisations, sans qu'ils aient joué un rôle dans son déclenchement.la force de la bourgeoisie, ce fut moins les hordes de Franco que l'existence d'une gauche qui démobilisa le prolétariat espagnol :

" Au moment où l'attaque capitaliste se déchaîne avec le soulèvement de Franco, ni le POUM ni la CNT se songent à appeler les ouvriers à descendre dans la rue...

" Par son mot d'ordre de reprise, le POUM exprime clairement le tournant de la situation et la manoeuvre de la bourgeoisie parvenant à obtenir la cessation de la grève générale, puis lançant des décrets pour éviter les réactions des ouvriers et, enfin, poussant les prolétaires en dehors des villes vers le siège de Saragosse. " (*Bilan*, n° 36, oct.-nov. 1936, " La leçon des événements d'Espagne ").

Certes - reconnaît *Bilan* -, à la fin de juillet 36, l'armée régulière était " pratiquement dissoute ", mais grâce à ces deux partis et au PSUC stalinien, elle s'est reconstituée graduellement avec les colonnes de miliciens dont l'état-major reste nettement bourgeois... "

Enfin, ajoute *Bilan*, le pouvoir d'Etat républicain était définitivement consolidé le 2 août, lorsque la Généralité de Catalogne décida " d'appeler sous les armes plusieurs classes ". La guerre civile devenait guerre tout court sous la conduite du gouvernement républicain de coalition, implicitement soutenu par les poumistes et les anarchistes.

d) Le piège des " collectivisations " et de la violence. Beaucoup de militants virent dans les collectivisations d'usines et de terres l'expression véritable de la " révolution espagnole ". Mais l'économique, selon les bordiguistes, venait après le politique dans toute révolution réellement prolétarienne. C'est seulement, sous le régime de " dictature du prolétariat ", qui brise l'ancien " Etat bourgeois ", que les mesures économiques peuvent être instaurées dans l'intérêt du prolétariat. Pour *Bilan*, en effet :

" La voie pour l'éclosion de la lutte de classes ne se trouve point dans l'élargissement successif des conquêtes matérielles, tout en laissant debout l'instrument de domination de l'ennemi, mais dans la voie opposée du déclenchement des mouvements prolétariens. La socialisation d'une entreprise, tout en laissant intact l'appareil étatique, est un maillon de la chaîne qui bloque le prolétariat derrière son ennemi aussi bien sur le front intérieur que sur le front impérialiste de l'antagonisme fascisme-antifascisme, alors que le déclenchement d'une grève pour la moindre revendication de classe (et cela même dans une industrie " socialisée ") est un anneau qui peut conduire à la défense et à la victoire du prolétariat espagnol et international. " (*Bilan*, n° 34, août-septembre 1936, "Au front impérialiste du massacre des ouvriers espagnols, il faut opposer le front de classe du prolétariat international".)

Les violences exercées contre les capitalistes, les prêtres, les grands propriétaires fonciers n'étaient pas plus révolutionnaires. La violence prolétarienne ne peut prendre un contenu de classe que si elle s'attaque au système étatique et non à ses symboles. Le socialisme est la destruction du capitalisme, comme structure sociale : "la destruction du capitalisme n'est pas la destruction physique, et même violente, des personnes qui incarnent le régime, mais du régime lui-même. (*Bilan*, n° 38, janvier 1937, "Guerre

impérialiste ou guerre civile ?")

e) L'Union sacrée et l'interdiction des grèves. C'est l'antifascisme et la lutte militaire qui ont créé une situation d'Union sacrée. Comme en 1914, le "péril extérieur" a servi de mobile pour enlever au prolétariat la seule arme véritable dont il disposait : la grève générale. D'un côté le PSUC, dans *Mundo Obrero* du 3 août 1936, a proclamé "pas de grèves dans l'Espagne démocratique", de l'autre "en octobre, la CNT lancera ses consignes syndicales où elle interdira les luttes revendicatives de toute espèce et fera de l'augmentation de la production le devoir le plus sacré du prolétaire". (*Bilan* n° 36, oct.-nov. 1936). Enfin, pour parachever l'Union sacrée et le "solidarisme social", les comités d'usine, les comités de contrôle des entreprises "se transformèrent en organes devant activer la production et par là furent déformés dans leur signification de classe". (Ibid.)

f) L'isolement du prolétariat . C'est la victoire internationale de la contre-révolution, qui explique cette défaite, et le massacre sur le front des ouvriers d'Espagne : "Sans l'anéantissement des prolétariats plus avancés, jamais nous n'aurions vécu pareille tragédie... En Espagne n'existaient pas les conditions pouvant faire des soubresauts des prolétaires ibériques le signal d'un réveil mondial du prolétariat, alors qu'il y existait à coup sûr des contrastes économiques, sociaux et politiques plus profonds et plus exacerbés que dans d'autres pays. (Ibid.). La Fraction italienne ajoute qu'il est donc impossible de renverser la situation actuelle "une fois la machine infernale en action" (*Bilan*, n° 38, déc. 36); que cette situation désespérée "n'est que le reflet d'un rapport de forces entre les classes défavorable au prolétariat" (*Bilan*, n° 36, oct. 1936, "L'isolement de notre fraction devant les événements d'Espagne").

Tels étaient, en résumé, les arguments de la majorité de la Fraction italienne en France et en Belgique. Elle était consciente de se situer à contre-courant, alors que dans tous les pays étaient levées des Brigades internationales ou des milices de volontaires. A la participation à la guerre d'Espagne *Bilan* opposait la désertion des armées et la fraternisation des soldats des deux camps ennemis comme en 1917. La fraction demandait "avec véhémence aux prolétaires de tous les pays" de ne pas accréditer "par le sacrifice de leur vie le massacre des ouvriers en Espagne "; de refuser " de partir dans les colonnes internationales pour l'Espagne " et de briser le tragique isolement du prolétariat espagnol en engageant " leur lutte de classe contre leur propre bourgeoisie " (*Bilan*, n° 36, oct. 1936, " La leçon des

événements d'Espagne "). Cette position, qui se revendiquait clairement du " défaitisme révolutionnaire " des bolcheviks était nettement condensée dans cet appel aux ouvriers de tous les pays :

"Au volontariat opposer la désertion.
"À la lutte contre les "Maures" et les fascistes, la fraternisation.
"À l'union sacrée, l'éclosion des luttes de classe sur les deux fronts.
"A l'appel pour la levée du blocus contre l'Espagne, les luttes revendicatives dans tous les pays et l'opposition à tout transport d'armes...
"À la directive du solidarisme de classe, opposer celle de la lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien."
(*Bilan*, n° 38, déc. 1936-janv. 1937, "Guerre impérialiste ou guerre civile")

La gauche italienne était intimement convaincue que son appel n'était pas la voie ouverte à la défaite des ouvriers face au fascisme; au contraire, en s'attaquant à la machine d'Etat républicaine, le prolétariat de Catalogne, de Castille, des Asturies, et de Valence favoriserait l'insurrection des ouvriers de l'autre côté de la frontière militaire et paralyserait l'armée franquiste. En effet, de cette attaque ne pourrait résulter que "la désintégration des régiments de la droite"; par là seulement "le plan du capitalisme espagnol et international pourra être brisé". (*Bilan*, n° 34, op. cit.).

La majorité était prête à assumer jusqu'au bout ses positions de principe, convaincue que "le cruel développement des événements laissera non seulement debout l'ensemble de (ses) positions politiques, mais donnera la plus tragique confirmation à ces dernières". Quoiqu'il arriva elle demeurerait "inébranlablement ancrée dans les fondements de classe des masses prolétariennes" (*Bilan*, n° 36, oct.-nov. 1936, "La consigne de l'heure : ne point trahir").

La minorité, formée dès juillet 1936, était en total désaccord avec l'analyse de cette majorité. Tous ceux qui se regroupèrent derrière elle partirent dès août-septembre pour Barcelone, où ils formèrent une section forte de 26 membres. Parmi eux, il y avait de vieux militants fondateurs de la fraction comme Candiani (Enrico Russo), Mario De Leone, Bruno Zecchini, Renato Pace, et Piero Corradi. La plupart venaient de la fédération parisienne, qui composée en 1936 de 40 à 50 militants, connut une brutale hémorragie. Dans les autres sections et fédérations, la minorité rencontra un écho moindre.

Cette minorité surestimait considérablement l'impact de la "révolution

espagnole", et s'était constituée plus sous le choc d'une réaction sentimentale que sur une plate-forme politique. Pour elle 1'Etat républicain avait quasiment disparu et le pouvoir se trouvait aux mains des "organisations ouvrières", dont elle ne précisait pas la nature : "le gouvernement de fait est aux organisations ouvrières; l'autre le gouvernement légal est une coquille vide, un simulacre, un prisonnier de la situation". (*Bilan*, n° 35, sept.-oct. 1936, "La Révolution espagnole", par Tito, fédération de Paris). En fait, c'était surtout les actes de violence et d'expropriation qui fascinaient la minorité : "Incendie de toutes les églises confiscation de biens; occupation de maisons et de propriétés; réquisition de journaux, condamnations et exécutions sommaires, voilà les expressions formidables, ardentes, plébéiennes de ce profond bouleversement des rapports de classe que le gouvernement bourgeois ne peut plus empêcher." (*Bilan*, ibid.).

On remarquera, que, dans ce texte, la minorité se contredisait. Elle proclamait à la fois la disparition et l'existence d'un gouvernement républicain. Touchée par le drame espagnol, elle était plus portée à l'action qu'à l'étude réelle des rapports de forces qui s'étaient peu à peu structurés.

Sa position se rapprochait de celle du POUM et des trotskystes français. Elle pensait que le devoir fondamental de tout révolutionnaire était d'abord de se battre sur le front militaire contre le fascisme, pour renverser ensuite le gouvernement républicain la position de la majorité lui semblait donc non seulement une "manifestation d'insensibilité ou de dilettantisme", mais surtout "incompréhensible et pratiquement contre-révolutionnaire". "Ne faire aucune différence entre les deux fronts", c'était "favoriser le triomphe de Franco et la défaite du prolétariat". (*Prometeo*, premier novembre 1936, "Critique révolutionnaire ou défaitisme ? minorité de la Fédération parisienne").

Cela ne signifiait pas qu'elle soutenait le gouvernement républicain. En effet "aucun camarade de la minorité n'a prétendu qu'il faille soutenir en Espagne Azana ou Caballero". (Ibid.) Mais sa "critique révolutionnaire" n'était-elle pas implicitement un soutien critique à ce gouvernement? La minorité, face à la majorité, affirmait que ce gouvernement était historiquement assimilable à celui de Kérensky en 1917 faisant front à l'offensive de Kornilov. Mais elle ajoutait qu'il fallait d'abord et avant tout se battre contre "l'attaque brutale de la réaction capitaliste" représentée par le Kornilov espagnol.[2]

Son appui à la lutte militaire était d'ailleurs embarrassé. Sous la pression de la discussion avec la majorité, sans doute, elle n'excluait pas "si les deux blocs impérialistes rivaux intervenaient en Espagne - ce qui provoquerait une conflagration mondiale" de devoir "s'opposer à l'un et à l'autre des impérialismes". Dans ce cas, "la guerre serait une guerre impérialiste" qu'il faudrait rejeter. (Ibid.)

En fait, la minorité de la fraction italienne en Espagne n'arrivait pas à se distinguer du POUM et de la CNT qui avaient décrété la "trêve" avec le gouvernement Caballero-Azana. Le groupe de Barcelone, qui faisait publier des textes dans *la Batallà*, l'organe du POUM, affirmait que ce dernier constituait une "avant-garde" ayant devant elle "une grande tâche et une extrême responsabilité". (Motion du 23 août 1936, in *Bilan*, n° 36). Pour la majorité, au contraire, "le POUM (était) un terrain où agissent les forces de l'ennemi, et aucune tendance révolutionnaire ne (pouvait) se développer en son sein". (Ibid.)

Comme le POUM et la CNT, la minorité se déclara aussi contre les grèves ouvrières de défense économique, qui devaient passer au second plan face aux tâches militaires :

"Comment peut-on préconiser l'agitation dans les usines, provoquer des grèves, quand les combattants du front ont besoin que les usines travaillent pour les fournitures et le soutien de la lutte? Aujourd'hui, on ne saurait avancer en Catalogne de simples revendications de caractère économique. Nous sommes en période révolutionnaire. La lutte de classe se manifeste dans la lutte armée." (*Prometeo*, 1.11.1936, op. cit.)

Les deux positions étaient inconciliables et la scission paraissait inévitable. En partant de sa propre volonté pour Barcelone s'engager dans les milices, en s'organisant à part et en dehors de la fraction italienne, en constituant une section autonome, la minorité prenait le chemin de la rupture. Elle refusa de payer les cotisations de ses militants et de diffuser la presse italienne. Bientôt, sous le commandement de Candiani, elle forma à Huesca la colonne Lénine, sur le front militaire d'Aragon. C'est là qu'au début de septembre, trois délégués de la majorité : Mitchell (qui était encore à la LCI belge), Turiddu Candoli et Aldo Lecci retrouvèrent les minoritaires pour entamer une discussion qui fut totalement infructueuse. Les délégués de la majorité trouvèrent la même impossibilité de dialogue avec Gorkin, de la direction du POUM. Seule l'entrevue avec le professeur anarchiste Camillo Berneri eut des résultats positifs. [3]

L'envoi de délégués de la majorité en Espagne montrait qu'elle n'était pas indifférente aux événements. Malgré son isolement et les risques certains qu'elle prenait en défendant ses positions (les délégués faillirent être assassinés à Barcelone, par des staliniens, en sortant du siège du POUM), la majorité était décidée à poursuivre la discussion jusqu'au bout, sans céder d'un pouce sur ses positions. Elle était consciente qu'une "grave crise" s'était ouverte posant "inéluctablement le problème de la scission" qu'elle espérait, cependant, "idéologique et non organisationnelle". (*Bilan*, n° 34, août-septembre 1936, "communiqué de la Commission exécutive".)

La Commission exécutive de la Fraction italienne, bien qu'elle eût pu se prévaloir de la rupture de la discipline commune par la minorité, ne voulut prendre aucune mesure d'exclusion. Ayant une très haute idée de l'organisation qui "se retrouve... dans chacun de ses militants" (*Bilan*, n° 17, avril 1935), elle tenait à en préserver l'intégrité, si possible, sinon à favoriser une séparation dans la plus grande clarté. Elle décida "de ne pas brusquer la discussion pour permettre à l'organisation de bénéficier de la contribution des camarades qui ne se trouvent pas dans la possibilité d'intervenir activement dans le débat" et "une plus complète clarification des divergences fondamentales apparues". (*Bilan*, n° 34, ibid.) Pour cela, la C.E. donna une page entière de *Prometeo* aux minoritaires pour exprimer leurs divergences. Elle était même disposée à payer l'édition d'un journal aux mains de la minorité jusqu'au congrès de la Fraction, qui devait se tenir au début de l'année 1937. La majorité mettait comme préalable le respect de la discipline organisationnelle, permettant son fonctionnement, et se refusait à reconnaître la Fédération de Barcelone.

Mais, la minorité, tout en disposant de facilités de discussion, refusa d'accepter ces propositions. Elle se constitua en Comité de coordination, et envoya un communiqué, qui apparaissait comme un véritable ultimatum. Elle exigeait la reconnaissance de son groupe; niait "toute solidarité et responsabilité avec les positions prises par la majorité de la fraction"; revendiquait, malgré le veto de la C.E., le droit de "défendre les armes à la main la révolution espagnole, même sur le front militaire"; considérait que "les conditions de la scission (étaient) déjà posées"; autorisait "les camarades de la minorité à combattre les positions de la majorité et à ne pas diffuser la presse et tout autre document basé sur les positions officielles de la fraction". Enfin, le communiqué "exigeait" que cet ordre du jour "soit publié dans le prochain numéro de *Prometeo* et de *Bilan*". Ce qui fut fait (*Bilan*, n° 35, sept.-oct. 1936).

Dans toute autre organisation, une telle attitude eut valu l'exclusion. La C.E. de la Fraction ne le fit pas sur le moment. Elle reconnut bientôt le Comité de coordination et même la Fédération de Barcelone. Elle voulait à tout prix "éviter des mesures disciplinaires et déterminer les camarades de la minorité à se coordonner en vue de la formation d'un courant de l'organisation s'orientant vers la démonstration que 1'autre courant aurait rompu avec les bases fondamentales de l'organisation, alors que lui en serait resté le réel et fidèle défenseur" (communiqué de la C.E., 29 nov. 1936). Certes, la rupture lui apparaissait inévitable; ce n'était pas les militants qu'elle voulait exclure, mais "les idées politiques" qui "loin , de pouvoir engendrer une aide solidaire au prolétariat espagnol, ont accrédité parmi les masses, des forces qui lui sont profondément hostiles, et dont le capitalisme se sert pour l'extermination de la classe ouvrière en Espagne et dans tous pays". (*Bilan*, ibid.)

En novembre, la scission était consommée, de part et d'autre. La minorité refusa de participer au congrès de la Fraction et d'envoyer sa littérature politique à la C.E., pour qu'elle en prenne communication. Proclamant inutile toute discussion avec la Fraction, elle entra par contre en contact avec l'organisation antifasciste Giustizia e Libertà. Ce fut l'une des raisons pour laquelle la Commission exécutive exclut "pour indignité politique" les membres de l'ex-minorité dont l'activité était "un réflexe du Front populaire au sein de la fraction". (Communiqué de la C.E., op. cit.). [4]

Lorsqu'au début de l'année 1937, les milices eurent été militarisées et intégrées formellement dans 1'Etat, avec un commandement militaire républicain, les membres de l'ex-minorité quittèrent l'Espagne. Bientôt ils adhéraient à l'Union communiste, dont certains furent membres jusqu'à la guerre.

Peu avant le mois de mai, le délégué de la Fraction italienne en Espagne, Aldo Lecci, était rentré en France. Ce fut pour apprendre bientôt que les ouvriers de Barcelone avaient été massacrés par la police noyautée par le PSUC. La CNT intervenait pour demander aux ouvriers de ne pas prendre les armes, et de reprendre le travail, pour ne "pas entraver l'effort de guerre".

Par ces tragiques événements, la Gauche italienne vit la confirmation de toute son analyse. Elle sortit immédiatement, en français et en italien, un tract qui fut diffusé en France et en Belgique : "Plomb, mitraille, prison,

c'est ainsi que le Front populaire répond aux ouvriers de Barcelone qui osent résister à l'attaque capitaliste!" (*Bilan*, n° 41, mai-juin 1937). Ce tract-manifeste notait que "le carnage de Barcelone est le signe avant-coureur de répressions encore plus sanglantes sur les ouvriers d'Espagne". Il dénonçait le mot d'ordre : "des armes pour l'Espagne", "qui a résonné aux oreilles des prolétaires" : "ces armes ont tiré sur leurs frères de Barcelone". *Bilan* saluait en Berneri, assassiné par les services secrets staliniens, un des siens. Mais tous ces morts étaient ceux du prolétariat "du monde entier". En aucun cas ils ne pouvaient "être revendiqués par des courants qui, le 19 juillet, les ont entraînés hors de leur terrain de classe, pour les précipiter dans le gouffre de l'antifascisme".

Tous les morts de Barcelone, enfin, témoignaient du passage définitif du "centrisme" (c'est-à-dire des P.C.) et de l'anarchisme "de l'autre côté de la barricade" au même titre que la social-démocratie en 1914.

Ce manifeste était signé par la Fraction italienne et la nouvelle Fraction belge (cf. infra) de la Gauche communiste internationale. Le moment était venu "de nouer les premiers liens internationaux des fractions de la gauche communiste".

Plus que jamais, la Gauche communiste italienne se trouvait isolée face à des groupes qui avaient été hier encore, avec des hauts et des bas, ses interlocuteurs privilégiés. Avec des nuances, l'Union communiste, la Ligue des communistes internationalistes (LCI) de Belgique, la Revolutionary Workers League, et la Workers League of struggle des USA, avaient adopté la même position que la minorité de *Bilan*.

Aux USA, pendant les événements d'Espagne, la Fédération de New York de la Fraction italienne eut à s'affronter de nouveau à la RWL de Hugo Oehler qui reprochait à la Gauche communiste internationale de lancer "un mot d'ordre de défaitisme révolutionnaire qui revient à mettre les deux groupes de belligérants sur le même pied, sans faire aucune distinction". Comme les groupes trotskystes elle voyait dans le refus intransigeant de Bilan de soutenir la guerre en Espagne une "position ultra-gauchiste" faisant "le jeu des fascistes, tout comme la position des réformistes et des centristes fait le jeu du Front populaire". L'attitude sur la guerre d'Espagne de la RWL était contradictoire : tout en préconisant une participation du prolétariat espagnol aux combats sur les fronts militaires, elle affirmait la nécessité de "renverser le gouvernement de Front populaire, ce qui veut dire la DEFAITE du gouvernement de Front populaire", cela "avant que les

luttes décisives contre le fascisme soient gagnées". ("Réponse de la RWL à une lettre de la Fédération de New York", in *Bilan*, n° 45, déc. 1937).

Seul le groupe de Paul Mattick, lié à la gauche germano-hollandaise du GIK, qui publiait à New York *International Council Correspondence* depuis 1934, semblait avoir la même position de rejet que *Bilan* vis-à-vis de l'enrôlement sur le front militaire. Avec pas toujours autant d'intransigeance, puisqu'il publia un texte du GIK traduit de *Rätekorrespondenz* dont la position était identique à celle de tous les groupes mentionnés. Ce texte affirmait que toute révolution prolétarienne "ne peut être vigoureuse que si elle est internationale", faute de quoi elle serait "ou écrasée par les armes ou dénaturée par les intérêts impérialistes"; mais la conclusion tranchait avec les prémisses : "Les travailleurs espagnols ne peuvent pas se permettre de lutter effectivement contre les syndicats, car cela mènerait à une faillite complète sur les fronts militaires. Ils n'ont pas d'autre alternative : ils doivent lutter contre les fascistes pour sauver leurs vies, ils doivent accepter toute aide sans regarder d'où elle vient." (*ICC* n° 5-6, juin 1937, "L'anarchisme et la révolution espagnole", par Helmut Wagner).

Avec le groupe de Paul Mattick, la Gauche communiste italienne ne semble pas avoir eu de rapports jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Les événements d'Espagne avaient eu comme conséquence directe d'entraîner le repli de tous ces groupes sur eux-mêmes. Repli pour conserver leur orientation propre face au courant ambiant qui portait à la guerre. Repli et méfiance mutuels, aussi, compte tenu des divergences profondes qui opposaient tous ces groupes. Dans tous les cas, à la cohérence maximaliste de *Bilan* sur la guerre d'Espagne, s'opposait l'hésitation politique des autres groupes, qui restaient à mi-distance du trotskysme et du communisme de gauche. Cette oscillation se reflète dans l'Union communiste et la Ligue des communistes internationalistes de Belgique.

L'Union communiste n'avait pas envoyé de militants "volontaires" dans les milices. (Seul Emile Rosijansky, l'ancien chef du Groupe juif, était parti de son propre chef en Espagne.) Elle se contentait d'appuyer moralement les "milices ouvrières" et deux organisations qu'elle considérait comme une avant-garde la CNT et le POUM. Elle les critiquait pour leurs "grossières erreurs". Le POUM, surtout, lui paraissait "appelé à jouer un rôle important dans le regroupement international des révolutionnaires", à condition de rejeter la défense de l'URSS et de se démarquer du Bureau de Londres. Dans *l'Internationale*, l'Union communiste se faisait parfois le conseiller du

POUM, et se félicitait de voir que sa revue était lue par les jeunesses anarchistes et poumistes.

Idéologiquement et organisationnellement, elle restait proche du trotskysme, dont elle était issue, même si elle critiquait “l’opportunisme” de Trotsky. À la fin de l’année 1936, elle participa avec ce courant et des syndicalistes à la création d’un Comité pour la révolution espagnole.

Son analyse de la situation en Espagne était contradictoire. Dans un même article, on pouvait lire : “la révolution en marche” a démantelé l’Etat républicain, dont “la machine” aurait “éclaté en multiples morceaux sous la pression des forces en lutte”; et, dans un autre paragraphe : “il reste beaucoup à démolir, car la bourgeoisie démocratique se cramponne aux derniers morceaux du pouvoir bourgeois qui subsistent”. De même, l’Union communiste préconisait “la lutte à mort avec les fascistes” et la destruction du pouvoir “des bourgeois antifascistes”. Elle ne précisait, cependant, pas comment cette deuxième forme de lutte serait possible, alors que les ouvriers étaient mobilisés sur le front militaire.

Le même défaut de logique se manifestait à propos du mot d’ordre du PC et des trotskystes français qui réclamaient “des armes pour l’Espagne”. D’un côté, *l’Internationale* proclamait que “la non-intervention (du Front populaire), c’est le blocus de la Révolution espagnole”; de l’autre que “la lutte pour le soutien effectif de nos camarades d’Espagne se ramène en réalité à la lutte révolutionnaire contre notre propre bourgeoisie”. [6]

Plus tard, 1’Union communiste affirma la “faillite de l’anarchisme devant le problème de l’Etat”, et titra que “la révolution espagnole recul(ait)”, tandis que “la guerre impérialiste menaç(ait)”. C’est dire que cette organisation, à la différence de Bilan, réagissait au fil des événements, sans position théorique élaborée sur la question espagnole. C’est ce que lui reprocha la Gauche communiste italienne qui la localisa, sur la carte de la géographie politique, dans “le marais” (terme repris de Lénine).

Quant à la LCI, apparemment, elle ne faisait que reprendre la position de la minorité de la gauche italienne et de l’Union communiste. Au même titre que la RWL, elle dénonça dans les conceptions de *Bilan* des “positions contre-révolutionnaires” : “rupture des fronts militaires, fraternisation avec les troupes de Franco, refus d’aider au ravitaillement en armes des milices gouvernementales espagnoles”; négation de “l’opposition entre le fascisme et la démocratie”, autant de traces de trahison. (*Bulletin de la LCI*, mars

1937.)

L'attitude de la Fraction italienne à Bruxelles vis-à-vis de la LCI avait été dès le début, semble-t-il, une recherche fraternelle de discussions politiques, et même une collaboration, puisque chacune des deux organisations, autant que possible, publiait les textes et contributions de l'autre. Même sur la question de l'Espagne, la Gauche communiste italienne, soutenue à l'intérieur de la LCI par la minorité de Mitchell, mena une discussion patiente et fraternelle par le ton. Vercesi, dans un article de *Bilan* résumait, sans acrimonie et hostilité, les divergences :

"Pour le camarade Hennaut, il s'agit de dépasser la phase antifasciste pour arriver au stade du socialisme; pour nous il s'agit de nier le programme de l'antifascisme, car sans cette négation la lutte pour le socialisme devient impossible." (*Bilan*, n° 39, janvier-février 1937, "Nos divergences avec le camarade Hennaut").

D'autres divergences très profondes existaient sur la question du parti, de l'Etat et de la Révolution russe. Sur tous ces points, la majorité de la LCI se rapprochait de la Gauche hollandaise.

C'est la question d'Espagne qui mit fin au travail en commun entre *Bilan* et le groupe de Hennaut. En février 1937, se tint à Bruxelles la conférence nationale de la LCI. Mitchell (Jéhan) rédigea au nom de la minorité une résolution défendant la position de la Gauche communiste italienne sur les événements espagnols. La conférence, qui approuva la résolution de Hennaut sur l'Espagne, décida d'exclure tous ceux qui se solidariseraient avec le texte de Jéhan et de rompre les rapports politiques avec la fraction italienne. La scission était donc consommée.

La minorité n'avait pas recherché la scission, qui lui avait été imposée à son corps défendant. Elle voulait, autant que possible, que les divergences amènent une séparation dans la plus grande clarté.

En avril de la même année sortait le numéro 1 de la Fraction belge de la Gauche communiste internationale : *Communisme*. Cette revue mensuelle eut 24 numéros jusqu'à la déclaration de la guerre. Elle venait élargir la présence de la gauche communiste italienne en Belgique, par une autre publication en français.

La Fraction belge calquait ses positions sur celles de la Gauche italienne,

par les principes qu'elle défendait dans une "Déclaration de principes". Mais, profitant du corps de doctrine élaboré par *Prometeo* et *Bilan* elle exposait de façon plus synthétique les positions fondamentales des bordiguistes italiens.

Le groupe belge était certes peu nombreux (10 personnes au maximum). Il disposait de tout l'appui de la Fraction italienne à Bruxelles, puisque c'est dans cette ville que la minorité de la LCI s'était formée. C'était un groupe formé principalement de jeunes, mais il avait, comme la Gauche italienne, la particularité de provenir - par le biais de la LCI - de l'ancien mouvement, tel qu'il s'était développé dans le PCB. Il s'était formé depuis 1932, par la discussion interne et externe avec le groupe "bordiguiste", et avait acquis de ce fait une grande homogénéité politique. De même que Vercesi dans la, fraction italienne, Mitchell (de son vrai nom Mélis ou Van den Hoven?) avait joué un rôle décisif dans la fondation de la Fraction belge. Fondé de pouvoirs dans une banque anglaise à Bruxelles, il contribua à orienter la Fraction italienne vers une étude plus approfondie des phénomènes économiques, en particulier ceux de la "décadence du capitalisme". Par sa personnalité et la rigueur de sa réflexion théorique, il était certainement l'un des rares à pouvoir contrebalancer l'influence écrasante du jupitérien Vercesi. Sa mort à Buchenwald, en mai 1945, créera un vide dans le courant bordiguiste. D'autres, comme Van Hoegarden, et Hilden (Hildebrand) - de son vrai nom Heerbrand, un jeune artiste doué, qui sera peintre surréaliste -, continuèrent bien au-delà de la guerre leur activité dans la Fraction belge.

Politiquement isolée, la Gauche communiste internationale n'avait une existence réelle que dans deux pays, en dehors de l'Italie, pays avec lequel elle n'avait plus de réel lien. C'est donc avec une extrême surprise qu'elle reçut en juin 1937, du lointain Mexique - où elle n'avait jamais eu de contact - un tract dénonçant "le massacre de Barcelone". Signé par le "Grupo de Trabajadores marxistes" du Mexique, il était en surprenante harmonie avec les positions de *Bilan* et *Prometeo*. Il s'attaquait au gouvernement de Cardenas, qui avait manifesté un chaud soutien au Front populaire espagnol et livrait des armes aux Républicains. L'aide du gouvernement, camouflée sous un "faux ouvriérisme" avait contribué au massacre "de nos frères d'Espagne". "Au Mexique", ne devait "pas se répéter l'échec subi par les travailleurs d'Espagne". Les ouvriers mexicains devaient donc lutter "pour un parti classiste indépendant", contre le Front populaire, pour la dictature du prolétariat. Seules "la lutte contre la démagogie du gouvernement, l'alliance avec les paysans et la lutte pour la révolution prolétarienne au Mexique sous le drapeau d'un nouveau parti

communiste" seraient "la garantie de notre triomphe et la meilleure aide à nos frères d'Espagne".

Ce groupe inconnu demandait aux travailleurs d'Espagne de rompre avec les socialistes, les staliniens, et les anarchistes, tous au service de la bourgeoisie", et de transformer "la guerre impérialiste en guerre civile", par la fraternisation des armées, et la constitution d'une "Espagne soviétique".[7] Une telle convergence de positions montrait indubitablement que le Groupe de travailleurs marxistes connaissait bien les positions de la Gauche italienne.

Quelques semaines plus tard, la Gauche italienne et belge - mais aussi l'Union communiste - reçurent une circulaire de ce groupe faisant part de la campagne de calomnies menée par la Ligue communiste (trotskyste) du Mexique (8) contre lui. Les militants du GTM étaient dénoncés nommément par la revue *IVa Internacional* comme "agents du GPU" et "agents du fascisme. Dans un pays, où le Parti communiste mexicain et la police n'hésitaient pas à recourir à l'assassinat, cette dénonciation faisait courir les plus graves dangers à des militants qui défendaient avec la plus énergie le marxisme révolutionnaire, quel que fût le jugement porté sur leurs positions politiques. Le numéro d'août 1937 de *IVa Internacional* n'hésitait pas à proférer les accusations les plus graves :

"... les individus cités, ou plutôt le provocateur Kirchhoff, appellent à ne pas soutenir les travailleurs espagnols sous le prétexte qu'exiger plus d'armes et de munitions pour les milices antifascistes, c'est... soutenir la bourgeoisie et l'impérialisme. Pour ces gens qui se couvrent eux-mêmes du masque d'ultra-gauchistes, le summum du marxisme consiste... dans l'abandon des tranchées, par les ouvriers qui combattent au front. De cette manière l'Allemand et ses instruments Garza et Daniel Ayala se démasquent eux-mêmes comme agents du fascisme, que ce soit consciemment ou inconsciemment, peu importe, étant donné les conséquences."

Bilan et *Communisme* adressèrent une Lettre ouverte au Centre pour la IV^{e} Internationale et au PSR trotskyste de Belgique, pour demander des éclaircissements. Cette lettre ne reçut aucune réponse. Elle montrait que le fond de la dénonciation était politique, et que les méthodes de Trotsky et de ses fidèles se calquaient étrangement sur celles des staliniens. Elle concluait qu'il était "clairement établi que c'est AVANT TOUR parce que les camarades visés ont adopté une position internationaliste analogue à celle que proclamèrent les marxistes pendant la guerre de 1914-18... qu'ils sont

dénoncés comme provocateurs et agents du fascisme". (*Bilan*, n° 44, oct.-nov. 1937.)

En fait, tous les militants que citait l'organisation trotskyste ne lui étaient pas inconnus. Et pour cause! Garza et Daniel Ayala venaient de la Ligue communiste du Mexique. Ils avaient rompu avec elle en raison de son soutien au caractère "progressif" des nationalisations, du gouvernement Cardenas, de son appui au gouvernement républicain espagnol, et de son attitude lors de la guerre sino-japonaise, où elle se rangeait derrière le gouvernement chinois de Tchang Kaï Chek.

Quant "au provocateur Kirchhoff" - qui était connu sous le pseudonyme de EIFFEL - et s'appelait en réalité Paul Kirchhoff, il n'était pas inconnu, lui aussi, du mouvement révolutionnaire. Celui que la Liga comunista appelait "l'Allemand", "agent de Hitler", était depuis 1920 un militant de la Gauche communiste allemande. Membre du KAPD - et aussi de l'AAU de Berlin, qui était l'organisation de lutte économique de ce parti - il avait participé jusqu'en 1931 à l'activité du courant communiste de gauche. Ethnologue de profession, il avait quitté à cette date l'Allemagne, où il avait gagné les U.S.A.. De 1931 à 1934, il avait été membre des IKD en exil, ainsi que du Département latino-américain de l'Opposition.de gauche internationale. En septembre 1934, il fut l'un des 4 membres (sur 7) de la direction des IKD en exil à refuser l'entrisme dans la social-démocratie et à qualifier cette politique de "capitulation idéologique complète devant la II^{e} Internationale". Ayant rompu avec Trotsky, il devint jusqu'en 19379 membre du Bureau politique de la Revolutionary Workers League de Oehler. Chassé des U.S.A., il dut se réfugier au Mexique. En contact avec la RWL qu'il représentait auprès de la Liga comunista trotskyste, minoritaire, il défendit les positions de la Gauche italienne à l'intérieur de cette organisation. A propos de l'Espagne, il présenta une motion qui proclamait la faillite de la RWL : "Les événements d'Espagne ont mis chaque organisation à l'épreuve; nous devons avouer que nous n'avons pas supporté dette épreuve; ceci dit, notre premier devoir est d'étudier les origines de notre faillite." La motion Eiffel s'inscrivait dans un complet processus de rupture idéologique :

"La guerre en Espagne a commencé comme une guerre civile, mais elle fut rapidement transformée en guerre impérialiste. Toute la stratégie de la bourgeoisie mondiale et espagnole consista à réaliser cette transformation sans changer les apparences et en laissant croire aux ouvriers qu'ils combattent pour leur intérêt de classe. Notre organisation a entretenu cette

illusion et soutenu la bourgeoisie espagnole et mondiale en disant : “La classe ouvrière espagnole doit marcher avec le Front populaire contre Franco, mais doit se préparer à retourner demain ses fusils contre Caballero”.” (*L’Internationale*, n° 33, 18 déc. 1937, “La RWL et ses positions politiques”).

Ayant quitté la RWL, Eiffel et un petit groupe d’ouvriers et d’ex-militants trotskystes mexicains se constituèrent en groupe politique indépendant. A partir de septembre 1938, ils publièrent leur organe : *Comunismo*, qui eut jusqu’à la guerre trois numéros, jusqu’à sa disparition dans le tourbillon de la guerre mondiale.[10]

Si le GTM s’était constitué en Europe, il est probable qu’il se serait lié organisationnellement à la Gauche communiste internationale. L’éloignement géographique condamnait le petit groupe mexicain à vivre dans le plus total isolement, dans un pays où triomphaient “l’anti-impérialisme” et le nationalisme ouvriériste de Cardenas. Comunismo, pour survivre, resta en contact épistolaire avec les fractions italienne et belge. Il reconnaissait que c’était “le travail de ces deux groupes qui (l’avait) inspiré dans (son) effort de créer au Mexique un noyau communiste”. “Stimulés par cet appui international et par les lettres que nous envoyèrent les camarades italiens et belges”, les militants du GTM se proposaient de faire un “bilan” critique de l’Internationale communiste, afin de créer “des bases solides pour le futur Parti communiste du Mexique”.

Dans le domaine théorique et politique, la Gauche communiste mexicaine manifesta la plus grande hardiesse, allant résolument à contre-courant malgré les lourdes menaces pesant sur tout groupe dénonçant le nationalisme populiste et manifestant un mondialisme intransigeant. Comunismo définissait - à la différence des trotskystes et des staliniens - les nationalisations du pétrole au Mexique comme réactionnaires “dans la phase impérialiste du capitalisme”, où “il n’y a pas une seule mesure progressive de la part de la société capitaliste en décomposition et de son représentant officiel : l’Etat capitaliste”. Le renforcement de cet Etat ne pouvait avoir qu’un seul but : sauver la propriété globale du capitalisme national dans la décadence impérialiste, et la protéger “contre ‘ses’ ouvriers et paysans”. La nationalisation du pétrole, d’ailleurs, n’avait pas mis fin à la domination de l’impérialisme étranger. En évinçant les intérêts anglais, Cardenas avait renforcé l’emprise américaine sur l’Etat mexicain.

Reprenant à son compte les analyses de Rosa Luxemburg, le GTM refusait

toute défense des “luttes de libération nationale”. “Même dans les pays opprimés”, les travailleurs ne pouvaient avoir de patrie, ni “d’intérêts nationaux” à défendre. “Un des principes fondamentaux qui doit guider toute notre tactique”, poursuivait Comunismo, “sur la question nationale est l’antipatriotisme”; “quiconque propose une nouvelle tactique qui aille à l’encontre de ce principe abandonne les rangs du marxisme et passe au service de l’ennemi”.

Les positions du GTM apparurent à la Fraction italienne comme des “rayons de lumière” lui parvenant d’un lointain pays, développées par un groupe opérant dans les pires conditions d’existence, et lui démontrant que ses positions étaient, lui semblait-il, le fruit de tout un mouvement de gauche communiste dépassant le cadre restreint de l’Europe.

Quels enseignements tirait la “Gauche communiste internationale” de tout le débat qu’elle avait mené et même suscité, sur deux continents, de l’Europe à l’Amérique ?

a) **“La consigne de l’heure : ne point trahir”.** Pour préparer la révolution qui devrait surgir de la prochaine guerre mondiale, chaque groupe de la gauche communiste devait maintenir intactes les positions principielles de l’internationalisme, à contre-courant. Le poids de la contre-révolution pesait de manière impitoyable; la période historique était “une période d’extrême sélection des cadres de la révolution communiste où il faut savoir rester seul pour ne pas trahir”. (*Bilan*, n° 39, janvier-février 1937, “Que Faire ? Retourner au parti communiste, messieurs!) La guerre d’Espagne, pensait *Bilan*, avait justement permis de réaliser cette sélection impitoyable, délimitant nettement le camp prolétarien du camp capitaliste :

“ La guerre d’Espagne a été décisive pour tous : pour le capitalisme, elle fut le moyen d’élargir le front des forces qui agissent pour la guerre, d’incorporer à l’antifascisme les trotskystes, les soi-disant communistes de gauche, et d’étouffer le réveil ouvrier qui se dessinait en 1936; pour les fractions de gauche, ce fut l’épreuve décisive, la sélection des hommes et des idées, la: nécessité d’affronter le problème de la guerre. Nous avons tenu, et contre le courant nous tenons toujours.” (*Bilan*, n° 44, oct. 1937, “La guerre impérialiste d’Espagne et le massacre des mineurs asturiens”.)

b) **“La vertu de l’isolement”.** Cette parole de Bordiga, la Gauche italienne la fit sienne, mais avec amertume. Elle constatait que son isolement n’était pas fortuit : “Il (était) la conséquence d’une profonde victoire du

capitalisme international qui est parvenu à gangrener jusqu'aux groupes de la gauche communiste dont le porte-parole (avait) été jusqu'à ce jour Trotsky." (*Bilan*, n° 36, ibid.).

Mais ce terrible isolement était – pensait-elle - la condition de survie, de tous les éléments révolutionnaires. Ceux-ci, pour passer à la constitution de fractions de gauche dans tous les pays, devaient "déserter les bouges de la contre-révolution, les détruire, et ainsi préserver le cerveau de militants ouvriers, qui pourraient oeuvrer pour la clarification communiste". En effet, "on ne transforme pas le terrain capitaliste en terrain prolétarien" (*Octobre*, n° 4, avril 1938), "Pour une fraction française de la gauche communiste"). Mais dans un réflexe sectaire, la Gauche italienne plaçait non seulement les anarchistes et les trotskystes, mais aussi l'Union communiste, la RWL, la LCI qui auraient passé "la barricade lors du massacre en Espagne". (*Bilan*, n° 40, avril-mai 1937, "La pause de Monsieur Léon Blum".)

Affirmant que par son seul canal pourrait naître le futur parti communiste mondial, la Gauche italienne, soutenue par la Fraction belge, fonda au début de l'année 1938, le Bureau international des fractions de gauche, dont l'organe était *Octobre*. Le "bilan" de 10 années d'existence lui semblait clos de façon positive, avec la fondation d'une fraction belge, les contacts avec *Comunismo*, mais surtout avec l'espoir de former rapidement une Fraction française, compte tenu de l'afflux de quelques rares militants français.

Comme on le verra, cette proclamation était symptomatique d'un processus de sectarisation conjugué avec une aveugle mégalomanie organisationnelle. Une telle attitude ne fit que renforcer la coalition des groupes qui rejetaient les positions de la Fraction italienne et belge, jugées être "inouïes".

En mars, 1937, à l'appel de l'Union communiste, s'était tenue à Paris une conférence internationale. L'Union communiste avait invité le POUM et les organisations de la IV[e] Internationale, qui ne répondirent point. Etaient présents tous les groupes qui s'étaient opposés à Bilan lors de la question d'Espagne : la LCI, la minorité de la Fraction italienne, la RWL représentée par Oehler, la League for Revolutionary Workers Party de Field, le GIK de Hollande (représenté par Canne-Meijer), et des individualités comme Gabriel Miasnikov, Arkadi Maslow et Ruth Fischer, représentant les anciennes oppositions russe et allemande. L'échec de cette conférence, amena le RWL à créer bientôt une Commission Internationale de contact, l'Union communiste étant dans l'incapacité d'assumer l'existence de cette concentration internationale. [11]

Dans ce contexte d'hostilité à la Gauche communiste en France et Belgique, l'effort des deux fractions à regrouper rapidement, sous le signe d'octobre 1917, les éléments révolutionnaires sur deux continents était vain. Une surestimation de ses forces conduisit rapidement la GCI. à se convaincre que la voie était ouverte à l'éclatement de la Révolution mondiale, sous sa propre direction. En voyant la révolution à l'horizon, elle perdait de vue la guerre qui rampait à ses pieds.

Indirectement, la minorité de la gauche italienne connaissait une revanche. Alors que la majorité avait toujours combattu la position de la minorité selon laquelle la révolution était possible à tout moment, c'était maintenant elle qui la rejoignait dans la sous-estimation du danger de guerre. Victoire indirecte aussi de la minorité, lorsque peu avant sa disparition, *Bilan* entreprit une campagne de solidarité pour toutes les victimes de la guerre d'Espagne. Voulant montrer que "les fractions de gauche ne restent pas insensibles au martyre, aux souffrances de la guerre d'Espagne", *Bilan* et *Communisme* avaient décidé de créer un fonds de solidarité financier pour aider les victimes de la guerre, qu'elles soient "fascistes" ou "antifascistes", "les familles de tous, les enfants de tous". [12]

Cette campagne partait d'une politique "humanitaire" de "bons sentiments", qui était de se démarquer des deux camps militaires en présence. Elle aboutissait en fait à créer une espèce de Croix-Rouge "prolétarienne", que la Gauche italienne aurait prise en charge. Si tel n'était pas le but de la Gauche italienne, Vercesi se retrouva l'exécuteur testamentaire de cette campagne, lorsqu'il fonda à Bruxelles, en 1944, la Croix-Rouge italienne, qui devait venir en aide à "tous les Italiens, victimes de la guerre". [13]

Isolée politiquement, la Gauche communiste était conduite, en réaction, à nier non seulement son isolement, mais la réalité du danger de guerre, et à trouver vaille que vaille des recettes pour le briser. Profondément bouleversée par le drame espagnol, blessée dans sa chair par la scission d'une partie de ses militants, elle laissait pénétrer indirectement des positions qui lui avaient été toujours été étrangères, et que la minorité avait défendue - mieux que personne - en 1935-1936.

---

[1] Un rapport de police ayant trait à la section de Bruxelles (Direzione centrale della P.S., sezione prima n° 441/032029, Archivio storico dello

Stato, Roma, CPC busta 4498), précise que le 1er août 1936 une discussion s'est engagée à propos des événements d'Espagne. Un vote s'est exprimé sur un éventuel enrôlement des militants dans des "légions révolutionnaires". Se sont prononcés pour : Russo, Romanelli, Borsacchi, Atti, Consonni. Contre, seulement Verdaro et Perrone.

[2] Jean RABAUT (op. cit.) affirme à tort que "les bordiguistes plaquent sur la réalité espagnole le schéma des débuts de la révolution russe..." En fait, la majorité rejetait toute assimilation des événements espagnols à ceux de février 1917. C'est plutôt la minorité qui voyait en juillet 36, une répétition de "Février", et dans l'attaque de Franco une entreprise du même type que celle de Kornilov. Pour *Bilan*, pour qu'il y eût un "Kornilov", il aurait fallu déjà qu'il y ait déjà un double pouvoir, celui de l'Etat capitaliste et celui des conseils ouvriers ou soviets. En Espagne, après quelques jours d'indécision, il n'y eut qu'un seul pouvoir : celui de l'Etat républicain, face à l'Etat "monarchiste" de Franco.

[3] Un court compte rendu de l'activité de la minorité et de la majorité en Espagne se trouve dans *Battaglia comunista*, n° 6, juin 1974, "Une pagina di storia nella nostra frazione all'estero (1927-1943)". Cet article, témoignage de vieux militants de la Fraction, retrace l'activité d'Aldo Lecci, l'un des porte-parole les plus décidés de la majorité. De ce voyage des trois délégués de la Gauche italienne, résulta une brochure de Mitchell (Jéhan) : "La guerre en Espagne", 1937, éditée par la Fraction belge. (Reprint, *Invariance* n° 8, oct.-déc. 1969.)

[4] Cette exclusion, ou plutôt cette séparation, n'empêcha pas *Bilan* de saluer avec émotion la mémoire de Mario De Leone (1890-1936), connu dans la Fraction sous le pseudonyme de Topo, militant de la première heure, depuis 1929, date à laquelle il quitta l'URSS pour rejoindre la France. Il mourut à Barcelone, d'une crise cardiaque. Il fut le seul membre de la minorité en Espagne à ne pas revenir vivant. (pour sa biographie, cf. n° 37 de *Bilan.)*

[5] Selon Henri Chazé (*Jeune Taupe*, n° 6, juillet 1975), l'Union communiste "recueillit la quasi-totalité des bordiguistes (italiens pour la plupart) parisiens, une vingtaine de bons camarades ouvriers qui n'avaient pas digéré la position délirante des bordiguistes belges et de Vercesi (pas de parti bordiguiste en Espagne, donc pas de révolution) sur le mouvement révolutionnaire dans la péninsule..." Entraîné par la polémique contre *Bilan*, ou par manque d'informations, Chazé déforme la réalité. Si le chiffre des minoritaires est exact, il n'est pas vrai qu'ils représentaient la "quasi-totalité

des bordiguistes parisiens". Majorité, au début, dans la section de Paris, ils étaient minoritaires dans la Fédération parisienne regroupant toutes les sections territoriales de la région de Paris. Dès le début, aussi, le Comité exécutif de la Fédération avait pris position contre les minoritaires.

[6] *L'Internationale*, n° 23, 28 octobre 1936, in *Chronique de la révolution espagnole (1933-1939)*, par Chazé, "Cahiers Spartacus", Paris, 1979.

[7] "La masacre de Barcelona : una leccion para los trabajadores de México", Mexico, DF, mayo de 1937, Apartado postal 9018.

[8] "Grupo de trabajadores marxistes : a las organizaciones obreras del pais y del extranjero", s.l.n.d. Ce texte retraçait l'itinéraire des militants du groupe, et dénonçait "la campagne de calomnies" de la Liga comunista et de la IV[e] Internationale. Il expliquait les positions du GTM sur l'Espagne et la guerre sino-japonaise.

[9] Sur l'itinéraire de Paul Kirchhoff (1900-1972), cf. outre le texte cité à la note précédente, les quelques indications données dans les *Oeuvres* de Trotsky, tomes 4 et 6, EDI, Paris, 1979. Ses positions dans la RWL sont exposées dans *L'Internationale*, n° 33, 18 déc. 1937.

[10] Après 1939, il est impossible de connaître l'itinéraire politique des militants du GTM. Paul Kirchhoff fut par la suite un brillant ethnologue des civilisations amérindiennes. Il est le créateur du concept de "Méso-Amérique", et étudia les civilisations d'Amérique centrale. Auteur de livres de référence, il obtint une chaire d'anthropologie à l'université de Mexico. (Les principaux textes de *Comunismo* ont été traduits dans *L'Internationale*, n[os] 34 et 39; *Communisme* n° 4; *Bilan* n° 43.)

[11] Cf. *L'Internationale*, n° 27, 10 avril 1937, "La conférence internationale des 6 et 7 mars".

[12] "Les fractions belge et italienne, devant l'impossibilité de participer à n'importe laquelle des formes et organismes de solidarité constitués par le Front populaire, désireuses de participer à une solidarité de classe, sans se jeter dans le giron de la guerre impérialiste, ont décidé de constituer un fonds de solidarité pour toutes les victimes prolétariennes d'Espagne." (*Bilan*, n° 43, septembre-octobre 1937, "Pour la solidarité de classe pour toutes les victimes de la guerre d'Espagne".)

[13] Cette campagne, qui s'appuyait sur l'idée d'un Front unique syndical, amena la Fraction belge à participer à une "Commission internationale d'aide aux réfugiés espagnols", du moins sa minorité. Du Front unique syndical ou humanitaire jusqu'à une position de front antifasciste, il y avait un pas à franchir, que fit Vercesi en l945. Cette campagne se heurta à une vive opposition dans la Fraction italienne à Marseille et Paris (cf. *Il Seme comunista* n° 4 et 5, novembre 1937 et février 1938).

CHAPITRE 6

VERS LA GUERRE OU VERS LA REVOLUTION MONDIALE ?

En février 1938, parait le premier numéro d'*Octobre*. Cinq numéros paraîtront jusqu'en août 1939. Cette revue était l'organe mensuel du Bureau international des fractions de la gauche communiste. Comme *Bilan*, elle est imprimée à Bruxelles, où se trouve la rédaction. Le responsable de publication est Albert Boyer, à Paris. Les événements d'Espagne avaient amené Gaston Davoust (Chazé), de l'Union communiste, à refuser d'assumer plus longtemps la responsabilité légale des organes de la gauche communiste internationale.

Revue internationale, *Octobre* avait l'ambition d'exister en trois langues : français, allemand et anglais. La gauche communiste annonçait que " bientôt elle publierait l'édition anglaise et allemande ", et faisait un vif appel " à des camarades allemands ", étant donné ses " réelles difficultés à fournir des traductions allemandes ".

La disparition de *Bilan* et son remplacement par *Octobre* étaient symptomatiques d'un changement profond d'orientation de la fraction italienne et belge. La couverture était ornée d'un cercle représentant le globe terrestre, sur lequel se détachaient les mots de " révolution mondiale ". Le titre d'*Octobre* montrait clairement que la Gauche communiste se croyait à la veille du surgissement d'un nouvel " Octobre rouge ".

La constitution d'un Bureau international à la fin de l'année 1937 répondait à l'espoir de former les bases d'une nouvelle Internationale. L'exemple de Zimmerwald, d'où était sortie la fondation de la IIIe Internationale, était présent dans la tête de tous les militants. La trahison, depuis 1933, de tous les partis communistes, trotskystes - comme la social-démocratie en 1914 - signifiait, pour la Gauche italienne, que c'est elle seule qui aurait pour tâche d'être le centre d'une IVe Internationale. Au travail passé qui " a consisté surtout dans une prise de contact avec les individualités qui, dans les différents pays, avaient pris une position de combat contre la guerre impérialiste", devait succéder une "autre phase de travail en vue de la constitution des fractions de gauche". (*Bilan*, n° 43, " Pour le bureau international des fractions communistes de gauche ", par Vercesi).

La création d'un Bureau international, reliant les deux fractions entre elles, marquait un certain renforcement de la Gauche communiste italienne. La constitution d'un centre international, avant l'éclatement de la guerre animée par les bolcheviks, la 'gauche de Zimmerwald 'Pour l'Internationale la guerre mondiale - donnait l'illusion d'être mieux préparé que les bolcheviks eux-mêmes. Le " Bilan " était apparemment clos, avec " la liquidation de tous les groupes qui ont désormais terminé leur évolution "; idéologiquement, le Bureau international avait l'impression que, dans le prolétariat, cette liquidation lui laissait la place nette, pour affronter une situation où la trahison des anciens " partis ouvriers " était délimitée, sans qu'il soit besoin de passer par un brutal et démoralisant nouveau " 4 août 1914 "

Mais, le " Bilan " était-il vraiment clos?

Les discussions qui se poursuivirent dans les deux fractions, à travers le bulletin interne *Il Seme comunista*, et *Octobre*, sur les questions de l'Etat et des syndicats, montraient *a contrario* que ce " bilan " restait inachevé.

Mais, surtout, au fur et à mesure que les guerres locales se rapprochaient de l'Europe, annonçant l'embrasement final, la position de la Gauche communiste internationale devenait moins assurée. Guerres " localisées " annonçant la "révolution mondiale"? Guerre impérialiste mondiale? " Guerre ou révolution "? ou bien " guerre et révolution "? Tel était le dilemme historique qui se posait chaque jour aux deux fractions. De la capacité à répondre clairement à la situation, dépendait la cohésion de l'organisation " bordiguiste ".

En continuité avec la IIIe Internationale de Lénine et de Trotsky, la Gauche italienne, à ses débuts, ne s'écarta pas du dilemme qui avait été posé par les théoriciens marxistes : " guerre ou révolution ". C'est dans cette tradition de l'IC, que Bilan en décembre 1933 évaluait le rapport existant entre ces deux pôles historiques :

" Dans la phase impérialiste du capitalisme, et au point de vue général, il n'existe que deux issues : l'une capitaliste, la guerre; et l'autre prolétarienne : la révolution. C'est seulement l'insurrection des travailleurs qui peut empêcher le déclenchement de la guerre. " (*Bilan*, n° 2, " Une victoire de la contre-révolution : les Etats-Unis reconnaissent l'URSS ").

La publication de Bilan correspondait à cette affirmation que toute une série de défaites prolétariennes de 1923 à 1933 avait ouvert le cours historique vers la guerre mondiale, qui idéologiquement se traduisait par le triomphe de la contre-révolution en Russie et au sein des anciens partis de

l'Internationale communiste. Cette certitude de la Fraction italienne que la guerre était inéluctable, ne se basait point sur une conception fataliste de l'histoire, pas plus qu'elle n'impliquait de sa part un renoncement à toute intervention au sein des classes ouvrières française, belge et américaine. Au contraire, régulièrement, par des tracts et des manifestes, la Gauche communiste italienne ne cessa de mettre en garde les ouvriers, même dans l'euphorie des grèves de l936, devant le danger de conflit mondial. Tant que le rapport de forces n'aurait pas été modifie en faveur du prolétariat, le cours vers la guerre restait ouvert.

En fait, l'anéantissement du prolétariat était consommé. Anéantissement plus idéologique que physiques le rôle de la Russie ayant été décisif. En effet... la guerre n'est possible que par l'anéantissement du prolétariat en tant que classe de la scène historique, anéantissement déterminé à son tour par tout un travail de corruption des organismes prolétariens ayant fini par trahir et rallier la cause de l'ennemi. " (*Bilan*, n° 16, mars 1935, "Projet de résolution sur la situation internationale", par Philippe). (1)

Mais si la guerre exigeait cet anéantissement du prolétariat, comment celui aurait-il encore la force de transformer " la guerre impérialiste en guerre civile "? D'une défaite totale, là révolution mondiale surgirait-elle?

De la guerre devait nécessairement, comme en 1917, sortir la révolution, selon la gauche italienne. Elle pensait même que "par rapport à la dernière guerre, il (était) certain que le rôle du prolétariat (serait) cette fois-ci énormément accru et les possibilités de reprise de la lutte de classe d'autant plus élargies". En effet, selon elle, l'élargissement de l'accumulation d'armements, impliquait " la nécessité d'actionner d'énormes ateliers industriels et d'y faire participer les populations dans leur ensemble ". Ce fait " aide(rait) le prolétariat à reprendre d'autant plus vite conscience de ses intérêts que les circonstances lui montreront qu'il est moins ardu d'enfreindre la discipline et la hiérarchie dans des ateliers qu'il ne l'est dans les cadres d'une armée dans des tranchées éloignées du front intérieur ". (*Bilan*, n° 16, mars 1935, " Projet de résolution sur la situation internationale ", par Philippe).

Cette vision très optimiste, défendue par Vercesi, ne faisait pas d'ailleurs l'unanimité de la fraction italienne. Dans un article de discussion, Gatto Mammone (Virgilio Verdaro) attaquait implicitement cette perspective d'une transformation quasi automatique de la guerre mondiale en révolution, d'autant plus que Vercesi avait souligné " la pulvérisation du prolétariat " :

" Ce sont ceux qui mettent le plus en évidence l'impuissance, la dislocation,

la pulvérisation du prolétariat, avant la guerre, qui soutiennent avec le plus de force l'immédiate capacité de classe des ouvriers après la guerre. Il attribuent ainsi une sorte de vertu thaumaturgique à la guerre prise en soi, pour la maturation de la conscience de classe du prolétariat et traitent avec un mépris souverain ceux qui croient en une phase plus ou moins longue de transition et à des possibilités de manœuvres de la bourgeoisie dans ces moments. " (*Bilan*, n° 29, mars-avril 1936, " Un article de discussion de Gatto Mammone ").

Pourtant, les grèves en France et en Belgique, et surtout la guerre en Espagne - où la majorité y avait vu pourtant une guerre impérialiste, prémisse d'affrontements entre les blocs " démocratique " et " fasciste " allaient plonger la fraction italienne, et dans une moindre mesure, la fraction belge, dans une attente de la guerre, pleine d'espérances. Tous ces mouvements sociaux, malgré leur écrasement, pouvaient annoncer la prochaine révolution mondiale.

Théoriquement, la Gauche italienne, ne pouvait cependant se contenter de réagir au fil des événements, Il lui fallait à la fois vérifier la validité de son pronostic de 1933, que la guerre était inévitable; et voir si les changements opérés au sein du capitalisme depuis la crise de 1929 n'entraînaient pas des changements de perspective historique, et donc de la politique communiste.

Le débat théorique au sein de la Gauche italienne se fit autour de trois axes :

- La nature de la guerre depuis 1914, et la politique communiste;
- Les implications économiques et sociales de l'économie de guerre;
- La nature des conflits locaux depuis 1937, et la perspective révolutionnaire.

Décisive était la compréhension de la Fraction italienne de la nature des guerres, dans une période qu'elle définissait - dans la tradition des premiers congrès de l'IC - comme celle de la décadence du capitalisme. Cette théorie de la décadence déterminait l'ensemble des prises de position politiques de la Fraction dans chaque conflit.

Les racines des guerres, à l'époque de la décadence.

Comme Lénine, dont elle se revendiquait, la fraction voyait dans l'impérialisme le stade ultime du capitalisme. Dans cette phase de transformation du capitalisme. la lutte s'engageait entre les différents Etats capitalistes pour le partage et le reportage du monde, en particulier pour le contrôle des sources de matières premières nécessaires à la production. Cette théorie, néanmoins, tendait à passer sous silence le problème des

marchés où venait se déverser l'ensemble des marchandises produites. Les balbutiements du mouvement communiste russe, lorsqu'il cherchait à définir la période historique ouverte par 1914 laissaient tout un champ théorique à défricher.

C'est la découverte et la traduction des ouvrages de Rosa Luxemburg en français qui allaient orienter la Gauche italienne vers une théorie fondée sur l'affirmation de la décadence du capitalisme et la saturation du marché mondial. La crise de 1929, crise de surproduction mondiale, semblait apporter la confirmation la plus éclatante des thèses de Rosa Luxemburg, qu'elle avait défendues dès 1913 dans *L'accumulation du capital*. Elle apparaissait comme un démenti cinglant de la théorie de Boukharine, qui affirmait que le capitalisme ne pouvait connaître de limites à son propre essor en dehors de la sphère de la production (2) dont le développement était freiné et contredit par la baisse tendancielle du taux de profit. Dans les années 30, même les non-marxistes, face à une crise qui n'était plus locale et conjoncturelle comme au 19e siècle, mais véritablement mondiale, n'hésitèrent plus à parler de " déclin " et de " décadence du capitalisme ". La durée même de la crise de 1929 jusqu'à la sortie de la guerre mondiale, la chute vertigineuse de la production et des changes mondiaux, le développement de politiques autarciques montraient que la crise de 1929 n'était pas une " crise classique ", vite surmontée par un nouvel essor de l'appareil productif. (3)

C'est Mitchell et la Fraction belge qui vont développer, en les reprenant, les théories " luxembourgistes ", qui étaient défendues plus intuitivement qu'en profondeur par la Fraction italienne. Les contributions de Mitchell seront décisives et s'exprimeront dans *Bilan* dans une suite d'articles intitulés "Crise et cycles dans l'économie du capitalisme agonisant " (n° 10 et 11, août et septembre 1934). La brochure qu'il publia en 1936, au nom de la LCI : *Le problème de la guerre*, développait les implications politiques de cette analyse.

Mitchell montrait que le XIXe siècle avait été l'époque de pleine ascension du mode de production capitaliste, avec la création progressive d'un marché mondial. Cette création était même progressiste, dans le sens qu'elle faisait surgir les conditions de la révolution :

" Ce fut cette loi fondamentale et motrice du 'PROGRES' capitaliste qui poussa la bourgeoisie à transformer sans cesse en capital une fraction de plus en plus grande de la plus-value extorquée aux ouvriers, et, par voie de conséquence à développer sans cesse les capacités productives de la société. C'est ainsi que se révéla sa mission historique et progressive. Par

contre, du point de vue de classe, 'PROGRES' capitaliste signifie prolétarisation croissante et exploitation sans cesse intensifiée des prolétaires... Le capitalisme n'est pas un système progressif par nature mais par nécessité. Il resta progressif tant qu'il put faire coïncider le progrès avec les intérêts de la classe qu'il exprimait. " (" Le problème de la guerre ", janvier 1936, *Cahier d'études* n° 2).

Les crises qui troublaient régulièrement le procès d'accumulation du capital étaient des " crises chroniques ". Les périodes de crise et de prospérité étaient " inséparables et se conditionnaient réciproquement". Mitchell, se référait ici à Rosa Luxembourg pour qui " les crises apparaissent comme un moyen d'attiser et de déchaîner toujours de nouveau le feu du développement capitaliste ".

La contradiction qui minait le capitalisme : la tendance à accumuler toujours plus de capital et à le métamorphoser en marchandises pléthoriques sur le marché national, était résolue par l'extension des marchés, et principalement par la pénétration du capital dans les zones extra-capitalistes. Dans sa série d'études, Mitchell affirmait en effet que " ce fut l'annexion au marché capitaliste de nouvelles zones, de nouvelles régions, où survivaient des économies retardataires, mais où le capitalisme put écouler et ses produits et ses capitaux " que la résolution de la contradiction fut trouvée. Les guerres coloniales eurent pour fonction d'élargir le marché capitaliste. Aux guerres, " support des révolutions bourgeoises du siècle dernier ", succédaient les guerres coloniales, qui en achevant la mainmise du capitalisme sur le monde, accéléraient les contradictions d'un système devenu impérialiste :

" …Le colonialisme extensif est limité dans son développement et le capitalisme, conquérant insatiable, a tôt fait d'épuiser tous les débouchés extra-capitalistes disponibles. La concurrence interimpérialiste privée d'une voie de dérivation s'oriente vers la guerre impérialiste. " (*Bilan* n° 11, op. cit.).

Une fois le monde partagé par les différents impérialismes, le capitalisme cessait mondialement d'être progressif :

" …Une fois terminé le partage entre ces grands groupes capitalistes, de toutes les bonnes terres, de toutes les richesses exploitables, de toutes les zones d'influence, bref de tous les coins du monde où put être volé du travail, qui, transformé en or, allait s'entasser dans les banques nationales des métropoles, alors se trouva terminée aussi la mission progressive du capitalisme (" Le problème de la guerre ")

La guerre de 1914 signifiait " le déclin, la décomposition du capitalisme ". " L'ère des guerres spécifiquement coloniales (était) définitivement close ", remplacée par celle de la " guerre impérialiste pour un nouveau partage des marchés entre les vieilles démocraties impérialistes, riches d'ancienne date et déjà parasitaires et les jeunes nations capitalistes arrivées tardivement à la curée ". (idem).

La guerre n'exprimait plus un essor du capitalisme, mais sa décadence générale, caractérisée par " la révolte des forces de production contre leur appropriation privée ". La crise de " chronique " devenait permanente, " une crise générale de décomposition ", où " l'histoire enregistrera ses sursauts d'agonie en traits sanglants ". (*Bilan*, n° 11, op. cit.)

Les caractéristiques, selon Mitchell, en étaient : a) " une surproduction industrielle générale et constante "; b) " le chômage permanent de masses considérables de forces de travail aggravant les contrastes de classes, c) " une surproduction agricole chronique; d) " un ralentissement considérable du processus de l'accumulation capitaliste résultant du rétrécissement du champ d'exploitation des forces de travail (composition organique) et de baisse continue du taux de profit ".

De cette analyse théorique, Mitchell, à la lumière de la crise de 1929, concluait que " le capitalisme (était) poussé irrésistiblement vers son destin : à la guerre " (idem) ; une guerre amenant " une gigantesque destruction de forces productives inactives et d'innombrables prolétaires rejetés de la production ". (" Le problème de la guerre ").

Ainsi, les guerres à l'époque de la " décadence " ne pouvaient plus se comparer aux guerres nationales du siècle dernier. Elles n'étaient pas le produit de quelques Etats comme l'Allemagne ou l'Italie, mais découlaient d'un processus mondial poussant à la guerre tous les Etats. Il ne pouvait y avoir de " guerre juste " et d'opposition entre " des Etats réactionnaires et des Etats progressistes " (idem).

Les conséquences politiques de cette analyse étaient dans la droite ligne des bolcheviks et de Rosa Luxemburg pendant la première guerre mondiale. " Les deux termes de l'alternative " historique étaient " la révolution prolétarienne ou la guerre impérialiste ". (idem).

En conséquence, les deux fractions rejetaient toute " défense nationale " dans tous les pays, y inclus l'URSS; toute politique " pacifiste " du type " Comité Amsterdam-Pleyel " dans les années 30. Pour elles, comme en 1914, la seule lutte possible n'était pas " pour la paix ", mais pour la révolution mondiale, contre toute guerre " fasciste " ou " antifasciste ",

exigeant la destruction du prolétariat :

" La guerre n'est pas une manifestation accidentelle mais organique du régime capitaliste. Il n'existe pas de dilemme " guerre ou paix ", mais le dilemme " régime capitaliste ou régime prolétarien ". Lutter contre la guerre, c'est lutter pour la révolution. (*Bilan*, n° 1l, " La Russie entre dans la SDN ".).

" La classe ouvrière ne peut connaître et revendiquer qu'un seul type de guerre : la guerre civile se dirigeant contre les oppresseurs dans chaque Etat et se concluant par la victoire insurrectionnelle " (*Bilan*, n° 16, " Projet de résolution sur la situation internationale ", par Philippe).

De toute cette analyse fondée sur la décadence globale et mondiale du système capitaliste, la Gauche communiste italienne et belge en déduisait que les luttes de libération nationale des peuples coloniaux étaient impossibles et s'articulaient comme un maillon dans la chaîne des guerres impérialistes.

La fonction réactionnaire des mouvements nationaux aux colonies.

Contre Lénine et les thèses du II^{e} congrès du Komintern appelant au soutien des mouvements nationaux des pays coloniaux, la Gauche italienne se revendique ouvertement des positions de Rosa Luxemburg.

Bilan, à qui 1'Union communiste reprochait d'être " plus léniniste que Lénine ", n'avait pas peur de s'opposer, sur cette question, à Lénine, et aux positions de Marx au siècle dernier. En effet, " le marxisme n'est pas une bible, c'est une méthode dialectique; sa force réside dans son dynamisme, dans sa tendance permanente vers une élévation des formulations acquises par le prolétariat marchant à la révolution... " (*Bilan*, n° 14, janvier 1935, "Le problème des minorités nationales"). *Bilan* rejetait donc non seulement le " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", le " droit à l'autodétermination posé en 1917 par Lénine, mais les thèses de Bakou (1920) qui prêchaient la " guerre sainte des peuples de couleur " contre l'impérialisme. Avec hardiesse, *Bilan* rejetait les dogmes sacrés pour ne s'appuyer que sur une évaluation de ces mouvements qui lui apparaissaient comme l'antithèse de la révolution prolétarienne, et rattachés à l'impérialisme qui les soutenait :

" …Nous n'aurons aucune crainte de démontrer que la formulation de Lénine, pour ce qui est du problème des minorités nationales, a été dépassée par les événements et que sa position appliquée dans l'après-guerre s'est avérée en contradiction avec les éléments fondamentaux que son auteur lui

avait donnés : aider à l'éclosion de la révolution mondiale.

" Les soubresauts nationalistes, les gestes terroristes des représentants de nationalités opprimées expriment aujourd'hui l'impuissance du prolétariat et l'approche de la guerre. Il serait faux de voir dans ces mouvements un apport à la révolution prolétarienne, car ils ne peuvent s'épanouir qu'à la faveur de l'écrasement des ouvriers et donc qu'en connexion avec les mouvements d'impérialismes opposés. " (*Bilan*, n° 14, janvier 1935, " Le problème des minorités nationales ".)

Cette analyse, qui tranchait avec celle des autres courants de l'entre-deux-guerres, tel le trotskysme, n'était d'ailleurs pas propre à *Bilan*, qui ainsi que l'Union communiste, se rattachaient à la tradition de la Gauche allemande, représentée par le KAPD et le GIK, dans la question nationale et coloniale. (4)

Sur le plan théorique, *Bilan* basait sa position de principe de non-soutien à des mouvements coloniaux et nationaux, n'ayant pas de contenu prolétarien, sur l'impossibilité du développement capitaliste dans des zones demeurées arriérées. L'impérialisme des grandes puissances industrielles s'opposait à la constitution de nouvelles nations capitalistes autonomes, qui ne pouvaient que lui être subordonnées :

" Le capitalisme métropolitain, écrasé sous le poids des instruments productifs qu'il ne peut plus faire fonctionner intégralement ne peut tolérer aux colonies la constitution de nouveaux Etats capitalistes industrialisés capables de surgir en concurrents, tout comme ce fut le cas d'anciennes colonies, tels le Canada, l'Australie, les Etats-Unis. L'impérialisme s'oppose à toute industrialisation développée, à toute émancipation économique, comme à toute révolution bourgeoise nationale. " (" Le problème de la guerre ").

Sur le plan politique, la gauche italienne estimait que l'écrasement du prolétariat chinois en 1927, par la " bourgeoisie indigène" avait suffisamment montré le rôle réactionnaire de toute bourgeoisie nationale et coloniale face à son seul réel ennemi : le prolétariat. En conséquence, " toute évolution *progressive* des colonies (était) devenue fonction, non pas de guerres soi-disant d'émancipation des bourgeoisies " OPPRIMEES " contre l'impérialisme oppresseur, mais de guerres civiles des prolétariats et masses paysannes contre leurs exploiteurs directs, de luttes insurrectionnelles menées en liaison avec le prolétariat avancé des métropoles. " (idem).

Lorsqu'éclatèrent les conflits entre l'Italie et l'Ethiopie, puis la Chine et le

Japon, la fraction italienne refusa d'apporter tout soutien au Négus et à Tchang. Le soutien à ces derniers cautionnait non seulement les bourreaux des prolétaires et paysans indigènes, mais favorisait la marche à la guerre mondiale, où chaque conflit localisé traduisait l'affrontement entre les puissances impérialistes pour le repartage du monde.

Ainsi, seule la guerre civile du prolétariat dans tous les pays, contre sa propre bourgeoisie qu'elle soit fasciste ou démocratique, progressive ou réactionnaire, " opprimée " ou " impérialiste ", apparaissait à *Bilan* et à *Communisme* comme l'unique alternative historique à toute guerre qui " indépendamment de ses aspects " était " impérialiste (*Communisme*, n° 9, 15 déc. 1937, " La guerre impérialiste en Chine et le problème de l'Asie, résolution de la fraction belge ").

Si le cadre théorique et politique de la Gauche communiste était rigoureusement posé, face à la guerre, son analyse des événements demeura en partie indécise.

A partir de 1936, la fraction italienne commença à se préoccuper d'un phénomène qui la plongea dans une grande perplexité : l'économie de guerre. Dès 1933-1934, dans tous les pays industrialisés, une reprise de l'activité économique s'était fait jour. En Allemagne, en Russie, aux U.S.A., le chômage tendait à diminuer, la croissance des indices de production de timide devenait plus assurée. Le budget militaire était le triple de celui de 1913. L'Etat, par ses commandes, soutenait tout un marché d'armements. La production d'armements, en fournissant des débouchés à la production, allait-elle permettre au capitalisme de " faire l'économie d'une guerre " ? (5)

Si l'économie de guerre constituait une issue économique à la crise mondiale, comment expliquer la multiplication des conflits armés qui de l'Asie à l'Afrique, de l'Espagne à l'Europe centrale constituaient autant de foyers d'incendie guerrier ? L'économie de guerre en trouvant un champ de " réalisation " des armes accumulées dans des 'guerres localisées' repoussait-elle, voire supprimait-elle, l'échéance d'une guerre mondiale ?

Enfin, le relèvement des salaires, la diminution du temps de travail, dans des pays comme la France et la Belgique, la politique keynésienne aux USA et en Grande-Bretagne, de " plein emploi " et de " maintien de la consommation ", n'allaient-elles pas éloigner les perspectives d'une révolution prolétarienne ? Dans ce cas, les luttes économiques - dont la Gauche italienne avait toujours souligné le caractère potentiellement révolutionnaire - ne devenaient-elles pas vaines, si, comme en 1936, elles liaient les ouvriers au gouvernement qui les leur concédait ?

1. *Economie de guerre et lutte de classe*

Toutes ces questions commencèrent à être l'objet des préoccupations de la fraction dès 1936, sans qu'une réponse satisfaisante fût donnée. Le débat qui se déroula à l'intérieur de l'organisation " bordiguiste " mit à nu de profondes divergences, qui ne furent pas sans conséquences graves.

La position " orthodoxe " de la Gauche italienne sur l'économie de guerre était défendue surtout par Mitchell, qui, dans la fraction belge, suivait minutieusement la situation économique mondiale. Pour lui, et une partie des deux fractions, l'économie de guerre ne pouvait - en toute logique - n'avoir qu'une seule fonction : la préparation de la guerre mondiale, en vue d'un repartage du monde. Loin de correspondre à une finalité économique, permettant de résoudre dans la sphère de la production les contradictions internes d'un système entré en décadence, elle traduisait les contradictions interimpérialistes de plus en plus profondes sur un marché mondial saturé. L'économie de guerre, c'était tout simplement la guerre économique se transformant en guerre tout court.

Sa fonction était donc en contradiction avec le développement " classique " du capitalisme fondé sur une accumulation élargie de capital et de forces productives. Elle avait donc un effet négatif : la congélation du capital accumulé mondialement, qui ne se réinvestirait plus dans le secteur productif; et surtout par la destruction massive de capital par les armes qu'elle produisait. De façon très claire, *Communisme* (n° 12, " Rapport sur la situation internationale ") affirmait que " ... la production de guerre entraîne une colossale consommation *improductive* de travail et de richesses se prélevant sur le fonds vital de la société ". La revue belge ajoutait que la guerre ne pouvait être une issue " économique " pour le système considéré non nationalement, mais dans sa globalité. La guerre mondiale et même locale signifiait " l'anéantissement de millions de prolétaires et la destruction d'incalculables richesses corporifiant de la plus-value capitaliste. ". Il est intéressant de noter que ce texte n'excluait pas une période de reconstruction, puisque à cette phase de destruction " ferait suite à nouveau une phase de " reconstruction " et la réanimation de la société bourgeoise moribonde ". (idem).

Vercesi, et une partie de la fraction italienne, au contraire pensaient que le phénomène d'un redémarrage de la production par les armements, entraînaient une modification de la théorie. Le phénomène du capitalisme d'Etat dans tous les pays, où la gauche italienne voyait une " tendance qui est mondiale ", et celui des " manipulations de l'arme du crédit " concomitant lui semblaient particulièrement éclairants. S'ils " ne

(permettaient) un développement industriel que dans les domaines particuliers des industries militaires ", ils pouvaient toutefois assurer le service des intérêts, surtout en empêchant ainsi l'écroulement économique. .. " (*Bilan* n° 24, octobre-novembre 1935, " La tension de la situation italienne et internationale ").

En fait, Vercesi et sa tendance, en venaient pratiquement à affirmer que le capitalisme d'Etat, sur la base de l'économie de guerre, offrait une solution nouvelle à la crise, résolvant la question de la réalisation de la production sur la marché mondial :

" L'économie actuelle, dominée par l'hégémonie de la production de guerre, permet d'éviter que le marché soit *immédiatement* encombré par l'invasion de la partie prédominante de la production, et de ce fait, l'éclosion des contrastes économiques aussi bien que de classe se déplace : ce n'est plus le marché qui révèle la base antagonique de la structure capitaliste, mais le fait que désormais la plus grande partie de la production se trouve être privée de toute possibilité de trouver un débouché. "

Si la production d'armements était un dépassement de la contradiction du marché, il s'ensuivait nécessairement un dépassement des contradictions du système jaillissant dans la crise permanente :

" Cette transplantation de l'axe de la production capitaliste a comme répercussion directe dans la structure du système une élévation gigantesque du taux de plus-value, sans que la production qui en résulte occasionne immédiatement l'éclosion des contrastes spécifiques au régime bourgeois. " (*Bilan*, n° 41, mai-juin 1937, " Rapport sur la situation internationale présenté par le camarade Vercesi au congrès de la fraction italienne de la G.C. I. ").

Vercesi, en se basant sur les mesures du Front populaire et du New Deal, en déduisait que le capitalisme pouvait par ce biais réduire les tensions sociales, en accordant de substantielles réformes aux ouvriers :

" ... le capitalisme parvient à élever le taux de l'exploitation ouvrière, tout en concédant des augmentations de salaires, des congés payés, des réductions des heures de travail. " *(Bilan*, n° 43, sept.-oct. 1937, " Pour le Bureau international des fractions communistes de gauche ", par Vercesi).

Dans ces conditions, les luttes revendicatives perdaient toute signification de classe. Les luttes économiques ne pouvaient plus déboucher sur la révolution. Seule la lutte directe pour celle-ci pouvait ranimer l'antagonisme entre les classes :

“ ... dans les nouvelles situations économiques qui ont succédé à la crise gigantesque qui s’ouvrit en 1929, la *revendication immédiate* de la classe ouvrière ne consistait point dans l’augmentation des salaires, mais dans la lutte pour empêcher l’institution d’économies de guerre. ”

“ …l’antagonisme de classe ne peut surgir que du contraste entre le capitalisme instituant une situation de guerre impérialiste et le prolétariat luttant pour la révolution communiste. ” (*Bilan*, n° 41, op. cit.)

Au contraire, dans la Fraction belge, Mitchell soulignait que l’économie de guerre ne se traduisait ni par une amélioration du salaire réel ni par la suppression de l’antagonisme économique déterminé par l’appropriation de la plus-value.

Sans nier la hausse des salaires en 1936, à la faveur de la grève générale, il affirmait que le capitalisme français ne pouvait pas accorder de hausse du salaire réel : “ toute hausse des salaires réels abaisse automatiquement le taux d’exploitation, puisque... l’accroissement de l’un réduit inévitablement la part de l’autre et inversement ” (*Communisme*, n° 7, oct. 1937). L’intensification du rendement du travail après juin 1936, les dévaluations en cascade (de 50 % en un an et demi), l’inflation de 35 % en quelques mois réduisaient à néant ces hausses, pour entraîner une chute inexorable du salaire réel. En fait, “ l’erreur consistait à considérer que ce qui avait été concédé sous la poussée des masses pouvait s’incorporer définitivement au programme du capitalisme. La vérité, c’est que le Front populaire vit sa théorie de l’augmentation du pouvoir d’achat des travailleurs consacrée par les faits bien malgré lui, et qu’ainsi son crédit auprès des masses s’en trouva renforcé, ce qui pour le capitalisme constituait le gain *politique* venant compenser la perte économique subie par les accords Matignon ”. (idem).

La Fraction belge s’opposait aussi vigoureusement à la théorie de Vercesi sur la disparition de la lutte économique, selon laquelle “ les succès revendicatifs conditionneraient en quelque sorte la collaboration des ouvriers à l’organisation et au fonctionnement de l’économie de guerre, et par conséquent aussi leur adhésion à la politique d’Union sacrée les précipitant dans le massacre impérialiste ” (*Communisme*, n° 8, novembre 1937, “ Les convulsions de la décadence capitaliste dans la France du Front populaire ”).

A cette vision, Mitchell, tout en concédant que la lutte partielle restait la forme la moins élevée de la lutte de classe, répliquait que la lutte économique “ reste quand même une expression du contraste de classe et ne peut pas être autre chose ”. Elle n’était pas “ un objectif en soi, mais un moyen, un point de départ ”. Son importance restait capitale “ quand les

ouvriers utilisent leur arme spécifique : *la grève*, que le capitalisme vise précisément à détruire ". Dans une " phase profondément réactionnaire ", il aurait été utopique de lui substituer " la lutte pour le pouvoir ", en courant le risque de tomber dans la position de Trotsky appelant à " l'expropriation des capitalistes " en France. (idem).

Cette théorie de l'économie de guerre, Vercesi allait la défendre jusque pendant la guerre. Il ne faisait pas encore le bond, qu'il fit plus tard, de soutenir que le prolétariat avait disparu socialement. Au contraire, il était de ceux qui voyaient surgir à l'horizon la révolution mondiale. Si le prolétariat ne pouvait plus lutter économiquement, sa lutte devenait immédiatement révolutionnaire, en surgissant spontanément sur le terrain politique. La nouvelle période historique aurait été celle d'une guerre civile de la bourgeoisie mondiale pour détruire pays par pays les forces révolutionnaires du prolétariat, amené à resurgir mondialement.

Alors que, depuis la guerre d'Éthiopie, la guerre généralisée se dessinait, il était difficile de nier tous les conflits qui accompagnaient sa marche en avant. Tous les membres de la Gauche communiste internationale étaient unanimes à penser que la révolution sortirait de la guerre. Comment Vercesi pouvait-il concilier cette certitude avec sa théorie de l'économie de guerre, dont le résultat implicite était la négation de l'inéluctabilité de la guerre mondiale ?

La théorie des " guerres localisées ".

En 1937, lors de la fondation du Bureau international des fractions, Vercesi et une petite minorité donnèrent une réponse qui pouvait sembler cohérente. L'économie de guerre rendait les contrastes inter-impérialistes secondaires. La bourgeoisie pouvait reporter l'échéance de la guerre mondiale. En se référant à la théorie marxiste classique, où toute l'histoire est celle des luttes de classes, ils affirmaient que la seule contradiction minant la société capitaliste était sociale et ne pouvait qu'opposer bourgeoisie et prolétariat :

" Pour ce qui me concerne, je crois que cette conflagration (la guerre) ne se déterminera pas et que désormais la seule forme de guerre correspondant à l'évolution historique actuelle est la guerre civile entre les classes, alors que les contrastes inter-impérialistes peuvent être dirigés vers la voie d'une solution non violente... "

" Les compétitions inter-impérialistes sont un élément secondaire et jamais fondamental. En 1914, elles ont joué un rôle important, mais encore une fois accessoire : l'essentiel étant représenté par la lutte entre le capitalisme et le prolétariat." (*Bilan*, n° 43, op. cit.)

Ils en déduisaient que la guerre impérialiste avait changé de fonction. Il n'était plus question pour le capitalisme " de conquérir de nouveaux marchés " (n° 38, " guerre civile ou guerre impérialiste "), ni même d'un repartage du monde. La guerre devenait " la forme extrême de la lutte du capitalisme contre la classe ouvrière ". Elle n'avait qu'un but : le massacre du prolétariat, " la destruction du prolétariat de chaque pays " (idem). (6)

Cette théorie était profondément marquée par les événements d'Espagne où l'insurrection ouvrière de juillet 36 avait été déviée vers la " guerre impérialiste ". Lorqu'une guerre éclatait, cela ne pouvait signifier qu'un mouvement prolétarien révolutionnaire était écrasé par le biais de la forme moderne de guerre impérialiste :

" Chaque fois qu'éclate une guerre, ce n'est pas le problème 'quels intérêts interimpérialistes sont en jeu ?' qu'il faut se poser, mais plutôt celui-ci : 'quels contrastes sociaux s'agit-il de déverser dans la guerre ?' " (*Bilan* n° 46, " Contrastes interimpérialistes ou contrastes de classes : la guerre impérialiste en Chine ").

Pour la bourgeoisie, ces " guerres localisées " avaient enfin l'avantage d'empêcher la guerre généralisée de " déverser leurs contrastes sur des zones où elles ne s'affrontent pas directement ", tout en alimentant leurs économies par la production d'armes. Il s'ensuivait une " solidarité inter-capitaliste " (idem).

Cette vision poussée jusqu'à ses conséquences les plus absurdes devait avoir un, double effet.

Les fractions eurent tendance à voir dans chaque attaque dirigée contre le prolétariat l'annonce de la révolution. Ainsi, *Bilan* pouvait écrire que " Staline, extrême réserve du capitalisme mondial, par l'excès même des tortures qu'il inflige ", annonçait " l'approche de grandes tempêtes révolutionnaires " (n° 39, janvier-février 1937, " Les procès de Moscou "). Toute défaite semblait se métamorphoser miraculeusement en victoire. Les fractions ne comprirent pas la signification de Munich et l'occupation de la Tchécoslovaquie. Elles crurent que la bourgeoisie écartait le conflit mondial, dans la hantise de provoquer un nouvel octobre 1917. (7)

En fait, bien qu'une opposition très forte se manifestât contre les thèses de Vercesi et de sa tendance, les deux fractions étaient profondément ébranlées. Croyant en la possibilité d'une révolution sortant de la guerre, elles estimaient que les différents impérialismes avaient tout intérêt à éviter la guerre mondiale. D'un autre côté, elles ne pouvaient nier le danger réel de guerre mondiale. Désorientées, elles trouvaient " difficile d'affirmer si

(la société capitaliste) s'oriente définitivement vers la guerre mondiale, ou bien si des perspectives s'ouvrent pour un développement de la lutte des classes orienté vers la révolution " (*Communisme*, n° 3, juin 1937, " La situation internationale : tendances de l'évolution capitaliste ").

Cette indécision des deux fractions à se prononcer sur le cours général les affaiblit considérablement. La révolution ne venant pas, la théorie ne correspondant plus avec la réalité, la démoralisation fit des ravages. Les démissions se multiplièrent. *Octobre* suspendit sa publication pendant un an, jusqu'à son dernier numéro d'août 1939. Le Bureau international de l'aveu même de ses membres (entre autres, Mitchell, Vercesi et Jacobs) connaissait une " syncope ". La discussion au sein des fractions ne débouchait pas sur une position cohérente et homogène.

En fait, trois positions s'affrontaient à la veille de la guerre

- l'une (celle de Vercesi) défendant toujours la théorie des guerres localisées ;
- l'autre (celle de Mitchell, en particulier) affirmant que Munich déboucherait sur une conflagration mondiale, où les Etats fascistes subiraient leur défaite finale;
- enfin, une troisième croyant en " une évolution du capitalisme mondial s'orientant... vers l'établissement de régimes de terreur fasciste dans tous les pays " (*Octobre*, n° 3, avril 1938, " Manifeste du Bureau international des fractions de gauche ").

Quelques jours avant la guerre, *Octobre* devait constater que " les événements de Munich ont fortement secoué les deux fractions. Au sein de la fraction belge, deux courants ont tenté de se délimiter, dans la fraction italienne la délimitation est moins nette " (n° 5, " Déclaration du Bureau international des fractions de la Gauche communiste "). (8)

La secousse était en fait très sévère.

---

(1) " Philippe " était le nom de plume que choisissait parfois Vercesi, lorsqu'il rédigeait ses articles pour *Bilan.*

(2) Cf. le livre de Boukharine : " L'impérialisme et 1'accumulation du capital (réponse à Rosa Luxemburg) ", EDI, Paris, 1977. Dans l'IC, à partir

de 1925, s'était développée une attaque violente contre les thèses luxembourgistes ". Elle visait à montrer la validité, du " socialisme dans un seul pays ", le capitalisme mondial étant capable de reporter à une échéance très lointaine ses contradictions. Celles-ci, selon Boukharine, ne pouvaient se développer avec acuité qu'au travers de la " révolte des peuples de couleur ", privant " l'impérialisme " de ses bases économiques; la contradiction principale était, économiquement, la " baisse tendancielle du taux de profit ", et non les marchés, que Boukharine appelait les " tierces personnes ".

(3) Fritz STERNBERG (" Le conflit du siècle ") note que l'indice de la production mondiale était tombé entre 1929 et 1932 de 100 à 69. Aux U.S.A., la chute de la production était de 50 %. Le nombre de chômeurs comptabilisés mondialement, dans les pays industrialisés, passait de 10 millions à 40 millions. Pendant la crise, la valeur en dollars des échanges mondiaux baissa de 60 %.

(4) A ses débuts, la Gauche hollandaise, tout en se ralliant aux thèses de Rosa Luxemburg sur la question nationale et coloniale, faisait une seule exception à sa condamnation des " luttes de libération nationale " : celle des Indes néerlandaises. Mais c'était pour affirmer sa solidarité avec les opprimés contre sa propre "patrie", et surtout se démarquer des thèses de Van Kool, qui défendait les vertus du colonialisme au sein de la social-démocratie.

(5) Sternberg, dans son étude, montre que l'indice de la production industrielle passe pour l'Allemagne, sur la base de 1929, à 126 en 1938; aux USA à 113 en 1937, pour retomber à 89 en 1938. Mais " le commerce mondial ne put retrouver à aucun moment durant la même période ses chiffres de 1929 et encore moins les dépasser ".

(6) Cette théorie de Vercesi, que la LCI attribuait à tort à tous les militants des deux fractions lui faisait dire qu'ils " nient purement et simplement les contradictions impérialistes, tout comme l'opposition entre le fascisme et la démocratie ". La LCI de Hennaut dans son *Bulletin* de mars 1937 ajoutait que " la conception que la bourgeoisie est une et indivisible internationalement doit amener nécessairement la négation des antagonismes impérialistes ou leur amenuisement à l'extrême. La minimisation de ces antagonismes doit conduire à l'idée que la guerre est la lutte spécifique de la bourgeoisie contre le prolétariat. On ne peut imaginer pire aberration. "

(7) Un tract de la Fraction belge diffusé après Munich proclamait, avec la plus grande inconscience : " En concluant le pacte de Munich, la

bourgeoisie internationale vient d'apporter la démonstration cynique qu'elle savait faire fi des querelles entre clans impérialistes, lorsqu'elle voyait surgir le spectre de la révolution. Déjà emportée dans le tumulte de la mobilisation, déjà agitée de la fièvre guerrière, elle a, dans un sursaut ultime, écarté le conflit mondial en perspective parce que, dans un éclair, elle se souvient d'Octobre 1917, parce qu'elle appréhendait votre réveil de classe. " Il est vrai qu'elle ajoutait : " A la menace de guerre du 28 septembre dernier, vous répondrez par l'embrasement de vos luttes dans tous les pays. " (*Communisme*, n° 19, oct. 1938, " A la paix impérialiste, il faut opposer la révolution ").

(8) Dans la fraction italienne, pourtant, quelques militants de Paris et Marseille s'étaient opposés vigoureusement aux thèses des "guerres localisées" et de l'économie de guerre. L'un d'entre (Marc Chirik) eux sera à l'origine du noyau de la Fraction française de la Gauche communiste qui surgira en 1942.

CHAPITRE 7

Bilan de la Révolution russe?

Parti, syndicats, lutte de classe, État dans la “période de transition”

Tous les révolutionnaires des années 30 ont été obligés de réfléchir théoriquement sur la nature de la Révolution russe, ses leçons, les raisons de sa défaite. Le triomphe du stalinisme s’alliant avec les “ démocraties ” occidentales, les camps de concentration, inconnus des “ Amis de l’URSS ” mais dont bien des militants avaient fait l’expérience, les massacres et les procès de Moscou tout poussait la Gauche italienne à faire le bilan de la Révolution d’Octobre. Il lui fallait expliquer comment une Révolution prolétarienne pouvait se métamorphoser en quelques années en une monstrueuse caricature de socialisme. Le communisme avait-il donc fait faillite? Ou au contraire, les défaites les plus profondes étaient-elles la condition de victoires éclatantes ?

La crise de 1929 montrait à la Fraction de gauche italienne que ce n’était pas le socialisme, mais le capitalisme qui faisait faillite, en conduisant inéluctablement à la guerre mondiale. Si la Révolution russe avait fait faillite, c’est que bien des questions programmatiques avaient été posées seulement, sans être résolues par les bolcheviks et la IIIe Internationale. La victoire future du socialisme, posée par la crise permanente du capitalisme, ne pourrait jaillir que d’une critique résolue des erreurs de la politique bolchevik et de l’Internationale. Hantée par les horreurs du stalinisme, la Gauche italienne ne voulait pas que demain la Révolution se transforme en son contraire, si le prolétariat n’était pas capable de tirer les leçons amères, mais nécessaires, de ses défaites passées.

Il fallait donc résolument innover, pour ne pas répéter les erreurs. A moins de tomber dans la sclérose, il fallait utiliser le marxisme comme une méthode d’investigation, et non comme un catéchisme, où tout serait déjà défini et résolu, codifié dans des dogmes immuables et invariants :

“ Les ouvriers ne peuvent pas ‘répéter’ au cours de leur lutte émancipatrice, mais doivent innover, précisément parce qu’ils représentent la classe révolutionnaire de la société actuelle. Les inévitables défaites qui surviennent dans ce chemin ne sont alors que des stimulants, de précieuses

expériences qui déterminent, par la suite, l'essor victorieux de la lutte. Par contre, si nous répétions une seule des erreurs de la révolution russe, nous compromettrions pour longtemps le destin du prolétariat qui se pénétrerait de la conviction qu'il n'y a plus rien à tenter. " (*Bilan*, n° 29, mars-avril 1935, " Pour le 65e anniversaire de la Commune de Paris ").

La plus grande hardiesse, dans le " bilan " d'Octobre 1917, serait la condition de la victoire de demain. Fidèle au bolchevisme et à Lénine, il fallait aller plus loin. Transformer Lénine en " léninisme " serait, selon *Bilan*, la pire aberration et le réduire à une icône. Guidée par l'idée que le marxisme est l'expression d'une classe et non d'un individu, si génial soit-il; que la théorie s'élabore dans une collectivité de militants dépassant les individualités, et non dans le cerveau d'hommes prédestinés, *Bilan* pouvait écrire :

" Lénine nous a donné les notions théoriques pouvant suffire à la classe ouvrière dans la période où il a vécu; il ne pouvait donner plus, il ne pouvait comprendre plus, le marxiste n'étant pas l'apôtre religieux du monde nouveau, mais l'artisan de la destruction de la société capitaliste. " (*Bilan*, n° 2, " La crise du mouvement communiste ")

Mais le travail de *Bilan*, puis d'*Octobre* et *Communisme* allait largement dépasser le cadre de la Russie et de l'IC. C'est en fait toute la période historique allant de la première guerre à 1933 qui fut passée au crible de la critique, sans aucun préjugé ni ostracisme. Aucun sujet ne fut " tabou " : organisation de la classe ouvrière, parti, syndicats, conseils; formes de la lutte de classe; période de transition suivant la prise du pouvoir, et nature de l'État " prolétarien " transitoire :

" Aujourd'hui, nous ne pouvons que balbutier ", répliquait Vercesi (1) dans une réponse à Hennaut, à propos de la nature et de l'évolution de la Révolution russe. La Gauche italienne, comme on le verra, a fait plus que balbutier, elle a apporté des réponses qui ne manquent pas de surprendre par leur rigueur, leur originalité, leur profondeur, quel que soit le jugement qu'on puisse porter sur leur contenu, même marqué par le " léninisme ".

C'est presque dès le début de son existence que la Gauche italienne, a tenté de tirer les leçons politiques de l'échec le la vague révolutionnaire des années 1917-1921. Son opposition au Komintern sur la politique de l'IC et du PCR (b) en matière de " tactique " (front unique, gouvernement ouvrier et paysan, bloc des 4 classes de Boukharine-Staline) et d'organisations (cellules, centralisme et fédéralisme), l'ont amené à s'opposer dès le début à l'État russe qui contrôlait le Komintern. Elle a marqué les étapes de la dégénérescence de la Révolution russe et des partis de l'Internationale sans

en comprendre vraiment les raisons profondes.

Partant des thèses de Rome de Bordiga et Terracini adoptées par le PCd'I, la Fraction pensait que le prolétariat puisait son existence comme classe du seul parti communiste, lui donnant conscience de ses buts et de ses moyens. Si elle avait été l'un des premiers courants de gauche à comprendre le recul de la vague révolutionnaire dès 1921, elle avait cherché les causes de la défaite russe et internationale surtout dans les fautes de tactique du Komintern et du Parti russe, amenant une inévitable distorsion, puis négation de leurs principes révolutionnaires affichés. Un parti communiste, avec des principes fermement révolutionnaires, ne pouvait avoir qu'une bonne tactique. Toute tactique fausse entraînait nécessairement la désagrégation des principes. Tactique et principes étaient inséparables et se déterminaient réciproquement.

Cette vision, en apparence très abstraite, mettait en fait l'accent sur les conditions subjectives de la révolution, dont le parti était la pièce maîtresse, et même unique. Le caractère privilégié donné au parti semblait à d'autres groupes que la Fraction italienne une monstruosité, voire une caricature du culte du parti stalinien. La LCI belge (après la scission avec sa minorité bordiguiste) écrivait que " la doctrine du parti que nous présente la Fraction italienne n'est pas un dépassement mais une des multiples manifestations de dégénérescence du bolchevisme au même titre que le stalinisme et le trotskysme ". (*Bulletin*, mars 1937).

Toute l'histoire de la Gauche italienne montre que cette accusation est plus une réaction épidermique qu'une démonstration politique. Lorsque la Gauche italienne affirme que le parti est déterminant dans la révolution, elle suit en cela tous les courants issus de la l'Internationale (KAPD inclus) pour lesquels c'était une vérité élémentaire du marxisme. Lorsque la Fraction affirme que le parti prendra le pouvoir au nom de la classe ouvrière et exercera une dictature du parti communiste, elle se rattache à Lénine et aux Thèses du Komintern de 1920, et même à Rosa Luxemburg qui ne disait guère autre chose, avec des mots différents.

En fait, ce qui apparaît au premier abord comme une " mystique " du parti chez elle, où tout phénomène social doit être subordonné à ce Parti, allait paradoxalement - en apparence du moins - amener la Gauche italienne à faire un bilan critique du rôle du parti dans la révolution. En ayant une idée très élevée de sa fonction, elle le concevait comme un instrument privilégié de la lutte de classe remplissant scrupuleusement la tâche que lui assignerait un prolétariat incapable par lui-même de s'élever spontanément à une vision politique révolutionnaire. Une très haute responsabilité historique incombait

au parti communiste, de la préparation de la révolution jusqu'à son triomphe. S'il ne réussissait pas à assumer son rôle, sa responsabilité était en jeu que sanctionnerait sa banqueroute. S'il trahissait, et se changeait en bourreau, c'est que les principes révolutionnaires lui donnant vie s'effondraient.

En fait, le parti pour la Fraction, qui suivait les enseignements des *Thèses* de Rome et de Lyon, était une partie du prolétariat, dont il représentait les buts communistes. Comme lui, il se formait au feu de l'expérience de l'histoire et s'enrichissait de nouveaux principes. En effet, " jusqu'à ce que les classes existent - et cela même en régime de dictature du prolétariat - la nécessité existera d'accroître le patrimoine idéologique du prolétariat, seule condition pour la réalisation de la mission historique de la classe ouvrière ". (*Bilan*, n° 5, " Les principes, armes de la révolution ", par Vercesi). En se soumettant au jugement de l'histoire, la Gauche italienne des années 30 excluait tout " patriotisme " de parti, et se soumettait à la critique des faits.

Persuadée qu'elle représentait le noyau du futur Parti mondial constitué autour des fractions de gauche, la Fraction italienne et la Fraction belge allaient accomplir un énorme travail théorique. Suivant en cela Lénine, elles pensaient que " sans théorie révolutionnaire, il ne pouvait y avoir de parti révolutionnaire ". Des centaines de pages ont été écrites dans *Bilan*, *Communisme*, *Octobre*, sur les leçons de la Révolution russe, axées sur la critique de la tactique des bolcheviks et de l'Internationale communiste.

Cette critique n'est pas une critique historique, dans le sens qu'elle reconstruirait l'histoire en lui donnant une justification *a posteriori*.

La démarche de *Bilan* ne se déroule pas en suivant le postulat suivant lequel tout ce qui serait réel serait rationnel, mais se rattache à une praxis dont le but est la révolution mondiale. C'est pourquoi, plutôt que de donner un catalogue fastidieux des positions de la Gauche italienne sur l'expérience russe, il semble préférable de définir sa théorie de la révolution prolétarienne à la lumière du bilan qu'elle tire d'Octobre 1917. Cette théorie dépassait d'ailleurs bien souvent le cadre russe et s'appuyait sur l'expérience vécue par la fraction dans le domaine syndical; tenait compte de l'évolution de l'État russe avec les Procès de Moscou, voire du phénomène général de capitalisme d'État à la suite de la Grande Crise.

Nous distinguerons donc :

- les conditions de la révolution mondiale, suivant *Bilan*;
- les moyens de celle-ci : parti, syndicats ;
- les buts : communisme et État.

Les conditions objectives : la décadence capitaliste.

L'échec de la révolution mondiale, après l'écrasement du prolétariat allemand de 1919 à 1923, posait la question de la possibilité future d'une révolution mondiale. Les mencheviks avaient affirmé en 1917 que la Révolution russe était prématurée faute d'une maturation des conditions objectives (développement de la production capitaliste) en Russie. Avec la profonde dépression des années 30, qui suivait l'exaltation du boom économique des années 20, bien des révolutionnaires semblaient admettre que le capitalisme était devenu trop fort pour être renversé. S'ils reconnaissaient l'effondrement de la production mondiale, ils envisageaient, comme André Prudhommeaux par exemple, que le prolétariat ne pourrait plus, tel Spartacus et les esclaves antiques, que se lancer dans des actions de révoltes désespérées, sans lendemain. (2).

Les conditions objectives de la révolution mondiale subsistaient ? Étaient-elles suffisantes pour son triomphe ? telles furent les questions qui inévitablement se posèrent à la Gauche italienne au cours des années noires.

Pour *Bilan*, et surtout dans les textes de Mitchell, la première guerre mondiale était le signe de l'entrée dans sa phase de déclin (" décadence du capitalisme ") de l'ensemble du système capitaliste, qui ne pouvait plus connaître que des périodes de guerres et de révolutions. En cela, elle reprenait strictement l'analyse du Komintern à ses débuts. Cette décadence n'était pas un concept moral, mais s'appuyait sur la réalité des crises permanentes qui semblaient dominer depuis 1929 définitivement l'économie mondiale. Elle se traduisait moins par une régression des forces productives, puisque l'accumulation se poursuivait avec l'instauration d'économies de guerre, que par leur freinage. En effet, selon Mitchell, (dans un article qu'il publia dans *Bilan*) :

" ... l'accumulation capitaliste est arrivée au terme extrême de sa progression et le mode capitaliste de production n'est plus qu'un frein à l'évolution historique ". (*Bilan*, n° 31, mai-juin 1936, " Problèmes de la période de transition ").

Cette décadence posait les bases de la révolution, sans qu'il y ait automatisme dans son déclenchement. Le capitalisme n'était pas " un fruit mûr que le prolétariat n'aurait plus qu'à cueillir pour faire régner la félicité "; seules existaient en fait " les conditions matérielles " " pour

édifier la base (seulement la base) du socialisme, préparant la société communiste ".

Cela signifiait-il que dans tous les pays, même les plus arriérés, les conditions objectives pour la révolution étaient mûres ? Dans une polémique dirigée contre la Gauche italienne, Hennaut semblait expliquer l'échec de la Révolution russe par une immaturité de la base économique de la Russie d'Octobre 1917. Il pensait que " ...*Bilan* n'attribu(ait) aucune espèce d'importance à l'état arriéré de la structure économique de la Russie, quand il s'agit d'expliquer ce qu'il appelle la dégénérescence de l'État prolétarien ". Il estimait que " la révolution bolchevik a été faite par le prolétariat, mais n'a pas été une révolution prolétarienne ". (*Bilan*, n° 33, juillet-août 1936, " Nature et évolution de la révolution russe ").

Cette analyse pouvait laisser croire que la révolution prolétarienne serait impossible dans les pays arriérés, et que dans le meilleur des cas ne pourraient y surgir que des révolutions bourgeoises liquidant les vieux modes de production précapitalistes. Sans nier les composantes nationales de l'économie mondiale, la gauche italienne affirmait que tous les pays, quel que soit leur degré de développement, étaient mûrs pour le socialisme, puisque celui-ci surgissait de l'antagonisme mondial entre les classes :

" ... le critère de maturité est à rejeter aussi bien pour les pays à développement supérieur que pour les pays retardataires.

" Dès lors c'est sous l'angle d'une maturation historique des antagonismes sociaux résultant du conflit aigu entre les forces matérielles et les rapports de production que le problème doit être abordé. "

" Un prolétariat, si " pauvre " soit-il, n'a pas à " attendre " l'action de prolétariats plus " riches " pour faire sa propre révolution. " (*Bilan*, n° 28, février-mars 1936, " Problèmes de la période de transition ", par Mitchell)

C'est pourquoi, dans un premier temps, la révolution prolétarienne, comme en Russie, était plus probable dans les pays arriérés, où la bourgeoisie se retrouvait moins assise économiquement et politiquement. En fait, pour *Bilan*, la question du socialisme ne pouvait être posée en termes de conditions nationales spécifiques, mais sur un terrain international " parce que le socialisme est d'ordre international ou n'est pas " (*Bilan*, n° 35, " Réponse à Hennaut ", par Vercesi).

Les conditions de la révolution étaient fondamentalement politiques. Le critère de la " maturité " était subjectif et se rapportait à la conscience socialiste des différents prolétariats, laquelle dans les pays sous-développés était moins voilée et dissoute par la " démocratie " des pays développés, qui

apparaissait à *Bilan* comme le pire des poisons.

Les conditions subjectives : le parti.

Pour la gauche italienne, sans le parti révolutionnaire, il ne pouvait y avoir de révolution. Cette conception partagée par tout le mouvement communiste de l'époque ne signifiait pas qu'elle niât les mouvements prolétariens qui pourraient surgir, en l'absence de parti dans un pays donné. Mais ceux-ci seraient condamnés à dépérir, si une claire orientation ne leur était donnée.

En fait, la capacité du prolétariat à créer son parti reflétait une situation de maturation de la conscience de classe. Celle-ci était déterminée par une situation objectivement révolutionnaire, avec l'apparition d'une perspective d'attaque du prolétariat mondial ". (*Octobre*, n° 1, février 1938, " Résolution sur la constitution du Bureau international ").

La Gauche italienne, en dehors d'une telle période, refusait d'envisager une fondation volontariste d'un parti :

" A la formule : 'il faut un parti de classe pour créer la lutte des classes', le Bureau oppose l'autre formule : 'il faut la lutte de classe pour fonder le parti'. " (idem).

Dans une période non révolutionnaire, ce serait la Fraction qui cristalliserait la conscience révolutionnaire du prolétariat, même si celui-ci était en proie à l'apathie ou à la défaite. En fait, " le prolétariat, malgré la défaite, trouve dans la fraction l'endroit politique où peut se concentrer et se raffermir sa conscience de classe, condition de sa capacité d'action dans les situations mûres de demain ". (*Communisme*, n° 1, avril 1937, " Déclaration de principes de la Fraction belge ").

Tout un processus historique s'élaborerait dans la transformation de la fraction en parti : " sans fraction, pas de parti; sans parti, pas de révolution ". (*Octobre*, n° 1, " Règlement intérieur des fractions de la Gauche communiste internationale ").

La fonction du Parti communiste, engendré par la situation révolutionnaire, était de mener le prolétariat à la victoire, par le renversement de l'ordre social existant, la prise du pouvoir. Incarnant la conscience de classe, le Parti exercerait au nom du prolétariat sa " dictature de parti ", pendant la période de transition du capitalisme au communisme. Il serait l'âme véritable de la révolution et essayerait de prendre la direction des syndicats, soviets qui ne trouveraient leur contenu révolutionnaire que par son

triomphe, celui de ses positions politiques.

Du point de vue de sa structure, le futur Parti communiste, à l'exemple du parti bolchevik avant 1917, devrait se présenter sous la forme d'une organisation " étroite ". La Gauche italienne rejetait les partis de masses de la IIe Internationale. Les militants, pour réaliser leurs tâches, devaient être idéologiquement et organisationnellement préparés, sélectionnés par la lutte de classe. Loin de rechercher les succès immédiats, en s'élargissant par des campagnes de recrutement, le parti devait travailler pour l'avenir, en prenant soin de sélectionner les cadres futurs de la révolution. *Bilan* voyait dans la transformation des sections de l'IC en partis de masses une des formes aiguës de sa dégénérescence.

Dans sa critique de l'IC, elle rejetait le " centralisme démocratique " dont elle voyait l'une des causes de l'exclusion des éléments révolutionnaires, par le libre jeu du vote. Elle lui opposait le " centralisme organique ", qui devait découler du programme du Parti, et non d'un mécanisme électoral. Elle n'excluait pas cependant que des divergences puissent surgir sur le Programme; celles-ci nécessairement s'exprimeraient sous la forme de fractions dont le parti reconnaîtrait moins un " droit " à l'existence que son existence elle-même, pour les résorber par le triomphe de la fraction défendant le programme révolutionnaire.

Dans ses positions fondamentales, la Gauche communiste internationale ne s'écartait pas des conceptions de Lénine, et surtout de Bordiga dans les années 20. Elle était à l'opposé de celle de Trotsky et des trotskystes, qui pensaient que le parti devait se proclamer, et non correspondre à une situation révolutionnaire. C'est même face à Trotsky, que la Gauche italienne élabora sa conception de la Fraction et du Parti, comme moments d'un processus, où chaque moment conditionnait l'autre.

Mais ce qui était essentiel pour la Gauche italienne, et donnait vie au Parti communiste, c'était son rattachement à une Internationale communiste. Elle la concevait non comme une fédération de partis, mais comme le Parti communiste mondial, dont les sections territoriales dans des pays donnés étaient l'émanation, se pliant à sa discipline et à sa centralisation mondiale. Même si un parti avait pris le pouvoir dans un pays donné, comme les bolcheviks en Russie, il devrait se plier à cette discipline internationale, et rester une section de ce parti mondial, sans droit de préséance quelconque, quels que soient sa force numérique et son prestige.

Cette place énorme accordée au parti comme facteur de la révolution prolétarienne, ne fut pas sans conséquence dans l'histoire de la Gauche italienne (surtout pendant et après la guerre). Dans la période de 1926 à

1939, les Fractions italienne et belge eurent tendance à théoriser l'absence d'un parti, en créant une conception suivant laquelle le prolétariat disparaîtrait en tant que classe, si le parti faisait défaut. Vercesi affirmait ainsi que " la situation actuelle voit la disparition provisoire du prolétariat en tant que classe, et que le problème à résoudre consiste dans la reconstruction de cette classe ". (*Bilan*, n° 6, avril 1934, " Parti-Internationale-Etat "). Cette même conception mènera d'ailleurs Vercesi lui-même à défendre pendant la guerre l'idée que socialement, il ne pouvait y avoir de classe ouvrière; celle-ci disparaissant, il ne restait plus que des activités humanitaires auxquelles il se consacra d'ailleurs (cf. infra) pour les militants communistes.

Cette conception faisait dire à Hennaut, dans une polémique contre *Bilan* que pour la Fraction italienne " la lutte des classes n'est plus le moteur mais c'est la lutte des partis des classes qui prend sa place ". (*Bilan*, n° 33, juillet-août 1936, " Nature et évolution de la Révolution russe ", par Adhemar Hennaut). Mais Hennaut, qui défendait une conception proche de la Gauche hollandaise, était surtout convaincu que " la révolution prolétarienne ne peut être une révolution de parti. Elle sera une révolution de classe ou elle ne sera pas. " (*Bilan*, n° 34, août-septembre 1936, " Démocratie formelle et démocratie socialiste "). Il en concluait que " les camarades de *Bilan* qui se proclament les disciples de Lénine, sans s'appeler cependant léninistes, sont en réalité plus léninistes que Lénine ". (*Bilan*, n° 33, ibid.)

En fait, les positions de *Bilan* étaient moins " léninistes " qu'il n'apparaissait au premier abord. Son examen théorique de la Révolution russe, ses critiques faites à la " tactique " léniniste au cours de la Révolution en sont la preuve.

Sa critique de la " tactique " syndicale allait être un premier jalon d'une remise en question globale de la politique du Komintern.

SYNDICATS ET LUTTE DE CLASSE.

A la différence de la Gauche germano-hollandaise, dont elle critiquait les positions antisyndicales, la Gauche italienne s'était toujours prononcée pour un travail actif dans les syndicats. Tous les militants syndicalisables devaient y être présents, pour défendre les positions de la Fraction dans les luttes économiques.

Elle voyait dans les syndicats une " école de communisme " (formule maintes fois utilisée par Lénine) où se forgerait la " conscience

prolétarienne ". Ils étaient le lieu où le parti futur se développerait par son audience grandissante dans une période révolutionnaire. Dans la période de transition du capitalisme au communisme, ils seraient la base même de la dictature du prolétariat. Les conseils ouvriers étaient donc éliminés au profit des syndicats dits de " classe ".

C'est avec une particulière attention que Fraction va analyser l'évolution des syndicats " réformistes " et en France et en Belgique, où ils sont la courroie de transmission privilégiée des partis de gauche qui les contrôlent.

Elle écartait tout travail, contrairement à Trotsky, dans les syndicats fascistes pour les " noyauter ". En devenant organes de l'Etat, ils étaient détruits comme organes de défense économique immédiate des ouvriers. Dans ces conditions, " automatiquement se pos(ait) en principe le problème de la fondation de nouveaux syndicats " (*Communisme*, n° 8, 15 nov. 1937, " Résolution sur les tâches actuelles de la Fraction dans les syndicats ").

Vis-à-vis des syndicats socialistes ou communistes, elle préconisait une conquête intérieure pour en prendre la tête et chasser les " directions réformistes ". C'est seulement dans ceux-ci que pouvait être opéré le Front unique syndical face à la bourgeoisie. Pour le réaliser pleinement, la meilleure solution face à l'offensive du capitalisme contre les salaires, aurait été, selon elle, la formation d'un syndicat unique. La réalisation de cette unité sous le signe du Front populaire, en vue de rattacher les syndicats à l'État, ce fait en lui-même représenterait un " nouveau facteur de la démobilisation du prolétariat à l'avantage du capitalisme ". (*Bilan*, n° 9, juillet 1934, " La situation en France ").

Cependant, la Fraction ne préconisait pas la formation de nouveaux syndicats, pas plus que leur " politisation ". Elle s'opposait aussi bien aux anarcho-syndicalistes de la CGT-S.R. qu'à la Fédération de l'Enseignement (CGTU) de Maurice Dommanget qui voulaient créer un courant " politico-syndical ". Pour elle, " le courant communisto-syndical entretient sous une forme évoluée l'opinion réactionnaire que le syndicat se suffit, puisqu'il fait surgir des minorités conscientes ". (*Bilan*, n° 29, mars-avril 1936, " L'écrasement du prolétariat français ").

En fait, les syndicats devaient avoir comme tâche de défendre les intérêts immédiats des ouvriers face au capitalisme. Ils se distinguaient du parti communiste puisque ce n'était pas en leur sein " que la classe ouvrière pourra forger l'outil capable de la conduire à la victoire ". (*Bilan*, n° 5, ibid.).

Seuls, les militants communistes de gauche pourraient remettre les syndicats

sur leurs rails et leur rendre leur fonction première d'être des instruments de lutte de classe, où la lutte économique se transforme en lutte politique pour le pouvoir. La dénaturation de cette fonction impliquait, pour la Gauche italienne dans les années 30, la revendication du " droit de fraction " afin de leur conserver leur " vie de classe " et éliminer les " agents de la bourgeoisie " (c'est-à-dire les partis du Front populaire) :

" En revendiquant le droit à l'existence des fractions au sein des organisations de classe, nous sanctionnons l'incapacité des syndicats à élaborer le programme de la révolution et nous sanctionnons sa capacité à exprimer la vie de la classe, ses réactions aux contrastes capitalistes à devenir des bastions de la lutte prolétarienne pour la direction desquels luttent courants communistes et agents de la bourgeoisie. " (*Bilan*, n° 25, novembre-décembre 1935, " L'unité syndicale en France et les fractions ".)

Pour rester au sein des syndicats, et malgré l'impossibilité de se faire entendre ses positions, la Gauche communiste était prête à adopter jusqu'au bout la " tactique " de Lénine qu'il avait définie dans *La maladie infantile du Communisme* :

" Pour nous, ce que disait Lénine reste applicable jusqu'à nouvel ordre : ' Il faut savoir consentir à tous les sacrifices, user même de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, parfois voiler la vérité, à seule fin d'entrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir malgré tout la tâche communiste'. " (*Communisme*, n° 5, août 1937, " Les syndicats ouvriers et l'État capitaliste ").

En fait, la Gauche italienne avait trop le sens de ses responsabilités politiques pour se cacher. C'est toujours à visage découvert qu'elle exprima son point de vue syndical et politique dans les syndicats. Lors de la guerre d'Espagne, les militants " bordiguistes ", malgré l'hostilité qu'ils pouvaient rencontrer, défendirent leur position de " défaitisme révolutionnaire " et firent appel à la solidarité ouvrière contre toutes les victimes de la guerre, des deux côtés du front. C'est ouvertement qu'ils dénonçaient la politique des partis social-démocrates et staliniens à propos de la guerre, de l'URSS, du Front populaire. Les exclusions, pour les motifs les plus divers, ne tardèrent pas : ils étaient toujours politiques, puisque le comportement dans la lutte revendicative, toujours actif et militant, des " bordiguistes " était inattaquable. Vercesi, bien que défendu par le syndicat des typographes de Bruxelles, fut exclu par les militants du POB et du PCB du syndicat des employés en raison de ses positions lors des événements d'Espagne. (3)

Cette impossibilité de travailler dans les syndicats allait porter les deux fractions à discuter en profondeur de la question syndicale, et par ce biais

des formes de lutte de classe dans la décadence du capitalisme.

L'évolution des syndicats dans l'entre-deux-guerres poussait à ce travail de réflexion théorique. Les fractions italienne et belge constataient que la crise avait poussé vers un contrôle de l'État sur les organisations syndicats. Non seulement, ils se prononçaient pour l'unité nationale en vue de la guerre, pour une réorganisation de l'économie capitaliste sous l'autorité de l'État (" Planisme "), mais l'État tendait à se les incorporer par les mesures les plus diverses : contribution syndicale à l'institution du secours-chômage, commissions paritaires en Belgique; reconnaissance des syndicats et institutionnalisation des " délégués ouvriers " en France après 1936. Dans ces pays, les conventions collectives et les commissions de conciliation montraient une recherche consciente de l'Etat et du patronat d'éviter de nouveaux " accidents ", tel Juin 36.

C'est dans la Fraction belge surtout que la réflexion politique et la " tactique " syndicale furent les plus approfondies. Dans un pays, où la syndicalisation était pratiquement obligatoire, elle devait définir clairement son attitude dans la question syndicale. Ses contacts avec la Gauche hollandaise qui rejetait toute participation de ses militants dans les syndicats et préconisait leur destruction pour organiser les ouvriers dans des Unions d'industrie *(Unionen)* ou des comités de grève, des comités de chômeurs, exercèrent sans doute une influence sur ses positions. En effet, si elle rejetait vigoureusement toute sortie des syndicats, elle préconisait des actions de " grèves sauvages ", chaque fois que les syndicats officiels s'opposeraient aux grèves, comme ils l'avaient fait en juillet 1932 et mai 1936. Elle définissait ainsi les objectifs immédiats de son activité :

" a) marquer les étapes de l'incorporation progressive des syndicats à l'appareil étatique : la contribution syndicale à l'organisation du secours-chômage, le plan De Man, l'Union nationale, la diversion antifasciste aux réactions de classe, la consécration du socialisme national, la canalisation des conflits de classe vers le mécanisme des commissions paritaires et des conventions collectives; dénoncer la nature profondément réactionnaire de la réforme de l'État et de l'organisation des professions ;

" b) revendiquer la nécessité vitale pour les syndicats de briser tous les liens qui les rattachent aux institutions capitalistes... ;

" c) dénoncer sans répit la pratique de localisation des grèves et des compromis visant à les étouffer et proclamer en même temps les mots d'ordre visant à la généralisation des grèves, à leur 'politisation'. Ils doivent accorder leur ferme soutien aux grèves dites 'sauvages', qui surgissent spontanément en opposition avec les directives capitalistes des

instances syndicales...

“ e) revendiquer la démocratie syndicale uniquement dans le sens de la convocation régulière et fréquente d’assemblées générales, du respect des prérogatives et de la souveraineté des assemblées; de la liberté d’expression des fractions syndicales et, enfin, de l’indépendance organique vis-à-vis de tout parti politique.

“ ...le syndicat ne peut rester au service du prolétariat qu’à la condition de repousser la moindre trêve à la lutte des classes, dans n’importe quelle situation. ” (*Communisme*, n° 8, 15 novembre 1937, “ Sur les tâches actuelles de la Fraction dans les syndicats ”).

Très rapidement, mais avec hésitation, la Fraction belge allait remettre en question la “ nature ouvrière ” des syndicats. Dans un article (*Communisme*, n° 15, juin 1938, “ Occupation d’usines et conscience de classe ”), elle affirmait : “ Il est certain que le syndicat aujourd’hui est la proie du capitalisme, mais il l’est au même titre que le prolétariat projeté dans l’orbite de la guerre impérialiste et de l’économie de guerre, en consentant à participer à l’organisation de son propre massacre. ”. Elle ajoutait : “ Le syndicat est ce qu’est la classe prolétarienne, et la vie de la classe ne peut que se refléter dans la vie de ses organisations. ”

Ce n’était donc pas la forme mais le contenu (conscience) qui n’était plus “ ouvrier ”, dans un sens non sociologique mais politique. Cette position différait donc encore de celle du KAPD, pour qui la forme et le contenu du syndicat étaient à rejeter. Mais jusqu’à quel point ? La fraction belge n’excluait pas la destruction des syndicats dans une période révolutionnaire, voire leur dépassement dans de nouvelles organisations unitaires :

“ A l’heure actuelle, il n’est pas possible, en fonction du degré de maturation des situations, de poser le problème de la destruction des syndicats. Nous ne savons pas dans quelle mesure ce sera possible demain. Cela dépendra d’une manière décisive des capacités créatrices des masses dans le feu des gigantesques batailles sociales. ”

“ Demain révélera si les syndicats sont dépassés ou non par les nécessités des nouvelles situations. D’autres problèmes se poseront. ” (*Communisme*, n° 15, 15 juin 1938, “ Occupation d’usines et conscience de classe ”.)

La question syndicale était donc une question ouverte, non encore tranchée.

Dans la Fraction italienne, certains militants allaient même plus loin que la Fraction belge. Une discussion s’était en effet ouverte en son sein, pour savoir si les militants devaient quitter les syndicats et travailler à l’extérieur.

Une tendance s'était dégagée (4), conduite par Luciano Stefanini - l'un des animateurs de la Fraction italienne - qui répondait affirmativement à cette question :

" Il ne s'agit pas aujourd'hui de voir si oui ou non il est possible pour des marxistes de développer à l'intérieur des syndicats une activité saine; il s'agit de comprendre que ces organes sont désormais passés de façon définitive dans le camp ennemi, et qu'il est impossible de les transformer... Il s'agit donc d'éclairer les ouvriers - essentiellement de l'extérieur - en faisant remarquer avec insistance que toute possibilité de lutte du prolétariat contre le capitalisme consiste dans une rupture définitive avec toutes les formes d'oppression capitaliste, y compris les syndicats existants. " (*Il seme comunista*, n° 5, février 1938, " Contribute alla discussione sul rapporto Vercesi (seguito) ", par Luciano).

De fait, souvent expulsés, les militants étaient obligés de travailler en dehors des syndicats, sans qu'il leur soit possible de se faire entendre, dans une période d'isolement grandissant.

Le risque existait que cet isolement soit théorisé. Il n'y avait plus d'organismes ouvriers, en dehors de la Fraction, les luttes revendicatives devenaient-elles impossibles ? La classe ouvrière avait-elle disparu socialement, si ses grèves étaient détournées du but révolutionnaire ?

C'est ce que laissaient entendre Vercesi et une minorité de la fraction qui sur la base de leur théorie de l'économie de guerre pensaient que seule la lutte directement révolutionnaire était possible. Cet avis était loin de faire l'unanimité. Jacobs, qui avait soutenu auparavant (*Bilan* n° 29, mars-avril 1936, op. cit.) que " le prolétariat n'existe plus momentanément, en tant que classe, en conséquence de profondes défaites mondiales ", entendait par inexistence une disparition politique et non sociale. La lutte de classe continuait toujours sur le terrain économique, sans pouvoir revêtir une forme politique propre L'expérience française nous montre que si dans la première phase, que l'on pouvait appeler faute d'autre terme, la phase ascendante de l'économie de guerre, les luttes revendicatives ne sont pas 'partielles' mais vidées de leur substance tout le long de leur développement; la seconde phase, celle de la 'crise' voit les luttes revendicatives devenir insupportables pour le capitalisme, qui passe alors à des méthodes plus brutales pour empêcher leur surgissement. " (*Il seme comunista*, février 1938, " I sindacati e la guerra imperialista ", par Michel (Jacobs).)

Toutes ces questions, loin d'être résolues, se prolongèrent pendant la guerre, et même bien après dans les différents rameaux issus de la Gauche italienne.

En fait la vision des deux fractions était beaucoup plus nette sur les buts de la révolution mondiale, après la prise du pouvoir, que sur ses moyens, avant celle-ci. Elle reposait sur une patiente réflexion, mûrement discutée, de l'expérience russe, à la lumière des théoriciens du marxisme.

De Marx et de Lénine, la Gauche italienne reprenait la théorie de l'État. Afin de réaliser la transformation de la société capitaliste en société communiste, le prolétariat devait instaurer sa dictature en brisant la machinerie étatique. Dans *L'État et la Révolution*, Léonine avait affirmé la nécessité d'un État prolétarien dans cette phase transitoire. La dictature prolétarienne, qui serait celle de l'immense majorité de la population laborieuse serait exercée par tous dans les soviets, et " la plus simple cuisinière " participerait elle aussi à la gestion de la nouvelle société naissante.

La naissance de l'Internationale communiste en 1919 montrait qu'à l'époque les bolcheviks, et tous les communistes des autres pays, étaient conscients que cette période de transition ne pourrait se dérouler que par la victoire mondiale du prolétariat dans tous les pays. La Russie était encore considérée comme un territoire, qui avant les autres, avait vu le triomphe de l'insurrection prolétarienne, et non comme la " patrie du socialisme ", bien que pendant la guerre civile les bolcheviks n'hésitèrent pas à parler de " patrie socialiste ". " Bastion prolétarien ", l'Etat " prolétarien " devait être mis au service de la révolution mondiale; et l'IC devait être l'expression de l'ensemble du mouvement révolutionnaire international. Mais très vite, dès 1918, les soviets se vidaient de leur contenu révolutionnaire et se trouvaient contrôlés par le Parti bolchevik et l'État, censés être l'expression des ouvriers russes. La militarisation du travail dès 1920, puis la répression sanglante exercée sur les marins et les ouvriers de Kronstadt en l921 étaient autant de signes inquiétants montrant l'abîme qui se creusait peu à peu entre le prolétariat d'un côté et l'État et le Parti de l'autre. L'instauration de la " terreur rouge " et des tchékas, dont la répression allait s'exercer progressivement et massivement sur les travailleurs de Russie montraient que loin de dépérir l'État se renforçait toujours plus, au point qu'il y avait dans les années 20 plus de fonctionnaires stipendiés (et privilégiés) que d'ouvriers. La dictature du prolétariat, qui devait contrôler la société, cessait d'exister, pour peu qu'elle ait jamais existé. Bientôt, était proclamée la nécessité d'une " accumulation socialiste " (5) qui ressemblait étrangement à l'accumulation capitaliste. On avait même vu Lénine et les bolcheviks prôner le développement d'un capitalisme d'État, sur le modèle allemand, qui aurait été l'antichambre du socialisme. Progressivement était mis en place le " Socialisme dans un seul pays ", qui devait rivaliser

économiquement avec le monde capitaliste, par une barbare exploitation de la force de travail (goulags, usines-prisons).

Le Parti bolchevik, qui s'était proclamé en 1919 le parti de la révolution mondiale, se dévoilait comme un parti russe rattaché à l'État russe, dont il avait pris la direction. Très vite, le Komintern, dont il avait été le principal artisan, après l'écrasement du spartakisme, devenait l'appendice du PCR (b) et de la politique extérieure de l'État russe. En 1922, Rapallo marquait la réintroduction officielle de la Russie dans le concert des grandes puissances. Des alliances étaient nouées avec la Turquie de Mustafa Kemal, qui réprimait férocement le jeune parti communiste turc, section de l'IC. Dès 1922, l'Armée rouge réarmait la Reichswehr qui trouvait des terrains d'exercice en Russie même. En 1923, alors que le Komintern appelait à l'insurrection les ouvriers allemands, le gouvernement russe livrait des armes à Von Seekt qui allait les utiliser avec profit contre les insurgés. Bientôt, en dépit de fortes résistances (dont celles du PC d'Italia), les partis communistes devenaient les agents dociles de la politique russe dans leur propre pays.

Il fallut bien des années, beaucoup de recul, pour que les petits groupes révolutionnaires issus de la gauche du Komintern commençassent à examiner d'un oeil critique l'expérience russe. Bien souvent ils voyaient des " erreurs de tactique " dans la politique du parti bolchevik et de l'IC, sans chercher si les causes n'en étaient pas plus profondes. Pour expliquer la " dégénérescence. " de la révolution russe, ils avaient tendance à en rejeter la faute sur l'apathie des ouvriers d'Occident, qui s'étaient montrés incapables de réaliser la révolution dans leur propre pays. Mais presque tous, Trotsky le premier, voyaient dans les plans quinquennaux, l'industrialisation de la Russie, un indice indéniable que le socialisme en Russie pouvait " rattraper " et même " battre " le monde capitaliste plongé dans la crise mondiale. Ce n'était pas la gestion économique qui était mise en cause, mais la politique de l'homme Staline, de la " bureaucratie " menaçant les " conquêtes d'Octobre ". D'autres révolutionnaires, face à " la trahison russe ", comme le KAPD et le GIK germano-hollandais, voyaient dans l'échec de la Révolution russe la confirmation de sa nature bourgeoise. Il n'y aurait pas eu de révolution prolétarienne en Octobre 1917, mais un simple coup d'État qui aurait donné le pouvoir aux bolcheviks, chargés d'accomplir la Révolution bourgeoise en instaurant un capitalisme d'État. (6).

Pour la Gauche communiste italienne, il n'était pas question de remettre en cause la " nature prolétarienne " de la Révolution russe, et encore moins la " nature révolutionnaire " du Parti bolchevik qui avait tant contribué à la

naissance de l'Internationale. Il n'était pas question aussi pour elle de reprendre les thèses trotskystes que l'économie russe s'orienterait vers le socialisme, malgré les " déformations bureaucratiques " de l'État.

Toutes ces analyses partaient du cadre russe. *Bilan* partira du cadre mondial pour expliquer les raisons de la défaite. Dans un monde dominé par le capitalisme, la voie vers le socialisme ne pouvait qu'être posée, et non résolue en Russie. C'est sur le terrain politique d'abord, selon *Bilan*, que la Révolution devait se dérouler, c'est-à-dire par le maintien sur des rails révolutionnaires du parti prenant le pouvoir, sous la direction de l'Internationale communiste.

C'est en partant du cadre mondial, que *Bilan* avait soutenu que la " défense de l'URSS " était à rejeter ; que l'État russe était tombé aux mains du capitalisme mondial et devenu un pion dans le champ d'affrontements entre les impérialismes. Cet argument, surprenant, avait pour fonction de ne pas envisager l'étude de la mise en place d'un capitalisme d'État par le parti bolchevik.

Cette méthode allait être vivement critiquée par la LCI, avec laquelle discutait encore la Gauche italienne. Elle pensait que cette démarche était une justification de la politique menée par les bolcheviks et le Komintern, pour éviter de poser leur responsabilité dans la mort de la révolution. *Bilan* aurait voulu montrer que l'échec de la Révolution russe était le produit seulement de son isolement, pour éviter de faire la critique du " bolchevisme ". Hennaut soulignait non sans logique :

" trouver dans cet isolement des excuses à la forme essentielle qu'à prise la révolution russe : la dictature du parti communiste, dans cette circonstance c'est vraiment prendre l'effet pour la cause. " (*Bilan*, n° 34, op. cit.)

Hennaut pensait en effet que les causes de la contre-révolution russe avaient été essentiellement internes :

" Le prolétariat russe a été vaincu non par la grande bourgeoisie (celle-ci a disparu), pas d'avantage par le capitalisme international mais par la masse petite-bourgeoise paysanne et citadine de Russie.

" C'est la naissance d'une classe exploiteuse en URSS qui a permis à celle-ci de se lier avec le capitalisme mondial. La bureaucratie russe travaille pour son propre compte, lorsqu'elle exploite le prolétariat russe. " (*Bilan*, n° 34, op. cit.)

Il semblait en effet que la Gauche italienne ne prenait en compte que les causes externes (et superficielles) de la défaite en affirmant que

“ ...l’antagonisme de l’État ouvrier est uniquement le capitalisme mondial et... (que) les questions intérieures n’ont qu’une valeur secondaire. ” (*Bilan*, n° 18, avril-mai 1937, “ L’État prolétarien ”, par Vercesi.)

La discussion en son sein, puis avec Hennaut aussi, allait mener à une réévaluation des causes de la défaite russe qui tinrent compte et des facteurs externes et des facteurs internes, que *Bilan* prit de plus en plus en considération.

LA NATURE DE L’ETAT RUSSE

Toute une discussion eut lieu dans les années 30 pour essayer de déterminer la nature de l’État russe. Le débat avait en réalité commencé dès les années 20. Si pour les staliniens et les trotskystes, il était évident que cet État était “ prolétarien ”, de petits groupes révolutionnaires avaient remis en question cette analyse qui n’en était pas une, puisque son soubassement était la “ défense inconditionnelle de l’URSS ”.

Pour la Gauche allemande, à ses débuts, la Révolution russe avait été une révolution double, bourgeoise et prolétarienne, dont la phase prolétarienne n’avait pu se réaliser en raison de la dictature du parti bolchevik et du poids de la paysannerie à l’intérieur de la société russe. L’économie était capitaliste, et les profits de l’exploitation de la force de travail allaient dans les poches de la bureaucratie et de la paysannerie par le biais de l’État.

Le KAPD, puis le GIK, ne définissaient cependant pas la nature de classe de l’État russe. Si l’économie était un capitalisme d’État, quelle était la nature de la bureaucratie étatique ? A cette question il était répondu, que ce n’était pas véritablement une classe capitaliste, mais une “ nouvelle classe dirigeante ”, ou bien une bourgeoisie dont le Parti bolchevik était la réincarnation. C’est dire que les positions de la Gauche allemande sur cette question n’étaient pas homogènes.

Dans les années 30, en France particulièrement, la discussion sur la nature de l’État et de la “ bureaucratie ” russes furent particulièrement vives. A l’analyse de Treint, s’opposait celle de la Gauche italienne.

Le groupe d’Albert Treint, ancien dirigeant “ zinoviéviste ” du PCF, avait développé en 1933 une théorie nouvelle. Dans un texte de ce dernier (“ Pour déchiffrer l’énigme russe, thèses du camarade Treint sur la question russe ”) présenté à la conférence d’unification de l’opposition de gauche par le XVe Rayon, il était affirmé que la “ bureaucratie ” serait une “ nouvelle classe ”. En s’appuyant sur des textes de Marx consacrés à Louis-Napoléon

Bonaparte, Treint considérait que cette classe était de type bonapartiste. Sa fonction était d'assurer l'équilibre entre les classes, sans que sa nature soit véritablement bourgeoise, puisque l'appropriation privée des moyens de production avait été éliminée en 1917. Il y avait capitalisme d'État, mais point de classe capitaliste. Dans une certaine mesure, cette analyse préfigurait celle qui fut exposée par " Socialisme ou Barbarie " à partir de 1949.

C'est avec une extrême prudence, au contraire, que la Gauche italienne va se confronter avec " l'énigme russe ". D'une part, elle était convaincue que si la Révolution russe avait été prolétarienne, la dégénérescence n'avait pu venir que de l'extérieur, de l'environnement capitaliste et de la mort progressive de l'Internationale. D'un autre côté, elle partait des " classiques " du marxisme élaborés au siècle passé et ne voulait s'avancer théoriquement qu'en s'appuyant sur eux. Elle considérait au début que le capitalisme ne pouvait être que l'appropriation privée des moyens de production par des capitalistes privés. En conséquence, l'État né de la Révolution ne pouvait être que prolétarien, puisque la bourgeoisie avait été expropriée économiquement et politiquement.

Comment pouvait-on à la fois appeler à une nouvelle révolution prolétarienne en Russie, et affirmer que l'État russe était " prolétarien " ? Comment pouvait-on affirmer que cet État était simultanément " ouvrier " et " aux mains du capitalisme mondial " ? Il y avait une contradiction que la Gauche italienne sentait avec gêne, mais qu'elle ne put surmonter avant la guerre. Elle voulait avant tout que sa réponse correspondit nettement à l'enseignement du marxisme classique :

" Si l'on nous objecte que l'idée de la révolution prolétarienne contre un État prolétarien est un non-sens et qu'il s'agit d'harmoniser les phénomènes en appelant cet État un État bourgeois, nous répondrons que ceux qui raisonnent de la sorte ne font qu'exprimer une confusion sur le problème déjà traité par nos maîtres... " (*Bilan*, n° 41, mai-juin 1937, " Quand les bourreaux parlent... le discours de Staline ")

La Fraction italienne avait été en fait marquée par la polémique qu'elle avait menée contre *le Réveil communiste* et les théories de Treint, qui affirmaient que la " bureaucratie " russe était une " nouvelle classe " surgissant de l'appropriation collective des moyens de production. Pour le bordiguisme, cette bureaucratie ne pouvait être que parasitaire :

" ... la bureaucratie russe n'est pas une classe, encore moins une classe dominante, étant donné qu'il n'existe pas de droits particuliers sur la production en dehors de la propriété privée des moyens de production, et

qu'en Russie la collectivisation subsiste dans ses fondements. Il est bien vrai que la bureaucratie russe consomme une large portion du travail social, mais il en fut ainsi pour tout parasitisme social qu'il ne faut pas confondre pour cela avec l'exploitation de classe. " (*Bilan*, n° 37, novembre-décembre 1936, " Problèmes de la période de transition, 4e partie ", par Mitchell.)

Mais la Gauche italienne peu à peu, implicitement, remettait en question cette analyse. Les longues études sur la période de transition, qui se poursuivent jusqu'à la guerre vont beaucoup y contribuer. Mais surtout, l'évolution de la Russie, qui apparaissait de plus en plus comme une grande puissance mondiale, le développement du capitalisme d'État que la Gauche italienne définit comme une tendance générale vont être un puissant moteur d'une remise en cause de son analyse antérieure. Dès 1936, Vercesi, dans une réponse à Hennaut qui défendait la nature bourgeoise de la " bureaucratie ", n'excluait pas une évolution de cette dernière vers une forme capitaliste. Cette évolution serait en relation avec l'appropriation privée des moyens de production collectivisés :

" En Russie, où la différenciation n'est pas encore arrivée au point de déterminer l'appropriation privée des moyens de réduction, nous n'avons pas encore de classe capitaliste. " (*Bilan*, n° 35, " Nature et évolution de la révolution. Réponse au camarade Hennaut par Vercesi ".)

Trois ans plus tard, Vercesi affirmait que " ...l'industrie étatique peut fort bien se métamorphoser en capitalisme d'État, en une négation brutale de la classe ouvrière, sans que pour cela il soit nécessaire de réaffirmer le régime bourgeois de la propriété privée ". (*Octobre*, n° 5, août 1939, " La dictature du prolétariat et la question de la violence ".)

En affirmant que l'économie russe restait soumise à la loi de la valeur, et qu'elle reposait sur l'extraction de la plus-value, la Gauche italienne était contrainte progressivement à " harmoniser les phénomènes ". Une étude plus poussée sur le plan économique, un retour aux textes de Marx et Engels (" *Anti-Dühring* ") lui montraient que la collectivisation des biens de production pouvait coexister avec l'existence d'une classe capitaliste s'appropriant collectivement la plus-value par l'intermédiaire de l'État. Cependant, la définition de l'État comme " capitaliste collectif idéal ", et de la " bureaucratie " comme bourgeoisie ne fut réellement proclamée que pendant la guerre par les Fractions française et italienne, puis bien après par le PCInt d'Italie dirigé par Damen, Bordiga et Maffi.

L'ETAT DE LA PERIODE DE TRANSITION

Toute cette réflexion sur la nature de l'Etat russe, sur les causes profondes de la défaite du prolétariat en Russie entraînaient la Gauche italienne dans un véritable renversement de perspective. Alors que sa vision initiale était que la contre-révolution en URSS avait triomphé de l'extérieur, elle centra son analyse théorique de plus en plus sur les causes internes qui avaient permis si facilement aux causes externes de s'exercer dans ce sens.

La clef de " l'énigme russe ", la Gauche italienne la trouvait finalement dans le rôle néfaste de l'État " prolétarien ", qui par nature représentait une menace permanente pour la révolution prolétarienne.

1 Le danger de l'État.

Partant de la vision marxiste que l'État surgit d'une société divisée en classes, où règne encore la pénurie, et cherche à s'autoconserver au profit d'une classe exploiteuse, la Gauche italienne va considérer " suivant Engels, l'État comme un fléau dont hérite le prolétariat ". Elle précisera même - par la plume de Vercesi - qu'elle " garde(ra) à son égard une méfiance presque instinctive " (*Bilan*, n° 26, janvier 1936, " L'État soviétique, dernière partie ").

Le prolétariat, dont la révolution ne fait que commencer une fois qu'il s'est emparé du pouvoir, se heurte à un État dont la fonction est inverse de celle du prolétariat : conserver l'ordre existant. En effet : " L'État est à la fois un instrument trouvant sa nécessité historique dans l'insuffisance de la production à assouvir les besoins des producteurs (circonstance historique qui accompagnera toute révolution prolétarienne) et aussi, de par sa nature même, un organisme destiné à sauvegarder la suprématie d'une classe exploiteuse qui se servira de ses rouages pour y installer une bureaucratie qui se laissera gagner progressivement à la cause de la classe ennemie. " (Bilan, n° 25, nov.-déc.1935).

Allant plus loin encore, la Gauche italienne affirme que " ...l'État, malgré l'adjectif 'prolétarien' reste un organe de coercition, il reste en opposition permanente et aiguë avec la réalisation du programme communiste, il est en quelque sorte la révélation de la persistance du danger capitaliste dans toutes les phases de la vie et de l'évolution de la période transitoire ". (*Octobre*, n° 2, mars 1938, " La question de l'État ".)

Ainsi, la prise du pouvoir par le prolétariat ne modifiait pas la nature et la fonction de l'État issu de la longue chaîne des sociétés de classes antérieures. S'il devenait " prolétarien ", c'était uniquement dans le sens

que le prolétariat, pour prendre le pouvoir, brisait l'ancienne machine d'État bourgeoise. En aucun cas le nouvel État " prolétarien " ne pouvait incarner l'essence révolutionnaire de cette classe. Dans le meilleur des cas " l'État n'est qu'un organisme d'appoint nécessaire seulement pour orienter l'ensemble des travailleurs vers les solutions d'intérêt général... " (*Bilan*, n° 5, " Parti-Internationale-Etat, prémisses ", par Vercesi.)

Cette méfiance - presque instinctive - devant l'État n'était point chez la Gauche italienne une simple réaction viscérale devant le Léviathan des Temps modernes. Elle se basait à la fois sur une analyse des rapports économiques et sur l'expérience russe.

La période de transition reste en effet dominée par les lois capitalistes qui exercent leur influence sur l'État, et menacent constamment d'enchaîner les travailleurs à l'intérêt général qui n'est autre que celui des couches non prolétariennes. Il y a une contradiction économique permanente entre capitalisme, s'exerçant jusque dans l'État, et socialisme : " Le pôle de concentration de la plus-value est l'État dont les lois mènent inévitablement à accumuler toujours d'avantage au détriment des travailleurs. " (*Octobre*, n° 2, ibid.). C'est par l'État, même " prolétarien ", que renaissent toujours les privilèges capitalistes dont " il tend à redevenir le pôle d'attraction "; " c'est pourquoi, alors qu'entre la bourgeoisie et l'État bourgeois, il ne peut y avoir d'antagonisme, il en surgit un entre le prolétariat et l'État transitoire " (*Bilan*, n° 37, nov.-déc. 1936, " Problèmes de la période de transition ", par Mitchell).

Politiquement, l'exemple russe montrait que tous les organismes prolétariens (parti, conseils ouvriers, syndicats) risquaient d'être absorbés par cet État qui ne reconnaissait de pouvoir que le sien :

" La révolution russe, loin d'assurer le maintien et la vitalité des organisations de classe du prolétariat, les stérilisa en les incorporant à l'appareil étatique et ainsi dévora sa propre substance. " (*Bilan*, n° 3, mai-juin 1936, idem) ;

2 *Le danger du substitutionnisme. La violence.*

La Gauche italienne, à travers les études théoriques de Vercesi et de Mitchell, ne pouvait se cacher le rôle joué par le Parti bolchevik dans le triomphe de la contre-révolution étatique. Elle sera l'un des rares groupes révolutionnaires à critiquer la répression exercée contre Makhno et les marins de Kronstadt. Elle affirmera que " les premières victoires frontales obtenues par les bolcheviks (Makhno et Kronstadt) à l'égard de groupes agissant au sein du prolétariat furent réalisées aux dépens de l'essence prolétarienne de l'organisation étatique ". (*Bilan*, n° 19, mai-juin 1935,

" L'État soviétique, 2e partie ", par Vercesi.).

Selon *Bilan*, les bolcheviks avaient commis l'erreur de confondre le parti et l'État, confusion " d'autant plus préjudiciable qu'il n'existe aucune possibilité de concilier ces deux organes, alors qu'une opposition inconciliable existe entre la nature, la fonction et les objectifs de l'État et du parti " (*Bilan*, n° 26, janvier 1936, idem.).

Par là la Gauche italienne remettait en question le schéma des bolcheviks et des " léninistes ", selon lequel la dictature de l'État se confondait avec celle du parti. Néanmoins, fidèle à sa conception du parti incarnant la conscience de classe, elle estimait que la dictature du prolétariat n'était autre que la dictature du Parti s'exerçant sur l'État. Elle prenait soin de préciser que cette conception était aux antipodes de la dictature de parti stalinienne :

" Dictature du parti ne peut devenir... imposition à la classe ouvrière des solutions arrêtées par le parti, ne peut surtout pas signifier que le parti puisse s'appuyer sur les organes répressifs de l'État pour éteindre toute voix discordante en se basant sur l'axiome que toute critique, toute position provenant d'autres courants ouvriers est par cela même contre-révolutionnaire... " (*Bilan*, n° 26, ibid.)

La Gauche italienne était persuadée qu'aucune garantie n'existait que le Parti communiste ne trahisse un jour les intérêts du prolétariat au nom de la révolution. Elle affirmait même - ce qui semblait étonnant pour un courant préconisant la dictature du parti - que celui-ci " n'est pas un organisme achevé, immuable et intangible; il ne dispose pas d'un mandat irrévocable de la classe, ni par conséquent de la propriété permanente d'exprimer les intérêts finaux de la classe... " (*Communisme*, n° 18, septembre 1938)

Plus important que le Parti même restait pour *Bilan* le but de la révolution prolétarienne : le socialisme, amenant la liberté pour les exploités, et non la contrainte (" Qui dit État dit contrainte. Qui dit socialisme dit liberté ", affirme *Octobre*, op. cit.). Ce but difficile ne pouvait être atteint que par les ouvriers eux-mêmes, agents actifs d'un processus que personne d'autre ne pourrait accomplir :

" L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, a dit Marx, et cette formule centrale du socialisme est, pour nous, autre chose qu'une conception pour justifier les brimades à l'égard des travailleurs qui suivent d'autres conceptions : ELLE REPRESENTE LE PRINCIPE FONDAMENTAL DU PROLETARIAT. " (*Octobre*, n° 2, ibid.). (Souligné dans le texte.)

C'est ce principe même, qui semblait avoir été oublié des révolutionnaires, qui déterminait son rejet absolu de toute violence au sein de la classe ouvrière et au sein de ses organismes (parti, syndicats, soviets) : " ...la position centrale prolétarienne n'est-elle pas celle qui, à la devise de l'extermination des travailleurs, oppose celle de leur fraternisation ? ", écrivait Vercesi (*Octobre*, n° 5, août 1939, " La dictature du prolétariat et la question de la violence "). Si la violence était une nécessité face aux autres classes dans les conditions de la guerre civile, son rôle ne pouvait " être que subsidiaire et jamais fondamental ".

Dans tous les cas, " CE N'EST PAS PAR LA FORCE ET LA VIOLENCE QU'ON IMPOSE LE SOCIALISME AU PROLETARIAT. " (Souligné par *Octobre*, n° 2).)

C'est pourquoi, la Gauche italienne préconisait pour maintenir intacte la dictature du prolétariat :

- la plus large démocratie, sans restriction, dans le parti : " Tout le mécanisme du parti doit pouvoir fonctionner d'une façon absolument libre et toute latitude doit être donnée à la formation des fractions qui seront pourvues des moyens financiers nécessaires à leur expansion par le parti lui-même. " (*Octobre*, n° 2, ibid.).

- la défense des intérêts économiques des ouvriers, face à l'État, au sein des syndicats, et par le droit de grève " face à un État dont l'évolution NATURELLE est de s'opposer à la progression économique des travailleurs, il n'y a d'autre solution que l'existence d'organisations syndicales avec tous leurs droits, et, en tout premier lieu, leur indépendance organique à l'égard du parti et de l'État et le droit de grève. " (*Octobre*, n° 2, ibid.).

La Gauche italienne allait même encore plus loin. En cas de conflit entre l'État " prolétarien ", où participait le Parti sous forme d'une délégation de pouvoir, et le prolétariat, elle estimait qu'il valait mieux que le Parti quitte les sphères de l'administration (avec ses privilèges), plutôt que de devenir le bourreau des ouvriers au nom du " socialisme ", comme à Kronstadt : " il valait mieux perdre Kronstadt que de le garder au point de vue géographique, alors que substantiellement cette victoire ne pouvait avoir qu'un seul résultat : celui d'altérer les bases mêmes, la substance de l'action menée par le prolétariat ". (ibid.). Elle concluait " ...qu'il (valait) mille fois mieux engager la bataille avec la certitude d'être battus contre l'État, plutôt que de rester au pouvoir en infligeant une défaite aux principes prolétariens ". (ibid.).

Tout en demeurant fidèle au principe de la " dictature du parti ", la Gauche italienne l'abandonnait peu à peu dans les faits. A la formule de Lénine, affirmant cyniquement qu'il ne pouvait y avoir que deux partis : l'un au pouvoir, l'autre en prison, elle opposait une conception qui refusait de mener la lutte politique contre les partis non prolétariens ou petits-bourgeois sous la forme de mesures despotiques ou policières. Elle était convaincue qu'il ne pouvait y avoir pluralité de partis prolétariens au gouvernement, " car admettre des partis adverses signifie oser la condition pour le rétablissement du pouvoir ennemi anéanti ". (*Bilan*, n° 35, " Réponse à Hennaut, par Vercesi "). Face aux autres partis, qui véhiculaient l'idéologie " bourgeoise " (socialistes, et même anarchistes), la lutte idéologique était la seule efficace, la seule susceptible de ne pas conduire à " l'altération progressive de la nature même du parti prolétarien " (idem).

Tous les remèdes proposés par la Gauche communiste se situaient à l'intérieur d'un pays (ou d'un groupe de pays) où le prolétariat avait pris le pouvoir. Elle était consciente que la garantie pour maintenir l'État entre les mains des ouvriers ne pouvait qu'être cherchée dans l'extension de la révolution. A défaut, la dictature prolétarienne serait confortée par le contrôle du parti au pouvoir par l'ensemble de l'Internationale. Ainsi, le parti communiste ne courrait pas le risque de fusionner avec les intérêts d'un État national par nature hostile à tout internationalisme. En aucun cas, la " guerre révolutionnaire ", comme en 1920 contre la Pologne, ne pourrait être une solution à l'antagonisme entre " État ouvrier " et capitalisme mondial. L'unique solution résidait dans la prise du pouvoir mondialement par les ouvriers de tous les pays. Dans cette perspective, tous les remèdes internes et externes ne pourraient être que des palliatifs.

1 Le danger de la " construction du socialisme

On sera certainement étonné par 1'énorme place faite par *Bilan*, *Octobre*, *Communisme* aux tâches politiques du prolétariat dans la période transitoire. C'est que pour la Gauche italienne, qui en cela suivait fidèlement le marxisme, la Révolution devait être politique, avant que d'être économique. Elle rejetait tout schéma, de type stalinien ou trotskyste, qui considérait la " construction du socialisme " comme la tâche fondamentale du prolétariat. Cette construction ne pourrait " s'amorcer qu'après la destruction des États capitalistes les plus puissants... " (*Bilan*, n° 37, nov.-déc. 1936, ibid., par Mitchell.)

En fait, l'économique devait être étroitement subordonné au politique. Il devait s'intégrer dans la lutte internationale pour la révolution mondiale. En aucun cas, l'accumulation dans un pays, où le prolétariat détenait le

pouvoir, ne pouvait se faire aux dépens du but révolutionnaire final : le socialisme mondial. La Gauche italienne était hantée par le modèle stalinien d'accumulation du capital, présenté comme " socialisation ". Ce modèle était " monstrueux " et avait " poussé à la misère les ouvriers russes " (idem).

C'est donc avec beaucoup de réticence, que *Bilan* abordera la question des mesures économiques de la période de transition. Comme le notera Mitchell, qui étudiera la question, " les camarades de *Bilan*, animés par la juste préoccupation de mettre en évidence le rôle de l'État prolétarien sur le terrain mondial de la lutte de classes, ont singulièrement rétréci l'importance du problème en question, en considérant que les domaines économique et militaire ne pourront être qu'accessoires et de détail dans l'activité de l'État prolétarien, alors qu'ils sont d'un ordre essentiel pour une classe exploiteuse. " (*Bilan*, n° 38, ibid.)

La Révolution ne serait pas seulement politique, elle devait aussi pénétrer dans la sphère de l'économique. Il semblait difficile d'imaginer que le prolétariat puisse garder le pouvoir, si économiquement il se trouvait soumis aux mêmes contraintes que sous le capitalisme. Comment d'ailleurs aurait-il pu garder l'initiative, si, affaibli par la faim, il se trouvait incapable de lutter, sinon pour sa survie immédiate, mobilisant toutes ses forces, et déchaînant la guerre de tous contre tous ?

Pour ces raisons, la Gauche italienne préconisait une politique économique qui soit fondée non sur l'accumulation du capital, mais sur la production massive des biens de consommation. En langage marxiste, il devait y avoir décroissance relative du secteur I biens de production, et croissance accélérée du secteur II des biens contribuant à produire nourriture, vêtements, meubles, loisirs; etc. Si la loi de la valeur continuait à subsister dans la période de transition, elle subirait du moins, par une élévation réelle du niveau de vie des classes laborieuses, une profonde altération, l'amenant peu à peu à disparaître :

" Ce qu'il faut changer, c'est le mode de production qui ne devra plus obéir aux lois de la croissante augmentation du surtravail, mais aux lois opposées d'une amélioration constante et continue des conditions de vie des travailleurs. " (*Bilan*, n° 21, juillet-août 1935, ibid., par Vercesi).

Cependant, le socialisme ne pourrait surgir que d'un développement sans précédent des forces productives. Pour cela, il était nécessaire d'accroître la quantité d'heures de travail consacrées à ce développement. Le risque était donc grand de demander des " sacrifices " aux ouvriers au nom de la réalisation de ce but. Cela, la Gauche communiste le refusait. Elle pensait

qu'il valait mieux laisser subsister pendant toute une période " un rythme de l'accumulation suivant un cours extrêmement ralenti par rapport à l'économie capitaliste ". (ibidem).

Le résultat : le communisme serait donc le fruit d'un long processus faisant passer la société du règne de la nécessité dans celui de l'abondance.

Aucune recette de type " égalitariste " ne pourrait apporter un raccourci commode. En particulier, le " communisme de guerre " adopté en 1920 ne pouvait en aucun cas servir de modèle au communisme : il était une suite de mesures contingentes, où avait été " socialisée " la pénurie. Dans les pays industrialisés, le prolétariat ne connaîtrait certainement pas cette phase.

La Gauche italienne rejetait avec autant de force les mesures économiques préconisées par la Gauche germano-hollandaise. Dans un ouvrage paru à Berlin en 1930 (*Grundprinzipien der kommunistischer Produktion und Verteilung*), rédigé par Jan Appel et Canne-Meijer, tous deux membres du GIK, ce courant préconisait comme la meilleure voie vers le communisme l'instauration de " bons de travail ". Ces " bons " permettraient à la société de transition, non seulement de favoriser l'intégration au travail de couches bourgeoises ou non bourgeoises qui n'avaient jamais travaillé, mais d'empêcher toute recherche d'une accumulation de type capitaliste. Les bons ne seraient ni accumulables ni échangeables. Ils cristalliseraient le temps de travail effectué par chaque travailleur. En échange, chaque travailleur, quels que soit sa qualification et le temps de travail accompli, recevrait sur la base d'une " heure sociale moyenne " sa participation à la consommation collective. Ainsi, devaient être éliminées progressivement la loi de la valeur - fondée sur l'échange et toute tendance individuelle à accumuler les richesses consommables. (7)

Bilan qui avait demandé à Hennaut de résumer (8) les *Grundprinzipien* n'était pas convaincu par les thèses du GIK. Mitchell fit remarquer qu'établir la consommation sur la base de l'heure-travail sociale moyenne revenait à la déterminer par la loi de la valeur. Il reprochait aux Internationalistes hollandais de se limiter à des solutions comptables, fascinés qu'ils étaient par l'exemple du communisme de guerre. En fait, ils auraient voulu établir une égalité juridique dans le domaine des salaires; mais la suppression des inégalités des salaires qu'ils revendiquaient " reste suspendue dans le vide, parce qu'à la suppression du salariat capitaliste ne correspond pas immédiatement la disparition des différenciations dans la rétribution du travail ". (*Bilan*, n° 35, sept.-oct. 1936, ibid.)

Pour la Gauche communiste italienne, le problème était moins mathématique et juridique que politique. Ce qui était en cause c'était

l'élévation considérable des biens consommables, permettant de sortir de la pénurie. Elle seule permettrait, sur une base économique déterminée par les besoins sociaux, et non le profit, le marché, l'échange, de dissoudre peu à peu la loi de la valeur et le salariat. Dans la réalité concrète, à aucun moment " l'égalité formelle ne pouvait exister, compte tenu des différences individuelles, géographiques, etc.; " le communisme enregistrerait finalement l'égalité réelle dans l'inégalité naturelle " (ibidem).

On sera certainement étonné que parmi les centaines de pages écrites par *Bilan*, *Octobre* et *Communisme*, presque aucune n'aborde la question des conseils ouvriers et des soviets. Cela s'explique, si l'on tient compte du fait, qu'en dehors de la Gauche germano-hollandaise, aucun courant ne s'est vraiment livré à une étude approfondie des conseils russes et allemands. A ses débuts, sous l'influence de Bordiga, la Gauche italienne était restée très méfiante à l'égard des " conseils d'usine " préconisés par Gramsci. Elle pensait que les conseils devaient se former dans les sièges locaux du parti communiste. Faute de quoi, ils risqueraient d'entretenir une vision économiste et localiste chez les ouvriers.

Dans les années 30, la Fraction italienne changea peu de position. Elle concédait que les conseils ouvriers (ou soviets) pouvaient prendre " une importance énorme dans la première phase de la révolution, celle de la guerre civile pour abattre le régime capitaliste "; mais que par la suite ils perdraient de leur importance primitive. Le prolétariat trouverait, selon elle, dans le Parti et l'Internationale ses véritables organes.

Elle voyait dans les conseils une " forme russe de la dictature du prolétariat plutôt que comme sa forme spécifique acquérant une valeur internationale " (*Bilan*, n° 31, mai-juin 1936, ibid., par Mitchell). Cependant, elle restait prudente (Vercesi surtout). Elle pensait qu'ils pourraient " représenter un élément de contrôle de l'action du parti qui a tout intérêt à se voir entouré de la surveillance active de l'ensemble de la masse qui se trouve regroupée en ces institutions ". (*Bilan*, n° 26, janv. 1936, ibid.). C'est surtout après la guerre mondiale, qu'une partie de la Gauche italienne commencera à approfondir la question des conseils, en qui elle verra les véritables organes de la dictature prolétarienne.

Bien des contradictions apparaissent dans les réflexions théoriques de la Gauche italienne. Défendant l'idée d'Etat " prolétarien ", elle en est le plus farouche adversaire. Rejetant peu à peu les syndicats comme organes de lutte de classe, elle en fait les organismes de dictature du prolétariat. Partisane de la " dictature du parti ", elle préconise son contrôle le plus strict par les larges masses prolétariennes et l'Internationale, voire son

élimination du pouvoir, si nécessaire. Mais, selon ses propres termes, elle ne faisait que balbutier. Elle avait d'ailleurs en tête plus les expériences italienne, française et russe, pour les penser et repenser à travers le crible de la critique théorique, que l'expérience allemande, si marquée par le mouvement des conseils antisyndicaliste.

On reste confondu par tout le travail de réflexion accompli par le courant de la gauche italienne au cours des années noires que furent les années 30 sur toutes les questions du passé et du présent. C'est que ce courant voulait préparer l'avenir, qui ne pouvait être que la révolution communiste. Elle mettait à profit son isolement pour le préparer, et éviter de retomber dans les erreurs commises par ses prédécesseurs, fussent-ils les plus glorieux. Elle n'avait pas une vision figée d'un programme de la révolution fixé *ad aeternam*. Celui-ci restait " une approximation jusqu'au seuil de la société communiste "; il n'était jamais " qu'un 'moment " de la conscience historique dont le progrès se règle sur l'évolution sociale elle-même ". (*Communisme*, n° 18, sept. 1938).

Mais, avant tout, la Gauche communiste italienne se sentait profondément une partie du prolétariat mondial. La théorie n'était pas pour elle un luxe, un jeu, qui compenserait par le rêve la dure réalité. C'était un instrument vital, dont elle voulait se servir, pour rester indissolublement rattachée à ce prolétariat qui l'avait engendrée. Elle ne voulait ni le trahir, ni en être le bourreau.

---

(1) *Bilan*, n° 35, sept.-oct. 1936.

(2) Cette idée, développée déjà par Prudhommeaux dans *l'Ouvrier communiste* est défendue surtout dans la postface au livre : Spartacus et la Commune de Berlin (1918-19), " Cahiers Spartacus n° 15 ", intitulée " La tragédie de Spartacus ". André et Dori Prudhommeaux y affirmaient : " Les deux luttes spécialistes, l'ancienne et la moderne, offrent le même aspect d'un combat dans l'impasse, qui est en même temps un aboutissement du passé, et un implicite point de départ pour l'avenir. Les constantes de la révolte humaine s'y affirment. " Le ton de cette postface ne manque pas de surprendre par sa religiosité : socialement apparaît la structure propre aux minorités rédemptrices, chargées d'un lourd fardeau de responsabilité et de fatalité dans un monde pêcheur... le prolétariat est Christ... ".

(3) Cf. *Communisme*, n° 3, juin 1937, " Dans le mouvement syndical provocation policière ". Pour se défendre, Ottorino Perrone écrivit un texte : " Au comité national du syndicat général des employés " (20 novembre 38),

pour protester contre son exclusion : “ Les seuls griefs retenus contre moi consistent en mes interventions aux assemblées, aucun acte répréhensible contre le syndicat n’a pu être formulé à mon égard. Au surplus, la procédure d’exclusion a débuté et s’est développée quand les nouvelles dispositions de la Sûreté concernant le séjour dans le pays des réfugiés politiques me mettaient dans l’impossibilité d’intervenir aux assemblées. ” Perrone était employé par l’Association typographique de Bruxelles, qui le défendit toujours contre les accusations dont il était victime, et il était à ce titre membre du Syndicat des employés.

(4) Dans cette tendance anti-syndicaliste se trouvait aussi Luigi Danielis (dit “ Gigi ”). Stefanini et Danielis défendirent résolument leur point de vue sur les syndicats face à la majorité du PCInt fondé par Damen, à la conférence de Turin de décembre 1945.

(5) Pour les positions de la Gauche allemande, après 1921, sur la Révolution russe, cf. *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale*, par Herman Gorter, *Proletarier*, Berlin,1923; “ Thesen über den Bolschewismus ”, *Räte-Korrespondenz*, Amsterdam, déc. 1934.

(6) Cf. Preobrajenskij, *La nouvelle économique*, EDI, Paris, 1966.

(7) Les *Grundprinzipien der kommunistischer Produktion und Verteilung* ont été republiés en 1970 à Berlin, Kramer Verlag, avec une introduction de Paul Mattick, vétéran du KAPD.

(8) *Bilan*, n^{os} 19, 20, 21, 1935, “ Les fondements de la production et de la distribution communiste ”; “ Problèmes de la production et distribution communistes ”.

CHAPITRE 8

DE LA FRACTION AU PARTI

Lorsque la guerre éclate en septembre 1939, la Fraction de gauche italienne et la Fraction belge se trouvent totalement désarmées. Le Bureau international des fractions n'existe quasiment plus, les contacts entre les différentes sections et fractions avaient pratiquement cessé.

Quelques semaines auparavant, le dernier numéro d'*Octobre* était paru, après un an d'éclipse. Au moment où se nouaient les contacts officieux entre la Russie et l'Allemagne, annonçant l'entrée imminente du continent européen dans la guerre mondiale, les deux fractions voyaient dans tous les préparatifs fébriles qui se multipliaient l'annonce d'un second " Munich " :

" Le fait qu'en septembre 1938, le capitalisme mondial eut recours à un compromis au lieu de faire appel aux armes, peut faire admettre la thèse que même dans la tension actuelle une solution même provisoire finira bien par être trouvée dans un deuxième Munich. "1

Plus grave était l'idée qu'il existait une solidarité impérialiste pour empêcher la guerre face à leur seul ennemi commun, le prolétariat :

" Quand on lit les journaux, qu'on écoute les discours, on a toujours l'impression d'être à la veille d'une prise d'armes... Quand on voit les différents impérialismes armés jusqu'aux dents et aux prises avec l'unique économie de guerre - qui ne peut travailler à vide à l'infini - et quand, d'autre part, on constate cette émouvante solidarité impérialiste, on reste ahuri si on n'a pas présent à l'esprit que démocratie et fascisme ont un ennemi commun - et unique - le Prolétariat retrouvant son chemin de classe. "

Sauf la minorité qui considérait la guerre comme inévitable et seulement une question de semaines, l'ensemble des militants se trouva totalement désorienté par l'entrée de l'armée allemande en Pologne. Le courant trotskyste belge dissident, dirigé par Georges Vereecken, et dont le centre se trouvait à Bruxelles, constatait ironiquement cette paralysie

“ Depuis huit semaines que dure la guerre, nous ne savons pas encore ce qu’ont fait les bordiguistes pour donner leur point de vue... ils sont peut-être encore bouleversés du coup reçu par les événements, le déclenchement de la guerre, alors qu’ils disaient encore, 10 minutes avant l’entrée de Hitler en Pologne, que la bourgeoisie parviendrait à empêcher le déclenchement du conflit, exprimant par là qu’elle serait parvenue à surmonter ses propres contradictions. ” (*Contre le courant*, Bulletin du Groupe communiste internationaliste pour la construction de la IVe Internationale, n° 1, novembre 1939.)

Le courant “ bordiguiste ” fut le seul courant politique à ne sortir ni tracts ni manifestes lors de 1’éclatement de la deuxième guerre mondiale. Son désarroi n’était pas unique. L’ “ Union communiste ” et la “ Ligue des communistes internationalistes ” cessèrent de faire paraître leurs revues et se dissolvaient, bien qu’elles aient annoncé 1’imminence de la guerre.

Bien que leurs effectifs aient lentement fondu à partir de 1937, les fractions italienne et belge avaient largement les moyens d’assurer leur continuité politique. Les anciens membres du PCd’Italia s’étaient formes et trempés dans le rude combat clandestin contre le régime mussolinien ; ils avaient maintenu un travail de liaisons clandestin avec l’Italie. C’est donc leurs erreurs théoriques et politiques, cristallisées dans la théorie de l’économie de guerre et des “ guerres localisées ” qui amenaient une dislocation organisationnelle, et l’échec de fait des deux fractions.

Le passage immédiat dans la clandestinité, en raison de l’opposition intransigeante de la Gauche communiste à la guerre et de son refus de soutenir quelque camp militaire que ce soit, entraîna une atomisation et un éparpillement des militants. L’Occupation de la Belgique et de la France par l’Allemagne, le travail immédiat de collaboration entre les polices politiques locales et la Gestapo, qui elle-même travaillait main dans la main avec l’OVRA italienne dans la chasse aux réfugiés politiques, eurent un effet désastreux et désagrégateur sur les deux fractions. Jacobs (Michel), qui était juif, fut déporté et mourut dans un camp de concentration. Le militant le plus en vue, avec Vercesi, Mitchell (Jéhan) fut déporté avec son fils, membre lui aussi de la Fraction belge, pour disparaître définitivement. D’autres furent plus “ chanceux ” : arrêtés par la Gestapo, Bruno Bibbi et Fausto Atti, après un séjour dans des camps de travail allemands, furent livrés à la police italienne et relégués dans les îles, où les conditions de détention étaient infiniment moins dures que les camps allemands.

A Bruxelles, Vercesi et quelques éléments continuaient, néanmoins, à se réunir comme petit cercle. Beaucoup pensaient que la guerre avait montré l'inexistence sociale du prolétariat, et dans ces conditions il était vain de maintenir une activité militante organisée. Tel ne fut pas l'avis d'une petite poignée de militants italiens et français, membres de la Fraction italienne, qui fuyant la Zone d'occupation française, se regroupèrent à Marseille, tout en maintenant des contacts avec Paris. Dans la capitale méridionale, s'étaient regroupés en 1940 un grand nombre d'immigrés de toutes nationalités. Sans papiers ou avec de faux papiers, ils se trouvaient dans une situation matérielle extrêmement difficile. Ils trouvèrent bientôt du travail dans une fabrique de pâtes de fruits, montée par des militants trotskystes, et qui devint bientôt le lieu de ralliement de nombreux militants venus de tous les horizons politiques : le " Croque-fruit ". Les méthodes de rationalisation du travail " (2) introduites devaient d'ailleurs mener au licenciement de quelques éléments, dont Marc Chirik et Jean Malaquais qui n'entendaient pas abandonner les revendications salariales. C'est dans ce refuge pour émigrés politiques, qu'un petit noyau de militants de la Fraction italienne réussit à gagner à ses positions quelques éléments trotskystes. Il était constitué de militants comme Marc Chirik (Marco), O. Ricceri (Piccino), Luigi Danielis, Bottaioli, Stefanini et d'autres plus jeunes, comme Robert Salama. L'écrivain Jean Malaquais, jusqu'à son départ pour le Venezuela, sympathisait activement avec les positions antipatriotiques du groupe.

Ce noyau, en effet, avait refusé la dissolution des fractions proclamée par Vercesi, et dès 1940, entrepris de les reconstituer avec les éléments dispersés en renouant, par des voyages dangereux, en raison de la surveillance des trains par la Gestapo, les contacts politiques tant en France qu'en Belgique. Marc Chirik jouait un rôle moteur ;

D'un cercle d'environ 10 militants, devait sortir en 1942 le " noyau français de la Gauche communiste " sur la base d'une déclaration de principe :

" En 1942, en pleine guerre impérialiste, un groupe de camarades, rompant organisationnellement et politiquement avec le confusionnisme et l'opportunisme des organisations trotskystes et la guerre impérialiste, se sont constitués en noyau de la Gauche communiste sur les bases politiques de la GCI. " (3).

Cette déclaration affirmait un rejet très net de la thèse de " défense de l'URSS ", défendue par les trotskystes : " L'Etat soviétique, instrument de la

bourgeoisie internationale exerce une fonction contre-révolutionnaire. la défense de l'URSS au nom de ce qui reste des conquêtes d'Octobre doit donc être rejetée et faire place à la lutte sans compromis contre les agents staliniens de la bourgeoisie. " Tout aussi net éait le rejet du " camp démocratique " et du " camp fasciste " : " La démocratie et le fascisme sont deux aspects de la dictature de la bourgeoisie qui correspondent aux besoins économiques et politiques de la bourgeoisie à des moments donnés. En conséquence, la classe ouvrière qui doit instaurer sa propre dictature après avoir brisé l'Etat capitaliste n'a pas à prendre partie pour l'une ou l'autre de ces forces. "

La participation à la guerre impérialiste était donc une " frontière de classe " qui séparait désormais nettement d'une part la fraction, seule représentante des intérêts prolétariens, d'autre part tous les autres partis ou groupes représentant de diverses façons les différents intérêts impérialistes contre-révolutionnaires ". Cette position marquait donc non seulement une rupture avec le trotskysme, mais rejetait de fait l'ancienne position de la Gauche italienne, qui jusqu'à la veille de la guerre employait les termes de " partis centristes " pour définir le courant stalinien et sa gauche, ce qui laissait entendre que ces partis étaient encore " ouvriers ".

Le " noyau français " resta cependant sur les positions de la Gauche italienne dans la question du parti et de la fraction. En effet : " Le parti est la direction politique du prolétariat d'un pays donné dont il représente la conscience. C'est lui qui, après avoir pris le pouvoir, exerce la dictature au nom de la classe ouvrière. Il ne peut être question de mouvement révolutionnaire si le parti est inexistant. " Celui-ci n'est pas le produit d'actes volontaires, car " il ne peut être créé que dans une période de flux révolutionnaire, lorsque les masses se libèrent de l'emprise des partis traîtres et que le rapport des forces se renverse au profit du prolétariat ". On verra plus loin que le long débat sur le moment du surgissement du parti développé dès le début dans le courant " bordiguiste " n'avait pas été résolu et qu'il entraîna de longues discussions en son sein au moment des grèves ouvrières italiennes de 1943, puis une scission.

Des thèses " bordiguistes ", la Déclaration reprenait celle du " Front unique syndical ", opposé au Front unique politique et faisait de l'adhésion aux syndicats une obligation de chaque militant : " L'appartenance à un syndicat est exigée de tout militant, ainsi que l'obligation conséquente de défendre la politique syndicale de l'organisation dans les syndicats. "

Le but du " Noyau français " était de constituer une Fraction française de la gauche communiste, constitution qui n'avait pu se réaliser avant la guerre. La faiblesse des forces de ce petit groupe, qui était composé surtout de jeunes inexpérimentés, à côté de quelques militants plus âgés, ne posait pas la nécessité d'une proclamation immédiate d'une Fraction française. Il ne fallait pas forcer une naissance prématurée en s'assimilant des " éléments disparates raccordés entre eux par des liens sentimentaux ou de vagues récriminations contre la société dans laquelle il vivent ", ou par des campagnes de recrutement opérées par " noyautage ". Cette mise en garde visait tous les trotskystes spécialistes ès " entrisme "; et en particulier les jeunes éléments ayant rompu avec le courant trotkyste, mais pouvant encore garder certains liens sentimentaux. A la faveur de scissions au sein du trotskysme, qui choisissait de soutenir un camp impérialiste contre un autre, des éléments s'étaient dégagés qui s'orientaient vers des positions internationalistes de lutte contre la guerre, sous toutes ses formes. Des contacts furent rapidement noués avec la Gauche italienne.

Tel était le cas des Revolutionäre Kommunisten Deutschlands, ou Communistes révolutionnaires d'Allemagne. Ceux-ci étaient en fait d'origine autrichienne pour la plupart. En l935, en effet, plusieurs groupes de jeunes au sein de la JC et du PC autrichiens formaient une fraction trotskysante qui se transforma en organisation autonome sous le nom de " Revolutionäre Kommunisten Österreichs " (Communistes-révolutionnaires d'Autriche). Les RKD, qui publiaient : " Bolschewik " et auxquels adhérèrent les premiers trotskystes, devenaient la section officielle d'Autriche du " Mouvement pour la 4e Internationale ", dès 1936. la répression, les emprisonnements amenèrent l'exil pour la plupart des RK; en Tchécoslovaquie et en Suisse, puis en France et en Belgique en 1938. Bientôt se fit jour leur opposition au trotskysme : le 3 sept. 1938, à Périgny, les deux délégués des RK Karl Fischer et Georg Scheuer furent les seuls à s'opposer à la fondation d'une " 4e Internationale ", proclamée en une seule journée par une vingtaine de personnes. La rejetant comme aventuriste et bureaucratique, ils passent à l'opposition. (4). Lorsque la guerre éclate, ils, se détachent du trotskysme officiel et adhèrent à la " Commission internationale de contact pour la 4. Internationale communiste " formée par la RWL (Oehler). En contact avec des oppositionnels belge (comme le groupe de Vereeken), il publièrent en 1939-40 à Anvers *Der Marxist*. Se définissant comme " Léninistes " dans la question du défaitisme révolutionnaire, ils attirèrent à eux en 1941 un certain nombre d'IKD (Internationale Kommunisten Deutschlands, trotskystes allemands). Ils

prirent alors le nom de RKD au lieu et place de RKÖ. Lorsqu'éclata le conflit germano-soviétique, la majorité des RK se prononça pour le défaitisme révolutionnaire, et non plus la " défense conditionnelle de l'URSS ". Influencés par le livre de Ciliga (" Au pays du grand mensonge "), ils définissaient désormais la Russie comme capitaliste d'Etat. Même une minorité, d'abord réticente en ce qui concerne le défaitisme révolutionnaire contre tous les camps impérialistes, y compris le russe, devait épouser ce point de vue après deux ans de discussion. Les trotskystes, dès l939, avaient choisi un camp. (5)

La Débâcle de 1940, les internements administratifs de tous les réfugiés allemands, autrichiens en France, avaient entraîné l'émigration des RKD de Belgique et du nord de la France dans la zone sud. Ce fut l'occasion de nouer des contacts avec le milieu trotskyste et par la discussion d'y favoriser des scissions, particulièrement dans le Sud-Ouest (Toulouse, Montauban, Bordeaux) et à Paris en 1944. Auparavant, dès 1942 s'étaient formés des groupes de " Communistes révolutionnaires " qui à partir de 1943 dans " Fraternisation prolétarienne " défendaient les positions des RKD. Bientôt naissait l'Organisation des communistes révolutionnaires en 1944 qui publiait " Rassemblement communiste révolutionnaire " et " l'Internationale " en commun ou séparément des RKD. Les groupes C.R. et RKD. étaient autonomes, voire purement locaux, avec leurs positions propres, bien que principiellement identiques ; ils avaient leur organe propre: les CR de Toulouse publiaient en 1944-1945 " le Prolétaire "; ceux de Paris " Pouvoir ouvrier " en 1944.

La Presse des RK (*RK-Bulletin* à partir de 1941, *Spartakus* de 1943 à 1945, *Vierte kommunistische Internationale*) montrait un réel rapprochement avec les positions internationalistes de la Fraction italienne. Au départ " ultrabolchevik ", au point de considérer chaque position de Lénine comme parole d'évangile, leur rupture avec le trotskysme les fit évoluer vers les positions de gauche communiste, en rejetant tout " Front unique " et tout soutien aux " luttes de libération nationale ". Découvrant Rosa Luxemburg (d'où le titre de leur feuille d'agitation *Spartakus*), ils défendirent peu à peu des position proches de celles des communistes de conseils : " La démocratie des conseils est la forme la plus saine du pouvoir ouvrier. La démocratie des conseils signifie pleines libertés démocratique pour tous les partis des conseils se plaçant sur le terrain de la dictature du prolétariat. " (*Programmatische Plattform der RKD*, 1941). (6)

Très activistes, les RKD entreprirent, dans, la mesure de leurs forces, un travail d'agitation dans l'armée allemande pour la " révolution mondiale et la république des conseils en Allemagne et dans le monde entier ". (*Spartakus*, déc. 1943), et la fondation d'une " 4e Internationale communiste ". Ils invitaient les soldats à se mutiner, à fusiller leurs officiers et à former des conseils d'ouvriers et de soldats en revenant chez eux. Ils surestimaient, comme la plupart des révolutionnaires, beaucoup le niveau de révolte des, ouvriers après les événements italiens de mars 1943 : " En Allemagne, Amérique et Russie se déchaînent les luttes de classe, les grèves et mutineries : les ouvriers préparent la révolution contre leurs exploiteurs. " (*Spartakus*, juin 1944).

C'est avec les RK et CR que la Fraction italienne en France et le noyau français eurent de nombreux contacts et discussions, et parfois un travail commun sous forme de tracts contre la guerre. Consciemment ou inconsciemment les deux tendances s'influencèrent réciproquement, par une connaissance des positions des deux Gauches communistes italienne et allemande. Mais ces contacts se trouvèrent freinés en 1945 par " l'affaire Vercesi " (cf. infra) dans laquelle les RKD virent une preuve de la " trahison " de la Gauche italienne.

En dehors de la Gauche communiste et des RK-CR qui défendaient les positions internationalistes sur la guerre (ainsi d'ailleurs. que quelques rares anarchistes comme Voline à Marseille), les groupes de la Gauche communiste hollandaise travaillaient dans le même sens..

A la veille de la guerre, le courant conseilliste des Pays-Bas était très désorganisé et le GI.K cessait de publier *Räte-Korrespondenz* en 1937, mais continuait avec la revue *Raden-communisme*, et la feuille d'agitation *Proletenstemmen*. Les contacts avaient cessé peu à peu avec l'Allemagne, où subsistaient quelques groupes de la Gauche communiste allemande. D'autres groupes, comme *De Arbeidersraad* (" le Conseil ouvrier "), issu du KAPN, ou la L.A.O. (opposition ouvrière de gauche lui publiait *Spartacus*) avaient disparu avant l'éclatement de la guerre. Le GIK, comme tous les petits groupes conseillistes, qui subsistaient, étaient entrés en léthargie. Mais en janvier 1941, le groupe de Sneevliet forma le Marx-Lenin-Luxemburg Front. Il fit paraître une feuille bimensuelle *Spartacus*, " organe du troisième front ", ce 3e front étant celui de la lutte de classe opposée aux fronts militaires. Il travaillait en étroite collaboration avec le groupe de Vereeken en Belgique. Lorsque l'armée allemande envahit la

Russie, la majorité du groupe se prononça contre la défense de l'URSS. Mais Sneevliet et 7 autres membres du MLL-Front furent arrêtés et fusillés par la Gestapo en avril 1942. Une scission trotskyste se produisit défendant " l'Etat ouvrier dégénéré ". Les autres fondèrent le Communistenbond Spartacus que rejoignirent la plupart des membres du GIK. Ils se prononcèrent nettement contre la guerre impérialiste. Ils fondèrent un syndicat unitaire reprenant la tradition des AAU : Eenheidsvakbeweging qui tomba bientôt aux mains du PC néerlandais. Ce groupe, très petit, n'avait guère de contacts avec l'extérieur en dehors de la Belgique. A la fin de la guerre, il entra en discussion avec les RKD et la Fraction française de la Gauche communiste internationale. (7).

Le mouvement des communistes internationalistes était donc très restreint. Les RKD-CR et les gauches hollandaises semblaient plus actifs dans leur propagande contre la guerre. En dehors du " noyau français " constitué à Marseille en mai 1942, une grosse partie de la Gauche italienne, surtout en Belgique, était tombée en léthargie et considérait avec méfiance les nouveaux éléments " français ". Alors que la Fraction italienne à Marseille continuait son effort de reconstruction de l'organisation, auquel se joignirent les militants de Lyon, Paris, Toulon. Cet effort aboutit à partir de 1941 à la tenue de conférences annuelles; une C.E. fut nommée composée d'Otello Ricceri (Piccino), Marc Chirik (Marco), Tullio et Bottaioli (Butta). La base de cette reconstruction de la Fraction italienne en France était le rejet de l'orientation prise à partir de 1936-37 : économie de guerre, guerres localisées, " solidarité interimpérialiste ", définition de la Russie comme " Etat ouvrier dégénéré ", disparition sociale " du prolétariat, positions que défendaient Perrone et ses amis en Belgique.

Au début d'octobre 1942, se déclencha une grève générale à la FIAT de Turin. Ce mouvement, dans la 2e concentration ouvrière d'Italie, était le prologue des grèves de masses qui en mars 1943 touchèrent la métallurgie, les industries alimentaire et chimique. Cet événement fut la cause de l'élimination de Mussolini et de son remplacement par Badoglio le 25 juillet 1943. Les grèves avaient un contenu révolutionnaire : dans les usines de Turin et Milan, de jeunes ouvriers, en opposition au PCI, parlaient ouvertement de former des conseils d'usine et des soviets. Ce mouvement d'opposition à la guerre n'était pas purement " italien ", mais international. A partir de novembre 1941, commencèrent à éclater des grèves chez les ouvriers allemands. Malgré la répression et surtout l'isolement, elles se poursuivirent encore pendant l'année 1942. Les plus grandes luttes

revendicatives éclatèrent en 1943, lorsque l'ensemble des ouvriers immigrés italiens cessa le travail, soutenus tacitement ou activement par la grève d'ouvriers allemands. (8).

Ces événements montraient un réveil en pleine guerre de la lutte de classe et confirmaient la nouvelle orientation de la Fraction italienne dite " reconstruite ". Ils amenèrent la nouvelle CE à envoyer des militants (Robert Salama, Suzanne Voute) en Belgique pour rétablir les contacts. Malgré les difficultés et les dangers du passage des frontières, la CE voulait pousser les deux fractions belge et italienne à reprendre activités et liens organisationnels. Malgré l'opposition de Vercesi, qui l'estimait inutile, une conférence de la Fraction italienne fut préparée en France pour août 1943. Elle devait tirer le bilan des événements italiens et tracer les perspectives d'intervention.

Un texte écrit en juillet 1943, pour la conférence d'août 1943 de, la Fraction italienne à Marseille, et signé Marco de la C.E., défendait l'idée que la situation de maillon faible de l'Italie et de l'Allemagne ouvrait " l'ère de la révolution ", et prévoyait que " les révoltes révolutionnaires qui arrêteront le cours de la guerre impérialiste créeront en Europe une situation chaotique des plus dangereuses pour la bourgeoisie. Il mettait en garde cependant contre les tentatives du " bloc impérialiste anglo-américano-russe " de liquider ces révoltes de l'extérieur, et contre celles des partis de gauche de " museler la conscience révolutionnaire " par la création en Italie de " syndicats, réfléchissant un contenu de rapporter économiques capitalistes ". Il appelait donc à la formation de " soviets " pour transformer la lutte économique en lutte politique (9) seul moyen " de résister efficacement à la régression capitaliste.

La conférence, sur la base des événements italiens, affirma que la fraction inévitablement devait se transformer en parti :

" Lors de notre conférence d'août 1943, l'ensemble unanime de l'organisation a reconnu juste l'affirmation : 'le cours de la formation du parti en Italie est ouvert'; 'la transformation de la fraction en parti en Italie est ouvert'. "

La fraction devait donc renforcer son activité et se préparer à intervenir dans une situation d'offensive ouvrière :

“ En opposition à la Fraction, le parti est l’organisme spécifique de la lutte offensive de la classe. Vouloir former le parti au cours de la défaite équivaut à vouloir forcer un accouchement avant terme.

“ Oui ! la Fraction a terminé sa tâche spécifique ‘défensive’. Avec le nouveau cours qui s’est ouvert avec les événements d’août en Italie, le cours de la transformation de la Fraction en parti s’est ouvert. ” (Bulletin intérieur de la Fraction italienne de la Gauche communiste, “ Bavardage révolutionnaire ou activité méthodique continue ”).

A cette fin, la conférence décida de reprendre contact avec l’Italie; elle demandait aux militants de se préparer à y retourner dès que possible.

Cette proclamation du “ cours nouveau ” se heurta à l’opposition de la Fraction belge et surtout de Vercesi, qui était absent de la conférence. Celui-ci en effet après avoir affirmé dans un premier temps l’ouverture d’un cours révolutionnaire en Italie, au point qu’il avait tenté, sans succès, de rentrer en Italie, en juillet, revint sur sa position initiale. Selon lui, les événements italiens avaient été surestimés et confirmaient “ l’inexistence sociale de la classe ouvrière ” en période de guerre. En conséquence toute activité d’intervention de la fraction devenait vaine ou purement “ activiste ”.

Ces divergences se cristallisèrent dans les mois suivants et s’élargirent même, puisqu’elles touchèrent aussi bien la “ question russe ” que la théorie perroniste de “ l’économie de guerre ”. Dans le but de clarifier les divergences, la Fraction italienne publia pendant toute l’année 1944, huit Bulletin international de discussion en français.

Ces divergences se résumaient à quatre questions essentielles :

L’inexistence sociale du prolétariat

Unanimement, la Fraction italienne et le noyau français se prononcèrent contre cette théorie: “ La disparition des manifestations extérieures de l’existence sociale de la classe ne signifie aucunement leur inexistence et encore moins l’inexistence sociale de la classe. ” (“ Notre réponse ”, par Marco (Marc Chirik), mai 1944, *Bulletin international* n° 5). En effet, “ l’expérience italienne a prouvé que les mouvements de masses surgiront au cours de la guerre, et que malgré l’effort des forces unifiées de la contre-

révolution auront tendance à se détacher du programme capitaliste pour prendre une orientation indépendante exprimant ici un net contenu de classe. " (ibid.). Cependant, la tendance " orthodoxe " c'est ainsi qu'elle se définissait- ne se bouchait pas les yeux devant la reprise en mains opérée par Badoglio et Togliatti en Italie, et constatait que si les conditions objectives et subjectives étaient mûres pour le surgissement du parti de classe, issu de la Fraction, son absence " n'a pas permis à l'éclosion des mouvements de déterminer l'ouverture du cours révolutionnaire " (ibid.).

La Fraction italienne ignorait qu'en Italie même s'était constitué fin 1943 le Partito comunista internazionalista (Parti communiste internationaliste), faute de liaisons avec ce pays. Bien que la conférence d'août 1943 et le noyau français se soient prononcés pour la rentrée immédiate de la Fraction dans la péninsule, cette proposition se heurta à des difficultés matérielles insurmontables, et jusqu'en 1945 il n'y eut aucun contact entre le nouveau parti et la Fraction en France et Belgique. Elle se heurta, semble-t-il, à l'immobilisme de la tendance Vercesi. C'est contre cette tendance au repliement que le groupe français mettait en garde contre le danger de devenir " une académie, un cénacle de savants se livrant à la spéculation de la théorie pure " et d'être " à la remorque des événements ". (ibid.).

La question russe.

Sur la base de la définition de l'Etat russe comme " prolétarien ", formulée avant guerre par Bilan, une discussion s'ouvrit sur la nature de classe de cet Etat. Une partie de la Fraction belge affirmait encore que ce dernier restait " prolétarien ". La majorité des membres de la Gauche italienne rejeta cette position dont elle-même avait toujours senti " la fragilité, l'inachevé " en portant " son effort dans des études de discussion publiées dans BILAN ". L'Etat russe était donc un Etat capitaliste et impérialiste, et la tâche du prolétariat était de se libérer de ce grand mensonge d'une " nature prolétarienne " de l'appareil d'Etat russe :

" L'avant-garde communiste s'acquittera de sa tâche comme guide du prolétariat vers la révolution, dans la mesure où elle saura le libérer du grand mensonge de la 'nature prolétarienne' de l'Etat russe et fera apparaître celui-ci tel qu'il est, dans sa fonction et sa nature contre-révolutionnaire, capitaliste et impérialiste.

" Il nous suffit de constater que le but de la production reste l'extirpation de la plus-value, pour affirmer le caractère capitaliste de l'économie… L'Etat russe participera au cours vers la guerre, non seulement par sa fonction contre-révolutionnaire en battant le prolétariat, mais par sa nature capitaliste, par le besoin de défendre ses sources de matières premières, par la nécessité d'assurer sa place sur le marché mondial où elle réalise sa plus-value, par le désir, le besoin d'agrandir ses zones d'influence économique et d'assurer ses voies d'accès. "11

La question de l'Etat dans une période de transition du capitalisme au socialisme

Quelles étaient les conditions de la victoire de la future révolution prolétarienne. Comme *Bilan*, la Fraction italienne et le noyau français rejetaient tout " socialisme d'Etat ", qui ne pouvait aboutir qu'au capitalisme d'Etat. Elle mettait en garde contre le caractère toujours réactionnaire de l'Etat, pendant toute la phase de transition du capitalisme au communisme :

" Au cours de l'histoire, l'Etat apparaît comme un facteur CONSERVATEUR ET REACTIONNAIRE de premier ordre; il est une entrave à laquelle se heurte constamment l'évolution et le développement des forces productives… Pour remplir son rôle double d'agent de sécurité et d'agent de réaction, l'Etat s'appuie sur une force matérielle, sur la violence. Son autorité réside dans la force de coercition… Tout en gardant sa fonction politique d'Etat capitaliste et en l'accentuant, il évoluera sur le terrain économique vers un capitalisme d'Etat. "

Cette position n'était pas, néanmoins, celle des anarchistes qui proclamaient l'extinction de l'Etat dès la prise du pouvoir par la prolétariat. Consciente de l'inévitabilité d'un Etat pendant la période de transition et du risque de son renforcement, si la révolution ne devenait pas mondiale, la Gauche italienne voyait la possibilité de lutte contre cet Etat non dans le domaine d'une économie " socialiste ", mais dans la conscience et l'organisation du prolétariat; non point aussi dans la violence aveugle (" terreur rouge ") des ouvriers contre des individualités bourgeoises, mais dans sa vigilance politique vis-à-vis d'un Etat portant en lui la renaissance des rapports de production capitalistes. Pour la première fois, la Gauche italienne parlait de l'impossibilité de l'existence d'un " Etat prolétarien " dans la période de dictature du prolétariat :

“ La destruction de 1’Etat par le prolétariat n’est que le PREMIER ACTE REVOLUTIONNAIRE de classe ouvrant pour lui et son parti tout un processus révolutionnaire en vue de la REVOLUTION MONDIALE D’ABORD et ENSUITE SUR LE TERRAIN ECONOMIQUE EN VUE DE L’INSTAURATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE… Dans sa nature, en tant qu’institution sociale, l’Etat instauré après la victoire de l’insurrection prolétarienne reste une institution étrangère et hostile au socialisme…L’histoire et l’expérience russe ont démontré qu’il n’existe pas d’Etat prolétarien proprement dit, mais un Etat entre les mains du prolétariat, dont la nature reste anti-socialiste et qui, dès que la vigilance politique du prolétariat s’affaiblit, devient la place forte, le centre de ralliement et l’expression.des classes dépossédées du capitalisme renaissant. ” (“ La nature de l’Etat et la Révolution prolétarienne ”, *Bulletin* n° 7, juillet 1944.)

Où s’expriment la conscience et l’organisation du prolétariat si ce n’est dans l’Etat ? Le texte, écrit par Marc Chrikik, répond : dans les syndicats qui défendraient la force de travail des ouvriers contre tout empiètement de l’Etat, et dans les conseils ouvriers. Dans ceux-ci doit être rejetée toute méthode de violence contre les ouvriers. C’est en leur sein que se développerai le parti de classe. Au lieu de la dictature du parti, encore défendue par Bilan, la nouvelle position préconisait la “ dictature du prolétariat ” tout entier dans les conseils et dans les syndicats unitaires. Elle se rapprochait des positions du KAPD allemand qui le premier avait parlé de la “ dictature des conseils ”. La différence essentielle consistait ici dans le fait que la Gauche italienne pensait que de véritables syndicats ouvriers ne pourraient surgir que pendant la révolution, tandis que la Gauche allemande en préconisait la destruction immédiate par l’instauration des conseils. En fait, différents des soviets, ces “ syndicats ” s’apparentaient aux conseils ouvriers.

La théorie de l’économie de guerre.

Dans l’immédiat, cependant, la “ liquidation ” par la fraction italienne de la théorie de Vercesi sur l’économie de guerre eut les plus profondes conséquences politiques. En prétendant (cf. supra) avant la guerre que l’économie d’armements permettait au capitalisme de “ résoudre ” les problèmes de son fonctionnement par la production de produits non utiles les soustrayant aux lois du marché, Vercesi était amené logiquement à soutenir que la guerre résolvait la contradiction entre production et

réalisation de la plus-value cristallisée dans les marchandises. (12) Si la guerre était la " solution économique ", alors le surgissement du prolétariat et les conditions objectives de la révolution disparaissaient. Pour la Gauche italienne, non seulement cette théorie était inacceptable, puisqu'elle entraînait l'impossibilité d'une organisation politique dans le prolétariat, mais elle remettait en cause le mot d'ordre de Lénine, qui avait été le drapeau de toutes les gauches, la " transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ".

Pour expliquer les événements italiens, Ottorino Perrone trouva une nouvelle théorie : celle de " l'épuisement de l'économie de guerre " par " sous-production d'armements ". L'éclatement des contradictions du capitalisme se manifesterait non sur le terrain social par le développement de la lutte de classe engendrée par une misère croissante, mais au niveau de l'appareil de production incapable de répondre suffisamment à la demande d'armements. Par un renversement théorique dont Vercesi avait le secret, les contradictions se déplaçaient de la sphère de la production dans celle de la réalisation sur le marché capitaliste.

En mai 1944, une nouvelle conférence de la Fraction italienne se réunit et condamna par une " Déclaration politique " la théorie développée par Vercesi avant guerre, ainsi que la nouvelle théorie de " la crise de 1'économie de guerre ". Cette déclaration rejetait le concept de " guerres localisées " et réaffirmait celui de guerre impérialiste. Reprenant l'analyse luxembourgiste, défendue dans Bilan et Communisme par Mitchell, elle soulignait que l'économie de guerre n'entraînait pas une nouvelle prospérité, mais " la réduction extrême des conditions de vie du prolétariat amenant l'antagonisme salaire-capital à une intensité telle qu'il explose en une bourrasque révolutionnaire ". Elle envisageait enfin la poursuite de la discussion " jusqu'à la victoire complète de la position communiste, condition préalable qui permettra à la Fraction de s'acquitter de sa tâche historique dans le cours présent de maturation de l'explosion révolutionnaire. " (13).

Dans la discussion qui se prolongea encore presqu'un an, les arguments utilisés par Marco (Marc Chirik), s'écartaient néanmoins de Rosa Luxemburg qui voyait dans la production d'armements " un champ d'accumulation et de réalisation de la plus-value ". Ils tentaient de répondre à l'objection que les Etats-Unis s'étaient enrichis considérablement pendant

la guerre, et donc que l'économie d'armements était une nouvelle cure de jouvence pour le système capitaliste :

" La guerre impérialiste ne se développe pas en réponse au flux de la révolution qui suit la défaite de la lutte révolutionnaire, c'est l'évincement momentané de la menace de la révolution qui permet à la société capitaliste d'évoluer vers le déclenchement de la guerre engendrée par les contradictions et les déchirements internes du système capitaliste…

" La production de guerre n'a pas pour objectif la solution d'un problème économique. A l'origine, elle est le fruit d'une nécessité de l'Etat capitaliste de se défendre contre les classes dépossédées et de maintenir par la force leur exploitation, d'une part, et d'assurer par la force ses positions économiques et de les élargir contre elles, aux dépens des autres Etats impérialistes…

" La production de guerre, toutes les valeurs quelle matérialise est destinée à sortir de la production, à ne pas se retrouver dans la reprise du procès de la production et à être détruite. Après chaque cycle de la production, la société n'enregistre pas un accroissement de son patrimoine social, mais un rétrécissement, un appauvrissement dans la totalité… La production de guerre est réalisée aux dépens des masses travailleuses, dont l'Etat par diverses opérations financières : impôts, emprunts, conversion, inflation et autres mesures, draine des valeurs avec lesquelles il constitue un pouvoir d'achat supplémentaire et nouveau... La plus grande partie reste non réalisée et attend sa réalisation au travers de la guerre, c'est-à-dire au travers du brigandage exercé sur l'impérialisme vaincu. Ainsi s'opère en quelque sorte une réalisation forcée. L'impérialisme vainqueur présente la note de sa production de guerre sous l'appellation de " réparations " et se taille la livre de chair sur l'impérialisme vaincu à qui il impose sa loi. Mais la valeur contenue dans la production de guerre de l'impérialisme vaincu, comme d'autres petits Etats capitalistes est complètement et irrémédiablement perdue. Au total, si on fait le bilan, de l'ensemble de l'opération pour l'économie mondiale, prise comme un tout, le bilan sera catastrophique, quoique certains secteurs et certains impérialismes isolément se trouvent enrichis. " (13).

Cette discussion avec Vercesi fut sans effet. Ne participant plus à aucune activité de la Fraction, son départ ou son exclusion semblait inévitable. Pourtant, son exclusion ne vint pas de ses désaccords théoriques et

organisationnels, mais de son activité à Bruxelles dans une " Coalition antifasciste ".

A la fin de l'année 1944, la Fraction italienne à Marseille et le noyau français apprirent indirectement par un ancien député socialiste italien en voyage en France qu'Ottorino Perrone participait à la " Coalizione antifascista " de Bruxelles, au nom de la Fraction italienne. Il n'y avait pas que lui, puisque Ferdinando Borsacchi (" Pieri " ou " Rintintin ") y participait aussi.

Cette " Coalition " était née en septembre de cette année, à l'approche des troupes anglo-américaines. Elle était composée de tous les partis " antifascistes ". Y participaient le Parti démocrate-chrétien représenté par Domenico Tavano; le parti communiste italien représenté par Enrico Cominotto, le parti républicain avec Pietro Liuti, le parti socialiste avec Saverio Roncoroni, Giustizia e Libertà avec Jacopo Brandaglia, des syndicalistes comme Ateo Vannucci, et le parti libéral qui n'avait pas de délégué.

Dès le 18 septembre, Ottorino Perrone avait été proposé par les antifascistes italiens et nommé délégué provisoire à la tête de la Croce Rossa italiana, qui gérait toutes les oeuvres d'assistance aux Italiens, en liaison avec la Croix-Rouge belge. Par une ironie de l'histoire, le siège de la " Coalizione se trouvait, dans le consulat italien occupé, rue de Livourne, Livourne qui pour les " bordiguistes " italiens était le symbole de la rupture avec la social-démocratie et de la pureté des principes révolutionnaires.

La " Coalition " éditait *L'Italia di domani* en langue italienne, puis en langue française, à partir de janvier 1945. Ses buts officiels étaient d'aider les prisonniers de guerre italiens à regagner l'Italie, et aider matériellement les " Italiens " en difficulté. Mais ses buts officiellement caritatifs étaient surtout politiques. En dehors des oeuvres de bienfaisance, des débats culturels et littéraires qui remplissent ses colonnes, *L'Italia di domani* se faisait le défenseur de " la véritable Italie libre, et démocratique " et " antifasciste ". Dans ce but, la Coalition lançait des souscriptions financières pour soutenir l'effort de guerre allié. Ses colonnes étaient pleines des " hauts faits " de la Résistance : attentats, sabotages, guérillas, pour soutenir le camp militaire qu'avait choisi " la véritable Italie ", après 1943. Certaine articles, signés " Logicus " priaient instamment les autorités alliées

que l'Italie ne soit pas grugée de " sa victoire " et obtienne de " justes frontières ", pour juste prix de sa participation à la guerre.

L'Italia di domani était donc un organe " d'antifascistes " au service du camp militaire anglo-américain, et en rien un simple journal " culturel ", réclamant " l'épuration ", comme Perrone voulut le présenter par la suite. Par son idéologie, ses participants tous favorables à la guerre, et à la reconstruction de la " patrie italienne ", il se rapprochait plus par le ton du *Popolo d'Italia* de Mussolini en 1915, animé lui aussi par des anciens " socialistes de gauche ".

Perrone, qui avec fermeté et constance avait avant la guerre dénoncé l'antifascisme, comme instrument de la guerre impérialiste, et la pire mystification anti-ouvrière, était-il devenu brusquement " antifasciste "? Abandonnait-il ses positions communistes intransigeantes en se ralliant au camp démocratique "?

Le rôle de Perrone dans la " Coalition " apparaît à la lecture de ses articles comme extrêmement ambigu. D'un côté, il écrivait des articles sur l'économie de guerre, le rôle contre-révolutionnaire de la Russie, la nécessité du socialisme et de la dictature du prolétariat en Italie, tous montrant qu'idéologiquement il restait le même; de l'autre coté, on ne trouve aucun article de lui dénonçant explicitement la guerre, l'antifascisme. (14)

En fait, Perrone servit de caution " révolutionnaire " à la " Coalition " qui voyait en lui un homme intègre, connu pour ses sentiments humanitaire, sa vaste culture et son intelligence dans toute l'émigration italienne en Belgique. De fait, Perrone se fit le porte-parole de la " Coalition " à plusieurs reprises. Ce fut lui qui la représentait au meeting que tint le député socialiste De Brouckère en novembre 1944. Dans le discours de clôture, Perrone affirmait que " dans la trouble situation actuelle, où la cobelligérance pourrait ne pas sauver les Italiens du danger d'être traités en ennemis, De Brouckère aura frayé la voie à un courant de sympathie parmi le peuple belge en faveur de ceux qui ont souffert plus de vingt ans de dictature fasciste ". Il associait à cet hommage rendu Vandervelde, autre député socialiste belge qui en 1914 soutint l'effort de guerre de l'Entente. Tout aussi ambiguë et incompréhensible était l'assurance qu'il donnait " au nom des réfugiés politiques " que " retournés en Italie, les exilés italiens feront leur devoir ". (*Italia di domani*, n° 6, 11 nov. 1944.)

Non moins étrange, pour un membre de la Gauche communiste italienne, était son activité dans la Croix-Rouge, où dans un appel " aux Italiens résidant en Belgique " (*Italia di domani*, n° 11, mars 1945) il remerciait " Son Excellence le nonce apostolique " pour son " appui à cette oeuvre de solidarité et d'humanité ", et se déclarait certain " qu'aucun Italien ne se couvrirait de la honte de rester sourd à notre pressant appel ".

Cette adhésion à la " Coalition ", la présidence de la Croce Rossa italiana, Perrone les garda au moins jusqu'au mois de mai 1945, date à laquelle il commença à s'en éloigner, pour ensuite en démissionner.

Dans un premier temps, la Fraction italienne refusa de croire que Perrone ait pu participé à cette Coalition; il s'agissait d'un mensonge. Lorsqu'elle eut en mains des exemplaires de *L'Italia di domani*, elle dut se rendre à l'évidence. La réaction de sa Commission exécutive (composée entre autres d'Aldo Lecci, Giovanni Bottaioli, Turiddu Candoli, Marco) fut immédiate : Perrone fut exclu le 20 janvier 1945. La " Résolution sur la cas Ver. " qu'elle publia appelait en même temps " le prolétariat à rompre avec des mouvements de rassemblement de gauche, où l'antifascisme n'est que le masque pour soumettre le prolétariat à la bourgeoisie démocratique ". Elle dénonçait " tous les éléments qui font cette politique comme des confusionnistes et auxilaires du capitalisme ". (15) Il est à noter que cette exclusion ne visait pas " Pieri " (Borsacchi), dont la Fraction semblait ignorer l'activité dans la " Coalizione ".

Cette activité de Vercesi était d'autant plus aux antipodes de la tradition de la Gauche italienne, que la Fraction et surtout le " noyau français " avaient développé - depuis 1943 - toute une activité d'intervention ouverte contre la guerre. Des affiches dénonçant la guerre impérialiste et tous les camps militaires furent collées dans plusieurs villes françaises. Cela avec l'aide des RKD-CR. Des tracts rédigés en allemand, anglais, italien et français furent jetés dans les trains militaires partant pour le front. Après le débarquement américain du 6 juin 44, un appel fut lancé à tous les soldats et ouvriers leur demandant de manifester leur solidarité de classe, par-delà les frontières; de cesser le feu et de baisser les armes; de s'unir tous contre le capitalisme mondial " sur le front international de classe ", en vue de transformer la guerre impérialiste en guerre civile, pour le triomphe de la révolution mondiale. C'est dans ce sens que continuaient à intervenir les RKD et les CR, avec lesquels les rapports politiques devinrent plus étroits,

en dépit des difficultés à tenir des conférences communes de discussion avec eux. (16).

Tout ce travail, auquel participait activement le " noyau français " se traduisit par son développement numérique à Marseille, Paris, dans le Nord de la France. Bientôt naissait la Fraction française de la gauche communiste, dont le congrès de fondation se tint à Paris en décembre 1944. A côté de la Fraction italienne et belge, existait donc une autre fraction, dont la création réalisait le voeu exprimé en 1937 par le " Bureau international " de la Gauche communiste.

La période dite de la " Libération " ne changea point le mode de fonctionnement clandestin de la nouvelle fraction, étant donné la surveillance policière qui s'exerçait contre la propagande internationaliste, tâche à laquelle s'adonnaient les FTP et le PCF : à Marseille un membre de la CE italienne, Marc Chirik, avait échappé de peu aux FTP de Tillon, qui connaissaient son activité contre la guerre, il ne dut la vie sauve qu'à la perplexité du commissaire de police, qui l'interrogeait, pour lequel la référence à la " patrie Terre " éveilla une certaine curiosité incrédule. La Fraction française était organisée en groupes territoriaux étanches de 3 à 5 membres, la liaison étant assurée verticalement par l'intermédiaire de la Commission exécutive de la FFGC. L'illégalité restait donc la règle, ce qui n'empêchait pas son activité de publication et d'intervention d'être ample, eu égard à ses faibles forces.

Les bases programmatiques étaient rigoureusement les mêmes que celles des Fractions italienne et belge : la résolution du Bureau international de la Gauche communiste de 1938, toute la tradition de Bilan. La " Déclaration de principes " du noyau français de mai 1942 servit de base du travail de la Fraction française. Les " Statuts " donnaient les conditions d'adhésion qui devaient être strictes, pour préserver la vie de l'organisation. La CE élue par la conférence comprenait un membre de la CE de la Fraction italienne (Marc Chirik) pour marquer le caractère non autonome de la nouvelle fraction. Elle comprenait aussi Suzanne Voute et Robert Salama (Mousso).

Pourtant, la Fraction italienne à Marseille, en raison des divergences politiques antérieures (en particulier l'élargissement de l'intervention) ne reconnut qu'avec hésitation la nouvelle fraction. En effet, elle considérait avec méfiance les " nouveaux venus " - des jeunes souvent, et non Italiens de surplus - et craignait sans doute d'être minoritaire au sein de la Gauche

communiste. La dispersion de ses membres pendant la guerre, le retour de beaucoup d'entre eux à l'annonce de la formation du PCInt de Damen et Maffi, auquel s'était joint peu à peu le groupe de Bordiga dans le Mezzogiorno, avaient réduit à peu de chose le groupe italien en France et en Belgique. Il est certain qu'un " patriotisme " de parti, les attaches sentimentales de ces émigrés avec leur pays d'origine ont plus pesé dans leur attitude de défiance que les motifs politiques. D'ailleurs, en mai 1945, une conférence de la Fraction italienne en France décida son autodissolution et l'intégration individuelle de ses membres dans le parti italien PCInt. Cette dissolution fut combattue avec acharnement par Marco (Marc Chirik), qui demandait le maintien de la fraction jusqu'à la vérification des positions politiques mal connues du nouveau parti, à condition que celles-ci ne soient pas en contradiction avec les positions de la Fraction. Pour ne pas être complice de l'auto-dissolution, il démissionna de la C.E. et quitta la conférence. Celle-ci, en réponse, ne reconnut pas officiellement la FFGC.

Entre-temps, Vercesi (qui était toujours membre de la Croix-Rouge italienne, et de la " Coalizione antifasciste ") s'était prononcé pour le nouveau parti de Damen, Maffi et Bordiga, et s'apprêtait à gagner l'Italie. Il semblait, après la résolution prononçant son exclusion, être venu peu à peu à résipiscence. A moitié, puisque son activité, bien que réduite et plus prudente, n'avait pas cessé. Idéologiquement, il s'efforçait de justifier son activité passée dans la Coalition. Dans un texte qu'il rédigea au printemps 1945 - et qui lui attira une réponse ironique de la FFGC : " Quand l'opportunisme divague : réponse à Ver. " -, il essayait de prouver que son militantisme " antifasciste " avait été justifié par la nécessité de " liquider le fascisme et les fascistes ", dans le but de " favoriser le heurt entre le prolétariat et l'Etat capitaliste ". D'ailleurs, selon lui, " les ouvriers exigent aujourd'hui l'écrasement du fascisme ". Quant à son activité, continuait-il, elle était purement culturelle et humanitaire, pour aider les ouvriers italiens qu'il ne fallait pas " inciter à se borner aux questions propres à la politique et aux dissentiments qui opposent les partis ". Il affirmait aussi que la Fraction ne pouvait intervenir que " chaque fois que le capitalisme est balayé ", et non actuellement où " au point de vue social, le prolétariat n'a pas fait encore son apparition. " (17)

La naissance du PCInt en Italie et l'influence de Vercesi, très hostile à la FFGC qui avait été la plus intransigeante contre lui, amenèrent une scission dans la Fraction française. Deux militants de la CE de cette dernière, Frédéric (Suzanne Voute) et Albert Véga (Albert Maso), qui venait du

POUM espagnol, prirent contact avec Vercesi à Bruxelles, et semblent s'être laissés convaincre par son argumentation, après avoir été les partisans de son exclusion immédiate, sans discussion.

Comme avec la Fraction italienne, l'origine réelle de la scission de ces militants ne fut pas vraiment politique; elle avait pour base le prestige de Vercesi et du nouveau parti italien. Le motif officiel fut trouvé dans le " néo-trotskysme " de la FFGC. En effet, la Fraction française (ou Gauche communiste de France) avait décidé de faire un tract commun avec les RKD et CR à l'occasion du premier mai 1945, pour mettre en garde les ouvriers français contre le chauvinisme anti-Allemands, et les appeler à soutenir tout mouvement révolutionnaire qui ne manquerait pas d'éclater en Allemagne après la guerre. La Fraction italienne et la minorité de la Fraction française y virent une politique de " Front unique " contraire aux principes de la Gauche italienne. En fait, les RKD et CR étaient des groupes de révolutionnaires allemands-autrichiens et français ayant combattu courageusement contre la guerre, risquant - comme Karl Fischer, leur fondateur la déportation à Buchenwald. Voyant dans l'affaire de la " Coalizione " le signe de la " trahison " définitive de la Fraction italienne, les CR gardaient des contacts, sous forme de discussions, conférences, avec la Gauche communiste de France, la Fraction et les conseillistes hollandais. La dénonciation publique du " révisionnisme, " de la tendance Vercesi par la GCF et les RKD-CR, 1a recherche d'une confrontation des idées, autant de raisons, inavouées et inavouables, pour les partisans inconditionnels du nouveau parti et de Vercesi, de provoquer la scission. La question du tract édité par la GCF et les RK ressemblait à un mauvais prétexte pour éliminer toute critique sur le " cas " Vercesi.

Jusqu'au bout, exactement comme Bilan vis-à-vis de sa minorité, la FFGC essaya d'empêcher la scission, en évitant de prendre des mesures organisationnelles irréversibles. Ce fut en vain. (18).

En juillet 1945 se tenait la seconde conférence de la Gauche communiste de France. Elle suspendait pour un an les deux membres de la CE qui ne participaient plus à ses activités. La G.C.F. était constituée définitivement comme groupe en dehors de la Gauche communiste italienne. Ce fut pour elle l'occasion de définir les perspectives historiques qui s'ouvraient devant elle. Elle comptait beaucoup encore sur le sursaut révolutionnaire du prolétariat en Italie et en Allemagne où il " a subi moins la destruction de sa conscience que sa destruction physique et n'a adhéré à la guerre que sous la

pression de la violence ". Elle constatait néanmoins que " incomparablement mieux préparé à l'éventualité de la menace révolutionnaire, le capitalisme international a réagi solidairement avec une extrême habileté et prudence contre un prolétariat décapité de son avant-garde ".

" ... Dès le premier signal de la révolution en Italie, en juillet 1943, c'est le capitalisme qui se saisira de l'initiative et poursuivra implacablement une guerre civile contre le prolétariat, empêchera par la force toute concentration des forces prolétariennes, n'arrêtera pas la guerre, même quand après l'effondrement et la disparition du gouvernement de Hitler l'Allemagne demandera avec insistance l'armistice, afin de s'assurer par un carnage monstre et un massacre préventif impitoyable contre toute velléité de menace de la révolution du prolétariat allemand. "

" Le chiffre total des morts de la guerre en Europe s'élève à 40 millions d'hommes dont les deux tiers à partir de 1943. A lui seul, ce chiffre donne le bilan de la guerre impérialiste en général et de la guerre civile du capitalisme en général et de la guerre civile du capitalisme contre le prolétariat en particulier. " (19) (" Rapport sur la situation internationale ", *Bulletin spécial* n° 2, juillet 1945).

En fait le non-surgissement révolutionnaire avait un effet centrifuge au sein des faibles forces révolutionnaires existantes. Les RKD et les CR, au prix de multiples scissions, n'allaient pas tarder à se désagréger. La minorité de la Fraction française, appuyée par le PCInt italien, constituait une autre FFGC et s'affirmait ainsi seule (20) détentrice de la légitimité de la Gauche communiste en publiant le journal *L'Etincelle*, titre repris à la G.C.F. qui l'éditait depuis janvier 1945. Pendant plus d'une année, il y eut donc deux journaux portant le titre *L'Etincelle* avant que la FFGC officiellement reconnue par le PCInt ne publiât son organe L'Internationaliste. De son côté la GCF publia jusqu'en 1952 un organe théorique mensuel Internationalisme. (Pour ses rapports avec le PCInt, voir chap. 9).

Il n'y eut guère plus de rapports politiques entres les deux fractions françaises. La rupture fut même complète, lorsque la FFGC intégra à la fin de l'année 1945 l'ancienne minorité de " Bilan " qui avait adhéré à l'Union communiste, ainsi que son principal représentant : Henri Chazé. Désormais les voies divergeaient profondément : la GCF s'efforça de reprendre et d'approfondir l'apport théorique de " Bilan "; la FFGC se constituait sur des positions bordiguistes, celles d'avant 1926, et comme prolongement de

cette ancienne minorité que la Fraction italienne avait exclue avant la guerre. (21)

---

[1] *Octobre*, n° 5, août 1939, " Notes internationales ", par Gatto Mammone (Virgilio Verdaro).

[2] Cf. RABAUT, " Tout est possible ", Denoël, Paris, p. 346-347.

(3) " Statut d'organisation de la Fraction française de la Gauche communiste internationale ", s.l.n.d. (Marseille, 1942).

[4] Cf. " Les congrès de la IV[e] Internationale ", La Brèche, Paris, 1970.

[5] Au début de la guerre, Trotsky (" Défense du marxisme ") préconisait non seulement la " défense de l'URSS ", mais celle du " camp démocratique ". Son abandon de tout internationalisme s'était traduit par l'invention d'un patriotisme " prolétarien ", " nouveau " celui de la " cuisinière ", censé être plus " sain " que celui du bourgeois. France, le nouvement trotskyste se scinda en deux : une tendance pro-allemande autour de Jean Rous, membre du Comité exécutif international, fonda le " Mouvement national révolutionnaire " qui édita la " Révolution française " : " pour la Collaboration sans oppression "; l'autre autour de la Vérité et des " comités pour la IV° Internationale ", pro-gaulliste, se voulait " les défenseurs des richesses que des générations de paysans et d'ouvriers de France ont accumulées... des trésors artistiques et scientifiques de la France... de l'apport magnifique des écrivains et des savants français au patrimoine intellectuel de l'humanité ". (*Bulletin du comité pour la IVe Internationale*, n° 2, 20.9.1940). Enfin, quelques ex-membres de la Commune, comme Henri Molinier et Denots firent de l' entrisme dans le RNP pro-nazi de Déat. Tel fut le cas aussi en Belgique de Walter Dauge, principal leader trotskyste, qui s'engagea par contre dans la Collaboration.

(6) On trouvera quelques textes des RKD ainsi qu'une histoire très succincte dans *Kommunismus*, n° 6/7, mai 1979: " Der Kampf gegen den imperialistischen Krieg am Beispiel der RKD ". C'est par erreur que CRAIPEAU (" Les révolutionnaires pendant la IIe guerre mondiale ", Syros,

1977, P. et RABAUT font de " Fraternisation prolétarienne ", revue des RK-CR, un organe de l'Union communiste internationaliste. Ce dernier groupe, qui prit d'abord pour nom celui de " groupe révolutionnaire prolétarien " était animé par l'ex-communiste suisse Thalmann, Maximilien Rubel, Roger Bossière et Pierre Lanneret. Il publia de 1943 à 1945 *Le Réveil prolétarien*, puis *La Flamme*, de 1945 à 1947. Il était très ambigu sur la question de la guerre, tout en se revendiquant de Rosa Luxemburg.

(7) Cf. F. KOOLS, *Die Linke gegen die Parteiherrschaft*, p. 527-533, ainsi que le livre d'un ex-militant du " MLL-Front " : Max PERTHUS, *Henk Sneevliet, revolutionair socialist in Europa en Azië*, Nijmegen, 1970.

(8) Voir : Danilo MONTALDI, *Saggio sulla politica comunista (1919-1970)*, 1976, p. 209-260; et Karl Heinz ROTH, *Die 'andere' Arbeiterbewegung*, p. 156-174, Trikont, 1976.

(9) *Internationalisme*, n° 5, juillet 1945 : " Projet de résolution sur les perspectives et tâches dans la période transitoire " (juillet 1943).

(10) Vercesi se présenta en juillet 1943 au consulat italien de Bruxelles pour demander son rapatriement, qui lui fut refusé (Ministero dell'Interno, 21/8/1943, 12784, Archivio centrale di Stato (ACS), Casellario Politico Centrale, CPC 34684).

(11) cf. *Bulletin international de discussion*, n° 6, juin l944 : " la nature non prolétarienne de l'Etat russe et sa fonction contre-révolutionnaire ".

(12) La nature de la crise du capitalisme avait été soulevée par Rosa Luxemburg, dans *L'Accumulation du capital*, dont la position fut critiquée par Henryk Grossmann, dans *Das Akkumulation und Zusammenbreuchsgesetz des kapitalistischen Systems*, Leipzig, 1929.

(13) La mise en forme de ces discussions sur " l'économie de guerre " fut publiée à la conférence de la GCF dans son *Bulletin extérieur spécial*, n° 2, juillet 1945 (" Rapport sur la situation internationale "). La " Déclaration politique " de la Fraction italienne, en mai 1944, se trouve dans le *Bulletin international de discussion de la fraction italienne*, n° 5, mai 1944.

(14) " L'ITALIA DI DOMANI " se trouve à la " Bibliothèque royale " de Bruxelles. ainsi que dans les archives Perrone. Les C.R., dans leur organe

Le Prolétaire, n° 4 et 5, mai et juin 1946, donnent des extraits. Il est à remarquer que cette période obscure de la vie de Perrone n'a jamais été dévoilée par son parti, le PCInt, qui a préféré garder un prudent silence. Une étude en cours, celle de Mme Anne Morelli sur l'immigration italienne en Belgique analyse l'orientation politique de l'Italia di Domani. Elle présente l'activité de Perrone dans la " Coalizione " comme purement humanitaire.

(15) *Internationalisme* n° 7, février 1946.

(16) Un tract contre la guerre de la fraction italienne et française est publié dans le " Bulletin international de discussion " n° 6, juin 1944; le tract commun avec le RKD-CR dans le n° 8.

(17) *Internationalisme*, n° 4, juin 1945, " Réponse à Ver. ".

(18) *Bulletin extérieur* n^{os} 1 et 3, juillet 1945 : " Résolution sur les rapports internationaux "; " Rapport d'activité "; un " Numéro spécial " sur la scission fut publié en juin 1945, avec les résolutions de la CE de la GCF.

(19) Le texte fait allusion aux bombardements de Dresden, Hamburg, Berlin qui firent des centaines de milliers de victimes dans la population ouvrière, ainsi qu'à ceux des villes industrielles du Nord de l'Italie. L'appareil industriel, par contre, était peu touché. Officiellement, le PCInt n'avait pas exclu la GCF; il l'ignorait tout simplement. Cette attitude devait lui attirer les reproches les plus vifs d'Internationalisme, après la Conférence de Torino (cf. infra) qui n'avait reconnu que les seuls membres de la FFGC bis, dont Suzanne Voute et Albert Maso étaient les représentants : " On n'ose pas exclure politiquement la tendance de la Gauche intransigeants, de crainte de révéler sa propre couleur opportuniste. on a recours à de savantes " réorganisations " en prenant soin d'éliminer préalablement la tendance de Gauche. C'est plus habile et moins gênant. " (Lettre du 15 mars 1946 adressée au PCInt, à la Fraction belge, au groupe 2 de la Gauche communiste, in *Internationalisme* n° 10).

(21) Les rapports de la FFGC furent meilleurs avec la Fraction belge, dont Perrone resta membre jusqu'à sa mort en 1957. Une conférence internationale eut même lieu en 1947 à Bruxelles, à laquelle elle participait à côté d 'Internationalisme " (Gauche communiste de France) et de la Gauche

hollandaise de Pannekoek, Canne-Meijer. La Fraction belge publia *L'Internationaliste* jusqu'en 1949.

CHAPITRE 9

LE PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALISTA

(1943-1982)

Malgré la répression exercée par Mussolini, le courant " bordiguiste " n'avait pas disparu, même si Bordiga ne militait plus et se réfugiait dans un prudent silence, beaucoup de militants de la " base " avaient conservé les positions du Congrès de Livourne. Mais ils se trouvaient dans l'impossibilité d'avoir une activité organisée, même clandestinement. C'est donc surtout dans les prisons, dans les bagnes des îles *(galera)* et dans les lieux de relégation *(confini)* que la Gauche " bordiguiste " va préserver son identité et maintenir des liens organisationnels. Lorsque le dernier carré des irréductibles comme Damen, Reposi et Fortichiari eut été exclu en 1934, par le PCI, les militants " bordiguistes " n'abandonnèrent pas le combat. Au contraire.

Ils trouvèrent tout naturellement dans Onorato Damen leur porte-parole le plus résolu, et aussi l'organisateur le plus efficace. Né en 1893 dans la province d'Ascoli Piceno (Marches), il adhéra directement à l'aile gauche du PSI vers les années 1910. Enrôlé dans l'armée avec le grade de sergent, pendant la guerre, il fut dégradé en 1917 et condamné à deux ans de prison pour " incitation à la désertion " et dénonciation du " caractère impérialiste de la guerre ". Il se trouve à Bologne dans la Fraction abstentionniste, une fois libéré; puis à Imola et Livourne. En 1921, il se retrouva secrétaire de la Camera del Lavoro à Pistoia et directeur du journal communiste *L'Avvenire*. En 1921, revenant d'un meeting électoral tenu pour soutenir sa candidature aux élections au Parlement, il est arrêté par les fascistes, mais libéré immédiatement après une grève ouvrière de protestation. Quelque temps après, en compagnie de communistes armés, il se heurta aux squadristes, affrontement qui se termina par la mort d'un fasciste. Accusé d'homicide, il dut se réfugier à Paris, où il restera en qualité de directeur de l'édition hebdomadaire en italien de *L'Humanité.* Revenu en 1924, il fut élu député de la circonscription de Florence. Hostile à Gramsci et Togliatti, il fonda en 1925 avec Reposi, Fortichiari, puis Perrone, le Comité d'entente qui se proposait de créer une fraction de gauche dans le parti. En novembre 1926,

il est relégué à Ustica; en décembre un Tribunal spécial le condamnera à 12 années de réclusion. En 1933, il dirigea la révolte des prisonniers politiques de Cività-Vecchia. Libéré à la fin de l'année, il est envoyé à Milan en liberté surveillée. Il sera de nouveau arrêté en 1935, 1937, puis à la déclaration de la guerre et il ne sera libéré que sous le gouvernement Badoglio. (1)

Malgré la surveillance étroite dont il fait l'objet, il réussit à constituer un petit noyau qui va donner vie en 1943 au Partito comunista internazionalista. Autour de lui se regroupèrent Mario Acquaviva, Fausto Atti, Bruno Maffi, Luciano Stefanini, Guido Torricelli et Vittorio Faggioni, " cadres " du nouveau parti. Tous ces militants venaient aussi bien de la Fraction italienne en Belgique que du PCI qui les avait exclus, à la seule exception de Bruno Maffi qui avait été dans les années 30 membres de Giustizia e Libertà, avant de s'en éloigner sous l'influence de Damen qui fut son maître en prison. Trempés par la prison, la clandestinité, et leurs longues années de militantisme, tous ces hommes étaient prêts lutter jusqu'au bout pour la révolution, dont les événements de mars 1943, puis les grèves de septembre dans le Nord, semblaient être la prémisse.

Le premier novembre 1943, le PC internationaliste sortait le premier numéro clandestin de *Prometeo*. La coupure du pays en deux, occupé par les armées allemandes d'un côté, et anglo-américaine de l'autre, limitait sa diffusion au nord du pays. Jusqu'en 1945, le PCInt n'eut pratiquement aucun contact avec les groupes " bordiguistes " qui s'étaient formés dans le Mezzogiorno.

Refusant et condamnant la guerre de partisans et tout enrôlement du prolétariat derrière le drapeau italien ou celui de Staline et Togliatti, le PCInt mena un combat difficile, rigoureusement clandestin, tandis qu'il était dénoncé par le parti communiste comme " agent de l'Allemagne et du fascisme ". (2)

Un document d'un exceptionnel intérêt, les rapports sur la presse clandestine envoyés à Mussolini de 1943 à 1945, permet de balayer ces accusations, dont étaient coutumiers les partis staliniens :

" Unique journal indépendant, idéologiquement le plus intéressant et préparé. Contre tout compromis, défend un communisme pur, indubitablement trotskyste, et donc antistalinien…

“ Se déclare sans hésitation adversaire de la Russie de Staline, tandis qu’il se proclame fidèle combattant de la Russie de Lénine…

“ Combat la guerre sous tous ses aspects : démocratique, fasciste ou stalinien. Lutte donc ouvertement même contre les “ partisans ”, le Comité de libération nationale et le Parti communiste italien. ”

On remarquera la confusion qui est faite par les espions et les mouchards de Mussolini entre le “ communisme pur ” de *Prometeo* et le trotskysme. Le journal porte pourtant en exergue : *anno 22* (celle du congrès de Livourne), *serie III* (troisième série après celle de 1924, puis de 1928 à 1938), *sulla via della sinistra* (la Gauche italienne). Il n’y avait dans la pratique aucune confusion possible entre le PCInt et les groupes trotskystes. Par exemple, *Bandiera Rossa* considérait l’URSS comme “ le plus solide rempart de la révolution prolétarienne ”. Chaud partisan de la guerre de “ partisans ”, ce groupe défendait au même titre que le PCI un nationalisme anti-allemand, voire anti-“ teuton ” : “ ... Souvenons-nous que nos fils, nos frères nos maisons subissent encore la honte de la férocité teutonne; nos femmes, nos cités subissent encore le carnage de cette engeance. ” (*Bandiera Rossa*, n° 6, 17 mars 1944, “ Partecipare alla guerra ”). Lors de la conquête de Rome, *Bandiera rossa* (n° 18, 9 juin 1944) verra dans la victoire américaine le “ triomphe des forces de la civilisation ”. On comprend qu’à partir d’août 1944, ce journal ait pu paraître légalement. Le deuxième groupe trotskyste, *Stella Rossa*, ne se distingue guère du premier, sinon en ce qu’elle exalte le “ stakhanovisme ” et définit la guerre menée par l’Etat russe comme “ prolétarienne ”. (3)

Prometeo était donc en continuité idéologique directe avec le PCd’I de Bordiga et la Fraction italienne en France et en Belgique.

Le journal soulignait que “ fascisme ” et démocratie n’ont pas un contenu de classe différent et que si “ le fascisme est mort ” “ son héritage est passé à la démocratie (*Prometeo*, 1-3-1944, “ Comment nous combattons le fascisme? ”). Il soulignait la tendance générale au capitalisme d’Etat (appelée dans le texte “ socialisation ”) : “ À travers les régimes fascistes ou démocratiques, la socialisation non seulement ne représente pas une déviation du système capitaliste, mais en constitue même le renforcement extrême ; non seulement elle n’est pas le socialisme, mais elle est l’expédient de la classe dominante pour barrer la route à la révolution prolétarienne. ” (*Prometeo*, 1.4.1944, “ Socialisation et socialisme ”). S’il

ne faisait aucune différence entre Italie fasciste et Russie stalinienne, qui avaient instauré une forme de capitalisme d'Etat, il considérait néanmoins que l'Etat russe était encore un " Etat prolétarien ".

Face à la guerre des partisans (" Partigiani "), le PCInt était très net : aucun soutien, aucune participation, mais appel à la fraternisation des ouvriers des deux camps sous l'uniforme; incitation à la reprise de la lutte de classe sur son terrain spécifique, dans les usines :

" Ouvriers! Au mot d'ordre de guerre nationale, qui arme des prolétaires italiens contre des prolétaires allemands et anglais, opposez le mot d'ordre de la révolution communiste, qui unit par-delà les frontières les ouvriers du monde entier contre leur ennemi commun : le capitalisme. " (*Prometeo*, 1.11.1943)

" Comment abattre le nazisme? Pour faire sauter en l'air la machine de guerre qui opprime le prolétariat allemand, n'appelez-pas au secours une autre machine de guerre (anglo-saxonne ou russe), mais répandez dans les rangs des soldats allemands le germe de la fraternisation, de l'antimilitarisme et de la lutte de classe. " (*Prometeo*, page 3, 4 avr. 1943, " Mort aux allemands ou mort au nazisme ? ")

" A l'appel du centrisme de rejoindre les bandes partisanes, on doit répondre par la présence dans les usines d'où sortira la violence de classe qui détruira les centres vitaux de l'Etat capitaliste. " (*Prometeo*, " Sulla guerra ", premier mars 1944.)

Le PCInt se développa rapidement en milieu ouvrier, et dès la fin de l'année l944, il avait constitué plusieurs fédérations dont les plus importantes étaient celles de Turin, Milan et Parme. Il développa en outre son activité dans les usines en formant des " groupes d'usine communistes internationalistes ", préconisant la formation de conseils d'usine au lieu et place des " commissions internes ", créées sous Badoglio et auxquelles participait le PCI. Il se fit aussi le promoteur d'un " Front unique prolétarien " pour la lutte et contre la guerre en empêchant que " les ouvriers soient empoisonnés par la propagande belliqueuse ". Seuls adhérèrent à ce Front les syndicalistes-révolutionnaires et les communistes libertaires (tels *Azione libertaria* et *Il Comunista libertario*). La propagande de *Prometeo* semble avoir rencontré beaucoup de sympathie dans les usines, surtout chez les ouvriers qui se refusaient de rejoindre les groupes de partisans.

A partir de juin 1944, le PCInt s'orienta pourtant vers un travail d'agitation au sein des organisations de partisans non liées aux partis de gauche, particulièrement au Piémont, où des contacts furent pris. Tout en confirmant son refus d'y participer, le PCInt fit diffuser ses écrits en leur sein. Cette politique devait amener *Prometeo* à faire des concessions sur la nature non prolétarienne mais impérialiste d'une guerre intégrée dans les fronts militaires :

" Les éléments communistes croient sincèrement à la nécessité de lutte contre le nazi-fascisme et pensent, qu'une fois cet obstacle abattu, ils pourront marcher vers la conquête du pouvoir, en battant le capitalisme. " (*Prometeo*, n° 10, 15 août 1944, " Dal fronte partigiano " ; " un qualunque ", probablement Mario Acquaviva).

Le PCInt conduisait une agitation de plus en plus grande contre la guerre, dans les usines et dans les groupes d'ouvriers partisans. En juin 1944, il diffusa un " Manifeste aux ouvriers italiens " qui les incitait à la désertion de la guerre " sous toutes ses formes ", et appelait à " la défense physique de la classe face à la réaction à la déportation, aux réquisitions, à l'enrôlement forcé ". Sa position initiale sur les partisans devenait plus ambiguë puisque le Manifeste incitait à la " transformation des formations de partisans, là où elles sont composées d'éléments prolétariens de saine conscience de classe, en organes d'autodéfense prolétarienne, prêts à intervenir dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir ".

Saisissant le changement opéré dans l'activité de *Prometeo*, qui cherchait à se développer y compris au prix d'affaiblissement de ses positions de principe, les espions de Mussolini notaient, non sans finesse, que " ici, la gauche communiste fait sien le langage des autres groupes subversifs, indubitablement dans l'intention de se créer sa propre masse de manœuvre ". (Souligné dans le rapport, 086713 à 087130.)

Jusqu'ici le PCInt n'avait pas de plate-forme programmatique; l'extension de son influence l'amena à éditer au cours de l'année l944 un " Schéma de programme ". Ce Schéma constate tout d'abord que : " ... la victoire, victoire écrasante des puissances de l'Entente renforcera énormément le front de résistance du capitalisme mondial et réduira les possibilités objectives de la révolution prolétarienne ". Il définissait son attitude par rapport aux partis et au nouvel " Etat démocratique " qui surgirait de l'après-guerre :

“ ... les partis socialiste et centriste ont agi et agissent face à la guerre non comme des forces de droite du prolétariat, mais comme des forces réelles et conscientes de la gauche bourgeoise…

“ Face à l’Etat démocratique, la tactique du parti du prolétariat ne se modifie pas : nous ne croyons ni en ses élections, ni en sa constitution, ni en sa liberté de presse, de parole et d’organisation. ”

Quant à la Russie, qualifiée naguère d’ “ Etat prolétarien ”, elle avait cessé d’être “ le pays des premières grandes réalisations révolutionnaires du prolétariat ”. Cette position, prudente, était similaire d’ailleurs à celle de Bordiga, qui hésitait à parler de capitalisme d’Etat. (cf. infra).

Malgré l’absorption des syndicats par l’Etat et la mainmise du PCI sur les “ commissions internes ”, la position du PCInt était rigoureusement la même qu’en 1926 :

“ Notre parti posera dès que possible le problème de la réorganisation unitaire du mouvement ouvrier, reconstruira le réseau de ses fractions syndicales du groupe communiste d’usine (composé de communistes et d’ouvriers sans parti) au Comité syndical national communiste. ” (“Schema di programma del P.C. internazionalista”, l944 ; reprint Edizioni *Prometeo*, janvier 1974.)

Prometeo admettait cependant que “ les restes des vieilles organisations syndicales clandestines avaient montré qu’elles servaient plus de courroies pour l’agitation politique liée à la guerre que d’authentiques organismes de lutte ouvrière ”. C’est pour cette raison, impliquant l’absurdité de créer des fractions syndicales, que le PCInt lancera toujours comme mot d’ordre la création de “ conseils d’usine ”. En 1945, il publia une feuille d’agitation, *I Consigli di Fabbrica*, qui fera la propagande dans les usines sur ce thème.

Beaucoup plus hardie semblait la position prise par le parti communiste internationaliste sur la question de l’Etat dans la période de transition, visiblement influencé en cela par *Bilan* et *Octobre*. Damen et ses camarades rejetant l’assimilation de la dictature du prolétariat à celle du parti, et face à “ l’Etat prolétarien ” préconisaient dans les conseils ouvriers la démocratie la plus large. Ils n’écartaient pas l’hypothèse, vérifiée à Kronstadt, d’affrontements entre “ l’Etat ouvrier ” et le prolétariat, dans

lequel cas le Parti communiste se retrouverait résolument aux côtés de ce dernier :

“ La dictature du prolétariat ne peut en aucun cas se réduire à la dictature du parti, même s’il s’agit du parti du prolétariat, intelligence et guide de l’Etat prolétarien.

“ L’Etat et le parti au pouvoir, en tant qu’organes d’une telle dictature, portent en germe la tendance au compromis avec le vieux monde, tendance qui se développe et se renforce, comme l’expérience russe l’a montré, par l’incapacité momentanée de la révolution dans un pays donné à s’élargir, en se soudant au mouvement insurrectionnel d’autres pays…

“ Notre parti...

“ a) devra éviter de devenir l’instrument de l’Etat ouvrier et de sa politique... devra défendre les intérêts de la révolution même dans les affrontements avec l’Etat ouvrier.

“ b) devra éviter de se bureaucratiser, en faisant de son centre directif, comme de ses centres périphériques un champ de manœuvre pour le carriérisme fonctionnaire.

“ c) devra éviter que la politique de classe soit pensée et réalisée avec des critères formalistes et administratifs. ”

L’ensemble de ces positions, l’ambiguïté de certaines, ne manquèrent pas de soulever des dissensions à la fin de la guerre au sein du parti. avais les bases de là constitution du PCInt semblaient infiniment plus élaborées et pensées que celles sur lesquelles s’appuyèrent les groupes “ bordiguistes ” du Mezzogiorno.

En 1944, dans le Sud occupé par les troupes américaines, se constituèrent rapidement plusieurs groupes se réclamant de la gauche communiste, qui diffusèrent illégalement leur presse.

1. *La Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti*.

À Naples, autour de Renato Pistone et d’Amadeo Bordiga, s’était constitué un groupe qui reprenait la tradition de la Fraction communiste

abstentionniste de 1919. Dans cette ville, la nouvelle fraction eut une grande influence, et malgré la présence de Togliatti et du centre du PCI, les militants " picisti " acceptèrent la contradiction avec elle. Nombreux étaient en effet dans le Sud les militants du PCI qui complètement isolés du " Centre " à l'étranger, restaient sur des positions de gauche communiste, peu au fait de l'évolution de ce parti. Le terme de " Frazione " adopté par Pistone et Bordiga laissait d'ailleurs entendre qu'ils ne désespéraient pas de reconquérir à leurs positions les militants communistes et socialistes, par la destitution de leurs directions. C'est pourquoi la Fraction " bordiguiste " ne se constituera pas en parti, avant d'être absorbée par le PCInt en 1945. Ses organes étaient à Naples : *La Sinistra proletaria*; à Salerne : *l'Avanguardia* et à Rome *Il Proletario*. Ce dernier groupe était composé de vieux camarades de Bordiga, mais aussi d'anciens partisans, de membres du PCI qui avaient participé à la guerre d'Espagne, ainsi que d'une scission de *Bandiera rossa* (Movimento comunista d'Italia). De Bordiga se réclamaient aussi des fédérations et sections du PCI en Calabre et dans les Pouilles. (4) Ces groupes " bordiguistes " se proposaient :

" l. De ramener les partis sur le terrain de la politique classiste, tant qu'il en subsiste encore la possibilité;

" 2. De se transformer en parti autonome, lorsque le redressement des partis existants se révélera tout à fait impossible, et quand la situation imposera la nette séparation des forces révolutionnaires d'avec les forces réactionnaires. " (*Il Proletario*, " La situazione dopo Roma ", 15 juillet 1944).

C'est pourquoi jusqu'au début de 1945 les militants " bordiguistes" pratiquèrent " l'entrisme " au sein du PCI. Un militant, comme La Camera, futur dirigeant du PCInt, sera longtemps à la tête de la Fédération de Cosenza du parti de Togliatti. (*La Sinistra proletaria*, 19 février 1945, " Nella federazione di Cosenza ".)

Tout aussi ambigus étaient les rapports avec les groupes de partisans et les partis trotskystes, pourtant totalement opposés aux positions bordiguistes. Les 6 et 7 janvier 1945, se réunissait à Naples la conférence de la Fraction. A celle-ci étaient représentés *Bandiera rossa* et *Stella rossa*. La conférence se proposait de travailler à la " constitution du vrai parti de la classe ouvrière ". En mars-avril, Bordiga, Libero Villone (qui devait par la suite adhérer au parti trotskyste) et Renato Pistone élaborèrent une série de

thèses : “ Pour la constitution du vrai Parti communiste ”. Ces thèses se référaient à la critique par la Gauche italienne du “ Front unique ” en Allemagne (1923), à la critique des Fronts populaires français et espagnol et à la “ Résistance ” en Europe. Admettant l’impossibilité de “ redresser ” les partis socialiste et communiste, il estimait toujours nécessaire de “ développer à l’intérieur un travail continuel de clarification idéologique, moyen par lequel les éléments non encore corrompus par la dégénération centriste pourront retrouver leur juste voie ”. La fin de la guerre, cependant, avec l’ouverture probable d’une situation révolutionnaire “ prépare les conditions favorables pour la transformation de la Fraction en parti ”. Sur cette question, qui avait été approfondie par la Fraction en France et Belgique, la position de la “ Frazione ” de Bordiga et Pistone restait hésitante : tantôt elle employait le mot “ fraction ” tantôt celui, trotskyste, d’ “ Opposition de gauche ” (*La Sinistra proletaria*, 19 février 1945). La publication de lettres de partisans dans ses colonnes, de textes de Trotsky ne démarquait pas clairement ces groupes bordiguistes des autres.

Sur la question de la guerre, la position de la “ Frazione ” fut sans ambiguïté. Elle mit en avant la nécessité de “ l’internationalisme prolétarien ” et de la “ transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire ”. Elle attaquait aussi “ l’antifascisme ” du PCI, paravent de ceux qui “ travaillent pour l’internationalisation des méthodes nazi-fascistes ”. (*La Sinistra proletaria*, ibid., et premier avril 1945). Vis-à-vis des Comités de libération nationale (CLN) de Togliatti, la Frazione se prononçait pour une non-participation aux groupes de partisans : “ Ceux-ci représentent un compromis avec les forces bourgeoises et donc un affaiblissement de la vitalité classiste du prolétariat ”. (*Il Proletario*, 28 mai l944, “ Dichiarazione programmatica ”, probablement écrite par Bordiga). (5)

C’est vis-à-vis de la Russie, que la Frazione marquait le plus d’indécision. Elle ne se prononçait pas contre l’URSS mais contre la politique de “ l’actuelle classe dirigeante russe, parce que nocive aux développements de la révolution prolétarienne ”. Néanmoins, la “ Déclaration programmatique ” la définissait comme partie intégrante de la nouvelle organisation capitaliste. Selon elle, la Russie était composée de trois classes: la classe des privilégiés et exploiteurs, alliée à celle des paysans riches et moyens, et la classe des exploités et des opprimés “ constituée encore une fois du prolétariat industriel et agricole ”. (ibid.). Face au stalinisme, les “ bordiguistes ” proposaient la fondation d’une nouvelle Internationale communiste.

La " Frazione " vis-à-vis des syndicats avait une attitude tout aussi hésitante que celle du PCInt. Sous l'influence de Bordiga, elle proposait nostalgiquement la résurrection des " glorieuses bourses du travail " *(Camere del lavoro).*

La Frazione continuera à exister de manière autonome jusqu'en juillet 1945, date de sa fusion comme groupe (et non par des adhésions individuelles) avec le PCInt de Damen et Maffi. Cette fusion de groupes théoriquement et organisationnellement hétérogènes n'allait pas tarder à montrer sa fragilité.

2. La Fédération des Pouilles et le Partito operaio comunista (POC).

La Fédération des Pouilles du PCI avait pris partie pour Bordiga en 1926. Elle suivit sous le fascisme une évolution parallèle à celle de la Fraction italienne à l'extérieur. En 1944, tout en se revendiquant des " Thèses de Lyon " elle se déclara partisan d'une IVe Internationale, ignorant d'ailleurs l'existence de la IVe internationale fondée par Trotsky. Conduits par Nicola di Bartolomeo, les pourparlers avec cette dernière conduisirent à une rapide fusion avec le petit noyau trotskyste. Dirigée par Romeo Mangano, il semble que la Fédération des Pouilles ait voulu faire de " l'entrisme " au sein de l'Internationale trotskyste. Le nouveau " parti ouvrier communiste, " fut reconnu comme section officielle de cette Internationale. Pendant deux années l'orientation de ce parti fut entre les mains de Bartolomeo (Fosco) et suivit une orientation trotskyste, la Fédération des Pouilles restant à l'écart. À la mort de Fosco, Mangano entra dans la direction du parti, transportée à Milan. En 1947, Mangano et ses camarades, lors d'une conférence nationale à Naples nommèrent un nouveau comité central et un bureau politique dont furent exclus les dirigeants de la tendance trotskyste. La nouvelle direction refusait tout entrisme dans les partis socialiste et communiste et exclut ceux qui menaient cette politique. Dans son organe *IVa Internazionale*, le POC défendit de plus en plus ouvertement les positions " bordiguistes ". Il considérait que seuls étaient valables les deux premiers congrès de l'IC. Il rejetait tout soutien aux " luttes de libération nationale " et définissait les partis de gauche comme partis de la bourgeoisie : " Les forces de droite et celles soi-disant de gauche ne sont pas antagonistes; toutes deux visent, bien qu'avec une méthode différente, à une même fonction objective, celle de restaurer la société bourgeoise " (*Bulletin international du Secrétariat international*, n° 17, 1947). Tout comme les " bordiguistes ", le POC soutenait que l'URSS était tout aussi impérialiste que les USA.

Relativement aux questions “ tactiques ” du trotskysme, le POC se trouvait aussi en complète divergence. Il rejetait le “ Programme de transition ” : “ Aux plans de Marshall et de Molotov, le prolétariat mondial doit opposer le plan Marx : la révolution sociale. ” (*IVa Internazionale*, 16-7-1947). Il s’opposait aussi au “ Front unique ” “ comme contre-révolutionnaire ”, et au mot d’ordre des trotskystes de soutien à la République pour l’abolition de la Monarchie. Dans la question syndicale, il se refusait à un travail dans la CGIL et fonda à Foggia sa propre organisation économique : “ Soviet ”. Comme les bordiguistes, il substitua au centralisme démocratique dans le POC le “ centralisme organique ” ou “ centralisme révolutionnaire ”. Lors des élections de 1948, où participaient d’ailleurs les “ bordiguistes ”, il dénonça dans son journal “ le carnaval électoral ” : “ Le 18 avril, les électeurs seront appelés à voter pour la guerre, pour le troisième conflit mondial, et auront seulement le droit d’établir s’ils combattront avec l’impérialisme américain ou avec l’impérialisme russe. ” (*IVa Internazionale*, 10 mars 1948 ”. (6)

Mangano et sa tendance étaient prêts à rester le plus longtemps possible dans la IVe Internationale, y compris en faisant semblant de céder aux injonctions de celle-ci. En 1948, le POC et tous ses militants en étaient exclus. De l949 à 1951, le POC publiait à Foggia son organe : *L’Internazionale*. Après le POC semble s’être dissous, et ses militants adhérèrent individuellement au parti “ bordiguiste ”. Dans les années 1950, Mangano devint même secrétaire de rédaction de *Prometeo*, 1’organe de la tendance Damen, après la scission de 1952 (cf. infra).

Quelques années après sa mort, il se révéla que, dans les années trente, Mangano avait été un informateur de la police fasciste, au prix de quels chantages et quels renseignements fournis, on ne le sait. Il semblerait pourtant qu’il ait gardé ses convictions intactes et se soit dégagé de cette emprise pendant la guerre. Mais un tel itinéraire laisse planer des doutes sur la politique menée par Mangano après 1945. (7)

Le PCInt italien allait donc se créer sur des bases profondément hétérogènes. En 1947, il était présent quasiment dans toute la Péninsule et comptait sans doute entre 1.000 et 2.000 militants. Son organe *Battaglia Communista* était devenu hebdomadaire. En 1946 un organe théorique fut édité tous les deux mois : *Prometeo*. Dans les tournées de propagande effectuées par ses dirigeants, le parti semblait rencontrer un grand écho en milieu ouvrier.

Cependant, les adhésions qui se multiplièrent jusqu'en 1947, se faisaient sur des bases peu claires. On retrouvait en son sein d'anciens partisans, d'anciens militants du PCI. Les tendances locales, voire localistes, étaient très affirmées particulièrement dans le Mezzogiorno, où sous la direction de Francesco Maruca, Mario Soluri et Nicola Turano, la Fédération de Calabre avait son propre organe local hebdomadaire *Comunista* à Catanzaro. Les nombreux groupes d'usine du parti, constitués de membres et de sympathisants, semblaient avoir aussi leur vie propre.

C'est dans ces conditions, que se réunit à Turin le 28 décembre 1945 et le premier janvier 1946, la première conférence nationale de l'ensemble du Parti. A cette conférence était absent Bordiga qui jusqu'en 1949 ne sera pas membre du parti, tout en lui apportant ses contributions essentielles. Revenu de Belgique, Vercesi se trouvait directement propulsé à la direction du PCInt qui ne lui demanda guère de comptes sur son activité dans le " comité antifasciste " de Bruxelles. Au cours de la conférence, il se fit le porte-parole officieux de la pensée du " grand absent " : Bordiga. Mais les interprètes les plus en vue du parti étaient incontestablement Damen, Maffi et Stefanini, qu'avaient rejoints les membres de la Fraction italienne, Danielis et Lecci.

Il est intéressant de remarquer - après un salut à la mémoire de Mario Acquaviva et Fausto Atti tombés sous les balles de membres du Parti communiste italien - que la conférence souligna et ne rejeta pas l'apport de la Fraction en France et en Belgique. Le rapporteur sur l'organisation Bruno Maffi déclara qu'en " 1928, se crée à Pantin la Fraction de gauche. Dès lors c'est celle-ci qui représente la continuité historique de la Gauche italienne jusqu'à l'éclatement de la 2' guerre mondiale. Le parti naît vers la fin de 1942 sur la base de cette tradition historique précise " (8)

Bruno Maffi montra ensuite que l'activité du PCInt - qui constitue " une des périodes les plus brillantes de la vie du parti " - s'est orientée essentiellement vers les " partisans ", dès la fin de l'année 1943 :

" La vie organique du parti a toutefois commencé à partir du 8 septembre 1943. Dans une atmosphère empoisonnée par la guerre, il s'agissait de réunir les forces saines de la révolution contre toutes les formations politiques qui opéraient dans le cadre du conflit... en même temps que nous cherchions à orienter les prolétaires partisans vers le retour à une position de classe, nous soumettions à une critique ouverte la politique idéologique de

“ partisanisme ” comme arme de la guerre capitaliste contre la reprise de la lutte de classe. ” (Intervention de Bruno Maffi, à la conférence de Turin, 28.12.1945, ibid., p.)

Cette intervention dans les groupes de partisans, parce quelle avait coûté la vie à Acquaviva et Atti et qu’elle avait ébranlé la vie même du PCInt, fut vivement critiquée par un vieux militant de la Fraction en France, Luigi Danielis, devenu secrétaire de la Fédération de Turin (la plus importante Fédération du PCInt après celle de Milan), deux ans après au congrès de Florence. Son témoignage éclaire d’un jour singulier l’existence du PCInt en 1945 :

“ Une chose doit être claire pour tout le monde : le Parti a subi l’expérience grave d’un facile élargissement de son influence politique, due à un non moins facile activisme, non en profondeur (car difficile) mais en surface. Je vais faire part d’une expérience personnelle qui servira de mise en garde face au danger d’une facile influence du parti sur certaines couches des masses, conséquence automatique d’une moins facile formation théorique des cadres. Je me trouvais comme représentant du parti à Turin, dans les derniers jours de la guerre. La Fédération était numériquement forte, avec des éléments très activistes, des tas de jeunes; de nombreuses réunions; des tracts; le journal; un Bulletin; des contacts avec les usines; des discussions internes qui prenaient toujours un ton extrémiste dans les divergences en général ou la guerre de partisans en particulier; des contacts avec des éléments déserteurs. La position face à la guerre était claire : aucune participation à la guerre, refus de la discipline militaire de la part d’éléments qui se proclamaient nationalistes. On devait donc penser qu’aucun inscrit au parti n’aurait accepté les directives du “ Comité de libération nationale ”. Or le 25 avril au matin, toute la Fédération de Turin était en armes pour participer au couronnement d’un massacre de 6 années, et quelques camarades de la province, encadrés militairement et disciplinés, entraient à Turin pour participer à la chasse à l’homme. Moi-même, qui aurais dû déclarer dissoute l’organisation, je trouvai un moyen de compromis et fis voter un ordre du jour dans lequel les camarades s’engageaient à participer au mouvement individuellement. Le parti n’existait pas, il s’était volatilisé. ” (“ Resoconto del Primo congresso del PCInt, Firenze, 6-9 maggio 1948 ”, intervention de Luigi Danielis p. 20-21.)

Ce point ne suscita guère de débat lors de la conférence. Cela apparut à beaucoup comme un passé lointain qu’il était inutile d’évoquer, comme de

mauvais souvenirs qu'il fallait balayer de la mémoire. Les divergences se cristallisèrent autour de Damen, Perrone et Stefanini, sur la question de la fonction du parti, et sur la question syndicale, ainsi d'ailleurs que sur une éventuelle participation du Parti aux élections.

Vercesi, sans le dire ouvertement, pensait que la création du PCInt avait été prématurée et qu'il fallait exclure " la perspective d'un développement du parti, tel qu'il se réalisa dans la période profasciste, c'est-à-dire d'une extension de notre influence dans la situation actuelle ". Il continuait à défendre aussi l'idée que la " crise de l'économie de guerre " amenait aujourd'hui à une " économie de paix ". Il avait cependant fait acte implicite de contrition sur son activité antifasciste à Bruxelles : " Nous ne sommes pas des antifascistes, mais des prolétaires qui combattent le capitalisme sous toutes ses manifestations sociales. " (9). Il ne pensait pas, contrairement au reste du parti, que la nouvelle période soit révolutionnaire : " ... il n'existe pas les conditions pour l'affirmation victorieuse de la classe prolétarienne. Par suite, on ne peut pas qualifier le moment actuel autrement que comme réactionnaire. "

Ces déclarations de Vercesi furent vertement soumises à la critique de Damen qui affirma qu'un " parti qui se livre à la critique et à la démolition idéologiques de l'adversaire accomplit seulement une partie des fonctions qui lui sont propres ". Il rejetait " la soi-disant, économie de paix " car " l'économie qui se reconstruit sera caractérisée par la nécessité de continuer de produire (et intensément) pour les besoins militaires ". Damen qui représente ici la tendance " orthodoxe " du parti, s'en écarte cependant lorsqu'il envisage une participation aux élections, que la Gauche italienne avait toujours rejetée dans l'animation : " Nous restons irréductiblement antiparlementaires, mais le sens du concret qui anime notre politique nous fera repousser toute position abstentionniste déterminée a priori. "

C'est sur la nature des syndicats et une éventuelle participation du PCInt en leur sein que la conférence se divisa le plus. Soutenu par Danielis, le rapporteur sur la question syndicale, Luciano Sefanini souligna l'incohérence du parti : " D'un côté on reconnaît la dépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste; de l'autre côté on invite les ouvriers à lutter de l'intérieur pour les porter sur une position de classe. " Au contraire, " le rapporteur affirme que le syndicat actuel ne pourra pas changer sa physionomie d'organe d'Etat, sinon avec la destruction définitive de cet Etat lui-même... La prétention d'obtenir des positions de commande

dans les actuels organismes syndicaux en vue de les transformer doit être définitivement liquidée. " Ce fait, affirmait-il, était le produit de la " décadence du capitalisme ".

Le rapport se heurta à l'opposition de la majorité des délégués. Pour Aldo Lecci (Tullio), il s'agissait " ...non de détruire le syndicat ni lui substituer d'autres organisations... mais (de) lutter pour démolir la superstructure qui étouffe le syndicat, comme toutes les superstructures de l'Etat capitaliste ". Telle était d'ailleurs l'opinion de Bordiga qui avait rédigé la " Plate-forme du parti communiste internationaliste " qui fut soumise à la conférence. Pour lui, le mouvement syndical italien devait " retourner à ses traditions d'appui étroit et déclaré au parti prolétarien de classe, en s'appuyant sur la renaissance de ses organismes locaux, les glorieuses Bourses du travail... ". Telle était aussi la pensée de Vercesi.

Le courant bordiguiste fort du parti italien, de la fraction belge et de la FFGC en France, la conférence n'envisagea pas la formation d'un Bureau international des fractions, comme cela avait le cas en 1938. Perrone, naturellement, se fit le rapporteur de la question : " Dans la situation mondiale actuelle, caractérisée par l'inexistence de mouvements révolutionnaires, le PCInt retient comme possible seulement la constitution d'un Bureau international des fractions de la gauche communiste mondiale. " Ce Bureau s'interdisait tout rapport avec les organisations trotskystes ou assimilées en raison de leur participation à la guerre. La délégation française, composée de Suzanne Voute (Frédéric) et Albert Maso (Vega), se prononça pour ce Bureau, tandis que Lecci demandait qu'il " soit soustrait à l'influence dominante du parti italien et ait son siège à Paris ", hanté sans doute par le fâcheux précédent du Komintern à Moscou.

Des thèses sur la question agraire vinrent conclure la conférence. Le PCInt s'était en effet beaucoup développé en Calabre, où il jouissait d'une influence non négligeable sur le prolétariat agricole, voire sur les métayers. De grandes grèves avaient d'ailleurs agité les campagnes au lendemain de la guerre, en Sicile, dans le Basilicate et les Pouilles. Ce fut une occasion pour le rapporteur de critiquer les thèses de Lénine sur la " terre aux paysans " et " l'alliance du prolétariat et des paysans pauvres ". À ces mots d'ordre, la conférence opposa celui " d'appui des paysans pauvres au prolétariat ". L'encadrement des forces paysannes dans le Parti était valable pour le seul prolétariat agricole; tout accord politique avec des groupements à base paysanne était exclu. Bien qu'excluant " un travail de masse dans les

campagnes ", le PCInt retenait la nécessité de coordonner son action de propagande et d'organisation parmi les masses rurales, et dans ce but créa une " section agraire " rattachée au comité central., sans doute pour contrecarrer les tendances localistes de la Fédération de Calabre.

La conférence se termina par l'acceptation de principe d'un Bureau international de liaisons, entre les différentes fractions. Elle rejeta les thèses de Stefanini en préconisant " la conquête des organes dirigeants du syndicat ".

La conférence de Turin n'avait donc fait que survoler les divergences politiques. Le nouveau parti, dans une situation définie comme contre-révolutionnaire, ne justifiait guère son existence en tant que parti. La Fraction italienne n'avait-elle pas affirmé naguère avec force que le Parti ne surgirait que dans une période révolutionnaire favorable à son éclosion? Il était clair que le PCInt manquait d'unité théorique et organisationnelle. Alors que les militants de l'ancienne Fraction avaient adhéré individuellement, les groupes " bordiguistes " du Mezzogiorno avaient fusionné avec le " Parti " en tant que groupes. (11) C'est ce que devait lui reprocher la Gauche communiste de France, qui était de fait exclue de toute discussion avec le PCInt. Soulignant que la constitution d'un parti révolutionnaire ne peut se faire " que dans la période de reprise du cours ascendant de la révolution ", elle faisait les pronostics les plus sombres sur l'avenir du " Parti " italien :

" Le nouveau parti n'est pas une unité politique, mais un conglomérat, une addition de courants et de tendances qui ne manqueront pas de se manifester et de se heurter. L'armistice actuel ne peut être que très provisoire. L'élimination de l'un ou de l'autre courant est inévitable. Tôt ou tard la délimitation politique et organisationnelle s'imposera. " (*Internationalisme*, n° 7, février 1946, " A propos du premier congrès du Parti communiste internationaliste d'Italie ", article de Marc (Chirik).

Le PCInt, à cette époque, donnait une impression de force, en devenant presque un parti de masses avec ses 13 fédérations, ses 72 sections, ses nombreuses réunions publiques, son implantation dans les plus grands centres industriels, sa presse d'usine, etc. Il était en fait très fragile. A partir de 1947, beaucoup d'éléments trotskysants ou indécis quittèrent le " parti ". D'autres furent exclus pour divergences politiques, sans que celles-ci apparussent clairement dans la presse du PCInt. Bientôt même,

toute la Fédération de Turin se proclama " autonome " ; elle rechercha d'ailleurs la confrontation politique internationale, puisqu'elle participa. à la conférence de la Pentecôte 1947 de Bruxelles, organisée par la Gauche hollandaise et la GCF, avec le groupe C.R. *Le Prolétaire*.

Ce fut surtout la question du parlementarisme qui précipita la formation de tendances dans le PCInt. Celui-ci en effet s'était présenté aux élections locales en 1946, puis nationales en 1948. Les résultats furent d'ailleurs lamentables. À cette question, venaient se greffer encore d'autres divergences. Il y avait d'un côté la tendance Damen préconisant un développement plutôt volontariste du " Parti " et la participation aux élections, mais hostile à tout soutien aux mouvements de " libération nationale "; de l'autre côté la tendance de Perrone et Maffi, hostiles au parlementarisme révolutionnaire " - soutenus d'ailleurs en coulisse par Bordiga -, qui pensaient que le travail du PCInt devait être essentiellement idéologique, par la formation des " cadres " futurs. L'entrée de Bordiga dans le parti à partir de 1949 (date à laquelle commence sa chronique " Sul filo del tempo " dans " Battaglia comunista ") va précipiter la formation de " blocs " d'opposition. Si Bordiga était méfiant vis-à-vis du nouveau parti, il en acceptait du moins l'existence. Mais pour lui, cela devait se traduire par un retour à Lénine et aux Thèses de la Gauche italienne d'avant 1926, ce qui excluait tout apport de la revue Bilan dans les questions nationale, syndicale, celle de l'Etat socialiste " transitoire ". Il considérait en outre, contrairement à la tendance de Damen, que l'impérialisme russe était moins dangereux que l'impérialisme américain, " ennemi numéro 1 ". (13)

C'est sur toutes ces questions (et non plus sur celle des élections que Damen à son tour rejetait) que se réalisa la scission entre d'un côté Maffi, Bordiga, Vercesi, de l'autre Damen, Stefanini, Lecci. En 1951, ces derniers avec Botaioli démissionnèrent du comité central. La crise était ouverte. En 1952, il semble qu'une majorité ait suivi Damen, qui rejetait tout espoir de conquérir les syndicats, tout soutien aux " peuples de couleur " (selon la terminologie de Bordiga). Elle considérait les PC non comme opportunistes ou " centristes ", mais de nature bourgeoise. Elle n'acceptait pas une vision substitutionniste du parti : le parti communiste ne devait pas prendre le pouvoir pour l'exercer au nom du prolétariat, car " il ne délègue pas à d'autres sa mission historique, ni ne délivre de procurations générales, même pas à son parti politique " ('Thèses du PCI d'Italie, tendance du Congrès") (14).

En 1952, en Italie, existaient donc deux PC internationalistes, se réclamant tous deux de Lénine et de la Gauche communiste italienne. Le groupe de Bordiga-Maffi publia bientôt *Il Programma comunista*, qui reste encore aujourd'hui son organe en langue italienne. Le groupe de Damen garda *Prometeo* et *Battaglia comunista*, qui continuent aujourd'hui leur parution, à l'aube de l'an deux mil.

En dehors de l'Italie, le choc des divergences entraîna de sérieuses secousses dans les fractions belge et française du PCInt. En 1949, le journal belge *L'Internationaliste* cessait de paraître; la fraction en Belgique n'allait pas tarder à disparaître. La même année la plupart des militants de la Fraction française quittaient leur organisation pour rejoindre *Socialisme ou Barbarie* à peine créé. Après deux ans d'éclipse, autour de Suzanne Voute, Lucien Laugier, Daniel Dumartheray, Bruno Zecchini, Ottelo Ricceri et Jean-Pierre Axelrad, le courant bordiguiste refaisait surface en France sous le nom de " groupe français de la Gauche communiste internationale ". Il eut d'abord deux sections, l'une à Paris, et l'autre à Marseille, qui fut longtemps la plus nombreuse. Le groupe publia d'abord un *Bulletin*, puis en 1957 la revue *Programme communiste*; en 1964 son journal *Le Prolétaire*, qui continuèrent à paraître normalement jusqu'à la grande implosion de 1982 (cf. infra).

Si par la suite le groupe de Damen rechercha toujours les contacts internationaux, les plus éclectiques même (" Socialisme ou Barbarie ", " News and Letters " de Raya Dunayevskaya aux USA, les communistes-libertaires italiens, le groupe de Munis et Perret, voire les trotskystes), le groupe en Italie autour de *Programma comunista* se replia sur lui-même. Les scissions se multiplièrent dès le milieu des années 60 : en Italie, *Rivoluzione comunista* en 1964 se proclama " parti communiste internationaliste ", obligeant le parti bordiguiste officiel à se donner le nom de Parti communiste international; à côté d'autres scissions, multiples, la plus importante fut celle de *Il Partito comunista* à Florence en 1974 qui se proclama lui aussi " parti communiste international ", et qui existe encore. En France, en 1967 sortirent du PC international des militants comme Roger Dangeville et Jacques Camatte, qui publièrent en 1968 respectivement *Le Fil du temps* et *Invariance*. En Scandinavie, en 1972, toute la section de " Kommunistik Programm" fit sécession, sur des positions proches du KAPD, entraînant par voie de conséquence une scission dans le PC international français.

D'autres scissions, moins importantes, firent surgir de petits groupes s'efforçant de restaurer un " bordiguisme " plus ou moins pur, d'autres s'orientant vers le trotskysme, surtout en Italie.

En France, la Gauche communiste de France, qui publiait Internationalisme et avait été exclue de la Gauche communiste italienne, continua à publier son organe jusqu'en 1952, date de sa dissolution. Elle resta partiellement sur des positions léninistes, mais en relation avec la Gauche hollandaise, surtout par les contacts avec Canne-Meyer, elle développa une réflexion théorique propre. Elle découvrit certaines analyses de la Gauche communiste allemande. Elle reprit surtout la théorie de la décadence du capitalisme depuis 1914, qui avait été ébauchée par Rosa Luxembourg et défendue par le KAPD. Le capitalisme d'Etat, qui se manifestait dans tous les pays, sous forme de nationalisations ou d'étatisation complète n'avait rien à voir avec le socialisme, mais traduisait une tendance universelle du capital mondial décadent dans tous les pays. Le prolétariat des pays arriérés, n'avait ni tâches bourgeoises à réaliser ni " luttes de libération nationale " à soutenir ; il devait passer directement à l'instauration de sa propre dictature de classe, à l'exemple de la Révolution russe, qui n'était pas une révolution bourgeoise mais la première révolution prolétarienne. La première guerre mondiale avait aussi marqué l'intégration des syndicats et des partis socialistes dans l'appareil d'Etat, et à partir de 1927 celle des PC comme agents du capitalisme en milieu ouvrier; ces PC étaient non les " agents de Moscou ", mais les défenseurs de leur capital national avec une option pro-russe en politique étrangère. (15)

En ce qui concerne la forme des luttes ouvrières et le rôle du parti " dans la période de décadence du capitalisme caractérisée par des cycles de guerre-crise-reconstruction ", la GCF préconisait la formation d'organismes économiques non permanents, disparaissant une fois éteinte la lutte de classe, à l'exception de la période révolutionnaire où les ouvriers devaient s'organiser de façon permanente au sein d'organismes unitaires, économiques et politiques : les conseils ouvriers. Le rôle du parti, dans ces luttes, ne pouvait être de se substituer à l'action des ouvriers mais de les pousser le plus possible en avant dans un sens politique, c'est-à-dire par leur généralisation et l'affrontement direct avec l'Etat ouvrant une perspective d'affrontement révolutionnaire. Dans cet esprit, la GCF participa en 1947 au comité de grève de Renault et s'efforça de faire entendre son point de vue, qui était non la localisation de la grève aux usines de Billancourt mais son extension à tous les secteurs ouvriers avec des mots d'ordre politiques

unitaires. Un de ses militants (Goupil, pseudonyme d'André Claisse) joua un rôle actif dans la grève, après avoir rompu avec le groupe de Barta - initiateur de la grève -, où il avait milité. (14)

La GCF se préoccupa particulièrement de la période de transition. Elle soutint que seuls les conseils ouvriers pouvaient être les organismes unitaires de la dictature du prolétariat au niveau mondial, auxquels ni le parti ni l'Etat, par nature étranger au socialisme, ne pouvaient se substituer. Il ne pouvait y avoir ni parti du prolétariat à la tête de l'Etat, ni Etat prolétarien, la période de transition du capitalisme au socialisme se réalisant uniquement au niveau mondial et par la vigilance permanente du prolétariat vis-à-vis de l'Etat, gardien conservateur des rapports de production capitalistes. (15)

Si la GCF tint en 1948 une conférence commune avec la Gauche hollandaise, traduisant son souci de confrontation et de clarification internationales, elle n'en conserva pas moins sa spécificité, soutenant la fois la nécessité des conseils ouvriers et celle du parti communiste organisation nécessaire et décisive dans la prise de conscience de la classe ouvrière de ses propres buts historiques.

L'isolement profond dont elle souffrait, et qui était le lot commun de tous les groupes issus des anciennes gauches italienne et allemande, sa dispersion au début des années 1950 sur plusieurs continents achevèrent la GCF, et Internationalisme cessa de paraître. L'exil de Marc Chirik au Venezuela fit perdre à ce groupe son élément le plus formé et le plus actif. C'est seulement au début ces années 1960 que ce courant refit surface au Venezuela, à Caracas, autour de Marc Chirik, en condamnant la nature contre-révoltionnaire des " guérillas " castriste, stalinienne et trotskyste. Il publia à partir de 1964 *Internacionalismo*, avec de jeunes lycéens, qui suivait la tradition d'Internationalisme. La fin de ce qu'elle définissait comme " une longue période de contre-révolution depuis 50 années " se traduisit par un développement numérique de ce courant à partir de 1968, d'abord en France avec " Révolution internationale ", puis dans d'autres pays où se constituèrent les sections du " Courant communiste international " (Italie, Suède, USA, à côté de l'Espagne, de l'Angleterre, de la Belgique, de la Hollande, de l'Allemagne, de la France et du Venezuela). Son organe international fut la " Revue internationale " en français, anglais et espagnol, italien et allemand. Ce courant, malgré de nombreuses scissions, continue à exister dans le siècle finissant.

Bien souvent, tous ces groupes ont survécu en se fossilisant, sauf exception, sous forme de sectes n'existant que pour elles-mêmes, distillant une littérature pauvre et répétitive, exprimant une indéniable sclérose théorique.

Avec la période ouverte par Mai 1968, un certain regain s'est manifesté pour les organisations dites " ultra-gauches ". Si tous ces courants proviennent soit théoriquement soit organisationellement de la gauche communiste, ils ont la même particularité de se rattacher à ce courant de gauche communiste des années 20 que Lénine combattit comme " extrémisme de gauche ". Leur existence et leur développement (bien que limité) doivent donc être rattachés à ce passé lointain, où ils s'opposèrent à l'évolution politique du Komintern vers le stalinisme. Leur évolution n'a pas été seulement idéologique mais profondément marquée par toute la période qui s'étendit de 1927 à la seconde guerre mondiale.

_____

(1) Sur Damen, outre sa biographie dans le *Dizionario del movimento operaio italiano*, 1975, E.R., se reporter au numéro consacré à sa vie militante, à l'occasion de sa mort en octobre 1979 (*Battaglia comunista*, n° 14, oct. 1979).

(2) Dans *La Fabbrica*, de janvier l944, organe du PCI à Milan, on pouvait lire : " Et tandis que les meilleurs fils de notre terre, nos meilleurs communistes conduisent héroïquement - sur le front partisan à Gorizia, Udine, Lecco, San Martino, au Val d'Ossola et dans tant d'autres localités d'Italie - la guerre contre les Allemands et les fascistes, tandis que les ouvriers, les paysans, les intellectuels italiens versent leur sang dans la lutte contre l'envahisseur, les louches rédacteurs de *Prometeo* dégorgent leurs incongruités sous le titre " Le piège du partisianisme ". Selon eux le partisianisine antiallemand est une arme dont se sert la bourgeoisie pour aveugler l'ouvrier; selon les ouvriers doivent refuser de rejoindre les formations partisanes, doivent " déserter la guerre ".

L'article se terminait par un véritable appel au meurtre, qui se concrétisa en mars et juillet 1945 par l'assassinat de Mario Acquaviva et Fausto Atti : " L'action criminelle et infâme de ces sales individus doit être démasquée et dénoncée. Elle constitue une insulte et une trahison pour les héroïques

combattants. Ils doivent être mis en quarantaine, être traités comme espions et traîtres, comme agents de la Gestapo. Et leur presse doit être brûlée. ”

(3) Pour l’histoire de ces groupes consulter avec prudence : R. LURAGHI, *Il movimento operaio torinese durante la Resistanza*, 1958; S. Corvisieri, *Bandiera rossa nella Resistanza romana*, Roma, 1968.

(4) Sur ces mouvements, quelques éléments dans MONTALDI, op. cit.

(5) Dans la plate-forme de 1945, publiée en 1946, écrite par Bordiga, ce dernier restait très ambigu sur les mouvements de partisans : “ En ce qui concerne la lutte partisane et patriotique contre les Allemands et les fascistes, le Parti dénonce la manoeuvre de la bourgeoisie internationale et nationale. qui avec sa propagande pour renaissance d’un militarisme d’Etat officiel (propagande qu’elle sait vide de sens ” vise à dissoudre et à liquider les organisations volontaires de cette lutte qui dans beaucoup de pays ont été déjà attaquées par la répression année. ”

(6) Dans les “ documents et résolutions du IIe congrès mondial de la IV Internationale ”, Paris, 1948, *Quatrième internationale*, mars-mai 1948, on trouve un certain nombre d’éléments sur l’histoire du POC.

(7) La préface à la plate-forme rédigée par Bordiga, soulignait, en 1946 encore cette continuité :

“ ... si ce n’était pas l’émigration politique, laquelle a porté exclusivement tout le poids du travail de la Fraction de gauche, qui a eu l’initiative de la fondation du PC internationaliste en 1943, c’est pourtant sur les bases qu’elle a défendues de 1927 à la guerre que cette fondation s’est effectuée. ”

(9) Vercesi, pourtant dans une réunion publique tenue à Paris, le 6 octobre 1945, avait continué à défendre son point de vue “ antifasciste ”. Selon l’organe C.R. *Le Prolétaire*, Vercesi continuait à défendre la participation à la “ Coalizione ”, présentée comme limitée à l’assistance humanitaire, la culture et la dénonciation des fascistes ” (n° 5, juin 1946). Toujours selon *Le Prolétaire* (n° 4, mai 1946), Vercesi-Perrone aurait même avoué : “ J’ai pris l’initiative pour la formation du comité. ” L’attaque de Vercesi à la conférence de Turin contre l’antifascisme semble donc purement circonstancielle, sans conviction.

(10) On trouvera un compte rendu en français de la conférence dans une brochure de la " Gauche communiste internationale ", publiée en 1946.

(11) L'échange de lettres entre Damen et Bordiga, sur la question de l'impérialisme n° 1 " se trouve dans Onorato Damen, *Bordiga, validità e limiti d'una esperienza nella storia della sinistra italiana*, EPI, Milan, 1977.

(11) Les " thèses " de Damen présentées au Congrès de 1952 du PCInt ont été traduites par Véga (Albert Maso) et publiées dans *Socialisme ou barbarie*, n° 12, sept. 1952.

(12) cf. " L'évolution du capitalisme et la nouvelle perspective ", *Internationalisme*, n° 46, 1952, texte republié dans le *Bulletin d'étude et de discussion* n° 8, juillet 1974.

(13) La librairie " Vieille taupe " a republié en juin 1972 le n° 22 d'*Internationalisme* consacré à la grève de Renault.

(14) Cf. " Sur la nature et la fonction politique du parti du prolétariat ", *Internationalisme*, n° 38, octobre 1948, republié dans le *Bulletin d'étude et de discussion* n° 6, avril 1974. De même : " La nature de l'Etat et la révolution prolétarienne ", *Bulletin d'étude et de discussion* n° 1, janvier 1973. Toutes ces contributions sont de Marc Chirik.

(15) Cette conférence fut préparée par des " Bulletins d'information et de discussion internationales ", édités en français par le Communistenbond Spartacus, à partir de novembre 1947.

CONCLUSION

Au terme de leur lecture, il ne manquera certainement pas d'esprits sceptiques pour s'interroger sur le bien-fondé d'un travail consacré à la Gauche communiste italienne. Pourquoi tant de pages consacrées à un tout petit groupe d'immigrés italiens, totalement isolé, sans impact aucun sur la vie sociale ? Pourquoi ne pas avoir fait plutôt une "sérieuse" étude universitaire sur le PCI de Togliatti de 1926 à 1940 ? Comme futur parti gouvernemental, de "masses", il mériterait plus d'intérêt qu'une petite scission de gauche, "puriste", voire sectaire, utopiste. Faites plutôt de l'histoire "sociale", de la sociologie historique, en étudiant l'origine et la profession de groupes plus nombreux, mais ne vous lancez pas dans l'histoire politique d'un groupuscule révolutionnaire... Prolétariat, révolution mondiale, tout cela est passé de mode, et juste bon pour des romantiques attardés et poussiéreux...

Notre propos n'est pas et ne peut être de faire œuvre d'érudit ou de sociologue, en se dissimulant derrière le masque d'une science historique "neutre". L'histoire n'est pas "neutre"; elle est faite par de classes sociales qui lui impulsent une orientation propre. Ce sont les hommes... qui font leur propre histoire, comme le notait déjà Marx au siècle dernier. De l'action ou de l'inaction des couches sociales révolutionnaires dépend le sort de l'humanité, dans le sens d'un formidable progrès ou d'une terrible décadence. L'entrée du capitalisme mondial depuis 1914 dans sa phase de déclin définitif, avec son cortège de guerres mondiales, de crises permanentes, est un moment décisif - le plus important à l'échelle de l'histoire - dont l'enjeu est le sort même de l'humanité - socialisme ou barbarie. Révolution mondiale, balayant la cause de toutes les guerres mondiales ou locales : le capitalisme mondial, ou destruction de l'humanité dans un troisième holocauste.

Ce dilemme, la III^{e} Internationale, et à sa suite la Gauche communiste italienne, l'avaient condensé sous la formule "guerre ou révolution". Il a fallu le poids pesant d'une contre-révolution, balayant tout sur son passage au nom du "socialisme dans un seul pays", de "l'antifascisme", pour ensevelir dans l'oubli le souvenir de la plus puissante vague révolutionnaire qui a ébranlé le monde de 1917 à 1923. Au cours de cette période, de la Russie à l'Allemagne, de l'Italie à la Hongrie, le prolétariat a fait trembler

monde capitaliste. La révolution mondiale ne paraissait guère comme une "utopie", mais comme une question brûlante. Il n'y avait point encore de "théoriciens" ou de sociologues pour proclamer fièrement que le prolétariat était "intégré au système capitaliste", et que la révolution mondiale était un "mythe dangereux".

C'est la défaite de la révolution prolétarienne en Allemagne, où la social-démocratie a écrasé dans le sang toute insurrection ouvrière, la défaite du prolétariat russe écrasé par l'état capitaliste d'Etat stalinien qui ont laissé la place nette à la contre-révolution la plus impitoyable et la plus radicale de l'histoire. Les mythes capitalistes ont alors triomphé sur toute la ligne. Mythe du socialisme dans un seul pays et de la " construction du socialisme ". mythe de la défense de la démocratie et de l'antifascisme. Mythe de la guerre " "juste et patriotique" contre le fascisme, mythe de la Résistance. Mythe des luttes de libération nationale et du nationalisme "progressif".

Chaque étape marquait le triomphe de la contre révolution a été présentée comme une nouvelle victoire de la "révolution" et du "socialisme réel". Les 50 millions de morts de la Seconde Guerre mondiale comme le "juste" prix de la victoire de la "démocratie" d'Hiroshima contre le "fascisme" d'Auschwitz. Les cris hystériques de *"Viva la muerte"* poussés dans les deux camps impérialistes ont recouvert l'appel pathétique des quelques groupes d'ouvriers et d'intellectuels révolutionnaires qui appelaient à la fraternisation des ouvriers du monde entier, et non à leur massacre.

C'est dans une telle période, la plus démoralisante, la plus tragique de toute l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire que surgit la Gauche communiste italienne. Profondément liée à tout le mouvement révolutionnaire des année 20, tant en Italie qu'à l'échelle internationale, elle n'était point une "secte" au sens religieux ou politique du terme : faible numériquement, après 1926, elle était restée toujours liée au prolétariat par le biais de ses militants et surtout de ses positions internationalistes. Loin de faire passer au premier plan ses "intérêts" propres d'organisation - ce qui est le propre d'une secte - elle visait au contraire à une unité des forces révolutionnaires existantes ayant rompu avec les partis staliniens. Plus que tout, c'est le triomphe de la révolution prolétarienne mondiale, et non son existence comme groupe, qui lui importait. Elle n'était pas une "secte", non plus, en défendant les positions de la seule classe offrant une alternative à la barbarie croissante, aux guerres, à la crise générale du capitalisme : le prolétariat mondial.

Dans les années Trente, la Gauche communiste italienne avait dû faire le choix difficile de s'isoler des "masses" ouvrières gagnées idéologiquement par la contre-révolution, pour ne pas trahir le "futur" de la révolution mondiale. C'était la fidélité inconditionnelle à la cause prolétarienne, même si le prolétariat se détournait de la révolution. Loin de céder à l'immédiatisme et à l'activisme, qui emportèrent tant de groupes révolutionnaires dans le néant, elle a résisté de toutes ses forces au courant contraire. Elle ne travaillait pas au jour le jour, mais à long terme, afin que fut préservé tout l'acquis théorique de la vague révolutionnaire des années 20, du naufrage généralisé.

Une telle résistance pourrait surprendre ceux pour qui communisme et révolution sont de l'hébreu ou du sanscrit. Ils y verront sans doute un attachement nostalgique de quelques ouvriers et intellectuels poussiéreux au souvenir des événements révolutionnaires d'Italie entre 1917 et 1920. Il est vrai que les événements révolutionnaires de cette période ont galvanisé toute une génération de jeunes révolutionnaires qui fondèrent par la suite la Fraction italienne. La vague révolutionnaire d'après 1917 avait été leur véritable école théorique. La contre-révolution pouvait certes user les meilleurs, voire les pousser à la trahison, mais la puissance d'un mouvement prolétarien était telle que même après son écrasement, le prolétariat ne disparaissait pas de la scène de l'histoire. Les éléments qui s'en dégagent assurent un lien de permanence avec la conscience en évolution du prolétariat.

Lorsqu'on approfondit l'histoire de la Gauche communiste italienne (et aussi germano-hollandaise) on est stupéfait de constater que les militants restent dans leur majorité des révolutionnaires jusqu'à leur ultime vieillesse.

C'est que même en pleine contre-révolution la conscience de classe du prolétariat ne disparaît pas totalement. Il se dégage toujours des minorités révolutionnaires, si faibles soient-elles, pour tirer le bilan du passé et préparer les conditions de la victoire future. Cet effort permanent de minorités prolétariennes d'enrichir, de développer la théorie révolutionnaire, de soumettre les positions dépassées au feu de la critique n'est pas un effort vide et abstrait. Il est le signe éclatant que le prolétariat, même défait, continue de vivre et d'exister. Contrairement à ce qu'affirmait Vercesi pendant la guerre, le prolétariat ne disparaît pas comme classe exploitée, sa résistance à l'exploitation continue, même si elle est temporairement détournée de son issue révolutionnaire, les potentialités révolutionnaires subsistent, même si des conditions de défaite en rejettent

vers un lointain avenir la réalisation.

Croyance mystique dans la révolution future ? Millénarisme qui n'ose dire son nom? événements sociaux en 1968 en France, en 1969 en Italie, en 1970 en Pologne montrent pourtant que le prolétariat et la révolution ne sont pas des "mythes" du passé n'intéressant que quelques nostalgiques de l'imagerie révolutionnaire. Le mythe d'un prolétariat que les sociologues et historiens distingués croyaient avoir enterré et réduit à l'état d'icône inoffensive montre que les positions puristes de la Gauche communiste n'étaient pas et ne sont pas une simple "utopie" de quelques rêveurs impénitents. Le prolétariat international n'est pas un mythe mais aujourd'hui une réalité bien vivante qui inquiète toujours, même en l'absence de vagues d'agitation sociale, les dignes représentants du monde capitaliste tant à l'ouest qu'à l'Est, dans les feus pays de capitalisme d'Etat.

Non l'histoire de la Gauche communiste n'est pas "neutre" ; elle ne peut être réduite à une "science" historique inoffensive et au dessus de la mêlée. A l'heure où plane toujours sur le monde le danger d'une troisième guerre mondiale, ou d'une totale décomposition sociale et écologique, l'alternative proposée par la Gauche communiste : "guerre ou révolution", ou mieux " construction de la communauté humaine mondiale ou disparition dans la barbarie ", il y a plus de cinquante années reste toujours actuelle.

En rejetant tous les mythes développés par la plus grande contre-révolution de l'histoire, en restant fidèle à l'internationalisme, en critiquant impitoyablement les faiblesses, puis les trahisons conscientes, de l'Internationale communiste qui ont abouti à son rattachement complet au capitalisme d'Etat russe, la Gauche communiste italienne a accompli sa tâche. Si elle a dégénéré profondément après 1945 au point de se fossiliser complètement, son apport, ses enseignements théoriques dans *Prometeo*, *Bilan*, *Communisme*, *Octobre* restent encore vivants. Elle a accompli partiellement sa tâche, mais a constitué un important jalon, avec les gauches communiste allemande et hollandaise, sur le chemin qui peut encore mener l'humanité tout entière à son émancipation sociale, économique et spirituelle.

P. Bourrinet, mai 1998

BIBLIOGRAPHIE

(Mise à jour, décembre 1998)

Il n'existe pas à notre connaissance en Italie d'ouvrage d'ensemble sur l'histoire de la gauche communiste italienne de 1926 à la deuxième guerre mondiale. Cependant, depuis le début des années 1970, il a existé et continue à exister un intérêt pour le communisme de gauche italien, et les courants "ultragauches" en général en Europe. Des sources relativement abondantes comblent lentement, mais encore insuffisamment, nos lacunes.

SOURCES

ARCHIVES.

On dispose des archives militantes suivantes :

Ottorino PERRONE (VERCESI) a laissé des Archives (en fait les Archives d'Ersilio Ambrogi), dont des photocopies sont déposées à la BDIC de Nanterre. Adresse : 6, allée de l'Université, 92001 Nanterre cedex (France). E-mail : "Courrier.bdic@u-paris10.fr"

Amadeo PERRONE, fils d'Ottorino, a confié les Archives, revues, correspondance et livres de son père, avant sa disparition, à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Cf. le travail d'Anne MORELLI, mentionné plus bas. Anne Morelli a établi un catalogue de ces archives déposées à l'Institut de sociologie de Bruxelles (ULB), Belgique.

VAN HOEGARDEN (LE WITTE), membre de Ligue des communistes internationaliste, puis de la Fraction belge bordiguiste, a laissé lui aussi des archives, qui vont des années 30 aux années 70. Anne Morelli, sa légataire, les a confiées à l'Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles (1998).

(Adresse : ULB, Institut de sociologie, 44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles.)

Les archives de Piero CORRADI (Piero), membre de la Fraction italienne bordiguiste en France, puis de " Programme communiste " après la

deuxième guerre mondiale, se trouvent à la Bibliothèque de Follonica (Italie), mais sont difficilement consultables.

Les archives de Bruno FORTICHIARI, important dirigeant de la gauche bordiguiste dans les années 20, puis animateur du groupe *Iniziativa comunista*, dans les années 60-70, courent de 1943 à sa mort en 1981. Elles sont en voie de digitalisation (1999), grâce au travail de Simonetta Di Sieno.

Voir, pour la description de certaines de ces archives :

- Simonetta DI SIENO, *Catalogo dell'Archivio di Bruno Fortichiari*, 1998, slnd. Les archives de Fortichiari – essentiellement de 1943 à 1980, faute de récupérer le matériel d'avant la guerre trop dispersé – seront éditées sous forme de CD-ROM (1999-2000).

- Jacques DE COCK, Thierry DELPLANCQ, Charlotte GOËTZ, Anne MORELLI, Rosa TERRIZZI, *Inventaire du fonds Perrone. Le communisme 'bordiguiste' exilé en Belgique*, "Groupe d'histoire et de sociologie du communisme", Université libre de Bruxelles (ULB), slnd, 1994? Commandes : ULB, Bruxelles ; e-mail : "amorelli@ulb.ac.be"

- Anne METTEWIE-MORELLI, "Lettere e documenti di Ersilio Ambrogi", *Annali Feltrinelli*, 1977 (pages 173 à 191).

BIBLIOGRAPHIE

- Arturo PEREGALLI et Sandro SAGGIORO, *Amadeo Bordiga (1889-1970), Bibliografia*, Colibri, Milan, 1995 (adresse : Cooperativa Colibri, via san Michele del Carso, 4 – 20037 Paderno Dugnano (Mi); fax 02/99042815.). E-mail : colibri@altern.org .Cette excellente bibliographie contient une liste quasi exhaustive de tout ce qui concerne Bordiga.

TEXTES

A. - FORMATION DE LA GAUCHE COMMUNISTE ITALIENNE

Storia della sinistra comunista, T I, 1912 à 1919, (1964); T II, 1919 et 1920, (1972); T III, 1920 et 1921, (1986); T IV, 1921-1922 (1997), Edizioni *Il Programma comunista*. Choix d'articles de *l'Unità*, *Avanguardia*, *Avanti*,

Il Socialista, puis *Il Soviet* (Naples) après 1918. Certains textes (tome I) sont précédés d'une histoire, écrite par Bordiga, sur la naissance de la Fraction communiste abstentionniste (1919) jusqu'au congrès de Livourne où la Fraction communiste obtint la majorité des voix. Les autres tomes, qui contiennent de très nombreux textes de la tendance de Bordiga, donnent le point de vue officiel de la tendance "Programme communiste" *(Il Programma comunista).*

Une maison d'édition à Gênes, Graphos, malheureusement de plus en plus marquée par le " négationnisme ", et pour se trouver une couverture de " gauche " faisant oublier cette orientation suspecte, s'est proposée de publier les " œuvres complètes " de Bordiga :

Amadeo Bordiga Scritti 1911-1926 (Edizione Graphos Genova)

Tome I. DALLA GUERRA DI LIBIA AL CONGRESSO SOCIALISTA DI ANCONA 1911-1914, 1996, 568 p.

L'organizzazione dei giovani socialisti in Campania - Il nazionalismo, la democrazia giolittiana e l'impresa di Tripoli - Socialismo e antimilitarismo - La polemica con il gruppo sindacalista e i socialisti riformisti di Napoli - La nascita del circolo rivoluzionario Carlo Marx - Il congresso socialista di Reggio Emilia - La lotta contro la massoneria - Il congresso giovanile di Bologna - La polemica "anticulturista" con Tasca e Salvemini - La guerra nei Balcani e il congresso socialista internazionale di Basilea - I socialisti di Napoli e il decreto-catenaccio del 1913 - Lo sciopero dei metallurgici milanesi - Il "Soldo al soldato" - Il PSI e le elezioni politiche generali del 1913: la lotta elettorale a Napoli e a Roma - Il "blocco popolare" a Napoli - Democrazia e socialismo - Il congresso socialista di Ancona - La Settimana rossa e le elezioni amministrative a Napoli

Tome II. LA GUERRA, LA RIVOLUZIONE RUSSA E LA NUOVA INTERNAZIONALE 1914 - 1918, 1997.

La Seconda Internazionale e il PSI di fronte alla guerra mondiale - La battaglia del settimanale "Il Socialista" per la neutralità assoluta dell'Italia nel conflitto - L'interventismo democratico - Il voltafaccia di Mussolini, la sua espulsione dal partito e la fondazione del "Popolo d'Italia" - L'odissea dei volontari garibaldini in Francia - L'interventismo di sinistra e il mito della "guerra rivoluzionaria" - La campagna per l'amnistia ai condannati politici e alle vittime della reazione - Il convegno socialista di Bologna del maggio 1915 - Il socialismo rivoluzionario e la guerra - Il dibattito sulla pace e le prospettive del dopoguerra - Alla direzione del settimanale "L'Avanguardia" - La costituzione della frazione rivoluzionaria

intransigente - La rivoluzione russa, lo scioglimento dell'Assemblea Costituente e la pace di Brest-Litovsk - L'Unione Sindacale Italiana di fronte alla guerra e alla rivoluzione in Russia -Le caratteristiche della nuova Internazionale.

Le courant bordiguiste s'est exprimé à travers les organes suivants :

Il Soviet; décembre 1918-avril 1922 [reprint, section de Schio de *Il Programma comunista* (1989?)];
L'Ordine Nuovo; mai 1919 – avril 1925 ; reprint Feltrinelli ;
L'Unità; quotidien depuis août 1924 ;
Il Comunista; novembre 1920 – octobre 1922 ;
Rassegna comunista; 1921 – 1922 (reprint Feltrinelli) ;
Lo Stato operaio; Milan, 1923-1925 ;
Il Lavoratore di Trieste; février 1921 – juillet 1923 ;
Pagine rosse, 1923 ; bimensuel ;
Prometeo (Naples, 1924); reprint Partito comunista internazionale, Schio, juin 1990.
Il Sindacato rosso.

Ces journaux et revues sont consultables :

* Istituto Giangiacomo Feltrinelli, via Romagnosi, 3, Milan; e-mail : "fondfel@mclink.it"

* Internationaal Instituut voor sociaal Geschiedenis (IISG), 1019 AT Amsterdam, Cruquiusweg 31. E-mail : collection.info@iisg.nl

L'éditeur Feltrinelli de Milan a republié un certain nombre de ces revues comme *Rassegna comunista* et *Prometeo*, aussi bien que des documents comme : *Manifesti ed altri documenti politici (congresso di Livorno, 1921*); *II° Congresso, relazione del comitato centrale (congresso di Roma, 1922).*

Il existe en italien une compilation de textes de Bordiga choisis par un intellectuel du PCI (devenu depuis les années 90 PDS et Rifundazione comunista) :

Franco LIVORSI, *Bordiga, scritti scelti*, Ed. Riuniti, Milan, 1975.

La plupart des textes de la Gauche communiste italienne, datant de 1919-1926, ont été et sont régulièrement réédités par le courant bordiguiste actuel (*Programme Communiste*, *Il Programma comunista*), ou ses dissidents (*Il Partito comunista* et *Comunismo*, etc.) ou différents groupes non bordiguistes (*Invariance*, *(Dis)continuité*). Notamment :

En italien :

Dall' economia capitalistica al comunismo, conferenza tenuta a Milano il 2 Juglio 1921 (da Amadeo Bordiga), Ed. Comunismo, Naples, mai 1975.

Relazione del partito comunista d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, novembre 1922 (Iskra edizioni, Milan, April 1976).

En français :

" Sur le Parti communiste; Thèses, discours et résolutions de la Gauche communiste d'Italie (1917-1925.) " (*Le Fil du Temps*, octobre 1971);

Le principe démocratique (1922) (Editions *Programme communiste*);

Parti et Classe (idem);

Communisme et Fascisme (id.);

La question parlementaire dans l'Internationale communiste (id.);

La question agraire (1921), *Le Fil du Temps,* n° 2, 3 et 4, Paris, 1968-1969.

Pour comprendre les divergences théoriques entre Bordiga et Gramsci, avant 1922, on peut se référer au recueil de textes d'Alfonso LEONETTI, sur la question des conseils d'usine et des soviets :

Dibattito sui consigli di fabbrica (il dissenso teorico e strategico tra i due capi negli articoli di Soviet e di Ordine nuovo), Edizioni Savelli, Milan, 1973).

Les *Œuvres politiques* de Gramsci, sont éditées, traduites et présentées par Robert Paris (Gallimard, 1974, 1975, 1980). Voir aussi les *Cahiers de prison*, édités par Robert Paris (Gallimard, trois volumes). Ils permettent de comprendre l'évolution de Gramsci de l'ordinovisme au zinoviévisme.

Pour les enjeux de la question italienne dans le Komintern, voir : *Die Protokolle von der II, III, IV, V Weltkongresse der kommunistischen Internationale* (reprint, Karl Liebknecht Verlag, Erlangen, 1970);

"Résolution sur la question italienne"(IV^{e} Congrès du Comintern), in *Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, facsimilé Maspéro, Paris, 1969.

A partir de 1922, Bordiga marque plus nettement son opposition aux thèses officielles de l'IC. Nous renvoyons ici aux articles qu'il écrivit dans la presse du PCd'I, ainsi qu'aux "Protokolle" mentionnés ci-dessus. Les similitudes et les différences avec l'Opposition trotskyste, à peine naissante, peuvent être examinées

dans :

“la questione Trotskij ” (*l’Unità*, 4 juillet 1925);

“la politica dell’Internazionale ” (*l’Unità*, 15 octobre 1925).

Et surtout dans la dernière intervention de Bordiga au sein des instances suprêmes du Komintern, lors du VI[e] Exécutif élargi, où la rupture est consommée :

Protokoll der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17. Februar bis 15 März 1926, Hamburg, 1926. (Une traduction partielle des interventions de Bordiga a été faite par la revue *Programme communiste*, n[os] 69-70, Paris, mai 1976.)

L’isolement de la gauche communiste italienne qui ignore et/ou méconnaît les autres gauches communistes (KAPD, puis le groupe de Korsch autour de *Kommunistische Politik*) se comprend à travers les articles et lettre suivants de Bordiga:

“ Le tendenze della III Internazionale ” (*Il Soviet*, 23 mai 1920);

“ La situazione in Germania e il movimento comunista ” (*Il Soviet*, 11 juillet 1920).

(Les deux articles ci-dessus ont été traduits en français par la revue *Programme communiste* n° 58, avril 1973.)

“Lettre d’Amadeo Bordiga à Karl Korsch” (octobre 1926) (*Programme communiste*, n° 68, octobre-décembre 1975).

Concernant la lutte de la tendance de Bordiga dans le PC d’Italie et dans le Komintern voir l’important recueil de textes, en italien :

Il partito decapitato. La sostizione del gruppo dirigente del PC d’Italia (1923-1924), edizioni l’Internazionale, Milan, 1988;

La liquidazione della sinistra del PC d’Italia (1925), Edizioni l’Internazionale, Milan, 1991.

B. - FRACTION DE LA GAUCHE COMMUNISTE EN EXIL (1926-1939)

Bien qu’exilée, la gauche italienne a beaucoup publié. Si la plupart de ses

textes sont difficilement trouvables, les recueils se sont multipliés ces dernières années.

Dès 1926, la fraction de gauche se manifeste en France, au Congrès de Lyon (III^{e} Congrès du PCd'I) et au congrès de Lille du PCF :

Tesi per il III. congresso (in Difesa della continuité del programma comunista), Milano, 1970, ed. Programma comunista)

Plate-forme de la Gauche (projet de thèses présenté par un groupe de " gauchistes " (bordiguistes) à l'occasion du V^{e} Congrès du PCF) (1926).

Au sein de la gauche italienne, deux courants vont se définir, l'un se rattachant peu à peu à la gauche allemande, l'autre à la tradition "bordiguiste".

Le premier regroupé autour de Michelangelo Pappalardi à Lyon édite la revue *Réveil communiste* (en français), *Il Risveglio comunista* (en italien) en 1927-1929; puis *L'Ouvrier communiste* (organe mensuel des groupes ouvriers communistes) de 1929 à 1931, avant de disparaître. Il publiera :

Avant Thermidor. Révolution et contre-révolution dans la Russie des soviets. Plate-forme de gauche dans le parti bolchevique (Sapronow, Smirnow, Obhorin, Kalin), 1928.

Réponse à Lénine, de Herman Gorter (1920), édition aux soins d'André Prudhommeaux, 1930.

Le second se forme au congrès de Pantin en 1928, autour de militants italiens exilés en France et en Belgique, dont le militant le plus en vue est Ottorino Perrone (1897-1957), qui fondent la Fraction de gauche du PCd'I, qui durera jusqu'en 1943, date de fondation en Italie du Partito comunista internazionalista. Elle publia :

- *Prometeo* (de mai 1933 à avril 1938), bimensuel, n^{os} 1 à 153,
- *Bilan* (novembre 1933-janvier 1938), n^{os} 1 à 46;
- *Octobre*, organe mensuel du Bureau des fractions de la Gauche communiste), n° 1 à 5 (février 1938-août 1939).

La Fraction belge de la gauche communiste, qui quitte en 1937 la Ligue des communistes internationalistes (LCI) publie:

♦ *Communisme* (février 1937-août 1939), Bruxelles, n° 1 à 29 (ronéotypé).

Un bulletin de discussion en langue italienne paraîtra en 1938, sous le titre :
♦ *Il Seme comunista*, n° 1 à 5, "sotto la responsabilità della C.E.".

En français, la production de bulletins intérieurs est plus riche :
♦ *Bulletin d'information de la Fraction de la Gauche italienne* (publié sous la responsabilité de la Commission exécutive), 1931-1933, au moins 10 bulletins.

Par ailleurs, la fraction publia aussi quelques textes dans le *Bulletin international de l'Opposition de gauche* (1930-1931).

Au cours de ces années décisives, paraîtra dans le sillage de la fraction un bulletin se réclamant de Bordiga :
♦*Pour la Renaissance communiste*, 1933, bulletin publié à Paris, sous la responsabilité des camarades Mathieu et Gandi, militants de la Gauche communiste italienne.

Ces revues, dispersées souvent, peuvent être consultées à Amsterdam, Follonica et Milan; on trouvera sous forme de photocopies *Bilan* et *Communisme* à la BDIC de Nanterre. Signalons la réédition de textes des courants de la Gauche communiste italienne par la revue française *(Dis)Continuité* :

Textes du mouvement ouvrier révolutionnaire 1; mai 1996, 294 p. (textes de *Le Réveil communiste, L'Ouvrier communiste, Bilan*).

Textes du mouvement ouvrier révolutionnaire 2; juin 1996, 344 p. (textes de *Bilan, Octobre, Communisme, Prometeo,...*)

La fraction italienne de 1930 à 1939 a nourri son existence de confrontations avec des groupes situés à la gauche du trotskysme :

L'Union communiste (1933-1939), groupe sorti de la Ligue communiste, publia jusqu'en juillet 1939, 43 numéros de son mensuel *L'Internationale*. Son principal animateur Gaston Davoust, a republié en 1979 un recueil d'articles de cette revue, sous le nom de Henri CHAZE, *Chronique de la révolution espagnole, Union communiste (1933-1939*), Paris, 1977, " Cahiers Spartacus ".

La Ligue des communistes internationalistes, sortie du trotskysme vers

1930, publie un *Bulletin* jusqu'à la guerre. De ce groupe (autour de HENNAUT), sortira en février 37, lors des événements d'Espagne; sa minorité, après la scission de 1937, publie *Communisme*, organe de la fraction belge. On trouvera quelques-uns de ces textes dans le recueil de Jean Barrot (Gilles Dauvé). Les archives de Hennaut, avec les publications de la LCI, sont consultables à l'Institut de sociologie de Bruxelles.

La Fraction italienne n'a pratiquement pas eu de contacts avec la Gauche hollandaise (GIC, groupe des communistes internationaux), bien que la LCI ait eu des rapports plus étroits avec le groupe *Living Marxism* de Paul Mattick aux USA. Pour avoir une vue rapide des positions de ces groupes : *La contre-révolution bureaucratique* (coll. 10/18, Paris, 1973).

En 1937, un groupe mexicain, partageant les positions de *Bilan* sur la guerre d'Espagne, entrera en contact avec la fraction. Ce groupe, Grupo de trabajadores marxistas, édita de 1938 à 1940 la revue théorique *Comunismo*. Certains textes ont été traduits par *l'Internationale* en 1938, puis quelques décennies plus tard par la *Revue internationale*, organe du CCI, en français, n° 10 (n^{os} 19 et 20 (oct. et déc. 79).

On trouvera des reprints d'articles de *Bilan*, en particulier ceux d'Ottorino Perrone :

"Articoli di O. PERRONE, rivista *Bilan*, 1933-1938 "(choix de sept articles), *Prometeo* , Milan, mars 1958.

Un recueil d'articles de Perrone sur la question de la période de transition du capitalisme au communisme existe en traduction italienne :

Rivoluzione e reazione (lo stato tardo-capitalistico nell'analisi della sinistra comunista), Università deglis studi di Messina, Giuffrè editore, Milan, 1983. Introduction de Dino ERBA et Arturo PEREGALLI.

C. – LA GAUCHE COMMUNISTE ITALIENNE DE 1940 A 1952

La guerre, la clandestinité réduisent les forces de la fraction italienne en France et Belgique. Elle publia néanmoins à partir de 1943 huit numéros d'un *Bulletin international de discussion*. Le "Noyau français" de la Gauche communiste, qui prend le nom de Fraction française de la gauche communiste, ou Gauche communiste de France, publie à partir de mai 1945 et jusqu'en 1952 la revue mensuelle *Internationalisme*, et en 1945 un

journal imprimé : *L'Etincelle*. On trouvera nombre de textes de cette tendance dans :
Marc Laverne [Marc Chirik] et la Gauche communiste de France, tome I, 1920-1970. Textes choisis, présentés et rassemblés par Pierre HEMPEL, Montrouge, 1993 ; hors-commerce. De nombreux textes de *l'Etincelle* et d'*Internationalisme.*

La minorité de ce groupe, qui rejoint en 1945 le nouveau Partito comunista internazionalista, publie *L'Etincelle* en 1946, puis *l'Internationaliste* jusqu'en mars 1949. Elle prit le nom de Fraction française de la Gauche communiste internationale (F.F.G.C.I.).

La Fraction belge de la Gauche communiste internationale (FBGCI), de la même tendance, publie jusqu'en 1949 *l'Internationaliste*.
L'American Fraction – Left Communist International Current, aux USA, à l'instigation de David Atkins, à New York, publie un *International Bulletin*, puis *The Internationalist*, jusqu'en 1950.

En 1943, se forma le PC internationaliste, à Turin, et en Lombardie, autour d'Onorato Damen. Il publia *Prometeo* clandestinement, sous forme de journal, puis en 1945 sous forme de revue imprimée, puis à la fin de la guerre *Battaglia comunista* (à Milan), *L'eco dei Comunisti* (Crémone et Mantoue), *L'Internazionale comunista* (à Catanzaro). On trouvera les principaux textes de sa fondation dans :
- *L'imperialismo e la guerra* (Ed. Prometeo, Milano);
- *Schema di programma del PCInt* (1944);
- *Piattaforma* (1945).
(Sur cette période, on trouvera des éléments d'histoire dans *Le compte rendu de la première conférence nationale du parti communiste internationaliste d'Italie*, brochure, 1946. Plusieurs rééditions en italien du *Resoconto del Primo congresso del Partito comunista internazionalista* (Firenze, 6-9 maggio 1948.)

(Reprint de *Prometeo* clandestin, organe du Partito comunista internazionalista, 1943-1945, Edizioni Elf Biella, Casella postale 292, Biella (Italie), 1995. Préface de Roberto GREMMO.)

Pour la scission de 1952 entre d'une part Damen, Bottaioli, Stefanini et Lecci, et Bordiga, Perrone et Maffi, de l'autre, voir textes :

Bolletino per la preparazione del II° Congresso del Partito comunista internazionale, 1952.

" La scissione internazionalista del 1952. Documenti ", *Quaderni di Battaglia comunista* 3, Edizioni Prometo, Milan, octobre 1992.

D. – LE COURANT "BORDIGUISTE" APRES 1952

Pour une liste exhaustive de textes, revues, références, particulièrement en italien, concernant Bordiga, nous renvoyons au travail de Sandro SAGGIORO et Arturo PEREGALLI, mentionné plus haut.

En France, *Invariance* a traduit et publié de 1968 à 1996 nombre de textes écrits par Bordiga (de 1912 à 1970), notamment les articles de la série "Sul filo del tempo" *(Au fil du temps)*, publiée anonymement par *Il Programma comunista*, dans les années 1950.

Il existe une nouvelle revue dont les animateurs se sont séparés d'*Invariance* de Jacques Camatte, qui a repris le titre (série V). Il s'agit de la revue *(Dis)Continuité.*

En français :

Revue *(Dis)continuité*, 1998 :

Bordiga, *Sul filo del tempo* (1952).
Bordiga, *Textes sur la conquête spatiale*, 1957-1967.

Bordiga : textes d'avant 1914 (ainsi que quelques textes extraits de l'Histoire de la Gauche communiste *(Storia della Sinistra comunista)* (1912-1919).

Bordiga, *Textes*, 1915-1966.

Bordiga, *Sul filo del tempo*, 1953.

(Les 6 numéros contiennent une introduction de François Bochet.)

Invariance :

Bordiga, *Sul filo del tempo*, 1949 (1), avril 1992, 104 p.

Bordiga, *Sul filo del tempo*, 1949 (2), juin 1992, 96 p.

Bordiga, *Sul filo del tempo*, 1950 (1), mars 1993, l06 p.
Bordiga, *Sul filo del tempo*, 1950 (2), mars 1993, 97 p.
Bordiga, *Sul filo del tempo*, 1951 (1), septembre 1994, l20 p.

Bordiga, *Sul filo del tempo*, 1951 (2), novembre 1994, l27 p.

Œuvres d'Ottorino Perrone, août 1993, 157 p. (Il s'agit principalement du texte "Parti-Internationale- Etat" de Perrone, parus dans *Bilan*.)

Bordiga, *Textes, 1912-1969*; juin 1994, 293 p.

Bordiga, *Textes, 1913-1965*; juin 1995, 419 p.

(Présentation “Prolétariat, philosophie et Nature (suite) ou en guise d’introduction” de François Bochet.)

Textes du mouvement ouvrier révolutionnaire 4; oct. 1996, 260 p.(textes de Rühle, Pannekoek, Bordiga, Camatte. (Ces quatre derniers numéros sont précédés d’une introduction: “Pensée, révolution réaction et catastrophe” de F. Bochet.)

D’Ottorino Perrone, après 1945, textes et témoignages :

Ottorino PERRONE, *La tattica del Comintern (1926-1940)*, introduction et notes de Bruno BONGIOVANNI, Edizioni sociali, Venise, 1976.

Pour la tendance léniniste intégrale, qui émerge dans les années 60 autour d’*Azione comunista*, puis de *Lotta comunista*, animée par Arrigo Cervetto, en s’appuyant sur Lénine et Bordiga, voir :

Arrigo CERVETTO, *Luttes de classe et parti révolutionnaire*, Editions science marxiste, Paris, 1998.

On ajoutera le recueil de textes en italien de Bruno Fortichiari, qui après être sorti du PC en 1956, prêchera un retour aux 10 points de Livourne :

Bruno FORTICHIARI, *Antologia di scritti, a cura di* Iniziativa comunista, Milano, tip. Rozzano, 1992.

Etudes

A. - 1912-1926

Avant la naissance du Parti communiste d’Italie :

Z. CIUFFOLETTI, M. DEGL’INNOCENTI, G. SABBATUCCI, *Storia del PSI; 1. Le Origini e l’età giolittiana*, Editori Laterza, Roma-Bari, 1992.

Leo VALIANI, *Il Partito Socialista Italiano nel periodo della Neutralità 1914-1915*, Feltrinelli, Milan, 1963.

Sur Mussolini, “socialiste révolutionnaire” avant 1914 :

Renzo DE FELICE, *Mussolini il rivoluzionario 1883-1920*, Einaudi Tascabili, Turin, 1995.

Sur la naissance des Fractions communistes :

Michele FATICA, *Origini del fascismo e del comunismo a Napoli (1911-1915)*, Florence, 1971.

Mirella MINGARDO, *Mussolini, Turati e Fortichiari. La formazione della sinistra socialista a Milano 1912-1918*, Graphos Storia, Genova, 1992.

Hisoire et structure du mouvement communiste au temps de Bordiga :

Storia della sinistra comunista (cette histoire va jusqu'en 1922 seulement), 4 volumes, 1966-1997; point de vue bordiguiste officiel de "Programma comunista".

Paolo SPRIANO, *Storia del partito comunista italiano*, Tome I, *Da Bordiga a Gramsci*, Turin, 1967. (Ecrit par un historien, membre du PCI).

Bruno FORTICHIARI, *Comunismo e revisionismo in Italia. Testimonianza di un militante rivoluzionario* (a cura di Luigi CORTESI), Tennerello editore, Turin, 1978.

Giovanni SOMAI, in *Movimento operaio e socialista*, n° 4, oct.-déc. 1979, "Il tentativo frazionista nel Partito comunista d'Italia: Il Comitato d'Intesa e il ruolo di Amadeo Bordiga".

Giovanni SOMAI, *Storia contemporanea*, n° 4-5, oct. 1980, "La formazione del gruppo dirigente di 'centro' e il ruolo di Bordiga. Carteggio 1923".

Massimo ILARDI and Aris ACCORNERO (sous la direction de), *Il Partito comunista italiano. – Struttura e storia dell'organizzazione 1921/1979*; Femtrinelli, Milan, 1982.

Sur Bordiga :

Andreina DE CLEMENTI, *Amadeo Bordiga* (Einaudi, Turin,1971).

Bruna TESO, *Bordiga* (mémoire de maîtrise, 1972, Paris I-Sorbonne).

Franco LIVORSI, *Amadeo Bordiga*, Ed. Riuniti,1976 (Etude d'un membre de l'ex-PCI, fort documentée, qui va jusqu'à la mort de Bordiga en 1970).

Agustin GUILLAMON IBORRA, *Militancia y pensamiento político de Amadeo Bordiga de 1910 a 1930. Orígenes, formación y disidencia del bordiguismo en el seno del Partido Comunista de Italia*, tesis de licenciatura, Barcelona, 1987.

L. AGNELLO, article " Bordiga ", in *Dizionario biografico degli Italiani*, tome 34, 1988, Rome, p . 487-495.

Agustin GUILLAMON, "Chronologia de Bordiga", revue *Balance*,

Barcelone, n° 4, novembre 1995.

Le point de vue du Parti communiste international (“bordiguiste”) est défendu dans *Programme communiste*, n^{os} 71, 72 et 74 : “Gramsci, l’Ordine nuovo et Il Soviet”; n^{os} 50 à 56 : “En mémoire d’Amadeo Bordiga”; n° 68 : “La Gauche communiste d’Italie face au débat dans le parti russe”.

On se reportera aussi au journal *Il Partito comunista* (depuis 1975) et à la revue *Comunismo* (depuis 1979), organes d’un groupe bordiguiste dissident, implanté surtout à Florence. Idéologiquement, ce courant ne se distingue guère de celui représenté par *Il Programma comunista* de Bruno Maffi.

On peut ajouter le témoignage critique d’Onorato Damen, autre fondateur du PCd’I, puis du PCInt en 1943, avant sa scission d’avec Bordiga en 1952 :

Onorato DAMEN, *Bordiga, validità e limiti di una esperienza nella storia della sinistra italiana*, EPI, Milan, 1977.

Pour les relations politiques entre Bordiga et Gramsci :

Arturo PEREGALLI, *Il comunismo di sinistra e Gramsci*, Dedalo libri, Bari, 1978.

Giovanni SOMAI, *Gramsci a Vienna. Ricerche e documenti 1922-1924*, “Studi storici”, Argalia Editore, Urbino, 1979.

Onorato DAMEN, *Gramsci tra marxismo e idealismo. L’analisi di un esponente della prima opposizione allo stalinismo*, edizioni Prometeo, Milan, 1988.

Christian RIECHERS, *Gramsci e le ideologie del suo tempo*, Graphos Storia, Genova, 1993.

Pour les rapports entre Korsch et Bordiga, voir :

Christian RIECHERS, “Kommentar zu Bordigas Brief”, *Jahrbuch* 1, “Über Karl Korsch”, Fischer Taschenbuch Verlag, 1973.

Danilo MONTALDI, *Korsch e i comunisti italiani* (Savelli, Milan,1975).

Giovanni SOMAI, *Storia Contemporanea* n° 2, April 1979, “La mancata ‘venuta’ di Bordiga a Mosca. Il preludio della questione russa dell’otttobre 1926”.

B - DE 1926 JUSQU’A LA GUERRE

Les études sur l’histoire de la fraction sont rarissimes. Une brève mise au

point, par S. (Sandro SAGGIORO) : “Notes pour une histoire de la gauche communiste; la fraction italienne, 1926-1939” est parue dans la *Revue internationale*, n° 9, mars 1977).

Sur l’activité de Vercesi pendant cette période, cf. ses archives (BDIC) et la notice nécrologique de *Programme communiste*, n° l (1957).

Pour l’activité de Damen emprisonné en Italie ou relegué, nous renvoyons au numéro spécial de *Battaglia comunista*, n° 14, oct. 1979, qui lui est consacré après sa mort.

Sur le “sommeil” politique de Bordiga entre 1930 et 1943 :

Arturo PEREGALLI et Sandro SAGGIORO, *Amadeo Bordiga. Gli anni oscuri (1926-1945)*, “Quaderni Pietro Tresso”, Florence, 1997. Deuxième édition, reliée : *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945*), Edizioni Colibri, Milan, novembre 1998.

Sur l’activité de Vercesi durant cette période, cf. ses Archives (BDIC et ULB) et sa nécrologie dans *Programme communiste*, n° 1 (1957), écrite par Bordiga. Voir aussi :

Anne MORELLI, “Le bordighisme en exil autour d’Ottorino Perrone”, Actes du Colloque sur le Komintern, Centenaire de Jules Humbert-Droz, La Chaux-de-Fonds (Suisse), 1992.

Sur l’itinéraire politique de Virgilio Verdaro :

Pasquale GENASCI and Bruno STOPPA, *Virgilio Verdaro (1885-1960), il comunista eretico e il socialista controcorrente, il militante internazionalista e il balernitano*, Fondazione Pellegrini-Canevascini, Lugano, 1988.

Se référer aussi aux études générales sur l’immigration italienne en France et en Belgique :

Francis VALENTI, *Le PCF et les immigrés italiens de 1923 à 1932*, mémoire de maîtrise, Paris-I, 1983.

L’Italia in esilio. L’emigrazione italiana in Francia tra le due guerre; Presidenza del Consiglio dei ministri, Archivio centrale dello Stato, Roma, 1984.

Anne MORELLI, *Fascismo e antifascismo nell’emigrazione italiana in Belgio (1922-1940)*, Bonacci editore, Rome, 1987.

Simonetta TOMBACCINI, *Storia dei fuorusciti italiani in Francia*, Mursia

editore, Milan, 1988.

Pierre MILZA et alii, *L'immigration italienne en France dans les années 20*. Acte du colloque franco-italien, Paris 15-17 octobre 1987, Editions du CEDEI, Paris, 1988.

Quelques documents et études concernent les rapports conflictuels entre trotskysme et bordiguisme :

Lev TROTSKY, *Scritti sull'Italia*, " Controcorente ", Rome, 1979. Textes choisis et présentés par Antonella MARAZZI.

Michel ROGER, *Histoire de la gauche italienne dans l'émigration 1926-1945*, Paris VIII, 1981. (Une partie de cette thèse a été publiée anonymement par le Courant communiste international (CCI) : *La Gauche communiste d'Italie (complément). Rapports entre la Fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale 1929-1933*, CCI, Paris-Bruxelles, mai 1988.)

Giovanni SOMAI, in *Storia Contemporanea* n° 1, février 1982, "Sul rapporto tra Trockij, Gramsci e Bordiga (1922-1926)".

Paolo CASCIOLA, *Pietro Tresso militante trotskysta (1930-1944)*, Centro Studi Pietro Tresso, Foligno, 1985.

Paolo CASCIOLA, *Appunti di storia del trotskismo italiano (1930-1945)*, Centro studi Pietro Tresso, Foligno, mai 1986.

Hans SCHAFRANEK, *Das kurze Leben des Kurt Kandau. Ein österreichischer Kommunist als Opfer der stalinistischen Geheimpolizei*, Verlag für Gesellschaftskritik, Wien, 1988.

(VVAA), *Revolutionary History*, Volume 5, n° 4, printemps 1995, "Through Fascism, War and Revolution: Trotskyism and Left Communism in Italy"; "Socialist Platform", London.

Sur la scission dans la Fraction italienne, engendrée par la question espagnole (1936), cf.:

Agustin GUILLAMÓN IBORRA, *Balance* n° 1, Barcelona, novembre 1993, "Los bordiguistas en la guerra civil española".

Fausto BUCCI, Rossano QUIRICONI and Claudio CARBONCINI, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato. Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra – Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997.

Pour l'activité de Damen emprisonné en Italie ou relégué, nous renvoyons au numéro spécial de *Battaglia comunista*, n° 14, oct. 1979, qui lui est consacré après sa mort.

Le témoignage politique d'un ancien militant de *Bilan*, Marc Chirik, se trouve dans la *Revue Internationale*, préface aux articles sur l'Espagne (op. cit.).

Le bilan de l'activité de la Fraction donnera lieu à des polémiques ou à des mises au point au lendemain de la guerre. Nous renvoyons aux articles d'*Internationalisme* n° 7, "Résolution sur le cas Vercesi"; n° 8, "Lettre de la GCF à la fraction belge"; n° 10, "Lettre à tous les groupes de la Gauche communiste internationale". Tous ces articles datent de l948.

Pour comprendre le cadre de la renaissance du courant bordiguiste en Italie après 1943, on peut consulter la thèse de :

Serge LAMBERT, *Tradition révolutionnaire et 'nouveau parti' communiste en Italie (1942-1945)*, doctorat nouveau régime, 1985, Institut d'Etudes Politiques, Grenoble.

Pour apprécier l'activité du PCInt et de Bordiga après 1944, ainsi que leur attitude à l'égard du mouvement des partisans, on trouvera de nombreux éléments dans les ouvrages ou articles ci-dessous :

Roberto GREMMO, in *Storia ribelle* 3, automne 1996, Edizioni ELF, Biella, "Bordiga a Roma nel 1944 rifuitò i soldi degli agenti segreti americani e resinse le proposte politiche dei Socialisti".

Roberto GREMMO, *L'ultima resistenza. Le ribellioni partigiane in Piemonte dopo la nascista della Repubblica (1946-1947)*, Edizioni ELF, Biella, 1995.

Roberto GREMMO, *I comunisti di Bandiera Rossa. L'opposizione rivoluzionaria del 'Movimento Comunista d'Italia" (1944-1947)*, Edizioni ELF, Biella, 1996.

Arturo PEREGALLI, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra 1943-1945*, Graphos Storia, Genova, 1991.

Arturo PEREGALLI, " L'Opposition en Italie pendant la Résistance ", *Cahiers Léon Trotsky*, novembre 1998 ; p. 61-100.

Voir le travail du groupe *Prometeo*, en Italie (BIPR, Bureau international pour un parti révolutionnaire) :

Prometeo 8, décembre 1994, "Il PCInt e i partigiani italiani dopo la caduta di Mussolini".

Quaderni di Battaglia comunista 6, “Il processo di formazione e la nascita del Partito comunista internazionalista”, edizioni Prometeo, Milan, décembre 1993.

Quaderni di Battaglia comunista 7, “Lo scontro degli internazionalisti con lo stalinismo e le sue vittime”, Edizioni Prometeo, Milan, mars 1995.

C. – DE L’APRES-GUERRE A NOS JOURS

Pour le cadre général de l’opposition à la gauche officielle, voir :

Giorgio GALLI, *La sinistra italiana nel dopoguerra*, Milan, 1978.

Sur l’évolution politique et théorique de la Gauche communiste italienne jusqu’en et après 1952, date de la rupture entre la tendance de Damen et celle de Bordiga-Perrone-Maffi, cf. :

Danilo MONTALDI, *Saggio sulla politica comunista in Italia (1919-1970)*, Quaderni piacentini, 1976;

Danilo MONTALDI, *Milano com’è*, Feltrinelli, 1962, p. 215-232.

Danilo MONTALDI, *Bisogna sognare. Scritti 1952-1975*, Colibri, Milan, 1994.

Liliana GRILLI, *Amadeo Bordiga: capitalismo sovietico e comunismo*, La Pietra, Milan, 1982.

On consultera donc essentiellement les collections de *Prometeo* et *Battaglia comunista* jusqu’en 1952, ainsi que le livre d’Onorato Damen (op. cit.) :

Un chiarimento. Fra le ombre del bordighismo e dei suoi epigoni, Edizioni Prometeo, Milan, novembre 1997. Et :

Quaderni di Battaglia comunista 3, “La scissione internazionalista del 1952. Documenti”, edizioni Prometeo, Milan, octobre 1992. Cité plus haut ; introduction donnant le cadre historique de la scission.

Invariance (ancienne série, 1968-1971) a publié beaucoup de textes de cette période, du numéro 1 au numéro 10. On lira particulièrement dans le n° 9 : “La gauche communiste d’Italie et le parti communiste international”, par un ancien militant du P.C.I. (*Programme communiste*), Jacques Camatte. Voir :

“Dialogue avec Bordiga”, *Invariance*, novembre 1975.

Sur Bruno FORTICHIARI :

Celso BELTRAMI et Junio Valerio MAGGIANI, “Vita e idee di Bruno Fortichiari. La figura e l’opera del militante rivoluzionario nel corso dei diversi momenti del suo cammino politico biografico”, Reggio Emilia, *Ricerche Storiche*, anno XXIX, n° 76, avril 1995.

Notices biographiques concernant Bruno FORTICHIARI, Onorato DAMEN et Bruno MAFFI in:

Dizionario del Movimento operaio italiano, Ed. Riuniti, Rome, 1975, par ANDREUCCI et DETTI.

REVUES ET ADRESSES DES GROUPES SE RECLAMANT DE LA “ SINISTRA COMUNISTA ITALIANA ”

Parti Communiste International (PCI)

Il existe plusieurs groupes se dénommant “ Parti communiste international ”. Au fil des scissions, se sont constitués des micro-groupes, d’existence souvent météorique, et qu’il est difficile de recenser.

Partito Comunista Internazionale (scissions de 1982; issus du PCI bordiguiste officiel)

Il Comunista : “ Il Comunista ”, C.P.10835, 20110 Milano (Italie). Existe depuis 1985.

Le Prolétaire (n° 1, juillet 1963) et *Programme communiste* (n° 1, octobre 1957) : Editions Programme, 3 rue Basse-Combalot; 69007 Lyon (France).

El Programa comunista : “ Il Comunista ”, C.P.10835, 20110 Milano (Italie).

Partito Comunista Internazionale (scission de “ Il Programma comunista ”, 1974)

Il Partito comunista (n° 1, septembre 1974) et *Comunismo* (depuis janvier 1979) : Edizioni “ Il Partito comunista ”, C.P. 1157, 50100 Firenze (Italie).

La Gauche communiste (n° 1, 1981) : Editions " Le Parti communiste ", B.P. 21, 75462 Paris Cedex 10 (France).

The Communist Left : I.C.P. Editions, B.P. 52 Liverpool L69 7AL (Grande-Bretagne).

La Izquierda comunista : Ediciones I.C. Apartado de Correos 23030, 28080 Madrid (Espagne).

Partito Comunista Internazionale (PCI bordiguiste " officiel "; tendance de Maffi)

Il Programma comunista (n° 1, octobre 1952) : Ed. " Il Programma comunista ", C.P. 962, 20100 Milano (Italie).

Cahiers internationalistes (depuis le printemps 1992) : Editions IPC, B.P.211, 75865 Paris Cedex 18 (France).

Internationalist Papers (1992 ?) : Ed. " Il Programma comunista ", C.P. 962, 20100 Milano (Italie).

Autres " PCI " (groupes issus de " Il Programma comunista ", depuis 1982)

Partito comunista internazionale (Bolletino) (n° 1, août 1987) : Casella postale n° 44, 36035 Marano Vicentino [Vicenza] (Italie).

Quaderni internazionalisti (n° 1, avril 1985) et *Lettere ai compagni* : " Quaderni Internazionalisti ", via Massena, 50/a, 10128 Torino (Italie).

Les cahiers du marxisme vivant (n° 1, juin 1991) : BP n° 93, 83140 Six-Fours-les-Plages (France).

Kommunistische Politik

Groupe proche de " Il partito comunista " de Florence. Adresse : KomPol Verlag, Postfach 3041, 72720 Reutlingen (Allemagne)

Adresse Internet de Kommunistische Politik qui fait office de lien entre les différents Partis communistes internationaux :

http://www.geocities.com/CapitolHill/Lobby/7099/
http://www.sinistra.net/library/
e-mail : webmaster@sinistra.net"

Nombreux textes des différents PCI bordiguistes ; textes de Bordiga d'après 1945.

TENDANCE BIPR (Bureau international pour le parti révolutionnaire)

Le BIPR, créé officiellement en 1984, représente la tendance de Damen, qui se créa en 1952, après la scission d'avec la tendance Bordiga-Maffi-Perrone.

Adresses Internet du BIPR et de ses composantes :

http://www.geocities.com/~italianleft/
http://www.ibrp.org/
e-mail : batcom@ibrp.org

Nombreux textes du Partito comunista internazionale (PCInt), de Bordiga, et de la CWO.

Adresses postales :

- Communist Workers' Organisation (CWO) : PO Box 338, Sheffield S3 9YX (Grande-Bretagne) :

Workers' Voice, journal mensuel ; existe depuis 1972 ; organe de la CWO depuis 1975.
Revolutionary Perspectives, revue trimestrielle depuis 1975.

- II Partito Comunista Internazionalista (PCInt) : casella postale 1753, 20101 Milano (Italie) :

Battaglia comunista, journal mensuel du Partito Comunista

Internazionalista, fondé en 1945.
Prometeo, " ricerche e battaglie della rivoluzione socialista ", revue semestrielle (juin et décembre), fondée en 1946.

- *Internationalist Notes* : Los Angeles Workers Voice, Box 57483, Los Angeles, CA 90057 (USA). Organisation formée en 1997.

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL (CCI)

Ce courant, créé en 1975, et issu du groupe *Révolution internationale* (France), après quelques sympathies pour la Gauche communiste allemande, est aujourd'hui proche du " léninisme " et du " bordiguisme ", dont il se réclame plus ou moins clairement.

Acción Proletaria, Apartado de Correos 258, 46080 Valencia, Spain - Espagne
Internacionalismo, Apartado Postal 20674, San Martin, Caracas 1020A, Venezuela
Internationalism, Post Office Box 288, New York, NY 10018-0288, USA
Internationalisme, BP 1134 Bruxelles, 1000 Bruxelles, Belgium -Belgique
Révolution Internationale, RI Mail Boxes 153; 105, rue Damrémont, France
Rivoluzione Internazionale, CP 469, 80100 Napoli, Italy - Italie
Weltrevolution (Deutschland), Postfach 410308, 50863 Köln, Germany - Allemagne
Weltrevolution (Schweiz), Postfach 2216, 8026 Zürich, Switzerland - Suisse
Wereldrevolutie, Postbus 11549, 1001 GM Amsterdam, Netherlands - Pays-Bas
World Revolution, BM Box 869, London WC1N 3XX, Great Britain - Grande-Bretagne
Revolución Mundial (Mexico), Apartado Postal 15-024, C.P, C.P 02600, Mexico Distrito Federal, Mexique
Communist Internationalist, POB 25, NIT, Faridabad, 121001, Haryana, India - Inde
Internationell Revolution, Box 21 106, 100 31 Stockholm, Sweden - Suède

P. Bourrinet.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

ACQUAVIVA (Mario) : né en 1900 à Acquapendente (Viterbo), installé très jeune à Asti. En 1921, il adhère à la Fédération de la jeunesse sssscommuniste. Il se retrouve à la tête de la Fédération d'Asti du PCd'I. Il est arrêté en 1926 par le gouvernement fasciste et condamné à huit années de détention par un Tribunal spécial. Libéré, il s'oppose fortement au courant stalinien. En janvier 1943, il prend contact avec la Gauche communiste. En novembre 1943, il devient membre du comité central du Parti communiste internationaliste, fondé dans le Nord. Il assume le secrétariat de la Fédération du Piémont. Arrêté après la chute de Mussolini par le gouvernement républicain de Badoglio, qui pourchasse les éléments révolutionnaires, il n'est relaché qu'en octobre l944. Il se consacre à son activité de propagandiste dans tout le Piémont, prenant contact avec des groupes de partisans en désaccord avec le parti communiste. Très connu des ouvriers du Piémont, le PCI de Togliatti décida de le liquider : il fut assassiné de six coups de revolver le 11 juillet 1945, après avoir été menacé quelque temps auparavant de meurtre par les dirigeants locaux du PCI à. Asti. En 1979, la municipalité de gauche d'Asti a proposa de donner son nom à une rue de la ville.

AMBROGI (Ersilio) : né en 1883 à Castagneto Carducci (Pisa), il adhère au PSI en 1901. Etudes d'avocat. Il est emprisonné pendant la guerre pour antimilitarisme. Membre du PC d'Italia dès 1921, il est bientôt arrêté. Il est élu député en 1922, mais doit bientôt s'enfuir à Berlin, où jusqu'en 1924 il représente auprès du KPD le parti italien. Il se retrouve à Moscou, où il travaille comme traducteur pour le GPU qui le nommera général de division. Présent en 1926 au Vi^{e} plenum de l'IC. Défenseur des positions bordiguistes, il tentera avec Virgilio Verdaro et Silva de créer un petit noyau en contact avec la Fraction italienne en France et Belgique. Soupçonné de fractionnisme, il est envoyé par le GPU à Berlin de 1930 à 1932, où il est sous surveillance. Il sera pourtant actif dans la Fraction et aura des contacts avec l'opposition trotskyste allemande. Il sera rappelé par le GPU en 1932. Relégué avec sa famille, il capitule en 1934 et fait acte d'allégeance au stalinisme. Agent du GPU, il prend contact avec les autorités fascistes pour gagner la Belgique et surveiller la Fraction italienne. Il obtient du gouvernement russe l'autorisation de passer ses archives par la voie diplomatique. A Bruxelles de 1936 à 1940, la FI refuse tout contact avec lui. En 1940, il fera dans un journal belge l'éloge du fascisme

mussolinien. Il rentre en Italie en 1942, où il est acquitté pour ses activités antérieures. De 1943 à 1945, ne bénéficiant plus de la protection des autorités fascistes, il sera déporté en Allemagne. Retourné en Italie, il reprend sa profession d'avocat. De 1956 à sa mort en 1964, il sera membre du PCI, qui fera son éloge en passant sous silence son passé.

ATTI (Fausto) : né en 1900 à Bologne. Adhère en 1921 au PCd'I, au congrès de Livourne. Pendant la période de consolidation du régime fasciste, il réussit à quitter l'Italie. En 1927, il est l'un des fondateurs de la Fraction italienne à Pantin. Installé à Bruxelles, il participe jusqu'à la guerre à toutes les activités de la Fraction. Il est arrêté en 1940 par la police allemande et déporté d'abord en Allemagne, puis en Italie. Après la chute du gouvernement Badoglio, il prendra contact avec le noyau de Damen. Il est l'un des fondateurs du PCInt en novembre 43, dont il devient l'un des principaux responsables. Le 11 mars 1945, il est assassiné à Trebbo (Bologna), où il habitait, par des partisans du PCI, qui essayera de présenter son assassinat comme "un règlement de comptes entre fascistes".

BIBBI (Bruno), dit ALFREDO, ou BIANCO, dit PAJASSE : né le 15 juillet 1901, à Avenza di Carrara. Son père avait été le premier abonné de Carrare à l'*Avanti*. En 1915, à 14 ans, il entre aux jeunesses socialistes. En 1918, il travaille comme tourneur aux chantiers navals de l'Ansaldo à La Spezia. Il est très bagarreur : en 1918, il fait dix jours de prison pour rixe, de nouveau en avril 1920. Plus tard, la police de Mussolini le considérera comme très courageux, et qu'à "le regarder on (avait) l'impression qu'il (était) toujours sur le point de se battre". En 1919, il fonde à Avenza une section du PSI et adhère dès Livourne au PCd'I. Il fait partie des groupes armés du parti *(squadri d'azione)*, chargés de résister et riposter aux attaques des bandes armées fascistes. Il est attaqué physiquement par les fascistes, ce qui lui laissera des cicatrices au visage. Il doit s'enfuir en 1922 en France et s'installe à Marseille. Communiste autodidacte, il est très sensible aux idées anarchistes, qu'il fréquente assidument par la lecture. Il travaille sur les chantiers navals de La Ciotat. Avec Borsacchi, il contribue à la formation d'une section communiste à La Ciotat. Membre d'abord de la Federazione dei comunisti italiani, il passe aux Groupes communistes de langue italienne du Parti communiste français, en 1924. Il est le responsable d'une "centurie prolétarienne", hostile à la bolchevisation en 1924. Il est exclu du parti communiste en 1925, après de violents heurts (et des coups de poing) avec Ignazio Silone. Avec Michelangelo Pappalardi (Voir ce nom), il déménage à Paris, et avec ce dernier est l'un des fondateurs du Comité d'entente parisien, qui soutient Bordiga contre Gramsci et Togliatti. Sous le nom de

Bruno, il en contact épistolaire avec Bordiga en 1926. A la fin de l'année 1926, il est définitivement expulsé du parti communiste. Lors de la conférence de Pantin en 1928, il est élu membre du comité central et secrétaire du Comité exécutif de la Fraction italienne. Très actif dans la Fraction, Bruno Bibbi est mainte fois arrêté et expulsé par les polices d'Europe : figurant en bon rang dans le "Bulletin des recherches" *(Bolletino delle ricerche)* de la police fasciste, il est arrêté à Paris, sous le motif d'avoir fabriqué de faux passeports; il est expulsé de France le 26 juin 1928; en avril 1929, il est expulsé cette fois de Belgique; il s'établit au Luxembourg, d'où il sera expulsé. Vivant et travaillant à Paris clandestinement, depuis la fin de l'année 1929, il fera partie de la délégation de la Fraction communiste italienne qui interviendra au congrès de la Ligue communiste trotskyste en octobre 1931. Bruno Bibbi est très hostile à la collaboration avec le groupe trotskyste italien de la NOI, et se prononcera pour le départ de la Fraction de Fosco (Nicola di Bartolomeo), qui rejoindra celle-ci. La police fasciste, très vigileante, note tous ses déplacements : il est signalé en mars 1931 à Lugano (Suisse), puis à Lyon en août, comme chargé de la distribution de *Prometeo* et des souscriptions. En avril 1933, au nom de la même Fraction italienne, il prend la parole à Paris dans la conférence d'unification des groupes d'opposition de gauche, qui devait donner naissance à l'Union communiste. Selon la police italienne, en 1936, Bruno Bibbi fréquente les groupes libertaires français. Cependant, lors des événements d'Espagne, Bibbi prend le parti de la majorité, qui est hostile à l'engagement dans les milices et préconise une politique de défaitisme révolutionnaire dans les deux camps en présence. En 1937, il est encore expulsé de France. Malgré son énergie militante indomptable et son activité débordante, Bruno Bibbi sera pourtant soupçonné en 1938 d'être un espion aux mains de l'OVRA. Il sera expulsé de la Fraction italienne. Arrêté par les Allemands au début de la guerre, il sera déporté en Allemagne, puis en Italie. Il est relégué à Carrara, où il est en contact avec le milieu anarchiste. Après la guerre, il adhère au PCInt de Damen, Maffi et Perrone. Lors de la scission de 1952, il suivra la tendance dite de *Programma comunista* (Bordiga et Maffi). Jusqu'à sa mort, à Carrare, en décembre 1978, il est membre actif du groupe bordiguiste dirigé par Bruno Maffi, *Il Programma comunista*. Cela ne l'empêcha pas de prendre des contacts et de dialoguer avec d'autres groupes politiques de la mouvance libertaire et "ultragauche". Ses camarades le considéraient comme le type même de l'autodidacte, "humain, généreux et plein de bonne volonté", à mi-chemin entre le communisme et l'anarchisme.

SOURCES : - ACS CPC 634 (dossier 9410), Rome; - lettre de Bordiga à Bruno Bibbi, du 22 juin 1926 (Archivio Corradi, Follonica) - témoignage oral de Marc Chirik; - AN/F7/13252, 13455, 13456 (Paris). - Philippe Bourrinet, *La gauche communiste italienne*, 1980; - Fausto

Bucci et Rossano Quiriconi (avec la collaboration de Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato. Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra-Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997.

BORDIGA (Amadeo) : né en 1889 à Resina (Napoli), fils d'un professeur d'économie agraire de Portici et de Zaira degli Amadei. Etudes d'ingénieur. Adhère au PSI en 1910, où il se situe immédiatement à gauche. Membre de la Jeunesse socialiste, il sera en 1912 l'un des adversaires les plus décidés de la droite lors de la guerre de Libye. Il crée à Naples le "Circolo socialista Carlo Marx", par la scission d'avec la section locale dominée par les réformistes. La même année, au congrès de la Jeunesse socialiste, il s'oppose au courant dit "culturaliste" de Tasca. Adversaire déterminé de la guerre et du réformisme, il devient progressivement antiparlementariste après 1914. Pendant la guerre, il travaille à l'organisation de la *Camera del Lavoro* (bourse du travail) à Naples. En 1917 il participe à la création de la Fraction intransigeante socialiste adversaire de la direction maximaliste. En décembre 1918, il contribue de façon décisive à la sortie du journal *Il Soviet* qui devient l'organe de la Fraction communiste abstentionniste, fraction de gauche du PSI. Représentant du courant communiste italien au III^{e} Congrès de l'IC en 1920, où il contribue à la rédaction de la 21^{e} condition d'adhésion. Abstentionniste, il accepte que le futur parti participe aux élections, par discipline. Hostile aux positions de Gramsci *(Ordine nuovo)*, il s'en rapproche en 1920, pour travailler à la fondation d'un parti communiste (conférence d'Imola, décembre 1920). En janvier 1921, il se retrouve à la tête de la nouvelle section de l'IC, après la scission. Il est corédacteur des Thèses de Rome, avec Terracini, lors du II^{e} congrès du PCd'I. A partir de 1921, Bordiga s'oppose à la politique de "Front unique" de l'IC, puis à sa politique "antifasciste" lors du IV^{e} congrès de l'IC. Hostile à l'entrée des "terzini" de Serrati et Fabrizio Maffi dans le parti, il se plie néanmoins à la discipline de l'Internationale. Il est arrêté par le gouvernement fasciste de février à octobre 1923, la direction "bordiguiste" étant remplacée par celle de Gramsci et Togliatti, soumise à Zinoviev. Bien qu'expulsée par l'IC des organes dirigeants du parti, la tendance de gauche de Bordiga restera majoritaire jusqu'au congrès de Lyon en 1926, où elle sera mise en minorité. Face à la tendance de droite de Gramsci et Togliatti, Bordiga adhérera en 1925 au Comité d'entente formé par Damen, Fortichiari, Repossi, Venegoni et Perrone. Après le congrès de Lyon, où il mène la bataille au nom de la Gauche en présentant les "Thèses de Lyon", il combat Staline à Moscou lors du VI^{e} Exécutif élargi (février-mars 1926) et prend contact avec Trotsky. Il refuse la proposition de Korsch de fonder une nouvelle Internationale et de nouveaux partis communistes. Arrêté fin 1926

en Italie, il est relégué à Ustica puis à Ponza avec Gramsci, dont il demeure l'ami. Libéré en 1929, il est exclu du PCI en mars 1930 pour "trotskysme". Il se consacre alors à son activité professionnelle, et refuse tout contact avec la Fraction italienne. Il reprendra ses activités politiques en 1944 à la tête de la Fraction des communistes et socialistes italiens de Naples. Sous les pseudonymes d'**Alfa** et **Orso**, il donnera de nombreuses contributions programmatiques au PCInt de Damen et Maffi. Il s'en tiendra à 1'écart jusqu'en 1949, hostile à la proclamation du parti. Avec Maffi et Perrone, il entrera en conflit ouvert avec la tendance de Damen jusqu'à la scission de l952. Dans le Parti communiste internationaliste constitué autour du journal *Il programma comunista* en Italie, et de la revue *Programme communiste* en France, il contribua de façon décisive à l'orientation de son courant vers un néoléninisme. Auteur, entre autres ouvrages, d'une "*Histoire de la gauche communiste*" anonyme et de nombreux autres textes (*Propriété et capital*, *Facteurs de race et de nation*, etc.), il meurt près de Naples en 1970.

BORSACCHI (Fernando), dit PIERI; dit Bruno GALANTI; dit RINTINTIN : né à Florence le 13 février 1902, mécanicien automobile. Adhère au PSI en 1918, puis au PCd'I en 1921. Condamné à deux années de prison vers 1924, il émigre clandestinement en France. Il travaille aux usines Renault. Il est nommé membre du comité central de la Fraction italienne lors de son congrès de Pantin (1928). "Perroniste", il suivra toujours les positions de Vercesi. Expulsé de France en 1929, Pieri s'installa à Bruxelles. Il est typographe au journal *La Dernière heure*. Avec Perrone, il participera en 1944-1945 à la Coalition antifasciste de Bruxelles, au nom de la Fraction italienne. Il meurt à Bruxelles en 1992.
SOURCES : APC CPC 768, dossier 21972. Anne MORELLI, "Le bordighisme en exil autour d'Ottorino Perrone", in *Actes du colloque sur l'Internationale communiste. Centenaire de Jules Humbert-Droz*, La Chaux de Fonds, 1992, p. 263-277.

BOTTAIOLI (Giovanni), dit BUTTA (1900-1959), ouvrier agricole; il adhère au PSI en 1919; émigre en 1923 en France; membre de la Fraction communiste italienne en 1928. Fait partie de la C.E. de la Fraction. Il retourne en 1945 en Italie, pour devenir membre du PCInt. En 1952, il suivra la tendance de Damen regroupée autour du jounal *Battaglia comunista* et de la revue *Prometeo*. Il sera actif dans cette organisation jusqu'à sa mort.

CANDOLI (Turiddu), dit ALFREDO : né à Cervia en 1900.

CAPPELLETTI (Giuseppe) (1903-1965) : né à Piacenza; syndicaliste-

révolutionnaire. En France après 1927 appartient à la Fraction italienne. Après la guerre appartient au groupe bordiguiste français.

CHIRIK Mordechaï, ou CHIRIK Marc, dit MARC; MARCO; JUAN. - Né le 13 mai 1907 à Kichinëv (ou Chisinau) (Russie, capitale de la province de Bessarabie). (Le 2e Bureau du ministère de l'intérieur, en 1934, donne : fils de Joseph (Chirik) et Tsipa Stemporeis, né le 17 juin 1906.). Marc Chirik était le plus jeune des cinq enfants qu'eurent ses parents. Son père était un rabbin éclairé et ouvert aux idées socialistes. Ses frères et ses sœurs furent tous des militants socialistes (mencheviks ou bolcheviks), puis communistes, après 1917. Certains réchappèrent aux grandes purges staliniennes et purent vivre en Russie jusqu'au début des années 1990. Lui-même vécut "très intensément" la Révolution russe, à sa périphérie, avec ses frères, à Kichinëv, où les soldats et ouvriers russes, avec le prolétariat local, plus juif, gagaouze ou ukrainien que " bessarabien " (roumain-moldave), avaient formé des conseils, qui s'opposaient au " Soviet du pays ", nationaliste moldave, s'appuyant sur la paysannerie et les intellectuels moldaves. En janvier 1918, l'armée roumaine occupait Kichinëv. Le soviet du pays (" Sfatul tarii ") proclama en avril 1918 l'union de la "République moldave" avec la Roumanie. L'absorption de la Bessarabie par la Roumanie livra la région à une vague de répression antibolchevik et antisémite, menée conjointement avec la roumanisation de l'enseignement.
Dans ces conditions, en 1919, Marc Chirik et toute sa famille, partirent pour la Palestine via Constantinople et Beyrouth. Ses frères et sœurs militèrent aussitôt dans les groupes socialistes juifs (*Mifleget Poalim Sotsialim*, ou Parti socialiste ouvrier), qui allaient donner naissance au Parti communiste palestinien (PCP). Certains revinrent plus tard en Russie. Début 1921, Marc Chirik participa à la fondation des Jeunesses communistes du PCP. Les débats sur la question nationale provoquèrent une scission; la minorité, à laquelle il appartenait, rejetait sa prise en considération. Il fut suspendu en septembre 1922 jusqu'à la réunification du parti en juillet 1923. Jusqu'à cette réunification, il y avait depuis septembre 1922 deux partis communistes : le PCP et un parti, très antisioniste, hostile à toute collaboration avec le Poale Sion, qui était " sioniste prolétarien " : le Komunistishe Partey fun Palestine (KPP), qui s'appuyait sur les nouveaux immigrants d'origine russe, et s'était séparé du PCP. Marc Chirik restait un adversaire des luttes de libération nationale, et adoptait une position luxembourgiste, rejetant aussi bien une lutte de libération juive qu'une lutte de libération arabe. L'impossibilité d'attirer des travailleurs arabes, le climat délétère créé par les affrontements entre Juifs et Arabes rendaient

difficile la perspective internationaliste (révolution mondiale ouvrière) en Palestine. Pour Marc Chirik, le centre d'une révolution ouvrière était l'Europe.

En 1924, il vint en France, avec une partie de sa famille, et s'intégra à la section juive du Parti communiste, en même temps que Michiel Mazliak (Félix) et Emile Rosijanski (voir ces noms), avec qui il milita jusque dans l'Union communiste de Henri Chazé (voir ce nom). Au moment de la crise du communisme russe, Marc Chirik prit position en faveur de l'Opposition de gauche et, en 1927, participa à la constitution du groupe de Albert Treint et Suzanne Girault (voir ces noms), l'Unité léniniste. Exclu au début de 1928, il participa ensuite au Redressement communiste de Treint avant d'adhérer à la Ligue communiste, avec sa femme Sarah, en 1930. Il fut élu à sa commission exécutive, comme A. Treint, lors de sa conférence nationale en octobre 1931. Tous deux défendirent les mêmes positions, notamment dans le débat syndical où ils avançaient l'idée d'un congrès de fusion des deux confédérations. En mai 1932, Marc Chirik quitta la Ligue avec Albert Treint, qui était son mentor, et dont il était alors le disciple fidèle. Après son départ, il participa à la constitution de la Fraction communiste de gauche, dite Groupe de Bagnolet, avec Henri Barré (voir ce nom). En 1933, il y eut une nouvelle rupture, cette fois-ci avec Treint, lorsque fut tenue une conférence des groupes d'opposition qui donnera naissance à l'Union communiste. Marc Chirik, avec le groupe de Bagnolet, y adhéra pleinement. Il côtoiera le poète surréaliste Benjamin Péret, membre de l'Union communiste jusqu'en 1934. Marc Chirik resté en relation avec la Fraction de gauche italienne (bordiguiste), quitta l'Union communiste en désaccord avec son attitude vis-à-vis de l'État républicain espagnol et du POUM. Russe d'origine et communiste, il est plusieurs fois expulsé de France. Le ministère de l'intérieur ordonna son expulsion le 11 août 1934. Il figurera toujours dans l'état signalétique des " étrangers expulsés de France ", jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Dans des conditions d'existence difficiles, il vécut sa vie salariée comme ouvrier, pratiquant toutes sortes de métiers, dans une multitude d'entreprises (dont Citroën); souvent licencié pour ses opinions communistes et son activité dans la CGTU. Il affirmera toujours avoir été un simple ouvrier, non sans manifester un ouvriérisme qui jurait avec sa très forte culture politique et théorique. Au début de 1938, il fut intégré individuellement à la Fraction de gauche italienne. Sans avoir de responsabilités dans "Bilan", sinon celle de trésorier, il fut un adversaire résolu des positions d'Ottorino Perrone (Voir ce nom) sur l'économie de guerre, comme remède aux contradictions du capitalisme.

Bien qu'apatride de fait, Marc Chirik est – comme son ami Jean Malaquais

(voir ce nom) – bon pour mourir pour la patrie en septembre 1939. Fait prisonnier, il s'échappe d'un camp allemand , et se retrouve en août 1940 à Marseille (Bouches-du-Rhône), où il travailla, avec d'autres apatrides, juifs et " politiques ", au Croque-Fruit, coopérative ouvrière de fruits confits, dirigée par le trotskyste Sylvain Itkine (voir ce nom), qui le licencia. Il vécut avec de faux papiers et travailla dans diverses entreprises, comme ouvrier ou comptable. Il tenta, avec la section locale de son courant, de reconstituer la Fraction italienne et de reprendre contact avec le groupe d'Ottorino Perrone (voir ce nom) à Bruxelles, sans succès. Lors d'une première conférence, en 1941, il fut élu membre de la nouvelle commission exécutive, avec Giovanni Bottaioli, Otello Ricceri, Aldo Lecci (voir ces noms). Marc Chirik est à l'origine du noyau français de la Gauche communiste internationale, constitué en 1942, auquel adhérèrent Suzanne Voute et Robert Salama (voir ces noms). Refusant l'antifascisme, les mouvements patriotiques de résistance et la défense de l'URSS, ce noyau mena une activité clandestine anti-impérialiste, sous forme de recrutement d'éléments jeunes et de tracts. Marc Chirik noua des contacts fructueux avec les Revolutionäre Kommunisten Deutschlands (RKD) et Communistes-Révolutionnaires (CR), dont l'un des animateurs était l'Autrichien Georg Scheuer (Voir ce nom). Des tracts en plusieurs langues furent rédigés en commun et diffusés clandestinement, pour la "transformation de la guerre impérialiste en guerre de classe". Cela n'alla pas sans de gros risques : outre le danger de la Gestapo, qui avait saisi et tué des militants des RKD, il y avait le risque d'être exécuté par la Résistance patriotique : Marc Chirik et sa compagne Clara échappèrent par miracle à une exécution par les FFI, au moment de la Libération, en réussissant à s'enfuir. Les problèmes qu'il rencontra furent ensuite d'ordre interne : ses rapports avec la fraction italienne se détériorèrent. L'exclusion de la Fraction italienne d'Ottorino Perrone, pour antifascisme, qu'il exigea et obtint de la Commission exécutive, en janvier 1945, apparut pour les militants bordiguistes un "sacrilège", d'autant que Perrone était devenu l'un des principaux responsables d'un Parti communiste internationaliste (PCInt), fort de plusieurs milliers de militants. Lorsque La Fraction italienne en France décida de s'autodissoudre, pour inciter les militants à s'intégrer en Italie dans le nouveau Parti communiste internationaliste de Damen et Maffi, il démissionna de la Commission exécutive (mars 1945), et fut finalement lui-même exclu du courant bordiguiste pour "trotskysme". Le noyau français constitua en mai 1945 la Gauche communiste de France qui publia pendant un an le journal *L'étincelle*, et surtout jusqu'en 1952 la revue mensuelle *Internationalisme* (n° 46). Rompant avec une vision bordiguiste du parti, comme " dictateur de la classe ", le groupe semblait

s'orienter vers le communisme des conseils, orientation que n'avait pas souhaitée Marc Chirik, attaché à la révolution russe, que jusqu'à la fin de sa vie, il caractérisait comme une " révolution prolétarienne ", à défendre en tant que telle. Le groupe, qui se qualifiait de " prolétarien ", attira moins des ouvriers que des éléments intellectuels, souvent brillants, comme Serge Bricianer, Louis Evrard, Jean Malaquais, ou Robert Salama (Voir ces noms). Marc Chirik acquit en 1945 la nationalité française, grâce à l'intervention de Daniel Mayer, particulièrement sensible aux cas d'apatridie. Lors de la Reconstruction, il continua à vivre comme un " révolutionnaire professionnel ", assurant son pain quotidien par des emplois d'ouvrier mal payé, et risquant toujours le licenciement pour son esprit subversif, souvent sur la demande des délégués du parti communiste.

Devant "les menaces d'une nouvelle guerre généralisée" avec le conflit coréen, Marc Chirik partit en Amérique du Sud, en 1952. Il avait essayé d'immigrer aux USA, mais il ne put jamais y obtenir un visa, même de courte durée, étant fiché comme "dangereux communiste". Des éléments comme Serge Bricianer en désaccord avec l'orientation léniniste que voulait donner Marc Chirik, préférèrent adhérer à *Socialisme ou Barbarie*. Après quelques années de découragement et d'indécision, Marc Chirik recommença une seconde vie militante au Venezuela, avec sa compagne Clara Geoffroy. Il tenta d'établir des contacts avec les éléments de gauche du trotskysme latino-américain, en particulier en Argentine et au Chili, mais sans résultats. Le début des guérillas au Venezuela, comme dans de nombreux pays d'Amérique latine, le convainquirent qu'il fallait reconstituer un groupe politique internationaliste pour placer comme alternative la révolution prolétarienne mondiale aux "révolutions nationales anti-impérialistes". En 1964, il participa à la formation du groupe *Internacionalismo* au Venezuela, sous le pseudonyme de Juan M. Sous le couvert d'une école française (Jean-Jacques Rousseau), à Caracas, dont il était le jardinier, il anima un groupe de jeunes lycéens dans un cercle de réflexion. De ce noyau résulta un groupe, qui ne se voulait ni " bordiguiste " ni communiste des conseils, tout en rejetant le capitalisme d'Etat russe, les syndicats, le parlementarisme et les luttes de libération nationale. Ses éléments agirent dans une stricte clandestinité, face à la répression policière féroce dans ce pays, et aux éléments de la guérilla qui se firent particulièrement menaçants. Cela n'alla pas sans affronter des dangers extrêmes : en 1968, une perquisition de la police dans l'école et la découverte de matériel politique permirent à la presse d'agiter l'épouvail du "complot révolutionnaire international". Le groupe que Marc Chirik avait constitué au Venezuela ne réussit pas à vraiment se développer au Venezuela et en Amérique latine, ni à se faire reconnaître comme un

interlocuteur valable par le courant bordiguiste officiel *(Programme communiste)*, mais il put nouer des contacts avec le groupe américain de Raya Dunayevskaya, le groupe franco-espagnol de Munis (groupe Alarma), et le groupe italien d'Onorato Damen *(Battaglia comunista)*.

Mai 1968 le fit revenir à Paris, où il contribua à la formation du groupe *Révolution internationale*. Pour luis la période de la contre-révolution était terminée et il s'ouvrait une nouvelle perspective révolutionnaire en Europe. Il finit par quitter le Venezuela et s'installa à Paris et joua un rôle clef dans le regroupement d'organisations communistes des conseils (*Cahiers du communisme des conseils* de Marseille, Organisation conseilliste de Clermont-Ferrand) autour du noyau de *Révolution internationale* (R.I.), en 1972. Cela mena à une rupture et avec la mouvance *Informations et correspondance ouvrières* de Henri Simon (voir ce nom), dont RI avait été partie prenante, et avec le Groupe de Munis. Le groupe R.I. fut à l'origine, en janvier 1976, du Courant communiste international (CCI), par l'amalgame de groupes en Grande-Bretagne, USA, Italie, Espagne. En partie grâce à son travail infatigable et à son très fort charisme, le CCI finit par devenir une " micro-internationale ", avec des sections dans 10 pays (Europe et Amérique). Là commença sa troisième vie militante, sous le prénom de Marc, ou le pseudonyme affectueux du " Vieux ", bien qu'il se considéra comme le " plus jeune des militants " par la vivacité de son esprit toujours en éveil. Lors des conférences tenues avec des groupes de la " gauche communiste " de différents pays entre 1977 et 1981, lors de la fondation des sections du CCI, Marc Chirik était le " sage " toujours écouté, dont la parole avait toujours un impact sur les jeunes militants venant à la politique. Jusqu'à la fin de sa vie Marc Chirik a été le leader incontestable et rarement contesté (sauf lors de scissions du CCI, en 1979, 1981 et 1985), fort de sa longue expérience révolutionnaire et de ses capacités théoriques et politiques, de ce courant, jusque dans la moindre de ses activités quotidiennes. Pour ses adversaires politiques, il a été une figure du passé, rattachée au courant léniniste. Pour Jean Malaquais, l'ami de toute une vie, il incarnait une certaine figure de "prophète" politique. Marc Chirik mourut à Paris le 20 décembre 1990.

OEUVRE : articles divers, important inédit (100 pages) en espagnol sur le bordiguisme et la révolution russe (1965-1967).

SOURCES : AN/F7/14657 et 14796 (Archives nationales, CARAN, Paris). CERMTRI. Archives Georg Scheuer (IISG d'Amsterdam). - *La Vérité*, 1930-1931. - *Bulletin interne* de la LCI, 1931. - *Bulletin interne de la fraction italienne de la gauche communiste*, 1942-1945.- *Internationalisme*, 1945-1952. - "Lettres de loin", 1952. - *Internacionalismo* (Venezuela), 1964-1968. - *Révolution internationale*, 1972-1990. - *Bulletin d'études et de discussion*, 1972-1974. - *Revue internationale*, 1976-1991, en particulier les n^{os} 65 et 66 (1991), "Marc". -- R. Hirsch, *Le*

Mouvement trotskyste en France de 1929 à 1933, Mémoire de Maîtrise, Paris I, 1974. -- Ph. Bourrinet, *La gauche communiste italienne (1926-1950)*, Paris-I, 1980. – Jean-Michel Goutier, *Benjamin Péret*, Editions Henri Veyrier, Paris, 1982. -- Lettre de Marc Chirik à Claude Pennetier, 31 juillet 1979. – Sondra Miller Rubinstein, *The Comunist Movement in Palestine and Israel, 1919-1984*, Westview Press, Boulder and London, 1985. - Jean Malaquais, *Planète sans visa*, Le Pré aux Clercs, Paris, 1947. - Jean Malaquais, *Journal de guerre*, suivi du *Journal d'un métèque 1939-1942*, Phébus, Paris, 1997. - Interviewes.

COMUNELLO (Vittorio) (?-1964) : adhère en 1921 au PC d'Italie; exilé en 1926, s'inscrit à la Fraction italienne en Belgique; déporté à sa rentrée en Italie en 1940; adhère au PCInt en 1945.

CORRADI (Piero), dit PIERO : né le 28 mai 1906 à Paris, ouvrier métallurgiste, puis chauffeur de taxi, sa dernière profession jusqu'à sa retraite. En 1927, il suit le groupe de Pappalardi regroupé autour du journal *Réveil communiste*. Il adhère bientôt à la Fraction italienne, qu'il quitte en 1936 avec la minorité lors des événements d'Espagne. Il rejoint l'Union communiste de Chazé jusqu'en 1939. Après la guerre, il devient membre du groupe bordiguiste français (Fraction française de la gauche communiste internationale) reconnu par le PCInt. Après 1952, il suit la tendance de Bordiga, qu'il quittera au début des années 1960. Il meurt en 1991 à Paris

DAMEN (Onorato) : né le 4 décembre 1899 à Monte San Pietrangeli (Ascoli Piceno), enseignant. Il adhère directement à l'aile gauche du PSI en 1910. Engagé volontaire, avec le grade de sergent, il est dégradé en 1917 et emprisonné pendant deux ans pour incitation à la désertion. A sa libération, il est membre de la Fraction communiste abstentionniste. En 1921, secrétaire de la Camera del Lavoro de Pistoia et directeur du journal communiste *L'Avvenire*. Arrêté la même année et accusé de l'assassinat d'un fasciste, lors d'un affrontement armé, il doit s'enfuir à Paris, où il est responsable de l'édition en langue italienne de *L'Humanité*. Revenu en Italie en 1924, il est élu député. Fonde en 1925 avec Fortichiari, Venegoni, Perrone et Repossi le Comité d'entente *(Comitato d'Intesa)*, contre la "bolchevisation" menée par Gramsci et Togliatti. Arrêté, comme tous les députés communistes, en novembre 1926, il est relégué à Ustica; condamné à 12 années de réclusion, dirige la révolte des prisonniers de Civitavecchia en 1933. Libéré, il est de nouveau arrêté en 1935, 1937, puis en 1940. Il est libéré en 1943. Il est le principal fondateur et animateur du Parti communiste internationaliste fondé en novembre 1943 dans le Piémont et la Lombardie. Après 1945, il est avec Maffi le principal dirigeant du nouveau

parti. Bien qu'ancien député, et à ce titre membre obligatoire de la nouvelle chambre de la République, les communistes de Togliatti obtiennent de De Gasperi qu'il soit déchu de ce droit. Il maintient de solides contacts internationaux, en particulier avec le groupe de Munis au Mexique. Une note de la questure milanaise du 19 mai 1949 le considère comme "un tenace défenseur des doctrines trotskystes" et constate que son "mouvement est en lente régression". Damen entre progressivement en conflit avec la tendance de Maffi et Bordiga. Après la scission de 1952, il est le principal responsable du PCInt *(Battaglia comunista* et *Prometeo*). Actif dans ce parti jusqu'en octobre 1979, date de sa mort à Milan. Auteur d'un livre sur Bordiga.
SOURCES : APC CPC Rome, 1599, dossier n° 29844. *Battaglia comunista*, n° 14, octobre 1979.

DANIELIS (Luigi), dit CIGI : né en 1901 à Palmanova (Frioul). Membre du PCd'Italia en 1921, il s'exile en France, à Lyon. Adhère la Fraction italienne en 1928. A la tête de la Fédération de Paris, il est membre de la Commission exécutive. A Marseille, pendant la guerre, dans la Fraction, avec de faux papiers. Il retourne en Italie en 1944. Dès 1945, il est responsable de la Fédération de Turin du Parti communiste internationaliste (PCInt) ; il est membre du comité central et fait des tournées de propagande, comme orateur-conférencier. En opposition avec Damen, sur la question syndicale, lors du congrès de Florence en 1948. Il restera bordiguiste, membre de "Il Programma comunista" jusqu'à sa mort en 1968, à Palmanova.

De LEONE (Mario), dit TOPO : né à Naples en 1890, adhère au PSI vers 1910, puis au PCd'I en 1921. Il doit se réfugier à Moscou, où il retrouve Ambrogi, Silva et Virgilio Verdaro. Il quitte la Russie vers 1929, et s'installe à Annemasse comme épicier; il se charge pour la Fraction des contacts avec l'Italie. En 1936, dans la minorité, dont il est le principal porte-parole. Il part pour Barcelone, où il meurt d'une crise cardiaque fin de 1936.

FEINGOLD (Benjamin), dit JACOBS, dit Michel : né vers 1905 à Anvers, d'origine juive, ayant rompu avec son milieu religieux. Il adhère à la Fraction italienne dans les années 30. Membre de la CE de la Fraction, il fera partie du Bureau international des fractions nommé en 1937. Pendant la guerre, il se réfugie à Marseille et travaille au "Croque-Fruits". Il défend les positions de Vercesi sur la dissolution de la Fraction. Arrêté en 1943 par la Gestapo, il disparaîtra dans un camp d'extermination.

FERRAGNI (Rosolino) : né en novembre 1896 à Cremona, il est en 1921 l'un des fondateurs de la Fédération de Crémone du PCd'Italia. Chassé de Cremona, il est employé en 1924 à l'administration de *l'Unità*, puis secrétaire du comité milanais du Secours rouge; en 1925 nommé Secrétaire de la section et de la fédération milanaise. Eh 1926, il est responsable du Service juridique du PC. En septembre 1926, il est arrêté en même temps que Terracini. En 1928, il est condamné par un Tribunal spécial à 16 années de prison. Relâché en 1937, il est de nouveau arrêté en 1940 et envoyé en relégation. De septembre 1943 à avril 1945, il change constamment de domicile pour échapper aux fascistes. Il adhéra, au PC internationaliste dès sa fondation. Après la scission de 1952, il se retrouve au PCInt-*Battaglia comunista* de Damen, jusqu'à sa mort en 1973. Il était membre du comité central de cette organisation et directeur responsable de *Battaglia comunista* et de *Prometeo.*

FORTICHIARI (Bruno) : né le 8 février 1892 à Luzzara (Reggio-Emilia), il est secrétaire de la Camera del Lavoro de Piacenza en 1912, puis secrétaire de la section socialiste milanaise fin 1913. A la tête de la Fédération provinciale de Milan, il dirige son organe *Battaglia socialista*. En 1914, il fait expulser Mussolini de la section socialiste de Milan. Condamné et interné en 1918, pour activité antimilitariste. Partisan d'une participation aux élections, il deviendra pourtant à Imola secrétaire de la Fraction communiste abstentionniste. Lors du congrès de Livourne il présente la motion constituant le PCd'I et devient membre de la commission exécutive du comité central. Il dirige sous le pseudonyme de **Loris** l'organisation militaire illégale du parti. En 1923, il participe à Moscou au III^{e} Exécutif élargi du Komintern, et s'oppose à la nomination d'une nouvelle CE dominée par la droite (Tasca). En 1924, il est élu député de Milan. Il est destitué de ses responsabilités dans le parti, en 1925, pour "bordiguisme". A la suite de cette destitution, se formera le Comité d'entente, auquel il participe. Arrêté en 1926, comme tous les députés communistes, il est exclu du parti en 1929. Avec Venegoni, il fonde pendant la guerre le groupe *Il Lavatore*. En 1943, il cherche à rentrer dans le PCI ce qui lui sera refusé. Membre du PCI en 1945, il s'occupe du mouvement coopératif et mutualiste de Lombardie. Il quittera ce parti en 1956, lors des événements de Hongrie et fondera son groupe *Azione comunista*, qui existait déjà clandestinement dans le PCI. Fortichiari, avec des communistes libertaires et *Battaglia comunista* tentera de créer un éphémère Movimento della sinistra comunista. Partisan d'une union de tous les groupes issus de "Livorno 1921", il poursuivit jusqu'à sa mort en 1980, sa tentative à travers

la revue *Iniziativa comunista*. En 1978, il publia à Turin un important livre de témoignage politique *Comunismo e revisionismo in Italia.*

SOURCES : APC-CPC 2128 (Roma). - Bruno FORTICHIARI, *Lettere a te che leggi : umilissimo opusculo per gli umili*, Avanti!, Milano, 1920. *Sul 20. Congresso del PCUS : come è stato fondato il PCI*, Editrice Movimento operaio, Milano, 1958. - *Comunismo e revisionismo in Italia; testimonianza di un militante rivoluzionario* (préface de Luigi CORTESI), Tennerello, Turin, 1978. - *Antologia di scritti* (a cura di *Iniziativa comunista*), Centro stampa Rozzano, 1992. - Mirella MINGARDO, *Mussolini, Turati e Fortichiari. La formazione della sinistra socialista a Milano 1912-1918*, Graphos storia, Genova, 1992.

GABASSI (Antonio), dit TOTO : né en 1893 à Palmanova (Friul), il adhère très jeune au PSI. En 1921, parmi les fondateurs du PCd'I à Turin. Il devient secrétaire interrégional. Arrêté en novembre 1921, sous l'accusation de complicité de meurtre d'un fasciste. Arrêté de nouveau à Milan en 1924, puis en 1926, il s'enfuit en France, où il se réfugie. En 1927, à Pantin, il est l'un des fondateurs de la Fraction italienne. Il est plusieurs fois expulsé de France, qu'il réussit à gagner chaque fois. S'occupe de la diffusion de la presse en italien et contribue à la rédaction de *Prometeo* sous le pseudonyme d'**Antonio**. Pendant la guerre, il. rentre en Italie, est arrêté. Libéré en août 1943, il adhère au PCInt de Damen. Après 1952, il suit la tendance Damen *(Battaglia comunista*), jusqu'à sa mort en décembre 1975, à Palmanova.

HEERBRANT (Henri), dit HILDEN ou HILDE : né vers 1913; architecte et peintre belge. Il adhère vers 1930 à la Jeunesse communiste, dont il est exclu. Il devient militant de la LCI en 1932, puis de à la Fraction belge après 1937. Pendant la guerre milite avec Ottorino Perrone. Des années 50 aux années 80, il aura des contacts avec touts les groupes bordiguistes, celui de Damen, comme celui de Bruno Maffi. Il participera avec Anne Manne à la revue Bilan, éditée dans les années 80 à Bruxelles. En Belgique, il est apprécié comme artiste peintre surréaliste. Mort d'un accident de la circulation à Bruxelles en 1991.

LA CAMERA (Fortunato) (1898-1972) : lié à Bordiga, dès le début; exclu du PC en 1932; participe en 1943 à la reconstitution du PC à Cosenza et rejoint la Fraction de gauche des communistes et socialistes de Bordiga fin 1944. Après son exclusion du PCI, fait partie du PCInt. Suit la tendance de Damen après 1952, jusqu'à sa mort.

LECCI (Aldo), dit Mario Marini, dit TULLIO : réfugié en France, membre de la fraction italienne. Responsable de la Fédération lyonnaise, membre du comité central. Très actif, en contact avec l'Italie. En 1937, représente la majorité en Espagne, lors des discussions avec la minorité de Barcelone.

S'oppose aux théories de Vercesi sur l'économie de guerre et la disparition du prolétariat dans la guerre. Pendant la guerre membre de la CE à Marseille. Retourné en 1945 en Italie, il est membre du comité central du PCInt, dont il est un des propagandistes dans les meetings. Opposé à Vercesi (Perrone) au congrès de Florence, il adhère à la fraction de Damen en 1952. Membre du PCInt-*Battaglia comunista* jusqu'à sa mort en 1974.

MAFFI (Bruno), dit ALFIERE, dit BRUNO : né à Turin le 12 avril 1909. Son père, directeur pédagogique, était socialiste et collaborateur du *Grido del Popolo*; il est surtout le neveu de Fabrizio Maffi, député socialiste maximaliste qui rentrera au PCd'Italia en 1924, comme "terzino". En 1927 il fait des études de philosophie à la université de Pavie, et est interne au collège Ghislieri, qui fut une école de tout l'antifascisme. Il devient socialiste vers 1928, et membre du comité central clandestin (1930) de ***Giustizia e Libertà***, organisation antifasciste dirigée par Carlo Rosseli, qu'il rencontra à Paris. Arrêté en 1930 il est condamné à deux années de prison par le tribunal spécial. Il est interdit d'emplois d'Etat. Sorti de prison, il termina ses études en 1933. Chargé en 1934 de la reconstruction du centre socialiste pour l'Italie; il collabore sous le pseudonyme d'Alfiere à *Nuova Avanti* et à *Politica socialista*. Il enseigne à Rome au collège international de Monte Mario. Il écrit à cette époque (mars 1935) *Appunti per una politica socialista*, traduisant la position marxiste d'"une effective et profonde unification de la conscience de classe autour du point cardinal de la lutte pour la conquête du pouvoi". Il écrit avec L. Luzzatto un article : *La politica delle classi medie e il planismo*, où il propose d'entraîner les couches moyennes sur les positions du prolétariat, ce qui suppose "un approfondissement et une clarification de notre conscience de classe". Arrêté en mai 1935, il est relégué pour trois ans à Bagnara (Calabre). A partir de 1936-1938, il s'éloigne progressivement de l'antifascisme et se rapproche de la gauche communiste, sous l'influence de Damen. En 1940, il est en camp de concentration avec ce dernier, à Istonio (Chieti). En mars1943, il participe à la fondation du PCInt, dont il est l'un des principaux responsables. Il rencontre Bordiga pour la première fois à l'hiver 1943. Après la Libération, il est l'un des artisans clefs de la construction du Parti communiste internationaliste, qui publie *Prometeo* et *Battaglia comunista*. A partir de 1949, il s'éloigne de Damen, pour suivre Bordiga. L'un des artisans de la scission de 1952. Plus que Bordiga, le théoricien de Naples, Bruno Maffi représente le "Centre" (Centro) organisationnel, tant en Italie, que dans les autres pays (France, Belgique) où existent des sections "bordiguistes". Par la suite, jusqu'à ce jour, principal dirigeant du parti bordiguiste en Italie *(Il Programma comunista).* Connu dans ce pays

pour sa traduction en italien du *Capital* et de nombreux romans.
SOURCES : Archives de l'Etat (Rome), CPC 2911, dossier 94175. *Dizionario del movimento operaio*.

MARUCA (Francesco) (1898-1962) : né le 16 juillet 1898 à Catanzaro; socialiste en 1915, secrétaire du cercle des jeunes socialistes de Catanzaro. Fait son service militaire en 1917-1918. Fondateur du PCd'I à Catanzaro, partisan de Bordiga. Il devint secrétaire politique de la Fédération provinciale du PCd'I, et "homme de confiance" de l'Exécutif à Rome, sous le pseudonyme de Martef. Pour trouble à l'ordre public, il est emprisonné de février 1923 à juin 1923. En avril 1924 il se présente aux élections sur la liste communiste. Il est de nouveau arrêté en 1924 et 1925. Il s'abstient, selon la police, d'activités poliitques après 1926. Il est en fait écarté du parti. Mais, après la chute de Mussolini, il dirige à partir de juillet 1943 la fédération du PCI à Catanzaro. Il rejoint la Fraction de Bordiga en 1944. Membre du PCInt, adhère à la tendance de Damen.
SOURCES : APC CPC Roma 3112, dossier 27306.

MAZZUCHELLI (Carlo) connu sous le pseudonyme de TRE : adhère en 1927 à la Fraction italienne en France. Il contribue pendant la guerre, dans la clandestinité, à. la revitalisation de la Fraction. Il retourne après 1945 en Italie, et sera délégué en 1948 au congrès de Florence, où il s'oppose à Vercesi. Avec Damen, après 1952.

MELIS, dit MITCHELL, dit JEHAN (de son vrai nom VAN DEN HOVEN ?) : contribue avec Hennaut à la constitution de la Ligue des communistes internationalistes. En désaccord avec la majorité, il anime une fraction qui défend les positions de la Fraction italienne. Lors de la guerre d'Espagne, la scission est consommée. Il contribue à la création de la fraction belge de la Gauche communiste internationale. Membre du Bureau international des fractions en désaccord avec Vercesi (Perrone) sur la question de l'économie de guerre. Ses contributions dans *Bilan* sont très nombreuses et portent aussi bien sur la crise mondiale que sur la période de transition. Avec son fils, il sera arrêté en 1940 par la Gestapo. Il meurt en 1945, peu après la libération du camp de Buchenwald, du typhus ou d'épuisement.

PACE (Renato), dit ROMOLO : né en 1903 à Rome. Apprenti-mécanicien, adhère au PSI en 1918, puis au PCd'I, lors de sa constitution. Vers 1924-1926, il est secrétaire de la Fédération des jeunesses communistes du Latium. En décembre 1926, il est assigné à résidence pour cinq années. Il est arrêté en janvier 1927 lors d'une réunion clandestine. Il est déporté à

Ustica, puis à Ponza. Avec Bordiga et presque 40 communistes opposants, il vote contre le document du chef stalinien Giuseppe Berti qui réclamait en 1929 la condamnation de Trotsky. Il est libéré de l'île de Ponza le premier janvier 1932 et rentre à Rome, où il est sous haute surveillance. Il est exilé de nouveau à Ponza, et lors d'une "permission" à Rome (décembre 1932), il déjoue la surveillance policière et s'enfuit en Yougoslavie. Il passe par l'Autriche et la Suisse, et rejoint Paris en mars 1933. Il est exclu officiellement du PC de Togliatti en 1933. Là Giuseppe Berti lui propose de rejoindre le "paradis socialiste". Il refusa, ayant reçu les lettres du communiste dissident Luigi Calligaris, lui décrivant la véritable situation des travailleurs soviétiques. Il prend contact avec Piero Corradi et adhère bientôt à la Fraction communiste italienne. Avec la minorité de la fraction, il se rend en Espagne à l'automne 1936 combattre dans les milices. Après la militarisation de celles-ci, il est l'un de ceux qui restent en Espagne; il travaille comme tourneur dans l'usine d'armement de Saillent. La police fasciste le surveille et en mars 1937 le définit comme "un éleméent violent et dangereux pour l'ordre public". En mai 1937, il se bat contre les staliniens et leur police à Barcelone. Il travaille encore en usine en Espagne, qu'il abandonne à la fin de l'année. Il adhère à l'Union communiste jusqu'à la guerre. Il est interné par les autorités françaises le 24 décembre 1941, puis remis aux autorités fascistes en mai 1942, et condamné à une relégation de 5 années. Il est libéré en août 1943 et devient partisan dans la brigade Matteoti, qui opère autour de Rome. Par la suite, membre du PCInt à Rome en 1945 dont il fut membre jusqu'au milieu des années 60.
SOURCES : APC CPC dossier 3633.

PAPPALARDI (Michelangelo) : né en 1896 en Calabre, il adhère en 1918 à la Fraction communiste abstentionniste. Professeur d'allemand, il s'expatrie fin 1922 en Autriche, puis en Allemagpe en 1923, où il représente le PCd'I. Il en démissionne en novembre 1923. En France, en 1926, il est en contact avec Bordiga, dont il traduit les "*Thèses de Lyon"* présentées au congrès de Lille du PCF. En désaccord avec Perrone sur les questions syndicale et russe, il forme en 1927 le groupe *Réveil communiste*, puis en 1931 "L'Ouvrier communiste". Contacts avec Korsch, puis rupture. Favorable aux principes du KAPD, dont il traduit les principaux textes en français. Malade, il abandonne peu à peu l'activité politique, et vit de son métier de correcteur. Il émigre en Argentine, et meurt à Buenos Aires en 1940.

PERRONE (Ottorino), dit VERCESI : né en 1897 à Aquila. Etudes de droit et de commerce. Après son service militaire comme artilleur pendant la

guerre. Membre du PSI en 1920, puis du PCd'I, à Venise, où il est secrétaire de la Camera del Lavoro. En 1922, propagandiste à Padoue; en 1923, rédacteur du journal *Il Lavoratore di Trieste*. Chargé par le parti d'organiser les fédérations de Venise et Aquila. En 1924, établi à Milan, il fait partie de la rédaction de *l'Unità*; il prépare la conférence clandestine de Como, et se rend à Moscou où il prend Part au V[e] congrè de l'IC. En 1925, membre du "Comité d'entente" opposé à la bolchevisation. Installé à Milan, il assure la liaison avec l'étranger, tout en étant secrétaire de la centrale syndicale communiste. Partisan résolu de Bordiga au congrès de Lyon. Assigné à résidence, il s'enfuit en France d'où il sera bientôt expulsé vers la Belgique, non sans qu'il ait contribué à la fondation de la Fraction de gauche italienne. Sa vie désormais jusqu'à la guerre se confond avec cette dernière. Il sera employé du syndicat des typographes de Bruxelles et appartiendra au syndicat des employés jusqu'à son expulsion en 1938. Il est le principal rédacteur et responsable de la rédaction de "*Prometeo"* et "*Bilan*", établie à Bruxelles. Lors de l'éclatement de la guerre, il considérera que toute activité militante est devenue inutile, se heurtant à l'opposition de la Fraction italienne. Participant à la Croix rouge italienne et au comité de la Coalition antifasciste de Bruxelles, il sera exclu en janvier 1945 de la Fraction. En 1945, présent à la conférence de Turin, il continue à défendre ses anciennes positions sur l'économie de guerre qu'il défendait avant la guerre. Il devient membre du comité central de ce parti, qui ne lui demande aucun compte sur son activité "antifasciste", aux cotés des partis nationalistes italiens de la Résistance. Partisan déterminé de Bordiga, dont il est le porte-voix dans les congrès, il considère que la fondation du PCInt était prématurée. Jusqu'à sa mort en 1957 à Bruxelles, il participera aux activités du parti "bordiguiste", regroupé autour du journal *Il Programma comunista.*

REPOSSI (Luigi) né en 1882, membre du PSI, adhère à la Fraction communiste abstentionniste. Directeur en 1922 de la revue communiste *Rassegna comunista*. Partisan de Bordiga, il contribue à la fondation du "Comité d'entente". Il est arrêté en 1926. En 1929, il est expulsé du PCI. En contact avec Damen à Isatorio (Piémont), où il est interné. Mais en 1944, comme son ami Fortichiari, il cherchera à rentrer au PCI de Togliatti. Dans les années 1950, il adhérera au PSI. Il mourra dans la misère en 1957.

RICCERI Otello, dit IL PICCOLO ou *PICCINO***.** - Né le 3 février 1905 à Bagno a Ripoli, près de Florence, Otello Ricerri acquit une formation d'ouvrier bijoutier. Otello Ricceri adhéra au Parti communiste italien en 1921. Il participa aux affrontements armés avec les milices fascistes, à

Florence, dans l'escouade " Spartaco Lavagnini ", et dut émigrer en France, en 1922. Otello Ricceri habita d'abord à Lyon, où il s'affronta en maintes occasions avec des partisans des " chemises noires ", puis à Marseille. Dans cette ville, autour de 1934, il fut gravement blessé par les partisans du parti communiste italien. Il fut frappé de plusieurs mesures d'expulsion du territoire français. Sa petite taille, avec une force de lion, lui valut le surnom de Piccino. " Piccino " fut un des animateurs de la Fraction de la gauche communiste italienne, regroupée autour de " *Prometeo* " (1928-1938), puis de " *Bilan* " (1933-1938), à partir de 1928. Lors de la guerre en Espagne, il suit, dans la section de Marseille, à l'été 1936, avec conviction les positions de la majorité de la Fraction italienne, qui refuse toute adhésion aux milices et le défaitisme révolutionnaire dans les deux camps militaires. Pendant la guerre, il fit partie, dans la plus stricte clandestinité, de la Commission exécutive de la Fraction de la gauche communiste italienne, reconstitutée à Marseille, à partir de 1942. Il rejoignit le courant " bordiguiste " (Fraction française de la Gauche communiste internationale, publiant *L'Internationaliste*), après 1945. Malgré les scissions dans son groupe, il resta toujours fidèle à son parti : le Parti communiste international, qui publiait " *Programme communiste* " et *Le Prolétaire*. Il resta toujours un ouvrier, exerçant différents métiers, vivant dans la plus grande modestie. Il fut jusqu'à sa mort, en avril 1976, à Marseille, avec Suzanne Voute (voir ce nom), un membre énergique et influent de la tendance regroupée autour de *Programme communiste*. Selon ses camarades, il était "un militant ouvrier comme il n'en existe plus aujourd'hui".

SOURCES : - ACS CPC, Rome, dossier 4298; - *Le Prolétaire*, bimensuel du parti communiste international (Programme communiste), n° 219, mai 1976, " Un vieux camarade toujours jeune 'Piccino' ") ; - Ph. Bourrinet, *La Gauche communiste italienne*, "CCI", Paris, 1981.

RUSSO (Enrico) (1895-1973) : né à Naples; ouvrier mécanicien; aux Jeunesses socialistes en 1910, puis au PSI. En 1917, secrétaire de la FIOM de Naples, syndicat des métaux. Partisan de Serrati après Livourne, rejoint le PC en 1924, devient secrétaire de la Bourse du travail de Naples en 1925; secrétaire du parti pour la Campanie en 1925, il émigre en France, en 1926. Il adhère à la Fraction italienne à la fin des années 20. Réfugié à Bruxelles, il est membre du comité central. Il rompt avec la Fraction en 36 et commande la brigade Lénine du POUM sur le front d'Aragon. Il adhère à l'Union communiste. Livré par Vichy aux autorités fascistes, il est libéré en 1943. Secrétaire de la bourse du travail de Naples, de la CGL méridionale, membre du PC de Montesanto, il anime des grèves en mars 1944. Quitte le PC et adhère au PSDI, où il anime un courant de "gauche". Il reste jusqu'à sa mort un syndicaliste.

SERENA (Vincenzo) (?-1953) : adhère en 1921 au PC à Livourne; exilé à Ponza, il se réfugie en Belgique et en France et adhère à la Fraction italienne. Pendant la guerre, à partir de 1943, commissaire de partisans. Il adhère au PCInt bordiguiste.

SALVADOR (Riccardo) (1900-1993). - Riccardo Salvador est né à Schio, non loin de Vicence, dans le nord de l'Italie.Il fut ouvrier toute sa vie. Il appartient à la gauche socialiste, puis adhère au Parti communiste d'Italie en 1921. Il est arrêté en 1927 et condamné à 12 ans et demi de prison par les autorités fascistes.Il participa à toutes les luttes politiques dans les prisons. Vers la fin des années 30, il abandonna tout lien avec le parti de Togliatti. Il redémarre une activité avec des ouvriers à Schio, activité syndicale. Riccardo Salvador était sympathisant du Parti communiste internationaliste de Damen et Maffi, et les communistes en juillet 1945 l'accusèrent d'avoir été le responsable du massacre de détenus fascistes ("le massacre de Schio"), en fait liquidés par des partisans proches du PCI. Il adhéra au PCInt. A la fin des années 40, Salvador alla travailler en Suisse à Winterthur, où il organisa une section de son parti. Lors de la scission de 1952, entre partisans de Damen et partisans de Maffi et Bordiga, il suivit ces derniers, regroupés autour du journal "Il Programma comunista". Le contexte difficile (absence de traditions de lutte sociale et politique) dans lequel Salvador militait l'amena à une correspondance suivie avec Bordiga. Salvador estimait qu'il fallait rendre "plus compréhensible" le marxisme aux ouvriers. Bordiga lui répondit (23 novembre 1952) que "c'est précisément parce que (les ouvriers) échappent à la voie scolaire et qu'il sont doués d'une méthode qui tient plus de l'instinct que du raisonnement qu'ils arrivent à leur doctrine de classe et qu'ils agissent en conséquence", mais que sur le plan théorique, "simplifier c'est toujours déformer". A l'âge de la retraite, Salvador revint à Schio en 1966, où il créa une section entièrement ouvrière. Riccardo Salvador fut maintes fois accusé par son propre parti de nourrir des "tendances localistes". En septembre 1982, s'opposa vigoureusement au "Centro" de Bruno Maffi, peu avant l'éclatement international du Parti communiste international. Il se refusait à envisager la possibilité d'actions communistes sur un terrain immédiat avec des ouvriers d'autres organisations d'extrême gauche. Il s'opposa aussi à la fondation d'une section dans le gros centre industriel vénitien de Mestre-Porto-Marghera, estimant que les militants travaillant dans ce centre devaient s'organiser dans les localités d'où ils étaient originaires. Toute la section de Schio décida alors de rompre avec le "Centre" du parti et devint autonome. Bien que vitupérant contre la "dégénérescence des

programmistes" de Il *Programma comunista*, Riccardo et ses camarades revinrent dans ce qui restait du Parti communiste international "programmiste", regroupé autour de Bruno Maffi. Jusqu'à un âge très avancé, Riccardo Salvador demeura actif. A son instigation, la section de Schio déploya un travail considérable de réédition des textes de Bordiga des années 20. Il mourut le 31 octobre 1993. Pour ses camarades "bordiguistes", il était incontestablement un survivant de la vieille garde qui avait donné naissance à leur parti (PC internationaliste) en 1943. Il représentait aussi un certain type d'ouvrier communiste de gauche, très attaché à sa classe, aussi actif dans le quotidien social que soucieux d'acquérir et d'impulser une solide formation théorique.

SOURCES : *Divisione polizia politica, Direzione generale di pubblica sicurezza; Divisione affari generali e riservati*; *Battaglia comunista* du 28 juillet 1945 et du 6 août 1945 (articles de R. Salvador); brochures de la section de Schio de "Programma comunista" : *Materiali di lavoro*, Schio (1) ; *Il Comunista* n° 39, nov. 1993-fév. 1994; *Programme communiste*, n° 94, mai 1995 "A la mémoire d'un camarade de la vieille garde : Riccardo Salvador".

STEFANINI (Luciano), dit LUCIANO (?-1970) : d'origine ouvrière. Membre du PC; arrêté en 1926, fait 9 ans de cachot; en France en 1935, adhère à la Fraction. Il défend des positions antisyndicalistes. Retourné en Italie pendant la guerre, il contribuera à la fondation du PCInt dans le nord de l'Italie. Membre du comité central de ce parti, défend à la conférence de Turin la non-participation aux syndicats, position minoritaire. Après 1952, jusqu'à sa mort suit la tendance Damen.

TARSIA (Lodovico) (1876-1976?) : chirugien connu, membre de la fraction de Bordiga dans le PSI; élu au comité central du PC d'Italie en 1921; il émigre au Brésil de 1928 à 1938. Mis à la retraite, il retourne en Italie. Il reprend contact avec Bordiga à son retour. Membre du PCInt après 1945.

TORNIELLI (Giovanni), dit NERO : membre du PCd'I dès le début, il devient conseiller provincial. Réfugié en France en 1926, il s'installe à Vincennes comme entrepreneur en bâtiment. Il devient le caissier de la Fraction italienne et membre de la C.E. En octobre 19319 avec Vercesi, Gabassi et Bruno Bibbi, il représente la fraction au congrès de la Ligue communiste.

TORRICELLI (Guido) : né à Parme en 1899, ouvrier. Membre du PCd'I en 1921, participe en 1922 aux journées rouges de Parme qui se soldent par la déconfiture des escadrons fascistes. En 1925-1926, il prend en mains la direction de l'organisation du parti dans cette ville. En 1928, il est relégué dans les îles jusqu'en 1932, où il en revient sur les positions de la Gauche

communiste. De nouveau relégué pendant deux années. En 1943, il adhérera au PCInt, qui le nommera membre de son comité central et le chargera de diriger la Fédération de Parme. Il meurt en 1947 d'un accident de la circulation.

VERDARO (Virgilio), dit GATTO MAMMONE : né le 28 juin 1885 près de Balerna (Tessin, Suisse), non loin de Côme à la frontière italienne. Son père étant professeur d'université à Florence, Virgilio Verdaro fit ses études au lycée de Florence. En 1901 il devint membre du Parti socialiste italien. Ses études universitaires l'amenèrent à la licence d'histoire, matière qu'il enseigna au lycée et dans diverses écoles. En 1909, Verdaro enseigna en Romagne (Sant'Arcangelo di Romagna) où il fit la connaissance du directeur du journal socialiste romagnol : Benito Mussolini. Il enseigna ensuite dans la république de Saint-Marin. Il représenta ce petit territoire au congrès socialiste de Bâle en 1912. Il retourna en Suisse enseigner à Saint-Gall. Mais en 1915, à l'entrée de l'Italie en Guerre, il revint à Florence pour mener une vigoureuse campagne contre la guerre. Il fut alors relégué par le gouvernement en Calabre. En 1917, il fut condamné à deux mois de prison. A la fin de la guerre en 1918, Verdaro entra en contact avec Bordiga. En 1919, il prit la tête des abstentionnistes de Florence gagnés aux positions de Bordiga. En octobre de la même année, il fut délégué de la Fraction communiste abstentionniste au Congrès socialiste de Bologne. En 1920, il appartint à la commission exécutive de la Fraction "bordiguiste", dont il fut le secrétaire. Délégué au congrès de Livourne en janvier 1921, il a été l'un des fondateurs du nouveau parti communiste. Verdaro fut expulsé d'Italie quelques mois plus tard. Ne pouvant rentrer, il vécut en Autriche, à Steinach, puis à Vienne. En 1924, il dut se réfugier à Moscou. Il travailla à l'Office de la censure, puis enseigne à l'Institut Marx-Engels, fondé par Riazanov. Son amour immodéré des chats lui valut le surnom de Gatto (Mammone). Il travailla avec sa seconde femme Emilia Mariottini à une *Histoire du mouvement ouvrier international*. Il logea jusqu'en 1928 au fameux Hôtel Lux, où la GPU surveille les kominterniens. En 1926, il accueillit son ami Bordiga, à Moscou, lequel mena une attaque en règle au Plénum Elargi contre la politique du Komintern. Avec Ersilio Ambrogi il entra en contact avec la Fraction de Gauche dirigée par Ottorino Perrone dès 1927, et se montre solidaire de Trotsky. A partir de 1928, il est considéré comme "trotskyste". Il est exclu - avec Ersilio Ambrogi - le 10 mai 1929 du Parti communiste russe. En mai 1931, il réussit à quitter l'URSS. Son livre sur l'histoire du mouvement ouvrier est confisqué. Sa femme enceinte sert d'otage au GPU. Elle est expulsée du parti en 1933 et perd son travail et tout moyen de subsistance. Son fils Vladimiro mourut de faim en décembre

1934. Arrivé en France, en juillet 1931, il se réfugia à Bruxelles, et devint Secrétaire du Comité exécutif de la Fraction, rétribué comme unique permanent. Il réussit à entrer plusieurs fois en France, pour mener des réunions de la Fraction bordiguiste. A la suite de l'une d'elles, en 1933 il est expulsé de France vers la Suisse, et retourne à Bruxelles; Avec Ottorino Perrone, il est responsable de la rédaction de *Prometeo* et *Bilan*, auxquels il contribue de sa plume sous le pseudonyme de Gatto Mammone. Il est le fidèle collaborateur de Perrone, et joue un rôle essentiel dans la Fraction, comme membre de la Commission exécutive. Lors du congrès de la Fraction de 1935, il est de ceux qui proposent l'abandon de toute référence au parti communiste, pour prendre le nom de "Fraction italienne de la Gauche communiste". Lors des événements d'Espagne en 1936, il s'opposa avec Perrone à la minorité qui voulait s'engager dans les milices contre l'armée franquiste. Fin 1936, il apprit que sa femme avait été expulsée d'URSS vers la France. En mai1940, sous le coup d'une demande d'extradition du gouvernement fasciste, il abandonna la Belgique et se réfugia en Suisse, dont il était resté citoyen. Avec Emilia Mariottini, il s'installa sans aucun bien à Balerna. Il vivra dans la plus extrême indigence jusqu'à la fin de la guerre, sans autre ressource qu'une maigre allocation communale. Fin 1945 et jusqu'en 1956, il trouva un emploi faiblement rétribué d'archiviste en histoire. En 1943, il adhéra à la section socialiste de Balerna. Il collabora au journal local socialiste *Libera Stampa*. En 1946, il fait partie du comité cantonal du parti socialiste. Plusieurs années (1947, 1951 et 1955), il sera candidat sur la liste socialiste pour l'élection au Grand conseil. Il semble avoir gardé quelques contacts avec les "bordiguistes" italiens du Parti communiste internationaliste : en 1947, un article de lui fut publié dans *Prometeo* ("in un margine ad un anniversario"). De 1944 à 1957, date de sa démission, il fut élu plusieurs fois au conseil communal de Balerna. Verdaro fut toujours catalogué comme un dissident de gauche dans le parti socialiste. En 1953 et 1955, il ne s'opposa pas à une entente avec les libéraux pour une expérience de gouvernement. Il critiqua maintes fois le PS suisse pour avoir abandonné l'anticléricalisme. Il quittera la Suisse italienne en 1957 pour s'établir avec sa femme près de Florence. Mort le 6 décembre 1960 à Pontassieve di Firenze. Bordiga envoya une longue lettre de condoléances à sa femme Emilia Mariottini.

SOURCES. – Archives Ambrogi (BDIC de Nanterre). Archivio Cantonale di Bellinzona, Fondo Guglielmo Canevascini. - *Il Soviet*, 1920. *Bolletino interno della Frazione di sinistra*, 1931-1933. *Bilan*, *Prometeo* et *Octobre*, 1933-1939. – *Libera Stampa*, Balerna, n° 286, 15 décembre 1960, "Virgilio Verdaro". – Angela BATTAGLI, *Il movimento operaio nel territorio di Pontassieve dall'Unità d'Italia al Fascismo*, Pontassieve, 1979. Fausto BUCCI et Rossano QUIRICONI, *La Vittoria di Franco è la disfatta de proletariato… Mario di Leone e la rivoluzione spagnola*, " La Ginestra – Comitato pro ex Ilva ", Follonica, 1997. Pasquale GENASCI, *Il Partito socialista nel Ticino degli anni 40*, Fondazione Pellegrini-Canevascini,

Lugano, 1985. Pasquale GENASCI et Bruno STOPPA, *Virgilio Verdaro (1885-1960), il comunista eretico e il socialista controcorrente, il militante internazionalista e il balernitano*, Associazione cultura popolare, Balerna ; Fondazione Pellegrini-Canevascini, Lugano, 1988. Jules HUMBERT-DROZ, *Il contrasto tra l'Internazionale e il PCI 1922-1928*, Feltrinelli, Milano, 1969. *Resoconto stenografico del XVII Congresso nazionale del Partito socialista italiano, Livorno 15-20 Gennaio 1921, con l'aggiunta dei documenti sulla fondazione del Partito comunista d'Italia*, Edizionzi Avanti!, Milano, 1962. Paolo SPRIANO, *Storia del Partito comunista italiano, vol; I, Da Bordiga a Gramsci*, Einaudi, Torino, 1976. Ruth von MAYENBURG, *Hotel Lux*, Editoriale nuova, Milano, 1979.

ZECCHINI Bruno, dit " IL BIONDO " (" le blond "), ou ROMEO. - Bruno Zecchini est né le 14 février 1903 à Venise (Italie), " dans une famille de subversifs ", selon la police italienne. Mécanicien automobile, il adhéra au Parti socialiste italien en 1919, puis au Parti communiste d'Italie en 1921. Il est emprisonné le 18 avril 1921 à Venise, durant la grève générale. "Homme de confiance" du Comité syndical national des métallurgistes, il déménagea à Milan, où il acquit une renommée d'agitateur et propagandiste. Il est suspendu du parti six mois, en raison de son soutien aux thèses de Bordiga en 1926. Le 27 novembre 1926, il est séquestré dans un local de la galerie Victor-Emmanuel à Milan, par les fascistes, à la recherche de son beau-frère Ottorino Perrone (voir ce nom), dirigeant communiste de gauche. Il réussit à s'enfuir en sautant d'une fenêtre, non sans se blesser. En décembre 1926, il tente en vain de s'expatrier. Il est incarcéré le premier mai 1927, soupçonné d'avoir diffusé des manifestes appelant les ouvriers à se soulever contre le fascisme. Considéré comme " communiste dangereux ", il est à nouveau arrêté le 24 juillet 1927. Il est déféré devant le Tribunal spécial, mais amnistié. Il est cependant exilé par les fascistes aux îles Lipari. Il est libéré en 1932, et clandestinement gagna la Belgique rejoindre son beau-frère Ottorino Perrone. Il est exclu du PC d'Italie en février 1933, et adhère à la Fraction communiste italienne, dite " bordiguiste ", qui publie " *Prometeo* " et " *Bilan* ". Il est expulsé de Belgique en 1934, et milite à Paris dans les rangs de la Fraction de la Gauche communiste italienne. Zecchini est en désaccord avec les positions de la majorité de la Fraction de la Gauche communiste italienne, qui refuse de s'engager dans les milices républicaines et préconise le " défaitisme révolutionnaire " des deux côtés des fronts militaires. Il s'engage avec la minorité bordiguiste dans la colonne Lénine du POUM, sur le front d'Aragon, à Huesca. Il est exclu avec la minorité de la Fraction communiste italienne. En Espagne, il refuse la militarisation des milices, faite par le gouvernement républicain. Il quitte l'Espagne en avril 1937, et se rétablit à Paris. Avec la plupart des militants de la minorité " bordiguiste ", il adhéra à l'Union communiste de Henri Chazé, Lastérade de Chavigny et Laroche (voir ces noms), jusqu'à la déclaration de la guerre. Il ne semble pas avoir vraiment milité pendant la guerre. Lorsque se forma

la Fraction française de la gauche communiste internationale (FFGCI), animée surtout par Suzanne Voute et Albert Vega (voir ces noms), il en devient membre, avec Chazé, Lastérade et Laroche. La FFGCI cessa d'exister en 1951, la plupart des militants rejoignant " Socialisme ou Barbarie ". Après la reconstitution du courant " bordiguiste " français dans les années 1950 autour du *Bulletin* du Groupe français de la Gauche communiste internationale, puis de la revue *Programme communiste*, Bruno Zecchini resta un membre influent du Parti communiste international. Très actif, il dirigea la section de Paris du Parti communiste international de 1966 jusqu'à sa mort survenue le 15 octobre 1967, à Paris.

SOURCES :
- Archivio centrale di Stato (ACS), Rome, CPC, dossier Zecchini, n° 5560 ;
- *Le Prolétaire*, mensuel du Parti communiste international, n° 48, novembre 1967 ;
- *Il Programma comunista*, Milan, n° 20, novembre 1967, " Un militante esemplare : Bruno Zecchini " ;
- Philippe Bourrinet, *La Gauche communiste italienne*, mémoire de maîtrise, Paris-I, 1980.
- Fausto Bucci et Rossano Quiriconi, *La Vittoria di Franco è la disfatta de proletariato… Mario di Leone e la rivoluzione spagnola*, " La Ginestra – Comitato pro ex Ilva ", Follonica, 1997.